



REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
Honneur – Fraternité- Justice



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR
LE DEVELOPPEMENT -PNUD

MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET DU DEVELOPPEMENT

RAPPORT D'EVALUATION GLOBALE DU CSLP 2001-2015



Rapport Principal

Elaboré par :

Le Bureau
d'études



CDES- Conseil en Développement Economique et Social

22 Juin 2015

AVANT-PROPOS

La présente évaluation a été conduite, à la demande du Gouvernement Mauritanien sur financement PNUD, par une équipe de consultants seniors du Bureau d'études CDES (Conseil en Développement Economique et Social), comprenant :

- Isselmou MOHAMED TALEB, Economiste, Chef de Mission
- Dialel GUISET : Statisticien-Economiste
- Issaka DIAGANA : Spécialiste en secteurs productifs
- Mohamed Fadel Aghdhafna CHEIKH MOHAMED FADEL: Agroéconomiste/Environnementaliste
- Abdallah EL VALLY : Spécialiste des services sociaux de base
- Bocar COULIBALY : Spécialiste des questions de gouvernance

La coordination administrative de cette activité a été assurée par Mohamed Fadel Aghdhafna CHEIKH MOHAMED FADEL, Directeur Général du CDES.

D'autres experts ont également appuyé les travaux de l'équipe : M. Mohamed Aly Mohamed, Ingénieur spécialiste de développement, Mamina MAAYNIYA, Professeur et M'Bareck MOHAMED ELABD, Economiste.

Les auteurs remercient de leur appui le personnel du MAED, du Bureau du PNUD, de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne et particulièrement Messieurs :

- Yahya ABDEDDAYEM, DG/DGPESD
- Sidi Mohamed ZENVOUR, D/DES-CSLP
- Souleman BOUKAR, PNUD
- Hadrami OUBEID, Banque Mondiale
- Tom CORRIE, UE
- SidnaNdah MOHAMED SALEH, AT-UE/ DGPESD

Les auteurs ont également bénéficié d'entretiens fructueux, au niveau central et régional, avec de nombreux experts de l'administration mauritanienne, des élus, des partenaires techniques et financiers représentés, du secteur privé et de la société civile auxquels ils expriment leurs remerciements.

Les opinions exprimées dans ce Rapport ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, du Programme des Nations Unies pour le Développement ou de toute autre Partie évoquée.

Table des matières

Table des matières	3
Préambule.....	7
Acronymes et abréviations	8
I. Introduction.....	13
1.1 Contexte et objectifs de l'évaluation	13
1.2 Le champ de l'évaluation.....	14
II. Méthodologie de l'évaluation	16
2.1 La compréhension de la mission	16
2.3 La démarche.....	17
2.4 Les outils méthodologiques.....	18
2.5 Tableau de synthèse de la méthodologie	18
III. Analyse de la situation de référence en 2001	21
3.1 Axe 1 : Accélération de la croissance.....	21
3.2 Axe 2 : Ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres	22
Axe 3 : Ressources Humaines et Accès aux services de base.....	35
3.4 Axe 4 : Amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités	42
3.5 Axe 5 : Renforcement du pilotage, de suivi, de l'évaluation et de la coordination	43
V. Analyse de l'évolution de la situation de 2001 à 2014	44
4.1 L'évolution à travers les indicateurs.....	44
4.1.1 Axe 1 : Accélération de la croissance.....	44
4.1.2 Axe 2 : Ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres	49
4.1.3 Axe 3 : Ressources Humaines et Accès aux services de base.....	53
4.1.4 Axe 4 : Amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités	59
4.1.5 Axe 5 : Renforcement du pilotage, de suivi, de l'évaluation et de la coordination	60
4.2 L'analyse des évolutions à travers les trois plans d'action	60
4.2.1 Le CSLPI	60
4.2.2 Le CSLPII	79
4.2.3 Le CSLP III.....	102
4.3 Les facteurs explicatifs des évolutions observées entre 2001 et 2015	125
4.3.1 Axe 1 : Accélération de la croissance.....	125
4.3.2 Axe 2 : Ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres	126
4.3.3 Axe 3 : Ressources Humaines et Accès aux services de base.....	128
4.3.4 Axe 4 : Amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités	130
4.3.5 Axe 5 : Renforcement du pilotage, de suivi, de l'évaluation et de la coordination	135
V. Analyse des résultats du CSLP 2001-2015 à travers les critères d'évaluation	136
5.1 L'analyse des aspects conceptuels, institutionnels et de mise en œuvre	136
5.2 L'analyse des ressources financière allouées.....	152
5.3 L'analyse des résultats et impacts	164
VI. Conclusions et recommandations	182
6.1 Les principales conclusions.....	182
6.3 Les principales recommandations	187
ANNEXES	196
A - Eléments de bibliographie.....	196
B - Compte-rendu des missions et focus groupes (document séparé)	197
C - Fiches d'évaluation (document séparé)	
D - Termes de référence de l'évaluation (document séparé)	

Liste des tableaux :

TABLEAU 1 : Synthèse de la Méthodologie de l’Evaluation

TABLEAU 2 : Evolution de la production (en tonnes) de 1997 à 2001

TABLEAU 3 : Importation de produits pétroliers entre 1990 et 2002

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs du secteur du développement rural en 2000

TABLEAU 5 : Récapitulatif de l’évolution des indicateurs de l’axe 1 du CSLP (2001-2015)

TABLEAU 6 : Evolution de l’Incidence de la pauvreté entre 2001 et 2014

TABLEAU 7 : Evolution du taux annuel moyen de croissance (hors pétrole)

TABLEAU 8 : Evolution du PIB par tête en dollars US

TABLEAU 9 : Taux annuel de croissance réel du PIB du secteur MINES

TABLEAU 10 : Taux annuel de croissance réel du PIB du secteur Pêches

TABLEAU 11 : Evolution du Nombre de touristes entre 2001 et 2014

TABLEAU 12 : Evolution du Taux de pression fiscale 2001-2014

TABLEAU 13 : Evolution des Réserves brutes (en mois d’importation) 2001-2014

TABLEAU 14 : Evolution du Taux d’inflation 2001- 2014

TABLEAU 15 : Récapitulatif d’évolution des indicateurs de l’axe 2 CSLP (2001-2015)

TABLEAU 16 : Récapitulatif d’évolution des indicateurs de l’axe 3 CSLP (2001-2015)

TABLEAU 17 : Evolution des indicateurs OMD 2001 - 2014

TABLEAU 18 : Evolution du taux de couverture vaccinale 2010-2014 (Sources PEV)

TABLEAU 19 : Evolution du PIB aux prix constants base 2004

TABLEAU 20 : Analyse des forces, faiblesse et opportunités du secteur rural

TABLEAU 21 : Situation référence des Indicateurs Agriculture et l’Elevage 2006-2010

TABLEAU 22 : Analyse des forces, faiblesse et opportunités de la Sécurité Alimentaire

TABLEAU 23 : Situation référence des Indicateurs de la Sécurité Alimentaire 2006-2010

TABLEAU 24 : Situation référence des Indicateurs de l’Environnement 2006-2010

TABLEAU 25 : L’Evolution du TBF et TRF de 2010 a 2015

TABLEAU 26 : L’Evolution des Principaux indicateurs de la gouvernance

TABLEAU 27 : Exemple de quelques réalisations en Agriculture et Elevage CSLP III

TABLEAU 28 : Forces et Faiblesses du DR (en Adrar; Nouadhibou; Hodh El Chargy et Guidimaka selon les acteurs)

TABLEAU 29 : Résultats et Impacts Secteur Hydraulique et Assainissement

TABLEAU 30 : Forces et Faiblesses de l’HA dans les Régions de l’Adrar ; Nouadhibou selon les acteurs

TABLEAU 31 : Evolution du coût de financement par axe des actions prioritaires du CSLP I,II ,III

TABLEAU 32 : Evolution du coût de financement des actions prioritaires du CSLP (en milliards d'Ouguiyas)

TABLEAU 33 : Ressources allouées à l'Axe 2 dans les différents plans d'actions du CSLP (en milliards UM)

TABLEAU 34 : Evolution de la programmation du BCI secteur développement rural (en millions d'UM)

TABLEAU 35 : Coûts additionnels par action prioritaire et par sous-secteur pour les années 2002-2003-2004.

TABLEAU 36 : Evolution de l'exécution du BCI secteur du développement rural (en millions d'UM)

TABLEAU 37 : Besoins Additionnels d'investissement pour le secteur prioritaire du DR (en Millions UM)

TABLEAU 38 : Evolution de l'exécution du BCI -secteur du développement rural (en d'UM)

TABLEAU 39 : Répartition des dépenses d'investissement du Développement Rural (en MUM)

TABLEAU 40 : Evolution de la programmation du BCI- secteur hydraulique urbaine (en millions d'UM)

TABLEAU 41 : Evolution de l'exécution du BCI secteur hydraulique urbaine (en millions d'UM)

TABLEAU 42 : Programme d'Actions Prioritaires et Coûts Additionnels Secteur Hydraulique et Assainissement

TABLEAU 43 : Besoins Additionnels d'investissement du secteur prioritaire secteur HA (en Millions UM)

TABLEAU 44 : Evolution des dotations budgétaires du secteur de l'eau et de l'assainissement en Millions U M

TABLEAU 45 : Répartition des dépenses d'investissement du secteur hydraulique et Assainissement (en MUM)

TABLEAU 46 : Evolution de la programmation du BCI - secteur Sécurité alimentaire (en millions d'UM)

TABLEAU 47 : Evolution de l'exécution du BCI secteur Sécurité Alimentaire (en millions d'UM)

TABLEAU 48 : Répartition des dépenses d'investissement du secteur Sécurité Alimentaire (en MUM)

TABLEAU 49 : Evolution de la programmation du BCI du secteur environnement (en MUM)

TABLEAU 50 : Evolution de l'exécution du budget consolidé d'investissement secteur Environnement (en MUM)

TABLEAU 51 : Programme d'Actions Prioritaires et Coûts Additionnels Secteur Environnement en Millions UM

TABLEAU 52 : Répartition des dépenses du secteur de l'environnement, (en MUM)

TABLEAU 53 : Evolution des ressources budgétisées, mobilisées et dépensées en 2012-2014

TABLEAU 54 : Financement de l'axe 4 du CSLP 2001-2004 (en Millions d'UM)

TABLEAU 55 : Financement de l'axe 4 du CSLP 2006-2010 (en Millions d'UM)

TABLEAU 56 : Financement de l'axe 4 du CSLP 2011-2015 (en Millions d'UM)

TABLEAU 57 : Analyse critériologique du DR et de l'HA selon les phases I, II et III du CSLP

Liste graphiques :

GRAPHIQUE 1 : Evolution du TMM entre 2001 -2014

GRAPHIQUE 2 : Evolution du TMI entre 2001 -2014

GRAPHIQUE 3 : Evolution du taux de couverture vaccinale 2010-2014

GRAPHIQUE 4 : Evolution du Taux de Chômage entre 2001 -2014 selon RGPH et EPCV

GRAPHIQUE 5 : Source d’approvisionnement en eau potable en 2000 et 2004

GRAPHIQUE 6 : Taux de rétention fin primaire

GRAPHIQUE 7 : Comparaison des tendances actuelles MI,MIJ et TMM avec les OMD

GRAPHIQUE 8 : L’Evolution du TBF et TRF de 2010 a 2015

GRAPHIQUE 9 : L’Evolution du taux de croissance Agriculture entre 2009 -2014

GRAPHIQUE 10 : L’Evolution du taux de croissance Elevage entre 2009 -2014

GRAPHIQUE 11 : Evolution du financement par axe des actions prioritaires du CSLP I, II , III

GRAPHIQUE 12 : BCI du Développement Rural 2000 à 2004 (Fonds nationaux-FN; Dons et Prêts en Millions UM)

GRAPHIQUE 13 : BC -Hydraulique urbaine- 2000 à 2004 (Fonds nationaux-FN; Dons et Prêts en Millions UM)

GRAPHIQUE 14 : BC 2000-2004 /Environnement (Fonds nationaux-FN; Dons et Prêts en Millions UM)

Liste encadrés:

Encadré 1 : Subvention du carburant

Encadré 2 : La stratégie Nationale de lutte contre la corruption

Encadré 3 : Le Programme Spécial d’Intervention –PSI

Préambule

La période 2001-2015 a été marquée par une grande instabilité politique. En effet, cinq chefs de l'exécutif se sont succédé au sommet de l'Etat, si on compte le court intérim qui a été assuré par le président du Sénat, feu Bâ Mbaré : Maaouya Ould Sid 'Ahmed Taya (2001- août 2005) ; Colonel Ely Ould Mohamed Vall (août 2005-avril 2007) ; Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdellahi (avril 2007- août 2008) et Mohamed Ould Abdel Aziz depuis le 5 août 2008.

Le rattachement d'un résultat ou d'une performance à un régime politique n'est pas systématique mais l'instabilité politique et les contextes ont probablement influencé négativement les efforts de développement et la continuité des politiques.

Il faut toutefois noter que les ressources des finances publiques se sont nettement améliorées à partir de 2006, singulièrement depuis 2010, à la faveur d'une revalorisation sans précédent des prix des matières premières à l'exportation (les recettes propres de l'Etat sont passées de 117,9 milliards de MRO en 2004 à 411,5 en 2013 en plus de dons exceptionnels¹) mais aussi par le recours à l'emprunt extérieur (l'encours de la dette publique extérieure 'active' est passé de² 1,24 milliards de \$ en 2007 à 2,23 en 2010 et à 3,32 en 2013³).

L'appréciation de l'évolution de la situation générale du pays et des situations sectorielles n'est instructive que si elle s'appuie sur le suivi d'indicateurs pertinents. Or, de nombreux indicateurs ne sont pas disponibles et ceux qui le sont, présentent souvent des insuffisances qualitatives parce que provenant de sources hétérogènes. Les méthodes utilisées pour les obtenir sont souvent différentes, généralement peu désagrégées, et rendent ainsi les comparaisons plus difficiles et leur crédibilité relative.

La présente évaluation décrit la situation de référence (2001) à travers les axes et plans d'actions du CSLP et ses indicateurs de référence. La rétrospective des évolutions enregistrées jusqu'à la date la plus récente a permis de fonder des opinions sur les progrès, les reculs, les contraintes et les perspectives par secteur et selon les critères retenus dans le cadre de la méthodologie de l'évaluation.

Les auteurs ont essayé d'analyser l'évolution entre 2001 et 2015 à travers les indicateurs qui ont progressé, ceux qui ont stagné et ceux qui ont connu un recul, étant entendu que le progrès est la norme. En effet, un pays, en dehors de circonstances particulières ou exceptionnelles (guerre, cataclysme ou autre) ne peut qu'enregistrer des progrès, si insignifiants soient-ils. Les performances sont donc jugées à l'aune des critères d'efficacité et surtout de qualité (pertinence, efficience, durabilité...)

Plutôt que de faire un résumé analytique, il a semblé, vue l'ampleur des questions à aborder, nécessaire d'élaborer le rapport de synthèse ci-joint.

¹ 67,8 milliards de MRO en 2012

² Rapports annuels BCM

³ L'évolution du ratio dette/PIB n'est pas encore inquiétante du fait de la croissance plus que proportionnelle du dénominateur (73,7% en 2014)

Acronymes et abréviations

ACMPE	Association pour le crédit et la petite et moyenne entreprise
ADER	Agence de Développement de l'Energie Renouvelable
ADU	Agence pour le Développement Urbain
AEMP	Agence d'Exécution des Microprojets
AEP	Adduction d'Eau Potable
AGPO	Association de gestion participative des oasis
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AMEXTIPE	Agence mauritanienne d'exécution des travaux d'intérêt public
ANAC	Agence Nationale de l'Aviation Civile
ANAIIR	Agence Nationale d'Appui à l'Insertion des Réfugiés
ANAPEJ	Agence nationale de promotion de l'emploi des jeunes
ANAT	Agence Nationale d'Aménagement du Terrains
ANEPa	Agence Nationale d'Eau Potable et d'Assainissement
ANRPTS	Agence Nationale des Registres des Populations et des Titres Sécurisés
APAUS	Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services
APD	Aide Publique au Développement
APE	Accord de Partenariat Economique
APE	Association des Parents d'Elèves
APROMI	Association des Professionnels de la Micro-Finance
ARE	Autorité de Régulation
ASECNA	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
BIC	Bénéfice Industriel et Commercial
BID	Banque Islamique de Développement
BIT	Bureau international du Travail
BTP	Bâtiment et travaux Publics
CAPEC	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CCIAM	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Mauritanie
CCLP	Comité de Concertation sur la Lutte contre la Pauvreté
CDD	Caisse de Dépôt et de Développement
CDHAHRSC	Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action Humanitaire et à la Société Civile
CDHLCPI	Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion
CDLP	Comité de Concertation Etat - Donateurs sur la Lutte contre la Pauvreté
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CDSS	Comité de Développement Socio-Sanitaire
CECEL	Caisse d'Epargne et de Crédit pour l'Elevage
CEDEF	Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CEP	Certificat d'Etudes Primaires
CFPF	Centre de Formation et de Promotion Féminine
CHME	Centre Hospitalier Mère et Enfant
CILP	Comité Interministériel de Lutte contre la Pauvreté
CMAP	Centre Mauritanien d'Analyse des Politiques
CNAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CNARM	Chambre Nationale de l'Artisanat et des Métiers
CNC	Centre National de Cardiologie

CNCCI	Commission Nationale de Concertation sur le Commerce International
CNHY	Commission Nationale des Hydrocarbures
CNO	Centre National d'Oncologie
CNULCD	Convention des nations unies pour la lutte contre la désertification
CCNUCC	Convention cadre des nations unies pour les changements climatiques
CNRE	Centre National des Ressources en Eau
CNTIE	Conseil National de transparence des Industries Extractives
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CPISE	Centre de Protection et d'Intégration Sociale des Enfants
CRENAM	Centre de Récupération Nutritionnel et d'Alimentation Maternelle
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSP	Code du Statut Personnel
CTLP	Comité Technique de Lutte contre la Pauvreté
CTS	Comité Technique Sectoriel
CTSDP	Comité Technique Suivi des Dépenses Publiques
CTSPE	Comité Technique de Suivi du Programme Economique
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAPBI	Document Annuel de Programmation Budgétaire Initiale
DGBC	Direction Générale du Budget et des Comptes
DGELP	Direction Générale des Elections et Libertés Publiques
DGPESD	Direction Générale de la Politique Economique et des Stratégies de Développement
DGTT	Direction Générale des Transports Terrestres
DHR	Direction des Hydrocarbures Raffinés
DICE	Développement de l'Industrie de la Construction pour l'Emploi
DIU	Décentralisation des Infrastructures Urbaines
DRASS	Direction Régionale de l'Action Sanitaire et Sociale
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DTS	Droit de Tirages Spéciaux (Digital Theater System)
EE	Empreinte Ecologique
ENER	Etablissement National de l'Entretien Routier
ENI	Ecole Nationale des Instituteurs
ENS	Ecole Normale Supérieure
EPBR	Etablissement du Port de la Baie du Repos
EPCV	Enquête permanente sur les conditions de vie
EPS	Education Physique et Sportive
EPU	Examen Périodique Universel
ESI	Indice de durabilité environnementale
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FEM	Fonds pour l'environnement Mondial
FMI	Fonds Monétaire International
FNH	Fonds National pour les Hydrocarbures
FNRC	Fonds National pour le Renforcement de la Société Civile
FRD	Fonds Régional de Développement
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
FTP	Formation Technique et Professionnelle
GC	Groupe Consultatif
GFEC	Groupement Féminin d'Epargne et de Crédit
GIE	Groupement d'Intérêt Economique

GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GSM	Global System for Mobile
GTT	Groupe Technique Thématique
HAPA	Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuelle
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IDH	Indice de Développement Humain
IDM	Initiative pour le Développement en Mauritanie
IEC	Information – Education - Communication
IHPC	Indice Harmonisé des Prix de Consommation
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
IMFs	Institution de la Micro-Finance
IRDM	Initiative de la Réduction de la Dette Multilatérale
ISCAE	Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises
ISDH	Indice de Pauvreté Humaine
ISSET	Institut Supérieur d'Enseignement Technologique
ITIE	Initiative de la Transparence des Industries Extractives
LF	Loi des Finances
LFI	Loi des Finances Initiales
LMD	Licence – Master – Doctorat
LNTP	Laboratoire National des travaux Publics
MA	Ministère de l'Agriculture
MAED	Ministère des Affaires Economiques et du Développement
MAIEO	Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel
MASEF	Ministère des Affaires Sociale, de l'Enfance et de la Famille
MICT	Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme
MCA	Ministère de la Culture et de l'Artisanat
MCM	Mining Corporation of Mauritania
MCRP	Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement
ME	Ministère de l'Elevage
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEFPNT	Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et des Nouvelles Technologies
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MEP	Ministère de l'Energie et du Pétrole
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche Scientifique
MET	Ministère de l'Equipeement et des Transports
MF	Ministère des Finances
MFPMA	Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MHA	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
MHUAT	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire
MICO	Mutuelle des Institutions du Crédit Oasien
MICS	Enquête Nationale par Grappe à Indicateurs Multiples
MIDEC	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MJ	Ministère de la Justice
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MPE	Micro et Petites Entreprises
MPEM	Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime
MPN	Marché des Poissons de Nouakchott
MST	Maladies Sexuellement Transmissibles
NDB	Nouadhibou
NKC	Nouakchott

NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OACI	Organisation de l'Aviation Civile Internationale
OCB	Organisation communautaire de Base
ODHD	Observatoire du Développement Humain Durable
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONISPA	Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture
ONS	Office National de la Statistique
ONSER	Office National des Services d'Eau en Milieu Rural
OPT	Office des Postes et Télécommunications
OSA	Observatoire de la Sécurité Alimentaire
OSC	Organisation de la Société Civile
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PANE	Plan d'Action National pour l'Environnement
PAN-LCD	Plan d'action national de lutte contre la désertification
PANPA	Port Autonome de Nouakchott dit Port de l'Amitié
PAPEA	Projet d'Appui en Eau Potable et en Assainissement en milieu Rural
PASK	Programme d'Aménagement du Sud Karakoro
PDIAIM	Projet de Développement Intégré de l'Agriculture irriguée en Mauritanie
PDC	Programme de Développement Communautaire
PDDO	Programme de Développement Durable des oasis
PDRC	Programme de Développement Rural communautaire
PDU	Programme de Développement Urbain
PESE	Programme d'Eradication des Séquelles de l'Esclavage
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PGRN	Programme de Gestion des Ressources Naturelles
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissement Prioritaire
PLCD	Projet de lutte contre la désertification
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMI	Petite et Moyenne Industrie
PMLCD	Plan Multisectoriel de lutte contre la désertification
PNBA	Parc National du Banc d'Arguin
PNDSE	Programme National de Développement du Secteur de l'Education
PNIME	Programme National Intégré de la Micro-Entreprise
PNISER	Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural
PNP	Personnel Non Permanent
PNPo	Programme National de Populations
PNSR	Programme National de la Santé de la Reproduction
PPPT	Programme de Promotion de la Pierre Taillée
PPTD	Programme Pour un Travail Dément
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRECAMF	Programme de Renforcement des Capacités des Acteurs de la Micro-Finance
PRECASP	Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Public
PRLP	Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté
PSI	Programme Spécial d'Intervention
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
REMOVE	Regroupement Modernisation des Villages
RGPH	Recensement Général de la population et de l'Habitat

RIM	République Islamique de Mauritanie
RMO	Rapport de Mise en Œuvre
SAVS	Stocks Alimentaires Villageois de Sécurité
S&E	Suivi et Evaluation
SDAU	Schéma de Développement et d'Aménagement Urbain
SGDD	Système Général de Diffusion des données
SIDA	Syndrome Immunodéficience Acquis
SIG	Système d'information Géographique
S&E	Suivi et Evaluation
SMH	Société Mauritanienne des Hydrocarbures
SNA	Stratégie Nationale de l'Alphabétisation
SNAT	Schéma National d'Aménagement du Territoire
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable
SNDE	Société Nationale de l'Eau
SNEA	Stratégie Nationale d'Enseignement des Adultes
SNIG	Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre
SNIM	Société Nationale des Industries Minières
SNIS	Système National d'Informations Sanitaires
SNMF	Stratégie Nationale de la Micro-Finance
SNFP	Société Nationale des Forages et Puits
SNPF	Stratégie Nationale de Promotion Féminine
SNPS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SNS	Stock National de Sécurité
SNU	Système des Nations Unies
SONIMEX	Société Nationale d'Import et d'Export
SOMELEC	Société Mauritanienne d'Electricité
SOMIR	Société Mauritanienne des Industries de Raffinage
SONADER	Société Nationale pour le Développement Rural
SSI	Système Statistique d'Information
SSN	Système Statistique National
STP	Société de Transports Publics
SYDONIA	Système Douanier Automatisé
TBA	Taux brut d'accès en première année du fondamental
TBM	Taux Brut de Mortalité
TBN	Taux Brut de Natalité
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TDR	termes de Référence
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TICE	Technologie de l'information et de communication pour l'Education
TMI	Taux de Mortalité Infantile
TMIJ	Taux de Mortalité Infanto-Juvenile
TMM	Taux de Mortalité Maternelle
TPVIH	Taux de Prévalence du VIH SIDA
UNCACEM	Union Nationale des Caisses Agricoles de Crédit et d'Epargne de Mauritanie
UNDAF	United Nations Development Action Framework
VAINCRE	Valorisation des Initiatives de Croissances Régionales Equitables
VBG	Violences Basées sur le Genre
VCT	Vivres Contre Travail
VEDAN	Violence, Exploitation, Discrimination, Négligence à l'Endroit des Enfants
VIH	Virus Immunodéficience Humaine

I. Introduction

1.1 Contexte et objectifs de l'évaluation

Préparé dans le contexte de l'Initiative renforcée de réduction de la dette des pays pauvres et très endettés (PPTE), le CSLP 2001-2015 a été élaboré en l'an 2000 et considéré par la force de la loi d'orientation sur la lutte contre la pauvreté (n° 050/2001 du 25 juillet 2001) comme la référence en matière de développement économique et social à moyen et long termes (à l'horizon 2015). Sa mise en œuvre a été réalisée à travers trois plans d'action dont le premier, quadriennal, a couvert la période 2001-2004 et le second, quinquennal, a porté sur la période 2006-2010 et le troisième, en cours (2011-2015).

Le CSLP, ses plans d'actions et son suivi ont été élaborés dans un cadre de concertation basée sur une approche participative, impliquant la plupart des acteurs concernés par le développement économique et social du pays (Administration, société civile, secteur privé et Partenaires Techniques et Financiers).

A sa conception, le CSLP s'est voulu un outil de cohérence et de convergence des politiques publiques vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dont l'échéance vient à terme en cette année 2015. Pour cela, le CSLP a retenu, au départ (2001-2005), quatre axes stratégiques : (i) accélération de la croissance économique et stabilisation du cadre macroéconomique, (ii) ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres, (iii) développement des ressources humaines et expansion des services de base et (iv) amélioration de la gouvernance et renforcement des capacités auxquels on a adjoint un cinquième axe dans le cadre des plans d'action de 2006-2010 et 2011-2015 (le renforcement du pilotage, du suivi, de l'évaluation et de la coordination).

Au cours des quinze dernières années couvertes par le CSLP, le pays a connu de grandes évolutions qu'il est possible d'apprécier à travers les indicateurs socioéconomiques disponibles et en référence aux objectifs qui avaient alors été assignés, sans oublier les nouveaux engagements volontaires pris au titre des droits de l'homme et les évolutions qui ont eu lieu au niveau international et régional et qui influencent la vision post-2015.

D'ores et déjà, les rapports de suivi de la mise en œuvre s'accordent pour reconnaître des insuffisances liées : (i) aux capacités de planification, de suivi et d'évaluation au niveau des départements ministériels ; (ii) à la mobilisation des ressources financières programmées et la capacité d'absorption ; (iii) à l'absence d'un cadre de gestion axée sur les résultats ; (iv) à l'appropriation du processus du CSLP par les départements sectoriels ; (v) au niveau d'exécution des actions et mesures programmées et la mise en œuvre d'actions non prévues ; (vi) à la coordination entre les services centraux et régionaux de l'Etat ; (vii) à la faible participation des populations bénéficiaires aux projets qui les concernent ; et (viii) parfois au chevauchement des projets et interventions.

Au-delà de la nécessité de s'interroger sur le bilan de la mise en œuvre du CSLP, objet de la présente évaluation, il est important, en cette année 2015, d'engager la réflexion sur la nouvelle vision et stratégie de développement du pays au-delà de 2015.

Aussi, les objectifs de la présente évaluation du CSLP ont-ils été définis comme suit : (i) conduire une évaluation globale et exhaustive du CSLP 2001-2015 jusqu'à nos jours ; (ii) faire le bilan exhaustif des résultats des différents axes et composantes de chacun des trois plans d'action du CSLP ; (iii) procéder à une évaluation comparative entre la situation de référence en 2001 et la situation actuelle ; (iv) identifier les progrès, les goulots d'étranglement, les défis sur l'ensemble de la chaîne ; (v) tirer les principaux enseignements de la mise en œuvre du CSLP ; (vi) proposer des axes stratégiques et des interventions pour éclairer et fonder les choix de la stratégie de développement post 2015.

1.2 Le champ de l'évaluation

L'évaluation a concerné plusieurs aspects dont notamment l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Ils sont ici regroupés en trois volets.

a) L'analyse des aspects conceptuels, institutionnels et de mise en œuvre du CSLP

- L'analyse de la cohérence et l'articulation des stratégies sectorielles au CSLP et comment ces stratégies ont constitué des outils de mise en œuvre du CSLP ;
- L'évaluation de l'ensemble du dispositif institutionnel au niveau national et régional en mettant un accent particulier sur leur pertinence et leur fonctionnalité en termes de coordination, de consolidation du consensus autour du CSLP et d'espace de communication et de dialogue autour des politiques publiques sectorielles et intersectorielles ;
- L'analyse et l'évaluation du degré d'appropriation et de participation effective des administrations et des autres acteurs non étatiques et les contraintes éventuelles devant cette appropriation/participation ;
- L'évaluation de l'approche de mise en œuvre du CSLP y compris la planification, le ciblage, les modes opératoires dont la décentralisation, la recherche de complémentarité et de synergie ;
- L'analyse de la mise en œuvre de l'approche participative du CSLP au niveau de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation ;
- L'évaluation du système de pilotage, de suivi et évaluation du CSLP et sa capacité à produire l'information stratégique pour répondre aux besoins de pilotage, de suivi stratégique et d'orientation de la prise de décision ;
- L'identification des forces, des faiblesses, des contraintes et des acquis par composante mais aussi en termes de processus, de programmation, de communication, de participation et de mise en œuvre du CSLP ;
- L'identification des leçons ou expériences probantes à capitaliser et dupliquer ;
- La proposition sur la base des résultats de l'évaluation des éléments de stratégie dans la perspective de l'élaboration de la future stratégie de l'approche de mise en œuvre, le dispositif de pilotage et de coordination et le suivi-évaluation ;
- L'amélioration de la cohérence et de l'efficacité de ces outils ;
- L'analyse des progrès réalisés en matière d'harmonisation des procédures de l'aide publique au développement à partir des aides reçues des PTF (volume, modalités, etc.) dans le cadre du CSLP. Cette analyse a essayé de faire référence aux OMD et aux droits de l'homme ainsi qu'aux initiatives internationales en matière d'efficacité de l'aide publique au développement ;
- L'analyse des capacités d'absorption.
- L'analyse de la cohérence des autres outils de programmation avec le CSLP (PIP, LF, BCI, CDMT global) et en tirer les leçons. Toute la chaîne allant de « la stratégie, programmation CDMT, budgétisation, exécution, jusqu'à la loi de règlement » a été analysée pour évaluer la pertinence des outils. Etant entendu que les procédures individuelles des bailleurs de fonds rendent plus complexes la mise en œuvre des activités programmées.
- L'analyse de concordance entre la carte de la vulnérabilité et de l'extrême pauvreté et le ciblage des zones d'interventions des groupes cibles prioritaires ;
- D'autres questions ont également été analysées : le renforcement de la résilience des populations face aux crises récurrentes et le renforcement de la protection des droits de l'homme, notamment des populations vivant dans l'extrême pauvreté.

b) L'analyse des ressources financières allouées au CSLP

- La revue des dépenses engagées au cours de la période pour aboutir au schéma de financement et d'exécution financière du CSLP, notamment les allocations dans le cadre du budget national, la part des PTF et ce par axe et composante (le CSLP et les allocations consacrées aux services sociaux de base ; priorité accordée aux populations vivant dans des zones identifiées comme vulnérables et prioritaires) ;

- L'Analyse de l'allocation des ressources sur la base de l'examen de l'efficacité et de l'efficience du système d'allocation des ressources budgétaires aux différents programmes mis en œuvre en vue de dégager les principaux enseignements en termes de degré de souplesse des procédures budgétaires, de disponibilité de financements (intérieurs et extérieurs) et de capacités d'absorption de l'économie nationale. Un accent particulier a été mis sur la répartition sectorielle des appuis en rapport avec les priorités du CSLP (évaluer les financements qui ont été mobilisés pour le CSLP et les projets qui en découlent dans le PIP).
- L'analyse a également porté sur l'existence et l'exécution d'une stratégie de mobilisation du financement nécessaire à la mise en œuvre des différents plans d'action du CSLP.

c) L'analyse des résultats et impacts

- L'évaluation comparative entre *la situation de référence en 2001 et la situation actuelle* en dégagant clairement les effets induits du CSLP depuis 2001 et en se référant à la fois aux différentes évaluations effectuées et aux opérations de collecte de données (l'EPCV, MICS, RGPH et autres enquêtes et documents pertinents tels que les rapports nationaux élaborés au titre des obligations internationales en matière de droits de l'homme, feuilles de route et plans d'actions nationaux se rapportant aux droits de l'homme). En fait, la situation de référence initiale du CSLP n'était pas toujours bien renseignée, notamment au niveau de la matrice des indicateurs, annexée au document CSLP I.
- L'analyse du degré d'atteinte des objectifs et des cibles globaux par axe et par composante du CSLP même s'il faut reconnaître que tous les résultats ne sont pas forcément la conséquence des politiques. L'analyse n'a permis que partiellement, faute de données, de mettre en exergue, comme cela était prévu, les résultats atteints par région et par groupes socio-économiques/démographique en faisant un effort de désagrégation reflétant les disparités rural vs urbain, homme vs femme.
- L'analyse du bilan de la mise en œuvre des plans d'action du CSLP sur la période 2001-2014, afin de mesurer les performances et de dégager les contraintes. La problématique des réalisations hors plan a été traitée, à travers des taux, selon les axes et/ou secteurs et en fonction des périodes chaque fois que cela a été possible.
- L'analyse globale des résultats du CSLP et l'analyse spécifique des résultats par domaine et par composante du CSLP ;
- L'évaluation de l'impact de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté à chacune des phases du CSLP et la pertinence des politiques macroéconomiques et des réformes structurelles dans la réalisation des objectifs du CSLP ;
- L'impact des crises récurrentes/cycliques et de la crise malienne sur l'atteinte des résultats du CSLP ;
- L'évaluation de la pertinence des orientations, stratégies et des plans d'action adoptés en matière de droits de l'homme dans la réalisation des objectifs du CSLP 2001-2015 et les leçons apprises en vue de la formulation du prochain cadre stratégique.
- L'évaluation spécifique des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté et des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté et leurs impacts sur la réduction de la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- Le benchmark faisant ressortir le rang de la Mauritanie par rapport aux performances d'un groupe de pays de la sous-région et/ou de niveau de revenu similaire.

II. Méthodologie de l'évaluation

La méthodologie adoptée est ici présentée à travers (i) la compréhension de la mission ; (ii) les critères d'évaluation ; (iii) la démarche et (iv) les outils méthodologiques.

2.1 La compréhension de la mission

La mission d'évaluation globale du Cadre Stratégique de Lutte contre La Pauvreté (CSLP) concerne la période du début du démarrage de sa mise en œuvre en 2001 jusqu'au terme de son troisième plan d'action en 2015. Cette évaluation a couvert l'ensemble des processus, à savoir, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du CSLP. La préoccupation essentielle a été de faire un bilan exhaustif des résultats atteints dans le cadre de chacun des trois plans d'actions et de procéder à une évaluation comparative par rapport à la situation de départ en 2001. Cela a permis de faire ressortir l'impact du CSLP, à travers l'identification des progrès, des stagnations, reculs ou insuffisances ainsi que les goulots d'étranglement. L'évaluation a essayé de tirer les enseignements de la mise en œuvre des divers plans d'actions du CSLP, en termes notamment de suivi des stratégies sectorielles et de suivi-évaluation basé sur des outils performants de reporting.

Cette évaluation a essayé, opportunément d'édifier sur les retombées réelles de la croissance de l'économie mauritanienne, à travers le développement des secteurs comme le développement rural, les mines, les industries, la pêche, l'artisanat et le tourisme sur le niveau de vie des populations. Quelles sont les contraintes (techniques et structurelles) qui inhibent la répartition optimale des fruits de la croissance ? Quelles sont les stratégies qui permettent la réduction des inégalités ? Comment s'assurer de la pertinence des actions engagées dans le cadre du CSLP ainsi que de l'impact des résultats atteints jusqu'ici ?

La prévalence de la pauvreté et des inégalités sociales, l'installation anarchique et l'enclavement des populations exigent l'adaptation et l'intensification des politiques de soutien aux pauvres (accès aux services sociaux de base, protection sociale, justice, innovations) en améliorant les capacités publiques de réponse aux crises récurrentes/cycliques. Les activités prévues et programmées ont été nombreuses. Il s'agit de capitaliser les résultats enregistrés au cours des précédentes périodes pour se projeter dans le futur, par la formulation d'une vision partagée du développement de la Mauritanie, au-delà de l'horizon 2015. L'évaluation de l'ensemble des dispositifs du CSLP et des enseignements qui en découlent devra éclairer sur les améliorations et ajustements en vue d'améliorer les performances de cet outil programmatique.

2.2 Les critères d'évaluation

Tout au long des recherches, chacun des membres de l'équipe a eu à l'esprit de prendre en compte les critères d'évaluation ci-après :

- **La pertinence** : le CSLP, dans sa conception même, a-t-il permis de répondre aux problèmes de développement que le gouvernement tentait de résoudre ? Ses axes, interventions, ressources sont-ils en adéquation avec les objectifs poursuivis ? A ces questions, il a été possible de répondre partiellement ou entièrement à travers l'analyse de la mise en œuvre des différents plans d'action (contraintes et goulots d'étranglement) par rapport aux objectifs, par rapport à l'atteinte des OMD et à la lumière des engagements internationaux pris en matière des droits de l'homme.
- **Performance/Efficacité** : Quelles sont les réalisations (activités, produits, effets, impacts) par rapport aux objectifs prévus ? Ici, l'appréciation a été en fonction des indicateurs disponibles ou à travers l'utilisation des méthodes d'analyse quantitative et des focus groupes. Un indicateur a été particulièrement utile : la part des objectifs programmés et atteints par rapport aux réalisations non programmées.
- **Efficience** : les résultats auraient-ils pu être atteints en mettant en œuvre une alternative moins coûteuse ? Le rapprochement entre les résultats obtenus et les coûts a été effectué chaque fois que cela est possible eu égard à la disponibilité de données fiables.

- **Durabilité et pérennisation** : les résultats obtenus sont-ils pérennes à long terme au-delà de la période d'exécution du CSLP ? Ici, les appréciations ont été fondées sur les entretiens avec les acteurs de la mise en œuvre et les focus groupes qui ont été organisés avec les principaux bénéficiaires. La contribution à la capacité de résilience des populations a également été examinée.
- **Cohérence** : Il s'agit d'apprécier l'adéquation des moyens aux objectifs et l'adéquation des objectifs avec la politique globale de développement du pays. L'analyse des ressources et de leur allocation est un critère important pour apprécier le niveau de cohérence.
- **Appropriation** du CSLP de la part des différents bénéficiaires et acteurs, en particulier au niveau des administrations et des autres acteurs non étatiques (les OSC, le secteur privé, les OSP, etc.). Les opinions sont fondées sur les entretiens avec les acteurs (voir en annexe les comptes rendus des missions et des réunions de groupes qui ont été organisées).
- **Impact du CSLP**, notamment en termes de réduction de la pauvreté, de réduction des inégalités et en termes des dimensions diverses du développement socio-économique (emploi, secteur privé, développement social, gouvernance, protection des droits de l'homme, justice, etc.). Les enquêtes EPCV et les études sectorielles d'impact seront les principales références et prise en compte des problématiques transversales: droits de l'homme, genre, lutte contre le VIH /SIDA, et environnement etc.

Les modèles de fiches pour les différents critères sont en annexe du rapport.

2.3 La démarche

Elle est interactive, concertée, flexible et participative et met en symbiose différents outils de questionnements et d'investigation collectifs et individuels. La démarche repose sur :

- a) La collecte et l'analyse de toutes les données quantitatives et qualitatives disponibles qui ont été élaborées au cours des quinze dernières années à travers notamment les RGPH, EPCV, MICS, RMO et dont l'exploitation a permis de fonder une opinion sur les résultats du CSLP.
- b) La 'confrontation' entre les données collectées, analysées et synthétisées avec les objectifs du CSLP a permis, pour chaque axe ou secteur d'analyser les écarts et tirer des conclusions. A chaque fois, on s'est interrogé sur l'impact du CSLP sur les conditions de vie des populations. Pour cela, des entretiens avec les CTS, GTT et PTF ont été organisés ainsi qu'avec les élus (Maires et Députés), les organisations du secteur privé, les autres acteurs non étatiques ainsi que les organisations de la société civile (ONG, OSP, AJ, OCB). Des focus-groups destinés à collecter, directement auprès des populations, une information brute auprès d'un échantillon représentatif des populations des différentes zones de concentration de pauvreté. A cet effet, des missions de terrains ont visité les régions de l'Adrar, de Dakhlet Nouadhibou, du Guidimakha, du Hodh el Chargui et de Nouakchott (zone oasienne, zone industrielle, zone rurale fleuve, zone rurale et pastorale et zone économique urbaine) et pour appréhender les progrès et/ou les insuffisances liés à la mise en œuvre des différents plans d'actions du CSLP. Le choix a porté sur des régions représentatives des différentes situations de la pauvreté en Mauritanie et ayant été affectées par les crises alimentaires et nutritionnelles, conjoncturelles et structurelles, au regard des informations fournies par le rapport EPCV 2008. La même démarche a été adoptée auprès de plusieurs panels d'experts du public et d'experts indépendants reconnus dans leurs domaines d'intervention. Trois équipes ont été constituées pour couvrir simultanément les régions retenues au cours des mois de mars et d'avril 2015.
- c) La synthèse des résultats des démarches sus énumérées a permis de disposer d'éléments clés pour une « vision ajustée » du développement post 2015.
- d) L'intégration des données de l'EPCV 2014a permis de 'corriger' les analyses et opinions provisoirement retenues dans le cadre d'une première version du rapport d'étape qui n'a finalement pas été partagée avec les commanditaires de l'Evaluation.

2.4 Les outils méthodologiques

L'approche méthodologique a pris en compte les deux dimensions qualitative et quantitative. Elle est basée sur une approche participative dont les principales composantes sont:

- a) La revue et l'analyse documentaire : Données macroéconomiques et financières, CDMT, Lois de finances, Plans d'actions du CSLP, Rapports de mise en œuvre, Programmes régionaux de lutte contre la pauvreté, documents de stratégies sectorielles, rapports d'évaluation, notes et documents des PTF, rapports de missions....etc. Un tableau de synthèse sur l'évolution des indicateurs a été établi conformément à un modèle produit dans le cadre d'une étude antérieure⁴.
- b) Les entretiens approfondis et les réunions de travail avec les Comités techniques sectoriels (CTS), les Groupes Techniques Thématiques (GTT) et les PTF ont été, chaque fois, sanctionnés par des comptes rendus. Il en a été de même pour les entretiens avec l'association des maires, les organisations de la société civile (ONG, OSP, AJ, OCB). Il a été tenu compte de la diversité des populations consultées (âge, sexe, situation économique, situation/statut social, etc. ...). Pour cela, un guide d'entretien en focus group et guide d'entretien individuel ont été mis à la disposition des consultants.

2.5 Tableau de synthèse de la méthodologie

Le tableau 1 ci-dessous récapitule les méthodes et outils qui ont été utilisés pour assurer l'atteinte des objectifs de l'étude, ainsi que les acteurs intervenant lors de la mise en œuvre de l'outil ou de la méthode tels que les OSC, les bénéficiaires, les élus, etc.

Tableau 1 : Synthèse de la méthodologie

⁴ PNUD, 2008

Objectifs	Activités mises en œuvre	Méthodologie, concepts et outils utilisés	Résultats obtenus	Acteurs consultés
<ul style="list-style-type: none"> - Conduire une évaluation globale et exhaustive du CSLP 2001-2015 jusqu'à nos jours ; - Faire le bilan exhaustif des résultats des différents axes et composantes de chacun des trois plans d'action du CSLP ; - Procéder à une évaluation comparative entre la situation de référence en 2001 et la situation actuelle. 	<ul style="list-style-type: none"> -Etablissement de la situation de référence (2001) et la situation en 2014 des différents secteurs productifs ; -Renseignement des matrices des indicateurs ; -Analyse de l'évolution entre les deux dates. 	Extraction d'indicateurs clés pertinents Exploitation des documents existants (RMO, Rapports OMD, rapports UNDAF, rapports CTS, EPCV, RGPH, MICS, EDSM, recommandations des organes conventionnels des droits de l'homme et de l'examen périodique universel)	Mesure de l'impact du CSLP y compris au regard de l'atteinte des OMD et des droits de l'homme	Présidents des CTS ; Départements ministériels concernés ; PTF ; ONG ; Elus ; Bénéficiaires
	<ul style="list-style-type: none"> -Mesure du degré d'atteinte des OMD et des droits de l'homme par secteur -Analyse du bilan de la mise en œuvre des divers plans d'actions CSLP -Détermination de la part des secteurs productifs dans l'économie (en 2001 et 2014) 	<u>Analyse des indicateurs de résultats ;</u> <u>Analyse des indicateurs d'impact ;</u> Utiliser la matrice de comptabilité sociale pour expliquer certains équilibres macroéconomiques.* Utiliser les recommandations des organes conventionnels des droits de l'homme et de l'examen périodique universel, les feuilles de route et plans d'action nationaux pertinents	<ul style="list-style-type: none"> -Mesure des performances des divers secteurs économiques et sociaux -Identification des contraintes -Identification des politiques pour promouvoir la croissance économique qui a eu un impact positif/négatif au moins pour certains droits de l'homme pour au moins certains groupes. 	<u>Présidents des CTS ;</u> <u>Départements ministériels concernés ;</u> PTF ; ONG ; Elus ; Bénéficiaires
Identifier les progrès, les goulots d'étranglement, les défis sur l'ensemble de la chaîne	<ul style="list-style-type: none"> -Etablissement du bilan des activités mises en œuvre -Identification des programmes sectoriels mis en œuvre -Analyse des allocations budgétaires -Une revue des dépenses engagées -Evaluation des capacités d'absorption des ressources -Analyse des résultats par domaine et par composante 	<u>Indicateurs d'évaluation des plans d'actions sectoriels</u> Exploitation des rapports d'enquêtes d'impact spécifiques à chaque programme si disponibles ; Utiliser le MEGC pour analyser les effets des politiques.	Identification des progrès enregistrés	<u>Présidents des CTS ;</u> <u>Départements ministériels concernés ;</u> PTF ; ONG ; Elus ; Bénéficiaires

	-Confrontation des écarts entre programmation, prévisions et réalisations -Etablissement des cartes de la pauvreté (2001 et 2014).			
Tirer les principaux enseignements de la mise en œuvre du CSLP	-Analyse de la cohérence et l'articulation des stratégies sectorielles ; -Analyse et évaluation du degré d'appropriation et de participation des différentes parties prenantes.	-Confrontation des stratégies sectorielles ;-Evaluation de la contribution des stratégies sectorielles ; -Mesure d'indicateurs de résultats et d'impact.	Identification de leçons ou expériences probantes à capitaliser et dupliquer	Départements ministériels concernés ; Elus et ONG impliquées ; Bénéficiaires.
Proposer des axes stratégiques et des interventions pour éclairer et fonder les choix de la stratégie de développement post 2015	Faire un tri des objectifs pertinents et qui n'ont pas été atteints	Analyser le rapport sur les options stratégiques post 2015 (ODD)	Retenir des axes stratégiques en cohérence avec les ODD et qui assurent une forme de continuité avec le CSLP.	Tous les acteurs

III. Analyse de la situation de référence en 2001

3.1 Axe 1 : Accélération de la croissance

Cette évaluation va nous permettre d'étudier l'insertion de la gestion macroéconomique dans l'exercice du pouvoir à travers différentes analyses portant sur la période 2001-2015.

Le premier axe des différents CSLP visait à accélérer la croissance économique qui est la base de toute réduction de la pauvreté, à améliorer la compétitivité de l'économie et à réduire sa dépendance vis à vis des facteurs exogènes. Dans ce cadre, il était prévu que l'accent soit mis sur : (i) le renforcement des réformes structurelles ; (ii) l'amélioration du climat des affaires ; (iii) la valorisation des sources de la croissance et (iv) le développement des infrastructures de soutien à la croissance. Ce chapitre va évaluer de manière détaillée l'axe gestion macroéconomique de chaque cycle du CSLP.

Le début de la phase de mise en œuvre du CSLP I fait face à beaucoup de difficultés économiques: Le pays enregistre une succession de mauvaises saisons agricoles, les taux de change de l'euro et du dollar face à l'Ouguiya (UM) s'envolent sur le marché noir.

Ces différents facteurs contribuent à tirer les prix à la hausse, à la fois sur les produits importés et sur les marchés agricoles. Les projections économiques du MAED montraient qu'il fallait une croissance supérieure à 5%, voire 7% pour réduire significativement le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Or, en 2001, la position extérieure de la Mauritanie était vulnérable en raison de la nature de la spécialisation du pays, fondée sur l'exportation de produits primaires (fer et poisson), sujets à de fortes fluctuations de prix et de quantité, et de sa dépendance énergétique. Cette vulnérabilité extérieure de l'économie s'accompagnait de pressions constantes sur le taux de change et sur le rythme d'inflation qui ont obligé les pouvoirs publics à maintenir des politiques monétaire et budgétaire restrictives. L'initiative PPTE allait permettre d'envisager un desserrement pour soutenir la croissance économique sans dégrader la position extérieure. Par ailleurs, le désengagement de l'Etat et la libéralisation des secteurs productifs et des principaux secteurs d'infrastructures ouvraient un champ important d'opportunités pour le secteur privé.

L'analyse des indicateurs macroéconomique n'était pas aisée. En effet, en 2001, les comptes nationaux sont produits par le biais d'une série démarrée en 1983. Ce qui signifie que le PIB et ses composantes ont été calculés de manière détaillée sur l'année 1983 et que, depuis, la croissance est évaluée en référence à la structure de base de cette même année. Or plus on s'éloigne de l'année de base, plus les imprécisions des estimations annuelles des taux de croissance se cumulent, et plus le PIB et ses composantes sont arbitraires. Les chiffres sont aussi publiés « en base » 1985, car le FMI a décidé dans les années 1980 que cela lui convenait mieux pour retracer les progrès réalisés dans le cadre de ses propres programmes. Ainsi, le projet de renouvellement des comptes démarre en 2000, mais il est si lourd qu'il tarde à produire des résultats, et ne peut en pratique répondre aux besoins urgents du dialogue avec le FMI. En effet, le PIB fait partie des quelques variables les plus centrales dans le suivi de l'économie au titre de l'Article IV, et il doit pouvoir être calculé et régulièrement remis à jour pour dialoguer avec le Fonds. Il aura fallu 10 ans de travaux pour produire une nouvelle série de comptes nationaux. Dans de telles conditions, les équipes nationales qui suivent la Mauritanie pour le compte du FMI et dont la plupart des conditions fixées sont des ratios rapportés au PIB, à l'instar des ratios « dépense publique sur PIB », « recettes fiscales sur PIB » ou « dette publique sur PIB », ne peuvent attendre. Pour le FMI, la priorité est de mettre l'accent sur les comptes de finances publiques, sur les comptes extérieurs et sur les agrégats monétaires, élaborés selon leurs propres logiques et cadres de référence.

De la sorte, pour mener à bien leur mission, l'une des qualités des économistes du FMI est de savoir se montrer pragmatiques, et de s'adapter aux situations. Chacun fait les comptes « à sa manière » et participe « à sa manière » à la gestion de l'économie : le FMI le réalise à la mesure de ses courtes (mais régulières) missions, tandis que l'Office national de la statistique tend à développer des travaux de long terme, très fouillés mais avec de longs délais de publication, et que les services de la prévision combinent comme ils le peuvent.

3.2 Axe 2 : Ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres

3.2.1 Mines, Industries, Habitat Urbanisme

La fin des années 90 a coïncidé, en Mauritanie, avec la mise en œuvre de politiques et de programmes de développement des « secteurs exportateurs » qui apparaissaient alors comme la condition sine qua none d'accélération de la croissance pour créer des richesses supplémentaires et lutter ainsi efficacement contre la pauvreté.

Cependant, à cette époque, la base productive du pays est encore trop restreinte. L'économie nationale est assez vulnérable et l'ensemble du potentiel productif est insuffisamment exploité. Les seuls secteurs productifs et exportateurs sont ceux de la Pêche et des Mines, auxquels viendra s'ajouter, au début des années 2000, le secteur du Tourisme dont les performances et les perspectives s'annonçaient prometteuses pour les années suivantes.

▪ Mines

Le secteur minier est l'un des piliers de l'économie nationale au regard de son importante contribution : environ 14% du PIB en moyenne sur la période 1992-2001. L'exploitation des gisements de fer y joue un rôle prépondérant, malgré son extraversion et les fluctuations du marché international. C'est peut-être ce qui explique que ce secteur n'a pas généré suffisamment d'effets structurants sur l'économie du pays puis qu'il n'employait en 2005 qu'environ 6 500 personnes.

Dès 1997, le Gouvernement a adopté une Déclaration de la politique minière, dans laquelle, il fixe les grandes orientations stratégiques permettant de rendre le secteur plus attractif aux investisseurs. La stratégie définie affirme le rôle du secteur privé dans le développement du secteur ainsi que la diversification souhaitée des productions, des partenaires, des débouchés et des méthodes de production.

Le Code minier de 1999 et ses différents textes d'application, complété en 2002 par la Convention minière type, accordent des facilités et des avantages incitatifs aux investisseurs qui s'intéressent à l'exploration et à l'exploitation des ressources minérales du sous-sol mauritanien. Cela n'a pas empêché que pendant près d'une décennie, entre 1990 et 2000, le développement industriel de la Mauritanie s'est inscrit dans une tendance régressive marquée par deux constats liés :

- ❖ La régression de la part de l'industrie (mines incluses), dans la production intérieure brute : 29 % en 1990 contre 26% en 2002.
- ❖ La baisse (à prix constants) de la valeur ajoutée des activités manufacturières, à la fois en termes globaux et encore plus en capital, par rapport à 1990.

Cependant, au cours de ces dernières années, le secteur a été marqué par la mise en œuvre d'importantes mesures visant le développement et la diversification des activités dans le but d'attirer les investisseurs étrangers et d'augmenter les effets induits sur l'économie nationale. Cela est intervenu à travers (i) la mise en place d'une législation incitatrice et (ii) le renforcement des institutions de l'Etat chargées de la promotion du secteur.

C'est ainsi que dès 2002, plusieurs permis de recherche ont été octroyés à des entreprises de renommée internationale pour favoriser l'ouverture de l'économie à de nouveaux opérateurs. Cette ouverture a concerné l'or, le diamant, le gypse, le sel, les phosphates, le pétrole, les pierres ornementales et le kaolin.

▪ Industrie manufacturière

Au début des années 2000, le secteur industriel manufacturier est peu développé. Il compte, en 2002, une centaine d'entreprises qui emploient directement plus de 3000 personnes. L'investissement global en 2002

dans les divers secteurs concernés a atteint 17 Milliards d'UM pour une production, la même année, estimée à 16 Milliards d'UM⁵.

Des contraintes fortes ont longtemps pesé sur ce secteur, parmi lesquelles :

- l'étroitesse du marché, des infrastructures et des services à la fois insuffisants et parfois coûteux ;
- la faiblesse de la formation technique et donc la rareté des compétences sur le marché national ;
- la difficulté d'accès à un financement adapté ;
- l'accès difficile ou insuffisant à l'information (technologie, savoir-faire, méthodes d'organisation, marchés, etc.) ;
- la forte concurrence des importations, faute d'une taxation adéquate et de respect des règles de la concurrence ;
- des capacités institutionnelles insuffisamment orientées vers le soutien et l'assistance aux unités industrielles.

A ces contraintes, il convient d'ajouter des difficultés structurelles qui limitent encore les performances du secteur. Outre l'absence d'homogénéité du tissu industriel, les unités industrielles se structurent et se répartissent distinctement en plusieurs « entités étanches » qui présentent peu de relations entre elles. Une industrie de rente, une industrie à dominante de substitution et une proto-industrie faite de petits ateliers se côtoient et évoluent séparément avec peu de possibilités d'imbrication.

A l'arrivée, le secteur industriel est caractérisé par une compétitivité insuffisante au regard des multiples contraintes et des coûts élevés de facteurs de production. C'est cela qui explique, en partie, le faible niveau d'investissement industriel.

Malgré tout, certaines unités industrielles sont parvenues à trouver des débouchés sur les marchés extérieurs (SAFA pour les pièces de fonderie, COMECA : pièces et ensembles mécaniques usinés, SAMIA : plâtre), tandis que d'autres exportent par le biais du commerce transfrontalier leurs produits sur les marchés de la sous-région (eaux minérales, biscuits, pâtes alimentaires et couscous, Ciment, etc.).

En outre, plusieurs unités industrielles se sont développées dans le cadre de partenariats avec des investisseurs étrangers (Grands Moulins de Mauritanie pour la minoterie, MAFCI pour le broyage de clinker, Ciment de Mauritanie, FAMO, Tiviski pour le lait UHT, BAPAM, SOBOMA, etc.).

Les entreprises du secteur formel côtoient des centaines d'unités plus ou moins formelles dont l'activité échappe au contrôle des pouvoirs publics : C'est le secteur informel dont le dynamisme et les performances ont longtemps échappé à l'analyse économique classique.

▪ *Pêches*

A la fin des années 80, le secteur des pêches est un secteur stratégique au regard de son poids dans les recettes fiscales, les apports en devises, la contribution au PIB, mais aussi pour les emplois qu'il génère. Malgré les fluctuations annuelles, son importance et ses retombées socio-économiques sont indéniables.

La période 1992-2002 va enregistrer une baisse de sa contribution à l'économie nationale puisqu'il ne participait qu'à hauteur de 6,5% dans la formation du PIB. Plus spécifiquement, la contribution du sous-secteur de la pêche artisanale au PIB était encore peu significative, puisqu'elle se situait à un peu plus de 1% en 2002. Cette faiblesse de la contribution du secteur était en décalage par rapport à son importance économique du fait de la faible transformation des produits avant exportation.

Néanmoins, le rôle du secteur est patent au regard des quelques données suivantes ⁶:

- Plus de 30% des recettes budgétaires de l'Etat (année ?) ;
- 40 à 50% des recettes d'exportation idem ;
- Contribution au P.I.B : 6 à 10 % idem ;
- Plus de 36 000 emplois directs et indirects en 2003 ;
- Production totale : 639 000 tonnes dont 24 000 tonnes de pêche artisanale en 2003 ;
- Exportations totales 100 000 tonnes pour une valeur de plus de 35 milliards d'ouguiya en 2003 ;

⁵ Source : rapport CTS « Mines » contribution à la révision du CSLP, juillet 2005

⁶ Rapport CTS Pêches ; juillet 2005, page 5

- Fourniture d'environ 12.000 tonnes de poisson pour la consommation locale, soit en moyenne 3.5 Kg de poisson par habitant par an;
- L'effort de pêche en 2003 était de 405 navires de pêche industrielle et plus de 3 700 embarcations de pêche artisanale, dont 1700 étrangères.

Nonobstant les diverses réformes entreprises⁷, la production du secteur a connu des fluctuations importantes dues notamment aux difficultés liées à :

- la gestion de la ressource ;
- la maîtrise des circuits de commercialisation ;
- la transformation et le conditionnement des produits halieutiques ;
- la surveillance et le contrôle maritime.

Tableau 2 : Evolution de la production de pêche (en tonnes) de 1997 à 2001⁸ :

Années	1997	1998	1999	2000	2001
Pêche artisanale	15 827	18 043	14 527	19 456	22 142
Pêche industrielle	580 897	626 899	577 253	525 469	620 146
TOTAL	596 724	644 942	591 780	544 925	642 288

En 2001, les exportations en volume ont atteint 196 793 tonnes pour une valeur de plus de 39 milliards d'UM. Ainsi, l'apport du secteur de la pêche aux recettes d'exportation s'élevait à 45% en 2001, tandis que sa part dans les recettes budgétaires était de 25%. La valeur ajoutée du secteur n'a que faiblement progressé durant cette période bien qu'il ait généré, en 2001, environ 36 000 emplois directs et indirects.

■ *Tourisme*

La Mauritanie offre de par sa position géographique, la diversité de ses paysages et la richesse de son patrimoine culturel et naturel, un réel potentiel touristique. Cependant, la valeur de ce patrimoine touristique est restée longtemps méconnue. Le démarrage significatif de l'activité touristique en Mauritanie ne date que de 1996. Cette année coïncide en effet, avec l'arrivée des premiers vols charters à Atar, organisés par l'opérateur Le Point Afrique, en liaison avec la SOMASERT, filiale de la SNIM. La fréquentation touristique organisée a ainsi connu une très forte croissance jusqu'à la saison 2003/2004, au cours de laquelle les arrivées par charter ont été de l'ordre de 12 000 touristes. Les circuits proposés associaient le désert et la visite des villes anciennes de l'Adrar (Chinguetti et Ouadane) avec quelques nuits passées en bivouac dans le désert. Eventuellement, des extensions de parcours conduisaient les visiteurs dans le Tagant ou le Parc du Banc d'Arguin. Le tourisme intérieur est insignifiant. Il se limite, d'une part à quelques excursions de week-end par les expatriés et quelques rares Mauritaniens aux revenus élevés dont les déplacements coïncident avec des événements comme la Fête de la Datte « guetna » ou la Fête de l'Hivernage « lekhriv ».

A partir de l'an 2000, de nombreux agréments ont été accordés par la Direction du Tourisme à de nouvelles unités d'hébergement et à des entreprises touristiques, sans qu'un contrôle des capacités réelles de leurs

⁷ Depuis la fin des années 70, plusieurs documents de politique sectorielle ont été adoptés. Il s'agit successivement de « la Déclaration de Politique de Développement des Pêches en Mauritanie en 1987 », « la Lettre de Politique de développement du Secteur de la Pêche en 1995 », « la Stratégie de Développement du Secteur de la Pêche de 1998-2006, réactualisée au bout de trois ans » et la dernière « La Stratégie de Développement Durable du Secteur des Pêches et de l'Economie Maritime (2006/2008) ».

⁸ Source : rapport CTS « pêche », juillet 2005

responsables à les faire fonctionner dans des conditions satisfaisantes ait été préalablement effectué. Il en a résulté une certaine anarchie du secteur, très nuisible au développement de l'activité touristique.

La capacité d'hébergement, estimée à 1410 lits en 2000 a évolué pour atteindre 7000 en 2005 dans 200 établissements (dont 30% d'hôtels et 70% d'auberges)⁹. Les unités d'hébergement sont pour la plupart localisées à Nouakchott et Nouadhibou et, dans une moindre mesure, à Atar. A l'exception de quelques hôtels de Nouakchott qui ont un standing international, le niveau des prestations proposées est très bas. L'appréciation des retombées économiques de cette activité touristique est difficile du fait de l'état des statistiques disponibles. Selon une évaluation datant de 1999, le montant des recettes tirées par la Mauritanie de l'activité touristique internationale était estimé à 2,7 milliards d'U.M. pour 24 000 entrées de touristes internationaux.

De fait, l'impact du tourisme sur l'économie mauritanienne est resté limité, même pendant les années de forte croissance (1996-2004). Le secteur a longtemps souffert de l'insuffisance d'infrastructures hôtelières et routières et de l'inexistence d'un personnel qualifié et d'organisations professionnelles capables de répondre et de satisfaire une demande extérieure en augmentation. C'est pourquoi le secteur fera l'objet d'une attention, qui se traduira dès 2001, par l'élaboration et l'application de la réglementation de l'organisation de l'activité touristique et l'adoption d'un Schéma Directeur de Développement du tourisme. Celui-ci sera complété en 2007 par l'élaboration d'une stratégie nationale de développement touristique qui vise la valorisation des différents segments touristiques grâce à des mesures visant l'essor de l'investissement privé, national et étranger, dans le secteur, la formation de personnels spécialisés et la mise en place et l'application de normes pour la promotion et le développement du secteur.

▪ **Energie**

Le secteur énergétique moderne est basé entièrement sur l'importation de produits pétroliers. Les besoins en énergie des ménages pour les besoins de cuisson des aliments sont couverts par les combustibles ligneux et le gaz butane. A la fin des années 90, le pays faisait face à des difficultés en matière de stockage et de distribution du fait d'infrastructures vétustes et des conditions précaires de distributions et de commercialisation.

Le pays est divisé en deux grandes zones distinctes : la Zone Nord qui regroupe les régions de Dakhlet Nouadhibou et le Tiris Zemmour et la zone Sud qui regroupe Nouakchott et le reste du pays. Les approvisionnements sont assurés par des partenaires stratégiques retenus suivant un appel d'offre international lancé à tous les deux ans.

Tableau 3 : Importation de produits pétroliers entre 1990 et 2002

	1990	1995	2000	2001	2002
Fuel oil (T)	57304	60022	87203	81778	76867
Gasoil (T)	162491	207336	228649	258518	280267
essence (T)	30334	42164	26188	23315	27407
kérosène (T)	18139	13127	20847	20513	21393
dont pétrole lampant (T)	2400	960	356	185	74
gaz butane (T)	9861	13986	17840	15136	20722
facture pétrolière M \$	59,1	53,3	101,3	89,2	92,4

Source : CDMT Energie, septembre 2003, page 15.

⁹ : Synthèse de la stratégie nationale de tourisme, novembre 2007

En 2000, les achats des produits ont atteint 381 083 T pour une facture pétrolière globale du pays de 101,3 millions de \$.

Au niveau des hydrocarbures liquides (essence, gasoil, Kérosène fuel-oil gaz butane), les produits sont livrés par bateaux ; Ils sont dépotés et stockés dans le dépôt de la Raffinerie de Nouadhibou d'une capacité 300 000 m3 et géré par la MEPP. Les besoins de la zone sud sont transférés par rotation d'un caboteur d'une capacité maximale de 6000 TM, et ceux de Zouerate par train. Les livraisons à partir des dépôts centraux et à destination des stations-services sont assurées par camions citernes.

En ce qui concerne les hydrocarbures gazeux, La SOMAGAZ dispose de 6 centres enfuteurs. Elle dispose également de deux dépôts relais de bouteilles conditionnées (Tidjikja et Aleg) et de 3 camions –citernes desservant uniquement les centres l'intérieur du pays. Ce dispositif étatique est complété par un réseau d'opérateurs privés qui utilisent 15 camions –citernes enfuteurs de 20 tonnes chacune (45 000 litres) et environ 20 camions –citernes enfuteurs de 5 à 10 tonnes. La SOMAGAZ leur livre le gaz en vrac et eux remplissent les bouteilles le long des routes, souvent dans des conditions limites de sécurité et sans contrôle des quantités livrées. La distribution du Gaz butane est assurée par une quarantaine de commerçants grossistes. La vente au consommateur final est effectuée à travers un réseau de plus 600 revendeurs « les détaillants » agréés par la Somagaz. Il s'agit généralement des boutiquiers qui s'approvisionnent, pour la plupart, directement auprès du commerçant grossiste ou depuis un dépôt en gros par charrette.

La fin des années 90 a également consacré l'intensification des activités de recherche, de promotion et d'exploration pétrolière en Mauritanie, particulièrement dans le bassin sédimentaire off-shore. Ces activités de prospection ont débouché en 2001 sur une annonce de découverte du pétrole et en 2003. Les réserves sont alors estimées à 200 millions de barils pour le pétrole et un trillion de pied cube pour le gaz dont la présence en offshore a été établie (Champ de Banda).

L'exploitation du champ pétrolier de Chinguetti est déclarée commercialement viable en 2004 et les activités lancées en 2006 ont connu de grosses difficultés techniques qui ont entraîné une chute de la production, qui est passée de près de 75.000 barils par jour au début de 2006 à 30.000 barils à fin 2006.

Malgré tout, les retombées de la commercialisation de cette production pétrolière ont eu un impact considérable sur les revenus budgétaires de l'Etat et a relancé l'intérêt des compagnies pétrolières internationales.

Au niveau du cadre institutionnel et légal, le secteur a évolué au cours de la période 1998 – 2004. Une série de mesures structurelles a été adoptée. Elles étaient destinées à créer un cadre incitatif et sécurisé des affaires (code pétrolier de 1988, contrat type en 1994, baisse sensible du BIC et exonération des droits de douanes et de la TVA, code des investissements réformé...). En 2004, est mis en place un ministère de l'Energie et du Pétrole qui crée, dans la foulée, une société nationale des hydrocarbures (SMH) chargée de l'exploration, le développement, la production et la commercialisation du pétrole et du Gaz, sur tout le territoire national.

En matière d'électricité, la situation était difficile du fait de la concentration de plus importante des populations dans les villes. L'accès à cette ressource est difficile et coûteuse et ce, d'autant que la construction des infrastructures et la mise en place des outils de production n'ont pas suivi.

En 2000, la situation est si dégradée que les pouvoirs publics envisagent la privatisation de la SOMELEC. Celle-ci est issue juridiquement de la séparation des activités eau et électricité de la SONELEC entérinée par décret en date du 29 Juillet 2001. L'opération de privatisation est un échec car la société connaît une situation de quasi-faillite avec des moyens et un outil de production des plus obsolètes. C'est ainsi qu'en 2002, les autorités réinstaurent la SOMELEC en lui accordant le monopole en termes de production, transport, distribution et commercialisation de l'électricité en milieu urbain et péri-urbain sur la totalité du territoire national. Cela constituait pourtant une entorse à la législation en vigueur, puisque le code de l'électricité, adopté en 2001, libérait le secteur après la réforme intervenue en 1998.

En 2001, la SOMELEC assure le service électrique dans un périmètre de 20 villes qui totalisent environ 980.000 habitants, soit près de 83 % de la population urbaine du pays.

Elle disposait pour ce service d'une puissance installée de 93,5 MW, entièrement en diesel, produisant une énergie thermique de l'ordre de 320 GWH. A cette quantité, il faut ajouter le quota de 15% de l'énergie de MANANTALI, dont l'importation a débuté en 2002. Le nombre d'abonnés a atteint 64.400, pour un taux de pénétration, dans les villes desservies, estimé à 29 %.

Depuis cette date, le secteur de l'électricité évolue difficilement. Le taux de desserte sur le périmètre SOMELEC a évolué lentement pour atteindre 52% en 2004. Ce taux cache cependant de fortes disparités puisque le taux de raccordement est resté très faible dans les principales villes en particulier pour Nouakchott et Nouadhibou où il était de l'ordre de 28%. Malgré ce faible taux de desserte, la demande est restée forte avec une croissance moyenne de plus de 10% par an et émanant essentiellement de Nouakchott et de Nouadhibou¹⁰.

■ Transports

En 2001, le réseau routier mauritanien est étroit, mal entretenu et maintient de nombreuses zones isolées des centres urbains. L'essentiel des routes du réseau national est constitué de routes non revêtues qui ne disposent pas d'ouvrages hydrauliques suffisants. Cette fragilité se manifeste à travers l'apparition fréquente de nids de poule et les nombreuses ruptures de trafic en saison des pluies. Leur dimensionnement est aussi approximatif puisque le trafic routier n'est pas bien connu, faute de comptages réguliers. Pendant de longues années en effet, ce réseau routier s'est développé sans référence à un plan directeur qui prend en compte les exigences de la demande et des perspectives de développement économique du pays. La priorité des investissements est accordée au réseau primaire et ignore les routes de désenclavement et d'intérêt local. En 2004, ce réseau routier comprenait 10 297 km dont 2189 de routes revêtues.

Malgré des évolutions notables au cours de la décennie 1990-2000, le secteur a souffert de la persistance de contraintes significatives qui se reflètent en particulier dans la faible densité du réseau revêtu : environ 8,6 km pour 10.000 habitants. Cela se traduit par des risques d'impraticabilité importants notamment pendant la saison des pluies. D'autres problèmes structurels s'attachent à ce secteur et limitent ses performances. Il s'agit principalement de (i) la faiblesse des capacités de gestion routière (ii) la vétusté du parc (iii) la faiblesse des moyens techniques et humains (iv) l'insuffisance et la faiblesse de la compétitivité des infrastructures (aériennes et maritimes notamment). Des contraintes conjoncturelles ont aussi pesé sur le développement du secteur. Il s'agit de l'évolution dans un environnement concurrentiel ainsi que la hausse des cours internationaux du pétrole qui brident le développement de l'offre et l'amélioration de la qualité des services.

Sur le plan institutionnel, le secteur est caractérisé par une répartition imprécise des responsabilités au sein de l'administration en charge des transports : les mauvaises attributions des directions centrales font apparaître des chevauchements de compétences et des lourdeurs. Le déficit de personnel technique de qualité au niveau de l'ensemble des structures ajouté à une pléthore d'agents aux qualifications inadaptées a des implications négatives sur l'efficacité et nuisent à la qualité des services. Le secteur est encore dominé par les transports terrestres. Une faible portion du territoire est desservie par le réseau routier dont les principales voies convergent vers la Capitale Nouakchott. Celle-ci polarise en effet l'essentiel des flux de transport, à l'image de son rayonnement, sans relais sur toute l'étendue du territoire national.

Le réseau aéroportuaire est composé de dix aéroports et de douze aérodromes dont trois aéroports (Nouakchott, Nouadhibou et Atar) sont classés aéroports internationaux. Les sept autres aéroports n'accueillent pour le moment que les vols intérieurs (Aioun El Atrouss, Kaédi, Kiffa, Néma, Sélibaby, Tidjikdja et Zoueirat). Malgré les efforts déployés, les infrastructures aéroportuaires demeurent en deçà des exigences en matière de normes internationales de capacité, de sécurité et de confort.

Le transport maritime regroupe les activités des installations portuaires. Celles-ci regroupent à Nouakchott, le PANPA et le Wharf qui sont complétés à Nouadhibou par le port de commerce et de pêche industrielle, le port de pêche artisanale et l'appontement spécialisé à gestion privée pour le transport minéralier.

¹⁰ : CDMT Energie, septembre 2003, page 17 et suivantes

Le transport fluvial est quasi inexistant puisqu'il ne consiste qu'en des traversées du fleuve Sénégal assurées par des bacs et des pirogues.

Le transport ferroviaire se limite à celui qui relie la ville minière de Zouerate au port minéralier de Nouadhibou, sur une ligne d'une longueur totale de 853 Km exploitée par la SNIM.

■ Développement Urbain

L'évolution urbaine de la Mauritanie est fortement marquée par les effets et conséquences de la sécheresse des années 70. La dégradation des conditions de vie dans les zones rurales a refoulé les populations qui ont alors afflué vers les principaux centres urbains. La part de la population urbaine est ainsi passée de 4% de la population totale en 1962 (37.000 personnes) à plus de 55% en 1999 (1,4 millions). Cette population nouvelle s'est essentiellement concentrée sur les villes de Nouakchott et Nouadhibou (80% de la population urbaine actuelle) ainsi que dans les centres secondaires situés au sud d'une ligne Nouakchott-Tidjikja.

En l'absence de planification urbaine rigoureuse et sous l'effet des migrations vers les périphéries des villes, plus de 35% de la population urbaine était installée dans des quartiers d'habitat précaire et des bidonvilles créés à la périphérie des principaux centres urbains.

Lorsque la situation climatique s'est stabilisée dans la première moitié des années 1990, aucune politique nationale n'a été mise en œuvre en vue de ralentir ou modifier la dynamique d'urbanisation et corriger les dysfonctionnements constatés et qui résultaient de :

- ❖ L'incapacité de maîtriser le développement des villes ;
- ❖ l'inexistence d'outils simples et adaptés de gestion et de planification urbaine (normes précises de construction, Plans d'Occupation des Sols, ...);
- ❖ l'absence de moyens de contrôle et de régulation du développement urbain;

Les villes mauritaniennes ont donc continué à se façonner dans l'anarchie et parfois dans l'urgence, sans que les pouvoirs publics puissent agir efficacement sur leur organisation et leurs capacités à accueillir de nouvelles populations dans de bonnes conditions. Cette rapide urbanisation a dessiné les contours d'une armature urbaine fragile et déséquilibrée : Deux déséquilibres marquent encore profondément la répartition de la population urbaine. D'une part le poids considérable de la capitale Nouakchott. Elle abritait en 2003 près de 700 000 habitants. La seconde ville du pays, Nouadhibou abritait à la même date environ 120 000 habitants, soit à peu près six fois moins que Nouakchott, ce qui dénotait d'une macrocéphalie notoire.

D'autre part, la distribution régionale de cette population est inégale puisque environ 80% de l'effectif était concentré sur le tiers-sud du pays. A cette époque déjà, apparaissait une dynamique urbaine caractérisée par :

- ❖ Le renforcement du poids démographique et économique des deux grandes villes de la côte, Nouakchott et Nouadhibou ;
- ❖ L'émergence d'un pôle de croissance dans la zone des oasis, lié à la construction de grands équipements et au développement du tourisme (Adrar) ;
- ❖ La stagnation économique des autres centres et ce, malgré une croissance démographique assez soutenue.

Ce sont ces éléments qui justifient les disparités apparues dans l'évolution des différentes villes. Les différents projets (DICE et DIU)¹¹ conçus et mis en œuvre pour renforcer leur niveau d'équipement n'ont pas permis de corriger les déséquilibres. Ces projets ont cependant permis d'atteindre des seuils acceptables pour la couverture des besoins essentiels de la population en matière notamment d'équipement, d'infrastructures et d'accès aux services urbains de base (eau potable, électricité, assainissement, ramassage des ordures ménagères etc.)

Plusieurs obstacles ont cependant limité les effets de ces programmes :

- ❖ Les coûts de production, d'exploitation et d'entretien des ouvrages ;
- ❖ Le manque de personnel qualifié;

¹¹ : DICE : Développement de l'Industrie de la Construction pour l'Emploi ; DIU : Décentralisation des Infrastructures Urbaines

- ❖ L'inexistence ou faiblesse des structures capables de prendre en charge la gestion des ouvrages réalisés ;
- ❖ L'enclavement, les distances et contraintes liés aux sites.

C'est pour atténuer ces difficultés que les pouvoirs publics mauritaniens ont engagé, dès le début de l'année 2000, une réflexion approfondie sur l'état des villes, sur leurs besoins et sur les obstacles à leur développement. Les priorités en matière de développement urbain ont été identifiées et les grandes lignes d'une stratégie de développement urbain définie au niveau national. Cela a permis de préparer un ambitieux programme de développement urbain (PDU) qui visait :

- ❖ L'amélioration des conditions de vie et l'accroissement des possibilités d'emploi dans les principales villes et zones périurbaines du pays,
- ❖ Le renforcement du cadre institutionnel aux fins de l'exécution du programme de réforme urbaine, et notamment : (i) renforcer les capacités des administrations et collectivités urbaines, et (ii) améliorer l'enregistrement des titres fonciers.

Sur le plan institutionnel et juridique, le secteur du développement urbain est depuis longtemps, caractérisé par une confusion et une adaptation. La confusion provient de la multiplicité des intervenants mais aussi et surtout dans leur manque de coordination : Les Ministères en charge des finances ; de l'Intérieur, des Postes et des Télécommunications ; de l'Équipement, de l'environnement ; voire celui des pêches sont chacun compétents dans leur domaine propre, sans qu'il y ait une véritable coordination des actions entreprises. L'inadaptation est quant à elle liée à la compréhension / interprétation des arsenaux juridiques et réglementaires. La situation foncière s'en trouve compliquée et explique les difficultés de gestion urbaine dans les villes en l'absence d'un système fiable d'informations foncières.

L'ordonnance 83-127 du 5 juin 1983 et ses décrets d'application constituent pourtant le seul cadre juridique de référence pour la gestion foncière en Mauritanie. Cette réforme entendait opérer une rupture avec des pratiques foncières devenues obsolètes et surtout source de difficultés majeures en termes de planification et de gestion des espaces. La réforme entreprise visait d'une part la protection du domaine public et la régulation de l'accès des individus à la propriété d'autre part. Malgré de nouvelles dispositions prévues dans le cadre de la décentralisation, les pouvoirs domaniaux restent du seul ressort de l'Etat et les ambiguïtés des différents décrets d'application tiennent pour l'heure les autres acteurs, et en particulier les communes, à l'écart des préoccupations foncières.

▪ **Hydraulique et Assainissement**

De 1975 à 2001, le secteur de l'hydraulique en Mauritanie est resté entièrement piloté par la Direction de l'Hydraulique, qui cumulait des fonctions très variées (études, Maîtrise d'œuvre des programmes, Supervision de travaux, Maintenance des équipements...) qui l'entraînaient parfois dans des situations de conflit d'intérêt.

A la fin des années 90, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie (MHE) et la Direction de l'Hydraulique (DH) ont engagé une réflexion sur la nécessité de réorganisation du secteur. Cette réforme entendait apporter une solution à la forte demande d'accès à l'eau en milieu rural et semi-urbain.

C'est ainsi qu'au cours de la période 2001-2002 est intervenue une réforme du secteur qui a abouti à la création de nouvelles institutions :

- ❖ Le Centre National des Ressources en Eau (CNRE), un établissement chargé spécifiquement de la prospection et du suivi des ressources en eau ; créé le 12 juillet 2001 ;
- ❖ L'Agence Nationale de l'Eau Potable (ANEPA), une association chargée du suivi et de la contractualisation des activités des exploitants de réseaux ; créée le 15 juillet 2001 ;
- ❖ L'Agence pour l'Accès Universel (AAU, créé le 28 /06 /2001 et restructurée en 2005 pour devenir APAUS), une agence de lobbying et d'identification de programmes, chargée de promouvoir l'accès universel aux services publics marchands (eau, électricité, téléphone) pour les groupes de population à bas revenus;

- ❖ La Société Nationale des Forages et Puits (SNFP), entreprise publique créée en décembre 2004, qui a repris l'essentiel des personnels et équipements de travaux de la DHA.

La mise en place de ces nouvelles structures a permis, à partir de 2002, l'aménagement de nombreux points d'eau. Leur nombre est passé de 2645 en 1999 à plus de 3600 à la fin de l'année fin 2004, soit un rythme de près de 200 nouveaux captages par an.

L'ensemble de ces structures venait suppléer la Société Nationale d'Eau (SNDE), issue de la branche Eau de la SONELEC (29 Juillet 2001) et responsable de la production et la distribution d'eau en milieu urbain (15 villes). La question de l'approvisionnement des villes se posait avec acuité eu égard à leur croissance fulgurante et au retard des installations de production et de distribution. La Mauritanie fait face à de graves difficultés, surtout en termes de mobilisation et d'accessibilité à la ressource.

Les investissements réalisés au cours de la décennie 1990-2000 dans le secteur, ont permis d'améliorer l'approvisionnement et de la desserte des populations des villes de Nouakchott et Nouadhibou, grâce au renforcement des capacités de production (la station de pompage d'Idini, qui passe de 24.000 m³/jour à 35.000 m³/jour, et celle de Boulénouar passe de 3.500 à 6.500 m³/jour) et à l'extension des systèmes d'adduction, notamment aux quartiers périphériques. Malgré tout, les taux d'accès restent faibles, puisqu'en moyenne seuls 28% des ménages ont un accès direct à l'eau potable en 2004. Le mode principal d'alimentation en eau est assuré par les charretiers-revendeurs qui fournissent la plupart des ménages des villes¹². La consommation d'eau est aussi inégale selon le mode d'approvisionnement : de l'ordre de 46 l/pers/j pour les abonnés à un branchement privé, la consommation tombe à moins de 20l/pers/j pour les clients des charretiers. En outre, les habitants des quartiers pauvres payent leur eau environ 5 fois plus cher que ceux des ménages disposant d'un branchement.

La situation de l'assainissement dans les villes mauritaniennes, au début des années 2000, est peu connue. La seule certitude est la faiblesse du taux de couverture. Les rares données qui existent établissent que moins de 30% de la population totale du pays a accès à un assainissement, tous types confondus (collectif, individuel amélioré, individuel non amélioré etc.). Les écarts sont importants entre le milieu urbain et le milieu rural où moins de 20% de la population a accès à un assainissement, exclusivement par des ouvrages individuels.

De façon générale, la situation de l'assainissement liquide des villes se caractérise par un déficit en infrastructures aggravé par le développement rapide du milieu urbain. Seule la ville de Nouakchott dispose d'un embryon de réseau de « tout à l'égout » qui couvre une partie la plus ancienne de la Capitale. Ce réseau totalisait un linéaire de 69 km dont un tronçon de 31 km est resté non fonctionnel pendant de longues années. La part de la population raccordée à ce réseau collectif s'élevait à 4%. Les eaux usées collectées étaient rejetées à la station d'épuration dont les installations vétustes ne permettent plus un traitement, dans les normes requises, des effluents. Le reste de la population fait recours à des systèmes individuels d'assainissement sous formes de fosses septiques ou de latrines à fosses sèches. Toutefois, le développement de ce type d'assainissement ne s'est pas accompagné d'un encadrement technique ni juridique susceptible de protéger les populations et de préserver l'environnement. Le développement de ces systèmes d'assainissement a engendré la mise en place d'une filière d'opérateurs qui assure la vidange des fosses. Celle-ci s'opère suivant deux procédés : l'un mécanique, utilise des camions vidangeurs (hydro cureuses) et l'autre manuel, qui est pratiquée par des ouvriers, de façon très rudimentaire.

Pour l'eau comme pour l'assainissement, les principales contraintes résidaient dans la capacité des structures en charge de ces secteurs de fournir un service de qualité. Elles souffraient toutes de multiples carences, parmi lesquelles, le manque de personnel qualifié, l'insuffisance de formation pour les principaux acteurs du secteur (secteur public, secteur privé, ONG..), les insuffisances en matière de planification, programmation et réglementation, la faiblesse de la coordination intersectorielle.

■ Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

L'intérêt de la Mauritanie pour les NTIC est tout récent. En effet, le premier plan d'actions du CSLP (2001 – 2004) n'avait pas retenu cette composante comme un domaine prioritaire. De ce fait, ce secteur n'a fait

¹² :Rapport CTS Hydraulique, juillet 2005

l'objet d'aucune programmation spécifique et s'est retrouvé « noyé » dans le volet « infrastructures structurantes et de soutien à la croissance ».

Le secteur était alors fortement handicapé par l'absence de ressources financières d'une part et par la faiblesse des infrastructures de télécommunications et de l'environnement réglementaire d'autre part.

C'est cela qui explique qu'en 1998, ait été adopté, un vaste programme de réforme du secteur des Postes et Télécommunications qui visait l'ouverture du marché des télécommunications en le rendant plus attrayant.

Cela a abouti en juillet 1999 à l'adoption de la loi 99-019 relative aux télécommunications et consacrant la fin du monopole du secteur par l'Office des Postes et des Télécommunications (OPT). L'OPT a été scindé en deux entités d'une part la Mauripost qui a pour mission la gestion de l'aspect relatif aux métiers de la Banque-finance et courrier postal et d'autre part la Mauritel qui s'occupe de l'aspect télécommunication avec l'ouverture du capital de cette dernière à des actionnaires privés. L'Etat s'est alors partiellement désengagé du secteur des télécommunications en ne conservant que 46% de Mauritel. Il se concentre désormais sur ses tâches de contrôle et de régulation du secteur. Cette volonté de désengagement et de soutien au secteur s'est concrétisée par la création de deux importantes institutions :

- ❖ Une Autorité de Régulation ; organe indépendant de régulation multisectorielle dotée de l'autonomie financière et de gestion et rattachée au Premier Ministre ;
- ❖ Un département ministériel chargé des Technologies Nouvelles, créé en septembre 2000, pour renforcer la gouvernance du secteur.

L'année 2000 verra également l'aboutissement de l'élaboration d'une Stratégie Nationale et d'un Plan Directeur de développement des TIC pour la période 2002-2006. L'adoption de ce document confirme le souci des autorités d'accélérer la modernisation de l'administration et accompagner l'ensemble de la société mauritanienne pour l'intégration du nouveau monde de l'information.

■ Artisanat

Le secteur de l'artisanat a très peu évolué dans le temps. Comme par le passé, il couvre trois principales filières de production : i) l'Artisanat d'Art, ii) l'Artisanat de production des biens utilitaires et de consommation courante et iii) l'Artisanat de service, d'entretien et de réparation.

L'exercice de ces différentes branches du métier diffère suivant les techniques utilisées et les moyens économiques mobilisés. Les productions restent aussi dépendantes des organisations propres à chaque filière, des conditions et opportunités d'approvisionnement, de production et de commercialisation.

Comme pour le Tourisme, ou concomitamment au développement de ce secteur, l'artisanat a connu un développement significatif à la fin des années 90. L'augmentation de la fréquentation touristique au cours de la période 2001 – 2003 a constitué un facteur décisif pour l'organisation du secteur. Plusieurs atouts ont soutenu le regain d'intérêt à ce moment, parmi lesquels : i) la prise de conscience des artisans de la nécessité de se regrouper et de s'organiser, ii) l'existence d'une stratégie de lutte contre la pauvreté privilégiant le développement des petits métiers, et iii) l'existence de centres de formation professionnelle.

C'est cela qui a permis la réalisation d'activités structurantes importantes comprenant notamment :

- ❖ L'adoption d'un cadre juridique et réglementaire : promulgation de la loi n° 2003-005 portant code de l'artisanat et adoption de décrets et textes relatifs au fonctionnement et à la gestion de la chambre nationale de l'artisanat et des métiers ;
- ❖ L'adoption et la mise en place d'un nouveau cadre organisationnel structuré autour d'une chambre nationale de l'artisanat et des métiers, 3 fédérations nationales spécialisées et 13 fédérations régionales de l'artisanat et des métiers ;
- ❖ La mise aux normes des Entreprises artisanales (agrément et régularisation des coopératives artisanales) ;
- ❖ La conduite d'activités promotionnelles : participation aux foires et expositions internationales notamment.

Toutefois, le secteur a continué de souffrir de contraintes fortes qui ont limité son impact sur le développement économique. Celles-ci se résument : i) au caractère rudimentaire de l'outillage des artisans, ii) de la rareté de matière première de bonne qualité, iii) en l'absence de circuit organisé de commercialisation; iv) à l'insuffisance des crédits adaptés aux besoins réels des producteurs, v) au caractère

informel et traditionnel des modes de transmission des savoir-faire, et vi) la faiblesse du cadre organisationnel.

■ Micro-finance

Le développement de la microfinance a représenté un axe fondamental de la stratégie du Gouvernement mauritanien dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et un vecteur essentiel de la réforme engagée pour le renforcement et la diversification du système financier national. Cela est d'autant vrai que les Institutions de Microfinance (IMF) ont joué au cours des années passées, un rôle important dans le développement d'une culture d'épargne et de financement des Micros et Petites Entreprises (MPE) et des Activités Génératrices de Revenus (AGR) au profit des populations qui n'ont pas accès aux services bancaires.

Le secteur de la microfinance mauritanien est né en 1990 avec la création, sur dérogation de la banque centrale, de deux structures dédiées principalement à la réinsertion des rapatriés du Sénégal:

L'association pour le crédit et la petite et moyenne entreprise (ACMPE) et L'initiative pour le développement en Mauritanie (IDM)

Ces deux structures, qui n'existent plus, constituent le début de l'implication de l'Etat dans la microfinance. Mais, c'est l'ouverture de la première CAPEC en 1997 qui marque le début d'une véritable politique nationale en faveur du développement d'un secteur de la microfinance.

A ces débuts, le secteur de la microfinance était soumis aux mêmes règles que celle du secteur bancaire. La nécessité d'une réglementation propre s'imposait. C'est dans cette optique que l'Etat a promulgué la loi 98/08 du 28/01/98. Après quelques années d'application, ce cadre réglementaire a montré ses limites sur beaucoup de points (régulièrement soulevés par les professionnels du secteur). En réponse à ces insuffisances, une révision de la loi a été entamée à cet effet. Une nouvelle loi (ordonnance N° 005/2007) est promulguée ainsi que ses textes d'application.

Les objectifs fondamentaux des textes légaux et réglementaires poursuivis visent à assurer, avec une certaine flexibilité, la protection des déposants, la sécurité des opérations et la professionnalisation du secteur.

Une Stratégie Nationale de la Microfinance (SNMF) est adoptée par le Gouvernement en novembre 2003 avec une stratégie nationale pour la promotion de la Micro et Petite Entreprise. Elle fixe 3 objectifs majeurs :

- ❖ La révision et l'adaptation du cadre légal et réglementaire ;
- ❖ La couverture du territoire national par des institutions professionnelles viables et pérennes ;
- ❖ La mise en place d'un cadre de concertation pérenne.

Le secteur comprend trois types d'institutions (i) les institutions mutualistes d'épargne et de crédit, (ii) les projets ou programmes de développement comportant un volet micro - crédit et (iii) les ONG ou associations intervenant dans le domaine de la micro finance.

Au cours de la période 2006-2010¹³, le secteur de la micro-finance a connu une importante croissance avec plus de 185.000 adhérents en 2009, contre près de 94 000 en 2004. L'encours de crédit distribué s'est chiffré à 18,9 milliards d'ouguiyas fin décembre 2009 soit une évolution de 155% par rapport à 2006 (l'UNCACEM en concentre plus de 92 % tant dis que la part des CAPEC et des autres institutions de petites tailles représentent respectivement 5% et 3 %). A la même date les dépôts se sont établis à 5,4 milliards d'ouguiyas, soit une évolution de 154 % par rapport à 2006 (les caisses d'épargne et de crédit détiennent plus de 86,2% de ces dépôts, alors que l'UNCACEM et les autres institutions ont respectivement 10,3 % et 3,5 %)¹⁴.

Malgré tout, le secteur reste caractérisé par (i) le faible niveau des crédits octroyés (ii) la prépondérance des crédits à court terme (iii) le niveau élevé des taux d'intérêt sur le crédit et (iv) un fort niveau de remboursement des crédits.

Ainsi, bien que qu'ayant correspondu à une période de croissance satisfaisante (environ 4,6%)¹⁵, le début des années 2000 a révélé la vulnérabilité de l'économie du pays, fortement dépendante du contexte international

¹³ : rapport thématique de GTT, Axe 2, juin 2010, page 35

¹⁴ : Encadré N°16, RMO CSLP 2010

¹⁵ : Plan d'actions du CSLP 2006 – 2010, page 9

et souffrant de contraintes endogènes multiples : La base de l'économie productive est peu diversifiée et les capacités de fourniture de l'énergie suffisante au développement économique et industriel sont faibles. C'est pourquoi, l'embellie espérée de la situation économique ne s'est pas confirmée à causes de multiples contreperformances parmi lesquelles, celles du secteur minier encore incapable d'attirer et de retenir les investisseurs étrangers. L'exploitation du pétrole est encore à ses premiers balbutiements et les secteurs de l'artisanat et du tourisme peinent à créer suffisamment de richesses pour soutenir la croissance de l'activité économique. Cependant, les progrès enregistrés au cours de la période 2001 – 2004, ont permis au pays d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2002 et de bénéficier d'un allègement conséquent de sa dette extérieure. Ils sont cependant restés en deçà des prévisions du premier plan d'action du CSLP et justifient les ambitions du second plan d'actions, notamment en termes d'ancrage de la croissance de la croissance dans la sphère économique des pauvres.

▪ Développement Rural

Au début des années 2000, le monde rural représente 45% de la population totale du pays, mais concentre 76,5% de la population pauvre. La faible dynamique du secteur agricole a maintenu un niveau élevé de pauvreté et d'extrême pauvreté. De plus, le milieu rural était caractérisé par un déficit important d'infrastructures économiques et de services sociaux de base. C'est ce qui explique sa forte vulnérabilité aux facteurs climatiques et aux fluctuations des prix des céréales locales¹⁶. Au cours de la période 1998-2000, la contribution du secteur primaire au PIB a été de 18,6% en moyenne, l'élevage représentant en moyenne 14% et l'agriculture 4,6%. Durant la période 2001-2003, la part du secteur primaire a baissé légèrement et a représenté en moyenne 17,9% dont 14,5% pour l'élevage et 3,9% pour l'agriculture. (Rapport sur la révision des données économiques 1992-2004, juin 2006). La disproportion entre le poids de l'agriculture et de l'élevage en termes d'emplois d'une part, et en termes de valeur ajoutée d'autre part (à peine 1/5e du PIB dont, en moyenne, 5% pour l'agriculture et 15% pour l'élevage), donne une indication de la faible productivité globale de ces deux secteurs, surtout de l'agriculture.

L'ampleur des difficultés et des défis auxquels étaient confrontées les populations rurales a justifié l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie globale et coordonnée de réduction de la pauvreté rurale. Ce sont ces orientations qui sont contenues dans le CSLP et dont l'objectif principal est de réduire de moitié la pauvreté rurale, à l'horizon 2015 et de combler les retards des zones rurales. La réalisation de cet objectif devra reposer sur un ensemble de politiques et de programmes axés sur : (i) la relance des principales filières de production agricole par des mesures sectorielles calées sur le cadrage macro-économique et favorables à la diversification et à une production agricole de qualité, à travers l'amélioration de l'accès aux facteurs de production et aux services agricoles, (ii) le développement des infrastructures rurales, (iii) des mesures institutionnelles et d'organisation du secteur, et (iv) des politiques de protection des ressources naturelles. Les principaux indicateurs relatifs au secteur du développement rural en l'an 2000, sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Principaux indicateurs du secteur du développement rural en 2000

Indicateurs	Situation de référence ¹⁷	
	Date	Valeur
Incidence de la pauvreté rurale	2000	66,1%
Incidence de l'extrême pauvreté rurale	2000	47,8%
Indice de Gini en milieu rural	2000	36,7%
Taux de croissance du PIB agricole	2000	0,5%
Rendement du riz irrigué (tonnes/ha/an, avec culture de contre-saison)	2000	4,2
Taux de couverture sanitaire du cheptel (vaccins obligatoires)	1999	60%
Rendement des cultures vivrières arides	2000	0,5

¹⁶ : CSLP 1, page 29 et suivantes

¹⁷ Chiffres actualisés suite à la révision globale des données économiques et financières du pays.

Malgré un faible taux de croissance, ce secteur (0,5% en 2000), ce secteur a bénéficié de ressources importantes provenant essentiellement de subventions et de dons aux différentes filières. En l'an 2000, l'ensemble des ressources affectées au secteur a atteint 5,6 milliards d'UM dont 30% de financements sur les ressources propres de l'Etat¹⁸.

▪ Sécurité Alimentaire

Sur le plan de la sécurité alimentaire, la restructuration du CSA, engagée depuis 1998, a conduit à la mise en place d'un certain nombre d'outils importants de suivi et de prévention comme l'Observatoire de la sécurité alimentaire (OSA), le Stock National de Sécurité Alimentaire (physique et financier), l'instauration des secours d'urgence et l'Agence d'exécution des microprojets (AEMP). Ceci a contribué à une meilleure prise en charge des crises alimentaires chroniques qui continuent à secouer le pays.

Sachant que la sécurité alimentaire fait référence à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la nourriture en quantité et qualité suffisante d'importantes activités ont été accomplies par les pouvoirs publics, dans ce domaine, en collaboration avec la société civile et les partenaires au développement. Il s'agissait surtout de réponses à des crises alimentaires causées par des catastrophes naturelles à travers des programmes ciblés de sécurité alimentaire (action humanitaire, développement à la base et nutrition).

Entre 2001 et 2005, on note l'ouverture de 685 centres d'alimentation communautaires et une progression de 60% du nombre de personnes bénéficiaires des micro-projets : il est passé de 151 045 en 2001 à 242 180 en 2005.

Cependant, les actions entreprises l'étaient toujours dans l'urgence, ce qui justifie que la question de la sécurité alimentaire n'est toujours résolue, et cela, du fait notamment de :

- ❖ La faiblesse de la coordination au niveau gouvernemental, qui se traduit par un chevauchement entre les différents intervenants,
- ❖ L'absence d'une stratégie claire en matière de sécurité alimentaire,
- ❖ La réduction de l'aide alimentaire extérieure,
- ❖ La difficulté à mobiliser de l'aide alimentaire au profit des populations urbaines en insécurité alimentaire,
- ❖ L'absence d'un régime fiscal et douanier spécifique au CSA, ce qui se traduit par des retards importants dans la réception de l'aide,
- ❖ La faiblesse des capacités de transport et de stockage du CSA,
- ❖ L'insuffisance du système national d'information.

▪ Environnement

Bien que les préoccupations environnementales ne soient apparues que timidement dans le CSLP 1, la Mauritanie était fortement marquée par les problèmes liés à ce secteur :

- ❖ Fragilités des écosystèmes ;
- ❖ Effets d'une forte urbanisation (assainissement, déchets solides...);
- ❖ Persistance de sécheresses répétitives ;
- ❖ Crise énergétique, malgré un fort potentiel de sources alternatives (vent, soleil...) ;
- ❖ Exploitation inadéquate des ressources halieutiques (pollutions diverses).

Ces difficultés étaient amplifiées par (i) le faible intérêt accordé par les politiques publiques (ii) la mauvaise appréhension des ressources naturelles et de leur fragilité (iii) la faiblesse de l'information et de la sensibilisation des administrations et des populations.

Ce n'est donc que plus tard, en 2006 que la prise de conscience est devenue effective, avec un secrétariat d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'environnement dont la mission principale est d'assurer un traitement transversal à cette question. En 2007, la création d'un Ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'environnement introduit la notion de l'environnement urbain et marin dans les préoccupations de la Mauritanie, alors qu'elles s'étaient jusqu'ici limitées aux aspects liés à la désertification et à la déforestation¹⁹.

¹⁸ : Source : Annuaire statistique 1995 – 2005

¹⁹ : RMO CSLP 2006-2007, page 21

Axe 3 : Ressources Humaines et Accès aux services de base

Le troisième Axe vise le Développement des Ressources Humaines et l'accès aux infrastructures essentielles. Cet axe est celui dont l'impact, à long terme, aura l'effet le plus sensible sur la pauvreté, à travers ses effets sur la productivité et sur l'amélioration des conditions de vie des pauvres. Un meilleur accès à l'éducation et à la santé, en particulier, réduit considérablement la vulnérabilité des pauvres.

Education

Au cours de la période 1990-2000, le système éducatif mauritanien a connu une croissance quantitative importante, sous l'effet d'une demande croissante de scolarisation liée à la pression démographique. Cette croissance a atteint, à des degrés divers, l'ensemble du système de même que la plupart des paramètres nécessaires à son fonctionnement. La priorité accordée par l'Etat à ce secteur s'est traduite par des accroissements sensibles du budget d'investissement et de fonctionnement, quoique la part du budget de l'éducation dans le PIB ait diminué. Cette baisse reflétait surtout le blocage des dépenses salariales.

Cette évolution avant 2001 s'est traduite par une progression rapide du taux brut de scolarisation primaire (enseignement fondamental) ; celui-ci est passé de 45% (89/90) à 86% (1999/2000). Ces données indiquent un rattrapage spectaculaire vis à vis des pays de la sous-région et mettent en évidence l'alignement des taux de scolarisation des filles (81%) sur celui des garçons (87,6%). Ce TBS au Burkina Faso est passé de 30% en 1990 à 72,4% en 2008. La disparité entre sexes reste par contre très prononcée dans les autres ordres d'enseignement où les filles ne représentent que 41% des élèves du secondaire, à peine 3% de l'enseignement technique et professionnel et 15% de l'enseignement supérieur (année 1999/2000).

Cependant, des dysfonctionnements et des insuffisances notables persistent et entravent les progrès qui se dessinent. Parmi ces difficultés, on peut citer :

- ❖ L'insuffisance de la capacité de planification (manque de rigueur dans la fixation et le contrôle des objectifs sectoriels),
- ❖ Le manque de transparence dans la gestion du personnel (promotion, motivation, sanction, redéploiement, opportunités du secteur privé,...etc.) ;
- ❖ L'insuffisance de suivi et d'évaluation des programmes pédagogiques (Inspection, réformes pédagogiques, etc.) ;
- ❖ L'insuffisance du système d'informations statistiques (fiabilité des données pour servir de bases saines de planification) ;
- ❖ La faiblesse des procédures de préparation et d'absorption des budgets annuels, etc.

Enseignement préscolaire

Les problèmes rencontrés par le préscolaire ont pour origine la croissance rapide de la demande et la faiblesse des capacités d'accueil. L'action du secteur public dans le domaine de la réglementation et du contrôle du fonctionnement est insuffisante de même que la formation des personnels d'encadrement. Le secteur privé a profité de cette situation marquée par ces insuffisances structurelles pour développer un enseignement préscolaire offert essentiellement aux plus nantis et concentré dans les grands centres urbains particulièrement Nouakchott et Nouadhibou.

Enseignement fondamental

En ce qui concerne l'enseignement fondamental, l'accroissement rapide des effectifs a amené l'Etat à augmenter ses investissements de manière à permettre l'absorption des flux d'élèves ; avec parfois un surpeuplement des salles de classes dépassant de loin les normes requises du nombre d'élèves par classe.

Cependant, l'offre de scolarisation n'a pas été égale dans toutes les régions et des disparités continuent à exister, qu'il s'agisse d'ouverture de salles de classe ou de cantines scolaires. On observe particulièrement l'existence d'une très forte proportion d'écoles à cycle incomplet (82,4%) en 2001. De ce fait, il arrive souvent que ce ne soit pas l'élève qui abandonne l'école, mais bien l'école qui abandonne l'élève surtout dans les zones rurales. La croissance quantitative s'accompagne du problème de la qualité de l'enseignement, en particulier en ce qui concerne la conception, la production et la distribution des manuels pédagogiques aux élèves et des guides aux maîtres. Il résulte de ces facteurs combinés une mauvaise qualité de l'enseignement dispensé et la faiblesse des résultats observés sur le plan de son efficacité. En effet, on note une accentuation des déperditions entre 1990 et 1999 et, sur la même période, une baisse du taux de survie qui est passé de 74% à 56,2%, cette régression dénote de l'inefficacité du système éducatif de base.

Enseignement secondaire

La croissance trop rapide des établissements de l'enseignement secondaire n'a pas permis de maintenir la cohérence pédagogique de chaque établissement. L'absence d'une carte scolaire opérationnelle a rendu possible l'ouverture d'établissements sans justification pédagogique. Pour les mêmes raisons, les équipements et les mobiliers nécessaires n'ont pas pu suivre le rythme imposé par la croissance et le ratio élèves/tables-bancs est de l'ordre de 3,5 élèves par banc de 2 places. La réussite aux examens de fin de cycle est moyenne au Brevet (61% pour les garçons et 54,7% pour les filles) alors qu'elle est particulièrement faible au Baccalauréat (21% pour les garçons et 10% pour les filles). De fortes variations sont également notées entre les régions ainsi qu'entre les filières. De même, le taux de survie demeure faible : sur 1000 élèves au départ seuls 560 arrivent en dernière année, dont 210 réussissent le baccalauréat. Cette déperdition, aussi importante que celle observée dans le fondamental, entraîne un coût moyen par diplômé 4 fois supérieur au coût minimum nécessaire.

Enseignement supérieur

L'absence d'une politique nationale affirmée a conduit à un développement non programmé de l'enseignement supérieur. L'inexistence d'un dispositif de contrôle des flux a mené à une surpopulation d'étudiants, comparativement à des pays présentant des caractéristiques socio-économiques comparables à celles de la Mauritanie. Par ailleurs, le manque de connaissance des besoins quantitatifs et qualitatifs du pays en formations supérieures a pour résultats la production d'un grand nombre de diplômés chômeurs. En outre, s'agissant de la qualité et de la pertinence de l'enseignement, on observe une prédominance des cours théoriques magistraux et la faible professionnalisation des formations. Enfin, l'efficacité interne est faible. Seuls 12% des étudiants de la FLSH et de la FSJE obtiennent leur maîtrise au bout de 4 ans. La plupart des étudiants suivent leurs études à l'étranger par manque d'institutions académiques spécialisées dans les domaines scientifiques, techniques et médicales.

Alphabétisation

L'alphabétisation a connu des progrès importants, le taux d'analphabétisme chez les adultes étant passé de 61,1% en 1990 à 42% en 1998. Les données des enquêtes EPCV montrent que les populations dont les dépenses sont les plus faibles sont celles qui sont les plus affectées par l'analphabétisme par manque de moyens supplémentaires pour investir dans la scolarité de leurs enfants. Les résultats de l'EPCV 2008 montrent que les 20% les plus pauvres de la population (premier quintile) se partagent seulement 6,3% des dépenses totales des ménages tandis que les 20% les plus riches (cinquième quintile) se partagent 44,2% de la dépense totale des ménages et près de 26 % de la population vit dans l'extrême pauvreté avec moins de 270 dollars par an. A cet effet, les familles démunies sont parfois contraintes à louer ou utiliser les services de leurs enfants surtout en milieu rural dans des travaux domestiques (champêtres, élevage et autres) pour gagner des ressources financières dont dépend leur survie au lieu d'investir dans leur scolarité. On note cependant, que ces disparités sont moins importantes en milieu urbain en considérant la bonne couverture scolaire et le suivi de proximité du respect de l'obligation de scolarité des enfants. En dépit des progrès enregistrés, l'alphabétisation se heurte à des difficultés liées notamment à l'étendue du territoire (population dispersée, nomadisme, etc.) et à l'insuffisance de moyens budgétaires qui lui sont consacrés, absence de formation qualifiante.

Enseignement originel

La Mahadra représente notre mode traditionnel d'enseignement qui a connu son rayonnement à travers notre histoire par la contribution de nos érudits dans la propagation, le développement de l'Islam et du savoir dans le monde. Cet enseignement jouit toujours des mêmes considérations et des intérêts importants dans notre société actuelle où les enfants sont initiés à l'enseignement coranique à partir de 5 ans. Toute la problématique réside dans la capitalisation du pré requis pour créer des passerelles entre cet enseignement originel très répandu dans le pays et le préscolaire et garantir ainsi, une qualité et une couverture aptes à préparer les enfants à l'enseignement fondamental.

Secteur éducatif privé

Le secteur éducatif privé est développé aux dépens du public en utilisant ses propres ressources humaines qualifiées pour accomplir ses programmes pédagogiques. Il a besoin d'être soutenu et encadré par la mise en place des mécanismes d'incitations appropriés et par la recherche d'une implication plus grande des promoteurs privés pour jouer un rôle complémentaire à l'enseignement public.

Santé

Avant les années quatre-vingt-dix, le système de santé mauritanien avait connu une détérioration sans précédent sur les plans quantitatif et qualitatif avec une pénurie de produits et de médicaments au niveau des différentes formations sanitaires en plus d'une insuffisance accrue en ressources humaines. C'est à partir de 1990 que ce secteur a connu une grande attention de la part des pouvoirs publics et des partenaires à travers des investissements importants et des soutiens majeurs. Parallèlement, la part des dépenses d'équipement dans le budget de la santé a beaucoup augmenté en passant de 29% en 1990 à près de 45% en 1996. Les politiques mises en œuvre ont permis des améliorations certaines, surtout dans la composante « soins de santé primaires » et d'engager des actions pour rehausser le niveau secondaire et tertiaire par l'amélioration du plateau technique des hôpitaux régionaux et nationaux (équipements, formation des médecins spécialistes, introduction progressive du système de recouvrement des coûts au niveau des hôpitaux...).

Les différents indicateurs de santé se sont globalement améliorés, quoique de manière moins spectaculaire que ceux de l'éducation. Ainsi, entre 1990 et 1998, l'espérance de vie à la naissance (EVN) est passée de 47 à 54 ans, alors que les taux de mortalité infantile (TMI) et infanto-juvénile (TMIJ) ont baissé respectivement de 117 pour 1000 et 170 pour mille à 105 pour mille et 140 pour mille. L'indice de fertilité (IF) est passé de 6,1 à 5,4, tandis que le taux de prévalence du VIH/SIDA (TPVIH) est resté relativement stable, aux alentours de 0,5%. Sur la même période, le taux d'accessibilité des structures sanitaires (TASS) dans un rayon de 10 Km, est passée de 30% à 80% de 1990 à 1998. Le taux de mortalité maternelle est estimé à 930 décès pour 100000 NV en 1998, selon l'EDS/MICS, demeure un problème prioritaire de santé publique dans le pays.

Au niveau primaire, la qualité des soins demeure faible, alors que le niveau secondaire n'arrive pas encore à jouer son rôle de référence, à cause, entre autres, de l'absence de certaines spécialités essentielles. Il s'en suit un engorgement du Centre Hospitalier National dont les capacités sont largement dépassées.

En dépit des efforts de formation et l'accroissement significatif du personnel médical au cours des années précédant 2001, les effectifs demeurent insuffisants et sont mal répartis avec une forte concentration des spécialistes et sages-femmes d'Etat au niveau de Nouakchott.. De plus, le niveau de rémunération, de motivation du personnel médical et paramédical est insuffisant malgré l'introduction des mécanismes de recouvrement des coûts au niveau des postes et des centres de santé qui a amélioré la disponibilité des médicaments essentiels et a beaucoup amélioré le système de santé de base depuis les années 1990 par la participation communautaire, l'approvisionnement régulier en médicaments essentiels, la motivation du personnel, le fonctionnement des CS, PS et USB,...etc. Pendant cette période, les systèmes hospitaliers régional et national, restés en dehors du système de recouvrement des coûts, connaissent de sérieuses difficultés de fonctionnement, de pénuries de médicaments et de produits avec une démotivation totale du personnel.

Une évaluation du système de recouvrement (SRC) effectuée en 2000 avait abouti à des conclusions annonciatrices de contraintes majeures qui pouvaient à la longue, compromettre l'avenir du SRC si des mesures courageuses de redressement n'étaient pas prises. Les principales contraintes relevées par cette évaluation se résumaient essentiellement dans le manque de suivi de supervision de des activités ; manque de discernement du rôle des comités de gestion par les principaux acteurs (agents de santé publique et la communauté).

Au cours de la période précédant l'année 2001, le Système national d'information sanitaire (SNIS) connaît des insuffisances dans toutes ses étapes depuis la collecte, la saisie et l'analyse des données, du fait de l'absence d'un cadre conceptuel adapté, global et structurant, des insuffisances des ressources humaines compétentes et de l'obsolescence des instruments techniques. Il convient d'ajouter à cela, l'absence d'un

environnement et d'une culture académiques favorables au développement de recherches en santé publique qui réduit les acteurs du système de santé à de simples exécutants. Pendant cette même période, le système de gestion et d'organisation du département en charge de la santé présente, lui aussi, plusieurs dysfonctionnements malgré l'amorce d'une décentralisation initiée en 1990 par la création de nouvelles directions régionales d'action sanitaire et sociales (DRASS) appuyées et encadrées par l'Ecole nationale d'administration et l'école nationale de santé publique de Rennes pendant quatre ans. Ces contraintes qui sont vécues sous forme de contreperformances n'ont pas du tout épargné les programmes prioritaires en santé publique tels que :

- ❖ Le programme élargi de vaccination (PEV) a connu de grandes performances pendant la période allant de 1990 à 2000 grâce à l'appui de l'UNICEF, de l'OMS en plus des efforts consentis par l'état pour rehausser le niveau de ses prestations à travers des stratégies accélérées de vaccination comme les journées Maghrébines de vaccination (JMV), les journées nationales de vaccination (JNV) en appui aux stratégies classiques qui se distinguent par l'étendue de leur action complémentaire couvrant tout le territoire national selon qu'il s'agisse de la stratégie fixe, avancée ou mobile. Après cette période, la couverture vaccinale a connu une régression surtout en milieu rural, du fait du non renouvellement du parc automobile dédié à cette activité. La faible utilisation des services, le faible recours à l'utilisation des services de la santé de la reproduction (contraceptifs, consultations prénatales, les accouchements assistés et l'accès insuffisant aux visites curatives des enfants de moins de 5 ans),
- ❖ L'inefficacité des programmes de santé publique dans la lutte contre les maladies courantes, marquée par la faiblesse de la prévention et du traitement des maladies infectieuses (SIDA, épidémies de rougeole graves et étendues souvent dans tout le pays, la malnutrition, paludismes, les diarrhées, les infections respiratoires, etc.),
- ❖ L'insuffisance en ressources humaines qualifiées avec l'inadéquation de la qualification et de la répartition du personnel, liées aux problèmes de formation, de rémunération et de motivation,
- ❖ L'insuffisance des ressources financières allouées au secteur de la santé avec la stagnation en termes réels, des dépenses publiques.

En effet, les services centraux demeurent handicapés par l'insuffisance, en quantité et en qualité, des ressources humaines y compris en santé publique et le manque de moyens logistiques. Pour les mêmes raisons, les DRASS (directions régionales de l'action sanitaire et sociale) ne sont pas suffisamment opérationnelles pour accompagner et renforcer la décentralisation amorcée depuis 1990.

Cet ensemble de contraintes reflètent bien les limites de vision en santé publique au niveau du département chargé de la santé pour consolider les efforts déjà consentis au niveau primaire (Soins de santé primaires) retenus lors de la déclaration d'Alma Ata en 1978 et réitérés par l'initiative Bamako (IB) en 1987 lors de la réunion des Ministres chargés de la santé publique en Afrique comme la voie appropriée qui pourrait améliorer le système de santé dans les pays en voie de développement.

A titre de rappel, la mise en œuvre de l'IB a connu une phase pilote à Kankossa et Ouad Naga qui a contribué à l'amélioration des soins de santé de leurs populations durant la période 1989 -1991, suivie d'une phase de sa généralisation entamée en 1992 dans le but d'améliorer l'accessibilité géographique et financière des populations aux soins de santé en suscitant leurs contributions dans le financement et la gestion des formations sanitaires locales (CS, PS et USB).

L'Initiative de Bamako a fait l'objet d'une évaluation en 2000 (MSAS/UNICEF, 2000), qui a noté plusieurs acquis dont notamment :

- ❖ L'amélioration très nette de la fonctionnalité des services sanitaires régionaux par la création des directions régionales à l'action sanitaire et sociale, qui sont dotées de budget propre.
- ❖ L'amélioration de la couverture sanitaire, par la construction, la réhabilitation, l'équipement et affectation du personnel au niveau des structures sanitaires.
- ❖ La revitalisation des structures sanitaires par la mise en place du Système de recouvrement des coûts qui, par la disponibilité des médicaments essentiels avec un coût moyen par traitement de 160 UM, a permis de dégager des ressources additionnelles pour améliorer la disponibilité des services, et motiver le personnel.

- ❖ L'amélioration de la gestion des services de santé par l'implication des communautés à tous les niveaux à travers les CDSS et les comités de gestion.
- ❖ L'amélioration de l'utilisation des services qui avoisine une moyenne de 1,8 consultation / habitant / an.

Cependant, elle a noté en dépit de ces acquis et des potentialités énormes en termes d'amélioration de la santé des populations, plusieurs problèmes ont lourdement handicapé la rentabilité du système. Parmi ces problèmes, on peut citer :

- ❖ Les critères de choix des membres des comités de gestion Le manque d'engagement effectif des comités dans les activités de santé et de la communauté
- ❖ Insuffisance d'appréciation correcte du rôle à jouer par chacun des acteurs (professionnel de santé et représentants des communautés) pour la réussite du SRC et de la participation communautaire dans le développement du système de santé
- ❖ L'absence de mécanisme de prise en charge des indigents.
- ❖ La répartition inappropriée des bénéfices et l'utilisation des fonds générés par le système de recouvrement des coûts ;
- ❖ La faiblesse des activités d'IEC pour impulser une meilleure participation communautaire et des changements de comportement.
- ❖ L'insuffisance de la supervision, du suivi et de l'évaluation

Les Contraintes identifiées du système de santé, étaient de plusieurs ordres:

- ❖ L'absence d'une carte sanitaire nationale
- ❖ Le manque d'une approche de qualité
- ❖ L'absence d'un système de référence (les structures hospitalières ne disposent pas de plateau technique leur permettant de prendre en charge correctement les malades particulièrement à l'intérieur du pays).
- ❖ La centralisation des programmes
- ❖ Le manque de contrôle efficace des activités du secteur privé
- ❖ Les ruptures fréquentes dans l'approvisionnement en médicaments
- ❖ La faiblesse des ressources humaines en termes de compétence, de motivation et de répartition,
- ❖ Le système d'information sanitaire n'est pas adapté au paquet minimum, et souffre de faiblesses dans les domaines de la collecte, de l'analyse et de la diffusion de l'information
- ❖ Le manque d'appui par des activités de recherche opérationnelle pertinentes
- ❖ Une distorsion entre l'utilisation satisfaisante des services de santé : 1,5 à 2 consultations/ par personne/ an et les taux de couverture préventive très bas.

Enseignements tirés :

Les leçons tirées prouvent que les contacts entre les usagers et les structures sanitaires pour les soins curatifs ne sont pas mis à profit pour leur offrir toutes les prestations auxquelles, ils pourraient prétendre : IEC, vaccination, consultations pré et post natales, supplémentation en fer et vitamine A, suivi nutritionnel etc. Un cadre institutionnel de renforcement de la décentralisation, régis par le décret N°140-2000, relatif à l'organisation des formations sanitaires régionales, prévoyant la création de comités de développement socio-sanitaire (CDSS) et comités de santé, a été mis en place pour renforcer les activités au niveau communautaire en faveur des populations les plus vulnérables.

Nutrition

La malnutrition est un problème global de santé publique, transversal et multisectoriel sous ses différentes formes (malnutrition protéino-énergétique de l'enfant, carence en micro. nutriments) ; Elle est une cause majeure de mortalité et de morbidité, surtout chez les femmes et les enfants.

Le taux de malnutrition (poids pour l'âge) chez les enfants de moins 5 ans est estimé à 23% (1999).

Plusieurs facteurs f sont à l'origine de la malnutrition dont :

- ❖ La précarité des soins apportés, l'accès aux soins médicaux, la santé de la mère, les pratiques alimentaires inadaptées,

- ❖ Les mauvais comportements alimentaires dont la mise au sein tardive, l'utilisation de liquides autre que le lait maternel dans les 6 premiers mois de vie et l'introduction précoce ou tardive de l'alimentation de complément, l'indisponibilité et l'inaccessibilité aux aliments variés et riches en nutriments,
- ❖ L'insuffisance des conditions d'hygiène, le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement,
- ❖ Les conséquences de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire très étendues au niveau de la population.
- ❖ Les faiblesses en matière de prise en charge et de suivi-évaluation.

Les causes structurelles de la malnutrition renvoient à la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les crises économiques, les fluctuations saisonnières, le manque d'accès aux services sociaux de base, la taille des familles, l'analphabétisme.

L'absence d'une approche multisectorielle pour résoudre le problème de la malnutrition s'est traduite par l'inexistence d'une politique nationale de nutrition clairement définie et par le manque de clarté dans l'établissement des priorités et dans l'attribution des responsabilités institutionnelles pour la mise en œuvre d'un plan d'action concerté en matière de nutrition pouvant avoir un impact réel sur les populations.

Le Gouvernement a toujours entrepris des actions de lutte contre la malnutrition notamment par :

- ❖ L'ouverture des centres de récupération et d'éducation nutritionnelle (CREN) et les mesures de prévention chez les femmes enceintes et les enfants (l'anémie, l'avitaminose A, déparasitage,...) dans les formations sanitaires par formations sanitaires,
- ❖ L'ouverture des centres communautaires (CAC) pour améliorer l'alimentation des enfants et la sensibilisation des mères sur les bonnes pratiques nutritionnelles (allaitement maternel exclusif les 6 premiers mois, l'introduction d'une bonne alimentation des nourrissons,...).

Emploi

Dans le domaine de **l'emploi**, les résultats de l'EPCV montrent que le chômage est estimé à 29% en 2000. Les deux tiers des chômeurs sont des femmes et, pour la tranche d'âge de 15 à 24 ans, 7 femmes sur 10 et 1 homme sur 2 sont au chômage. Le taux d'activité est de 54,9%, avec d'importantes disparités entre les hommes et les femmes (61,9%) et les femmes (39,1%). La répartition des emplois selon le secteur montre que 31% des postes occupés le sont dans le secteur de l'agriculture (dont 6,3% dans celui de l'élevage), viennent ensuite, le commerce (24,6%), l'administration publique (14,3%) et les services (8,6%).

La promotion de l'emploi et le développement du secteur de la petite et moyenne entreprise sont un axe majeur de la stratégie d'ancrage de la croissance économique dans la sphère des pauvres pour :

- ❖ Réduire le chômage, notamment des femmes et des jeunes
- ❖ Favoriser le développement d'un tissu de micro-entreprises intégré au secteur moderne
- ❖ Appuyer l'auto emploi et les initiatives privées ou associatives des pauvres, et développer la formation professionnelle à tous les niveaux
- ❖ Favoriser l'émergence d'un environnement nouveau adapté aux réalités et opportunités et qui repose sur un système de formation professionnelle profondément rénové dans son contenu, sa qualité et ses modalités de fonctionnement,
- ❖ Encourager l'émergence d'un marché du travail organisé et appuyé par un système institutionnel d'insertion professionnelle des jeunes,
- ❖ Assurer la consolidation d'un système de micro et petites entreprises, contribuant de manière significative à promouvoir le développement de programmes à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) en zone urbaine et zone rurale
- ❖ Promouvoir les programmes sectoriels pourvoyeurs de création d'emploi surtout pour les groupes vulnérables.

Les défis dans le domaine de l'emploi continuent à réduire l'impact des efforts de promotion de l'emploi dans le pays du fait notamment de :

- ❖ L'absence d'une stratégie globale de l'emploi à moyen terme,
- ❖ L'inadéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi,
- ❖ Du déficit en informations sur le marché de l'emploi,
- ❖ L'insuffisance des capacités et des moyens des structures centrales chargées de l'emploi,
- ❖ Manque de coordination entre les différents intervenants dans le secteur.

Promotion Féminine

Les questions relatives à la **promotion féminine**, constituent le principal élément de la recherche de l'équité entre genres. Plusieurs initiatives ont été conduites dans ce domaine et couvraient :

- ❖ L'appui aux coopératives féminines avec des financements ciblés dans le domaine du maraîchage, artisanat, couture...
- ❖ Le renforcement du CFPF dans le cadre de promotion de la formation professionnelle des femmes dans les domaines prioritaires (confection des tapis, couture,...) ;
- ❖ la mise en place d'un système d'incitation des formateurs (instauration de primes de motivation des formateurs pour encourager et stabiliser et encadrer les organisations professionnelle de femmes
- ❖ La mise en place de lignes de crédit spécifiques aux femmes pour la promotion de l'emploi et le développement du secteur de la petite et moyenne entreprise ;
L'analyse de la situation des femmes en Mauritanie montre que malgré des progrès sensibles en particulier dans l'accès à l'école, des disparités persistent en matière d'équité entre genres, notamment en ce qui concerne :
- ❖ L'accès aux opportunités en général : l'incidence de la pauvreté des ménages dirigés par des femmes est passée de 40% à 45% (2000),
- ❖ L'emploi : le taux d'activité des femmes (39,1%) est très en deçà de celui des hommes (61,9%),
- ❖ L'alphabétisation : le taux d'alphabétisation des femmes est de 49,5%, contre 66,5% pour les hommes (EPCV 2000).

Malgré les efforts entrepris au cours de cette période, la promotion féminine continue à se heurter à de nombreux obstacles comme :

- ❖ Le manque de décentralisation dans l'action de l'institution chargée de la promotion féminine,
- ❖ Le manque de coordination entre le département chargé de la promotion féminine dénommé (à l'époque) Secrétariat d'état à la condition féminine (SECF) et les autres acteurs,
- ❖ L'insuffisance des moyens humains et matériels du SECF,
- ❖ L'absence d'un système de suivi et d'évaluation permettant notamment de mesurer l'impact des actions entreprises sur les populations cibles,
- ❖ La prévalence de certaines pratiques socioculturelles qui ne trouvent pas leur justification et sont même parfois contradictoires avec les enseignements de la religion musulmane, religion du peuple et de l'Etat.

Petite Enfance

Le secteur de l'enfance reste handicapé par une prise en compte insuffisante dans les programmes sectoriels, le manque de ressources humaines et financières, le retard dans la transposition des normes juridiques internationales dans le droit interne, et l'absence d'une politique nationale cohérente en faveur de l'enfance.

L'analyse de la situation de la **petite enfance** en Mauritanie montre que :

- ❖ La couverture préscolaire n'est que de 6,85% (EPCV 2000),
- ❖ Les enfants handicapés, qui constituent 5% du total des personnes handicapées ne bénéficient d'aucune protection juridique ni institutionnelle,
- ❖ Les enfants de la rue et les talibés, dont le nombre est difficile à évaluer avec forte concentration dans les grands centres urbains, sont les plus exposés aux différentes formes de VEDAN (violences, exploitation, discrimination et abus et négligence),
- ❖ Les enfants en conflit avec la loi ne bénéficient pas encore de mesures spécifiques à leurs besoins,
- ❖ Les enfants travailleurs, qui représentent plus de 13% de la population active, travaillent dans des conditions souvent en contradiction avec la CDE.

Protection et filets de sécurité

L'importance de la pauvreté en Mauritanie, les fluctuations des revenus et leur forte dépendance vis à vis des facteurs climatiques, justifieront pendant longtemps encore la mise en œuvre de politiques et de programmes spécifiques de protection des populations les plus vulnérables. La stratégie du Gouvernement dans ce domaine s'articule autour de deux volets :

- ❖ Un volet global de sécurité alimentaire pris en compte dans la cadre de la mission du CSA,
- ❖ Un volet spécifique de lutte contre l'exclusion en milieu urbain ;

Lutte contre l'exclusion sociale

La problématique des filets de sécurité pour les groupes les plus défavorisés est d'abord une problématique des processus d'exclusion et de précarisation secrétée par les logiques de développement urbain (détérioration de la solidarité traditionnelle, forte pression sur les services sociaux de base, développement de la délinquance juvénile, violences de toutes sortes,...). Ces groupes marginalisés se rencontrent essentiellement dans les quartiers périphériques des grandes villes et sont constitués par les familles monoparentales, notamment celles dirigées par des femmes, les enfants en situation difficile, les handicapés moteurs et mentaux et les mendiants.

S'agissant de la **lutte contre l'exclusion**, des programmes importants ont été réalisés en 2001 sur financement du Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion (CDHLCPI). Il s'agit notamment de :

- ❖ Le programme de lutte contre la mendicité,
- ❖ L'encadrement des enfants de la rue et des enfants en difficulté avec la loi,
- ❖ L'habitat social (Twize),
- ❖ La contribution à la prise en charge des services sociaux de base au profit des indigents. Cependant, ces actions restent parcellaires en l'absence d'une vision générale de la protection sociale et d'une politique intégrée dans ce domaine.

Conclusion :

Le troisième axe vise le développement des ressources humaines et l'accès aux infrastructures essentielles. Cet axe est celui qui, à long terme, aura l'effet le plus sensible sur la pauvreté, à travers son impact sur la productivité et sur l'amélioration des conditions de vie des pauvres. Selon les enquêtes organisées périodiquement (EPCV ; MICS,...), l'accès à l'éducation et à la santé, en particulier, réduit considérablement la vulnérabilité des pauvres à travers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), particulièrement pour certains indicateurs favorables tels que :

- ❖ La scolarisation universelle, en termes de capacités d'accueil à l'enseignement primaire ;
- ❖ L'égalité des sexes, en termes d'accès/garçons/filles dans l'enseignement primaire ;
- ❖ La réduction du 2/3 de la mortalité infanto-juvénile d'ici 2015,
- ❖ La réduction du 3/4 de la mortalité maternelle d'ici 2015
- ❖ La faible prévalence du VIH et la maîtrise du paludisme et de certaines maladies ;
- ❖ L'accès à l'eau potable, la proportion de population utilisant une source améliorée d'eau potable pouvant doubler entre 1990 et 2015.

3.4 Axe 4 : Amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités

Entre 1991 et 2001, le Gouvernement a mis en place, de manière progressive, un dispositif normatif et institutionnel prenant en compte les préoccupations qui commandent une bonne gouvernance. Au plan normatif, il y a lieu de mentionner, en premier lieu, l'adoption par référendum, de la Constitution du 20 juillet 1991 qui a permis de jeter les bases d'un régime démocratique pluraliste, d'établir le multipartisme, de garantir les libertés publiques et individuelles et d'assurer les droits fondamentaux des citoyens. Le pays se trouvait à la veille des élections municipales et législatives (octobre 2001) qui s'étaient déroulées dans un contexte marqué par la généralisation de la nouvelle carte nationale d'identité 'infalsifiable' (garantissant le principe d'un homme, une voix), l'introduction de la proportionnelle ainsi que de nouvelles modalités de financement des partis politiques.

Aussi au cours de la 1^{ère} phase du CSLP (2001-2004) d'importantes actions ont été menées pour améliorer et renforcer la gouvernance territoriale. Parmi ces actions, il y a lieu de mentionner un certain nombre de mesures d'action qui ont constitué une avancée notoire dans le processus d'amélioration de la gouvernance

territoriale dont notamment : (i) la mise en œuvre du Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG) ; (ii) la réorganisation des principaux ministères ; (iii) la mise en place d'un comité interministériel sur la modernisation de l'administration publique et l'adoption de son rapport ; (iv) le démarrage du projet ISEPP et de la phase préparatoire du Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Public (PRECASP) ; (v) la réalisation des enquêtes EPCV, EMIP, EMSM et PDU, ainsi que la diffusion des données du RGPH ; (vi) l'élaboration d'une base de données sociales, (vii) la création de services régionaux de la statistique ; et (viii) la mise en place d'un nouveau dispositif de suivi et d'évaluation du CSLP.

De plus, des espaces étaient ouverts pour la première fois au niveau politique, avec le Comité de Concertation Etat – Société civile – Secteur privé, et au niveau technique, avec les Groupes Techniques Thématiques (GTT) chargées de formuler et d'élaborer les orientations stratégiques en la matière.

3.5 Axe 5 : Renforcement du pilotage, de suivi, de l'évaluation et de la coordination

Cet axe n'existait pas dans le CSLP I et cela été une des insuffisances de cette planification qui finalement ne sera jamais comblé de manière efficace, en dépit de tous les efforts fournis.

Toutefois, la mise en place d'un système de suivi-évaluation du CSLP était une condition nécessaire du succès des programmes de lutte contre la pauvreté. C'est ainsi qu'un plan d'action portant sur le dispositif institutionnel, le système d'information et la mise à jour périodique du CSLP a été mise en place.

Le dispositif institutionnel mis en place pour la préparation du CSLP associe l'Administration, la société civile et les partenaires au développement qui examinent, à travers, les différentes instances (Comité interministériel de lutte contre la pauvreté, Comité de concertation, Comité des donateurs) les rapports périodiques de suivi des différents programmes et se prononcent sur le rapport annuel et le rapport d'évaluation à mi-parcours. Ensuite, des assises nationales de la lutte contre la pauvreté sont organisées pour valider le processus.

Le système d'information sur la pauvreté repose sur l'ensemble de l'appareil statistique. A cet effet, l'ONS devait jouer pleinement son rôle de structure de coordination, capable d'harmoniser les activités de collecte des données statistiques et de les rapprocher de la demande en la matière.

La mise à jour du CSLP devait se faire tous les ans, notamment dans le sens de la prise en compte des budgets-programmes qui étaient prévus pour l'ensemble des secteurs prioritaires : développement rural, développement urbain des quartiers précaires, éducation, santé et hydraulique.

IV. Analyse de l'évolution de la situation de 2001 à 2014

4.1 L'évolution à travers les indicateurs

4.1.1 Axe 1 : Accélération de la croissance

Indicateur	2001	2004	2008	2010	2014	Objectif CSLP	Objectif OMD
Incidence de la pauvreté	51%	46,7%	42%		31%	25%	28%
Indice d'extrême pauvreté	29,2%	28,8%	25,9%		16,6%	16%	
Nombre de pauvres (en milliers)	1275	1 320	1 328			924	
Profondeur de la pauvreté	17%	15,3%	14,5%		9,4%	7%	
Sévérité de la pauvreté		6,9%	6,9%		4,1%	4%	
Indice de Gini	39%	39,3%	38%		34%	40,5%	
PIB par tête en dollars US	437	542	1124	1036	1260	1374	
Taux annuel moyen de croissance (hors pétrole)	2,9%	5,2%	4,1%	4,8%	6,4%	4,7%	
Taux d'inflation	7,7%	10,4%	7,3%	6,3%	3,5%	5,7%	
Réserves brutes (en mois d'importation)	0,9	0,5	2,2	2,3	4,7	5,9	
Taux annuel de croissance réel du PIB du secteur MINES	-2,8%	4,3%	8,2%	7,6%			
Taux annuel de croissance réel du PIB du secteur PECHES	9,6%	24,3%	-2,6%	13,1%	62,5%		
Taux de pressions fiscales		14,9%	13%	15,3%	19%	16,1%	
Nombre de touristes	12000	40000	72000	60000	73000	300 000	
Offre de lits	850	1410	9503	9612	9650	15 000	

a) Evolution quantitative

Tableau 5 : Récapitulatif de l'évolution des indicateurs de l'axe 1 du CSLP (2001-2015) :

L'analyse de l'évolution des indicateurs se fera à travers ceux ayant connu des progrès, aussi bien de manière quantitative que qualitative et ceux ayant connu un recul ou stagné. Ces indicateurs macroéconomiques ont attiré à la pauvreté, la croissance, l'inflation, le déficit budgétaire, la pression fiscale et le taux de change. A noter que les trois secteurs moteurs identifiés par le CSLP comme devant tirer la croissance vers le haut étaient les mines, la pêche et le tourisme. Nous allons donc analyser l'évolution de la croissance réelle des deux premiers secteurs et voir l'évolution des flux touristiques et de la capacité d'hébergement. Le tableau ci-dessous donne une synthèse de l'évolution des principaux indicateurs.

Incidence de la pauvreté :

Tableau 6 : Evolution de l'indice de pauvreté entre 2001-2014

2001	2004	2008	2014
51%	46,7%	42%	31%

Selon les différentes enquêtes permanentes sur les conditions de vie des ménages (EPCV), la pauvreté monétaire a enregistré une diminution continue. 51% en 2000, 46,7% en 2004 et 42% en 2008, soit une réduction de 9% en 8 ans et, donc, un rythme annuel moyen de régression d'environ 1,1 %. La tendance à la baisse s'est accélérée les six dernières années pour atteindre un taux de 31% en 2014, soit une réduction de 11% et un rythme annuel moyen de régression de 1,8%. Cette réduction a été plus forte dans le rural avec un taux moyen annuel de 2,5% contre seulement 0,7% en milieu urbain.

Les indicateurs d'écart, qui reflètent l'évolution de l'inégalité au sein des pauvres, montrent que la profondeur de la pauvreté a baissé de 17% en 2000, à 14,5% en 2008 et 9,4% en 2014. La sévérité de la pauvreté a eu une évolution stable en se maintenant à 6,9% entre 2004 et 2008 avant d'atteindre 4,1% en 2014. L'extrême pauvreté, quant à elle, s'est réduite, passant de 29,2 % en 2000 à 25,9 % en 2008 puis à 16,6% en 2014. On constate ainsi que pour ces deux derniers indicateurs, les objectifs du CSLP ont été atteints. L'indice de Gini qui marque une inégalité entre les pauvres a connu un bond de 4 points en passant de 38% en 2008 à 34% en 2014.

Taux annuel moyen de croissance (hors pétrole)

Tableau 7 : Evolution du taux annuel moyen de croissance entre 2001-2014

2001	2004	2008	2010	2014
2,9%	5,2%	4,1%	4,8%	6,4%

L'économie mauritanienne a vu sa structure se modifier durant les années 2000, avec l'avènement des hydrocarbures et le développement du secteur minier qui lui a permis de résister avec succès à plusieurs chocs exogènes au début de la deuxième décennie. Le taux de croissance économique très bas en 2000 (2,9%) s'est établi ensuite à 5,2% en 2004. Le taux de 4% en 2008 fait suite à une croissance à deux chiffres avec la production pétrolière et est resté soutenu jusqu'en 2014 à 6,4 %, sous l'effet d'un rebond considérable du secteur agricole, de résultats dans le secteur de la pêche, du dynamisme du secteur du bâtiment, lié surtout aux projets d'infrastructures et à la capacité de production de la SNIM, ainsi que la production de cuivre et d'or. Malgré ces bons résultats macroéconomiques, les fruits de la croissance économique ne sont pas encore suffisamment partagés pour atténuer la pauvreté et le chômage. Les dispositifs de protection sociale conçus pour les populations les plus vulnérables ne sont pas efficaces.

PIB par tête en dollars US

Tableau 8 : Evolution du PIB par tête en dollars US

2001	2004	2008	2010	2014
437	542	1124	1036	1260

Le PIB nominal a enregistré pendant cette période des taux de croissance important en raison des prix des matières premières. Cependant, cette croissance n'étant pas inclusive, le PIB exprimé par tête en dollars US n'est pas un indicateur significatif. Le fait d'avoir doublé entre 2008 et 2014 n'a pas permis de réduire

significativement la pauvreté. Le niveau actuel du PIB, dont l'évaluation n'est pas totalement maîtrisée, a permis de classer la Mauritanie comme étant un pays à revenu intermédiaire et prive donc le pays des avantages des pays classés PPTE en termes d'aide aux populations. Et pourtant, la question de réduction de pauvreté est au centre de la scène politique et sociale, pour trouver une solution face à la vie chère.

Taux annuel de croissance réel du PIB du secteur MINES

Tableau 9 : Evolution du taux annuel de croissance réel du PIB Mines -2001-2014

2001	2004	2008	2010	2014
-2,8%	4,3%	8,2%	7,6%	5%

Les politiques publiques mises en œuvre tout au long de ces dernières années ont permis d'améliorer sensiblement l'apport économique, financier et social du secteur minier à l'économie nationale. Cet apport s'est amélioré grâce notamment à un l'attrait plus accru du secteur pour les investissements privés notamment étrangers qui s'est traduit par la diversification de la production minière. En effet, le secteur minier, outre les mines exploitées par la SNIM (mines de fer de Zouérate), s'est élargi avec l'implantation de plusieurs opérateurs étrangers qui exploitent essentiellement le cuivre d'Akjoujt et la plate-forme d'exploration et de d'exploitation d'or de Tasiast.

Après une année particulièrement difficile en 2001, où le secteur a enregistré une baisse de sa croissance, le secteur minier, a enregistré par la suite une dynamique significative de sa croissance ces dernières années, stimulées par la hausse des prix survenue pendant ces dernières années à la faveur de la crise financière de 2008. La valeur ajoutée réelle du secteur a été de 8,2% en 2008 et de 7,6% avec une forte reprise en 2013 (+22,7%) qui fait suite à des contreperformances des années 2011 (-2,9%) et 2012 (croissance nulle). En termes nominaux la valeur ajoutée du secteur a marqué une baisse de 13,1% en raison de la chute des prix de la quasi-totalité des produits d'extractions sur le marché international. La production de minerai de fer a atteint 13.306 millions de tonnes en 2014 contre 12,541 tonnes en 2013, enregistrant ainsi un taux de croissance de 6,1%. Cette situation est le fait de l'élargissement des terrassements induit par la maîtrise des coûts de productions liées à la baisse des charges d'exploitation de la SNIM. Les prix des importations d'hydrocarbures et des pièces détachées ont marqué respectivement des baisses de 7.5% et 0.8% en 2014. Quant au volume d'exportation de minerai de fer, il a connu en 2014 une légère augmentation (+0.1%) par rapport à 2013 pour se situer à 13,054 millions de tonnes. Toutefois, en raison de la baisse en termes de dollars de près de 29% du prix du fer sur le marché international, la valeur ajoutée nominale de la SNIM a marqué une baisse de près de 34% en 2014, ce qui traduit que les performances réelles de la Société ont été annihilées par les fluctuations dépressives des prix du métal sur le marché international.

La valeur ajoutée réelle de l'activité du cuivre s'est inscrite en baisse de 19,45% au lieu de 30,4% en 2011 du fait de la baisse de la quantité produite du cuivre qui a atteint 34,8 mille tonnes en 2012, soit une baisse de 12,7%. Les données de la société MCM au titre de l'année 2014 ont porté la production du cuivre à 33. 079 tonnes contre 37. 970 tonnes en 2013, soit une baisse de 12,9%. De même, la production de l'or de la composante MCM aurait baissé de 15,9% en 2014 pour se situer à 48.948 onces contre 58.191 onces en 2013. La contreperformance de MCM au titre de l'année 2014 a été le fait de la baisse graduelle de la teneur du cuivre extrait et de la baisse graduelle des cours du cuivre observées au cours de l'année.

La valeur ajoutée réelle générée par l'activité d'extraction de l'or s'est repliée de 5,2% tirée par la production de l'or qui reculé de 7,8% en 2012 (et 1,5% en 2011) pour se situer à 243 mille onces. La production d'or a porté sur 260.485 onces en 2014 contre 247.818 onces en 2014, marquant ainsi une hausse de 5,1%. Ainsi, malgré les performances productives de TISISAST, la valeur ajoutée du sous-secteur des minerais non ferreux (cuivre et or) a connu une baisse de 5,8% en termes réels et 17,5% en termes nominaux ; les prix du cuivre et de l'or ayant respectivement baissé de 6,4% et 10,3% en 2014. Ainsi Globalement le secteur minier a enregistré une croissance réelle de 5%.

Taux annuel de croissance réel du PIB du secteur Pêches

Tableau 10 : Evolution du taux annuel de croissance réel du PIB Pêches -2001-2014

2001	2004	2008	2010	2014
------	------	------	------	------

9,6%	24,3%	-2,6%	13,1%	62,5%
------	-------	-------	-------	-------

Après une évolution en dents de scie sur la première décennie, le secteur de la pêche a réalisé une croissance record en 2014 ; en effet, les captures de la pêche industrielle ont quasiment triplées sur les huit premiers mois de 2014 pour s'établir à un niveau cumulé de 489.314 tonnes contre seulement 156 652 tonnes sur la même période en 2013. Cette situation a résulté d'une part de la reprise des accords avec l'Union européenne et d'autre part des effets de l'obligation de débarquements des captures. Dans le même ordre, la valeur des exportations de la pêche s'est accrue de près de 42%, notamment en raison la bonne orientation des captures et ce malgré la dépréciation des prix, notamment des céphalopodes sur le marché international. Ainsi, la valeur ajoutée réelle du sous-secteur de la pêche s'est accrue de 62,5%, enregistrant une forte reprise par rapport l'année 2013 qui a été marquée par un fléchissement significatif de l'activité (-12,3%). En termes nominaux, la valeur ajoutée du sous-secteur s'est accrue de 25,3% contre une baisse de près 20% en 2013.

Nombre de touristes

Tableau 11 : Evolution du nombre de touristes entre 2001-2014

2001	2004	2008	2010	2014
12000	40000	72000	60000	73000

L'activité touristique en Mauritanie est un phénomène très récent qui a démarré en 1996, mais rapidement, le pays s'est imposé comme une destination majeure pour le tourisme en milieu désertique. Il a entraîné ou contribué à des phénomènes positifs, essentiellement dans l'Adrar, avec un recul constaté de la pauvreté. Le nombre de visiteurs étrangers arrivant par charter s'élevait à environ 12 000 en 2000 puis 14 000 pour la saison 2003/2004. Malheureusement ce développement touristique s'est trouvé victime d'un contexte politique et sécuritaire hostile. Ainsi en décembre 2007 un attentat contre des touristes français est venu marquer l'arrêt du secteur et le plonger dans une phase de crise, qui a encore été accentuée par les événements politiques de l'été 2008. Ces événements ont conduit à un Avis négatif de la part du Ministère des Affaires Etrangères concernant tout déplacement dans ce pays et dans la foulée à l'annulation du Rallye Dakar avec toutes les répercussions négatives sur le du pays, notamment en terme d'image. Actuellement, tous les tours opérateurs ont suspendu leurs circuits. Aussi, les chiffres analysés sur le tableau qui montrent le nombre de touriste cachent la réalité car depuis pratiquement 2011, où on a enregistré 3 000 touristes, le tourisme organisé avec charters est suspendu.

Par contre avec l'avènement des activités d'extraction minière, la Mauritanie a enregistré des arrivées massives d'étrangers classés en tourisme d'affaire. Le taux d'occupation des hôtels adaptés à cette clientèle est de 90% durant ces trois dernières années.

Taux de pression fiscale

Tableau 12 : Evolution du taux de pression fiscale 2001-2014

2001	2004	2008	2010	2014
	14,9%	13%	15,3%	19%

Les recettes fiscales continuent d'occuper une place prépondérante dans le budget de l'Etat. Ainsi même si on constate un allègement de la fiscalité à l'importation pour certains produits de première nécessité afin de limiter l'impact de la hausse de leurs prix sur le marché international, la base fiscale a été élargie et la Pression fiscale augmente régulièrement. Sa baisse en 2008 est expliquée par le niveau élevé du PIB Nominal.

Réserves brutes (en mois d'importation)

Tableau 13 : Evolution des réserves brutes (en mois d'importation) 2001-2014

2001	2004	2008	2010	2014
0,9	0,5	2,2	2,3	4,7

Au début de 2001, la Mauritanie vit une grave spirale inflationniste entretenue par les politiques économiques pour le moins laxistes. La flambée des cours sur le marché parallèle est tout simplement inexplicable. La Banque centrale a théoriquement dans ses caisses suffisamment de devises pour changer

l'ensemble de la monnaie en circulation dans le pays, et couvrir l'équivalent de 12 mois d'importations. Il suffit donc d'un geste de sa part pour irriguer le marché des changes et pour que la spéculation s'arrête. Parallèlement, le dollar se dépréciait par rapport à l'euro, pénalisant doublement l'économie du pays (la Mauritanie exporte en dollar et importe en euro) dont la monnaie dégringole sur le marché parallèle des changes; l'écart avec le taux officiel approche 30%. L'impuissance du gouvernement à endiguer l'envolée du taux de change et à arrêter la grave flambée des prix sonne comme un aveu alors que toutes les statistiques macroéconomiques sont au beau fixe. Plus rien ne peut maintenant masquer l'évidence d'une ample dissimulation macroéconomique. Il est clair que le 'mensonge statistique' dure depuis de très nombreuses années et non seulement entre 2001 et 2004. La lumière est aussi faite sur le niveau des réserves de devises, qui n'est en réalité que de 2 semaines d'importations en 2004, et non de 12 mois comme annoncé. Par la suite, une plus grande flexibilité du taux de change a permis de répondre à la forte demande attendue à la suite de la levée des restrictions de change et à réduire au minimum les pertes de réserves de change et d'accroître les réserves officielles à 2,3 mois d'importations à fin décembre 2010. Cependant, il faut noter que la faible diversification des produits d'exportation souligne l'importance des réserves de change pour prévenir et atténuer l'impact d'importants chocs extérieurs. Selon certaines analyses, il semble que le niveau optimal de réserves pour la Mauritanie, est en moyenne d'environ 4,3 mois d'importations, ce qui indique que la couverture de réserves a été atteinte en 2014 (4,7 mois d'importations).

Taux d'inflation

Tableau 14 : Evolution du taux d'inflation 2001-2014

2001	2004	2008	2010	2014
7,7%	10,4%	7,3%	6,3%	3,5%

Jusqu'à la mise en place d'un nouvel indice des prix « harmonisé », effectuée en 2004, l'inflation est mesurée à l'aide d'un indice qui utilise une « base » datant de 1983. Il est fondé sur un panier de consommation représentatif des comportements des années 1980. Beaucoup de produits des années 2000 n'y figurent pas. L'indice ne peut donc être ni fiable ni pertinent, cependant, la sous-estimation de l'inflation avait alors divers avantages. Notamment elle donnait une image de stabilité de l'économie ; elle édulcorait la dépréciation continue de la monnaie, à un moment où les marchés des devises (officiels et parallèles) étaient l'objet d'importants enjeux et de prises d'intérêts. Pendant cette période, le pays vit une grave spirale inflationniste entretenue par les politiques économiques pour le moins laxistes. A ce moment, comprendre les tensions inflationnistes qui agitent le pays est un sujet de préoccupation majeur d'autant plus que les indices de prix publiés par l'ONS restent presque inertes. La flambée des cours sur le marché parallèle est tout simplement inexplicable. A ces divers facteurs d'inflation, s'ajoute une nouvelle aggravation de la situation agricole suite à une très importante invasion de criquets, qui ravage une partie des récoltes. Parallèlement, le dollar se dépréciait par rapport à l'euro, pénalisant doublement l'économie du pays (la Mauritanie exporte en dollar et importe en euro) dont la monnaie dégringole sur le marché parallèle des changes. Il aura fallu faire une révision des chiffres pour donner les chiffres réels de 2000 (7,7%) et de 2004 (10,4%), record jamais égalé, par ailleurs.

L'année 2008 est marquée particulièrement par l'envolée des cours du pétrole et des produits alimentaires de base durant ses huit premiers mois, l'inflation en moyenne annuelle est restée identique à celle de l'année précédente à 7,3%.

Le ralentissement de l'inflation en 2014 résulte de la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente et des mesures prises par les pouvoirs publics pour atténuer la hausse des prix des produits de première nécessité. La conjoncture internationale, ayant entraîné la baisse générale des prix des produits de base au cours des derniers mois de l'année, a également eu un effet positif sur ce niveau d'inflation.

Avant d'aborder les aspects qualitatifs, il est utile de faire une comparaison avec un pays comme le Burkina Faso qui est parmi les premiers du continent africain à mettre en œuvre le CSLP, première génération, de 2000 à 2003. Bien qu'étant classé parmi un des pays les plus pauvres de la planète, avec un taux de pauvreté de 46% en 2009, le Burkina Faso est resté en tête des pays de l'UEMOA avec une croissance moyenne de

5,5%, une pression fiscale de 12% du PIB et une inflation maintenue à 3% au cours des quinze dernières années.

b) Aspects qualitatifs

Malgré les progrès accomplis dans différents secteurs, le niveau de vie des populations reste précaire, contrairement à ce que peut indiquer le PIB exprimé par tête en dollars US qui a doublé entre 2008 et 2014 et a permis de réduire significativement la pauvreté qui a baissé de 11% sur la période. En réalité, compte tenu du taux de croissance moyen sur la période qui est de 5% et d'un taux de croissance démographique de 2,5%, le taux d'accroissement réel n'est que 2,5% sur ces quinze dernières années. Ce taux est très faible pour impacter positivement et qualitativement sur le niveau de vie d'une population très démunie qui a pourtant bénéficié des infrastructures de base, notamment en milieu urbain.

4.1.2 Axe 2 : Ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres

a) Aspects quantitatifs

Tableau 15 : Récapitulatif d'évolution des indicateurs de l'axe 2 du CSLP (2001-2015) :

Indicateurs	2001	2005	2010	2014
Pétrole				
• Taux annuel de croissance du PIB du secteur	-	28%	50% (2008)	2%
• Production pétrolière (milliers b/j)	-	36 000 (2006)	18 000 b/j	7 000 b/j
❖ % des blocs attribués (off shore/on shore)	-	50%	30% (2008)	-
❖ Part des recettes pétrolières dans le revenu global	-	-	25% (2008)	2,4%
❖ % des employés mauritaniens spécialisés	-	10%	30% (2008)	35%
❖ % des entreprises mauritaniennes privées spécialisées impliquées dans la production	-	0	10% (2008)	12%
Pêche				
Taux annuel de croissance du PIB du secteur	7%	19,7% (2004)	6,3% (2008)	5,8% 2012
Mines				
Taux annuel de croissance du PIB du secteur	5,1% (2004)	-	4,1% (2008)	-
Tourisme				
❖ Nombre de touristes	8000	40 000 (2004)	72000 (2008)	-
❖ Offre de lits	1410 (2004)	7 000	9503 (2008)	9652
Transport				
❖ Linéaire des routes bitumées (km)	1760	2012	3069	4867
❖ Linéaire des routes réhabilitées (km)	600	990 (2006)	1013	1323
Energie				
❖ Coût de production du KWH	33 UM (2003)	-	73 UM	70 UM
❖ Taux de couverture en électricité en milieu urbain	52% (2004)	53%	54% (2008)	58%
❖ Taux de couverture en électricité en milieu rural et semi urbain	2% (2004)	2%	3% (2008)	5%
Télécommunications et TIC				
• Nombre d'abonnés au téléphone fixe pour 1.000 habitants	15 (2004)	-	17 (2008)	20 (2012)

• Nombre d'abonnés au téléphone mobile pour 1.000 habitants	-	628 (2008)	3 200	4090 (2013)
• Nombre d'abonnés à l'Internet	-	9693 (2008)	30 000	42000
Développement urbain				
• Incidence de la pauvreté en milieu urbain	28,9% (2004)	-	20,8% (2008)	16,7%
• Indice de Gini en milieu urbain	0,394 (2004)	-	0,38 (2008)	0,34
• Proportion de ménages habitant dans un logement précaire (OMD)	33%	-	32,5% (2008)	35,9%
Hydraulique et Assainissement				
• Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable (urbain & rural) (OMD)	28% (2004)	32 % (2007)	52%	58%
• Taux de raccordement au réseau d'eau en milieu urbain et rural (taux de desserte)	18,5% (2004)	-	20,7% (2008)	25%
• Prix du m3 d'eau (en \$ US) dans les quartiers pauvres par rapport aux autres quartiers	5 fois (1997)	-	7 fois (2008)	10 fois (2013)
• Proportion de ménage ayant accès à un système d'assainissement amélioré (OMD)	19,7% (2004)	21 % (2007)	32 %	34,5%
❖ Proportion de ménages ayant accès à un système de gestion des ordures ménagers	19,7% (2004)	21% (2006)		
Développement Rural				
Incidence de la pauvreté en milieu rural	66.2 % (2000)	59% (2004)	59.4% (2008)	22.3% (2014)
Incidence de l'extrême pauvreté rurale	47,8% (2000)	37,8% (2004)	25.9% (2008)	16.6% (2014)
Indice de Gini en milieu rural	36.7 % (2000)	34.8 % (2004)	38% (2008)	34% (2014)
Secteur Elevage				
Taux annuel de croissance du PIB du sous-secteur		3.2 % (2004)	1 % (2008)	3.7 % (2010)
% de la valeur des exportations dans le sous-secteur/exportations totales				
Taux de couverture vaccinale du cheptel (PPCB)	56%	80% (2003-2004)	50% (2007)	109% (2013)
Secteur Agriculture				
Volume du crédit agricole octroyé (UNCACEM)			6 Milliards (2008)	
Taux annuel de croissance du PIB du sous-secteur	0.5% (2000)	-4,5% (2004)	4,5% (2008)	
Rendement du riz (tonnes/ha/an, avec culture de contre-saison)	4.2% (2000)	4.2% (2004)	4%	4%
Nombre d'Hectares protégés contre la divagation des animaux			50000 (2008)	
Nombre d'hectare protégés contre la sésamie		6000 (2007)	10 000 (2008)	
Nombre d'hectare traité contre l'aviaire		2000 (2005)	6000 (2008)	
Rendement des cultures vivrières arides	0.5% (2000)	0.8% (2004)		
Secteur Sécurité Alimentaire				
Nombre de centres d'alimentation communautaire ouverts		685		
Nombre de personnes bénéficiaires de microprojets	151045	242180		

Niveau de stock de sécurité (en tonnes)		6000 (2007)		3100 (2011)
Secteur Environnement				
Superficie reboisée par année (en hectares)		961 (2007)		
Directives d'aménagement du littoral élaborées et mise en œuvre		0 (2007)		
Nombre d'aires protégées classées		2 (2007)		
Nombre de kms de pare-feu réalisés			10232 (2009)	
Nombre d'Etudes et de notices d'impact environnemental réalisées et validées		8 (2007)	42 (2009)	
Nombre de bases de données thématiques accessibles sur le système d'information environnementale		0 (2007)		
Nombre de lois et codes environnementaux promulgués		4 (2007)		
Empreinte écologique	1.1% (2004)		1.33% (2008)	
Indice de durabilité environnementale (ESI)	42.6% (2004)			
Pourcentage de ménages utilisant les combustibles solides (bois et charbon de bois)	63.7% (2004)		62.2% (2008)	
Superficie des terres protégées pour préserver la biodiversité en milliers d'hectares (OMD)	1232 (2000)			
Proportion de zones forestières par rapport au territoire national (OMD)	0,30% (2000)			
Emission de dioxyde de carbone par habitant (TM/habitant) (OMD)	1,15 (2000)			
Consommation de chlorofluorocarbones appauvrissant la couche d'ozone	6,12 tonnes métriques (2005)	1,25 tonne métrique (2007)		

b) Aspects qualitatifs

Le suivi de l'évolution des indicateurs est un exercice peu aisé du fait de la rareté et de la fragmentation des données existantes dans les domaines liés à la production et à la création de richesses. On aurait pu croire que parce que ces secteurs sont tournés vers l'extérieur, ils seraient mieux encadrés pour produire, périodiquement des données et statistiques permettant de suivre convenablement les performances des divers secteurs. Il n'en est rien car si certains secteurs (Pétrole, Mines et industries, Pêches) regorgent de données souvent non concordantes, d'autres en souffrent au point de minimiser l'impact des réalisations et des progrès atteints (Tourisme, Energie). La situation du secteur du Tourisme est éloquent à ce titre : bien que l'activité dans ce domaine repose sur une bonne maîtrise des flux et une connaissance fine des attentes des visiteurs, il n'existe à l'heure actuelle, pas de statistiques fiables qui permettent de suivre l'évolution de la demande et celle de l'offre, en termes de capacités d'accueil et de services d'accompagnement.

L'analyse qualitative de l'évolution de la situation des secteurs productifs en 2014 conduit à une appréciation mitigée de l'impact des différents plans d'actions. La mise en œuvre des actions a certes amélioré la couverture des besoins des diverses catégories de populations mais leurs impacts réels sur les conditions de vie sont restés faibles. Les secteurs moteurs de l'économie (Mines, industries et pêches) peinent toujours à offrir suffisamment d'emplois alors que les importants efforts d'investissement consentis autour du développement urbain n'ont eu que peu d'effets sur l'intégration urbaine des populations pauvres et l'amélioration de leurs conditions d'accès aux équipements, aux infrastructures et aux services urbains. Cela est dû d'une part à l'ampleur des besoins qui fait que la conduite même de nombreuses actions n'ôte pas le sentiment de saupoudrage des actions entre différentes parties du pays. En outre, de nombreuses réalisations

se sont révélées inadaptées, à l'image des équipements marchands (gares routières, marchés, abattoirs) construits dans plusieurs communes et pour la plupart inexploités.

Le suivi de trois des OMD a cependant été possible et atteste que même si on est loin de l'atteinte des cibles retenues pour 2015, des progrès ont été observés dans les domaines concernés, c'est-à-dire la fourniture de voiture bitumées et stabilisées, l'accès à un l'eau potable et à l'assainissement, dans une moindre mesure.

Le progrès le plus significatif est celui enregistré dans le domaine de l'accès à une source d'eau potable. Ainsi, en matière d'accès à l'eau potable, l'accélération de la construction d'infrastructures permettent désormais à 58% de la population un accès à une source d'eau potable améliorée, avec 48% en zone rurale et 60% en zone urbaine. L'accès à un système d'assainissement est plus difficile à apprécier, du fait de la variété des systèmes existants. Les résultats de l'EPCV 2014 montrent qu'au niveau national, 35,1% des ménages ne disposent pas de toilettes dans leur logement. Cette situation était légèrement plus préoccupante en 2008 et concernait près de 45,7% des ménages²⁰. Par contre, si l'on ne considère que les latrines, 72,8% des ménages urbains en sont équipés, contre 27,9% en milieu rural.

S'agissant des conditions d'habitat des ménages pauvres des villes, la situation s'est détériorée entre 2008 et 2014. La proportion de ménages qui habitent un habitat précaire est en effet passée de 32,5% en 2008 à 35,9% en 2014. Cela dénote du faible impact des opérations de réhabilitation des quartiers précaires conduite au cours de cette période et qui se sont plus révélées être des « appels d'air » que de véritables solutions au problème posé. Pourtant, dans le même temps, on note une évolution par rapport au statut d'occupation du logement : Près de 65% des ménages urbains sont désormais propriétaires de leur logement contre 52,6% en 2008. La progression est encore plus significative à Nouakchott où la proportion de ménages propriétaires est passée de 41,5% à 57,4% entre 2008 et 2014.

Dans le domaine du développement rural, les données corrigées des phases de l'EPCV menées en 2000 ; 2004 et 2014 montrent que l'incidence de la pauvreté en milieu rural est passée de 66,2% en 2000 à 59% en 2004, soit une diminution de près de 1,8 points de pourcentage par an. La pauvreté a ainsi diminué plus vite en milieu rural qu'au niveau national (moins de 1,1 point par an). Cependant, ce résultat positif cache une disparité majeure : la réduction de la pauvreté s'est faite essentiellement au niveau de la zone du fleuve (près de 11 points), tandis que le reste du milieu rural n'a connu qu'une diminution relativement modeste (2,5 points). Selon l'EPCV 2014 l'indice de pauvreté en milieu rural a diminué jusqu'à 22,3% en 2014 ; celui de l'extrême pauvreté est passé à 16,6% en 2014. Malgré les défis énormes auxquels il est assujéti le secteur du DR (Agriculture et Elevage) a contribué à la croissance économique (pour l'Elevage le taux annuel de croissance du PIB du sous-secteur est passé de 3,2% en 2004 à 3,7% en 2010 avec une régression significative en 2008 ; pour l'agriculture le taux annuel de croissance du PIB du sous-secteur a progressé de 0,5% en 2000 à 4,5% en 2008. Il a aussi permis d'asseoir une certaine stabilité de la population rurale dans la distribution géographique de celle-ci tout en améliorant la sécurité alimentaire tant au niveau rural qu'urbain et ceci à travers une évolution positive des indicateurs (la Couverture Céréalière des besoins du pays par la production locale a progressé de 15% passant entre 2009 et 2014 de 30% à 45% et en soulageant la pauvreté. Quant au rendement du riz il est encore loin de l'objectif du CSLP (12 T /ha/an) et continue à osciller de façon stable autour de 4 T/ha/an.

Grace aux actions entreprises dans le domaine du développement rural l'Incidence de l'extrême pauvreté rurale a très tôt dépassé les objectifs du CSLP et des OMD tout en enregistrant une tendance à la baisse. Entre 2000 et 2004, elle a reculé de 10 points en passant de 47,8% à 37,8%.

En matière de Sécurité alimentaire, et à l'instar de la plupart des pays du Sahel, la Mauritanie fait face à un déficit de production variant entre 50%-80% des besoins alimentaires des populations. Entre 2007 et 2011, soit sur une période de quatre ans, le stock de sécurité alimentaire a fortement diminué en passant de 6000 à 3100 tonnes et ceci tout en restant très loin de l'objectif OMD de 20000 Tonnes. La proportion des ménages ayant fait face à des situations d'insuffisance de nourriture varie d'un pic de 70% en Mai-Juin-Juillet à une

²⁰ : EPCV 2014, page 66

valeur réduite à 22% en Octobre –Novembre- Décembre (Source EPCV 2014). Le nombre de personnes bénéficiaires de microprojets est passé de 151045 à 242180 entre 2001 et 2005.

Le secteur Environnement a connu une attention particulière à partir de 2004 où l’empreinte écologique est passée de 1.1% à 1.33% en 2008 et où le nombre d’Etudes et de notices d’impact environnemental réalisées et validées a été multiplié par cinq entre 2007 et 2009. Les superficies des terres protégées pour préserver la biodiversité ont un peu plus que doublées entre 2000 et 2011 passant de 1232000 à 2746000 hectares tout en restant très loin de l’objectif de 20600000 hectares fixés par les OMD. L’utilisation des combustibles solides (bois et charbon de bois) a diminué entre 2004 et 2008 passant de 63.7% à 62.2% et ceci grâce à la vulgarisation de l’utilisation du gaz butane dans les zones rurales et urbaines. Quant à la consommation de chlorofluorocarbones appauvrissant la couche d’ozone elle a baissé de façon significative de 4.87% tonnes métrique entre 2005 et 2007 aidant ainsi la couche d’ozone à être moins altérée.

4.1.3 Axe 3 : Ressources Humaines et Accès aux services de base

a) Aspects quantitatifs

Tableau 16 : Récapitulatif d’évolution des indicateurs de l’axe 3 du CSLP (2001-2015)

	2001		2005		2011		2014		EPCV 2014	Cible 2015	OMD
	Date	Valeur	Date	Valeur	Date	Valeur	Date	Valeur			
Améliorer le niveau global d’éducation											
Taux d’accès au préscolaire					2010	7%				30%	
Taux de réussite au CEP					2009	33%				57%	
Taux brut de scolarisation primaire TBS	1999	86%	2004	95,1% (MEN)	2009	99%	RGPH 2013	72,4%	76,8%	100%	100%
Taux net de scolarisation au fondamental (TNS) (OMD)			2004	40,2%	2009	73%			54,9%	85%	
Ecart type entre TBS des Wilaya					2007	12%				5%	
Rapport filles/garçons au fondamental OMD			2004	99%	2009	102%				100%	
Taux de rétention en fin du cycle fondamental OMD			2004	38,9%	2009	61%				79%	
Taux brut de scolarisation au premier cycle secondaire (TBS)					2009	23%			44%	32%	
Rapport filles/garçons au secondaire OMD			2004	85%	2009	85%				100%	
Taux de réussite au BAC					2009	17%				30%	
Nombre d’étudiants du supérieur					2009	15200				15800	
Nombre de formés			2004	999	2008	1470				2868	

aux écoles et centres de FTP											
Taux brut de scolarisation des filles	1999	81%		78,8%							
Proportion des enfants qui terminent le cycle fondamental 1999	1999	55%	2004	44%	2009	73%					
Proportion des filles atteignant la 6ème année du fondamental	1999	50%		44%							
Nouveaux entrants en 1ère année de l' secondaire	1999	18.344		18555							
Ratio élèves/enseignant dans le premier cycle du secondaire	1999	36		29,3							
Taux d'alphabétisme des adultes + de 15 OMD	1996	58%	2004	57,5%	2008	61,5 %			69%	85%	
Taux d'analphabétisme des adultes femmes par rapport aux adultes hommes + de 15 OMD			2004	17,3	2008	15,5				5%	
Dépenses d'éducation en pourcentage du PIB	1999	3,7%	2004	3,8%	2008	9,60 %				10%	
Améliorer l'état de santé global											
Espérance de vie à la naissance (ans)	1998	54	2004	53,6%	2008	56				63	
Indice synthétique de fécondité	1998	5,4	2000	4,7	2000	4,7				3,6	
Taux de prévalence contraceptifs			MICS 2007	9%	MICS 2011	11%				15%	
Taux de mortalité infantile (pour 1000) OMD	1998	105	2000	87	2007	77				40	
Taux de mortalité infanto-juvénile (pour 1000) OMD	2000	135% 0	2007	122%0	2011	118% 0	RGPH 2013	115%0		55%0	45%0
Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 NV) OMD	2000	747	2007	686	MICS 2011	626	RGPH 2013	582		300	232
Morbidité confirmé du paludisme					2009	22%				ND	
Taux de couverture vaccinale des maladies cibles du PEV (0-23 mois)			2004	79%	2008	68,8 %			95,2%	95%	
Taux de prévalence du VIH chez les femmes enceintes	1998	1%	2004	0,5%	2000	0,5%				Inf. 1%	

(OMD)											
Taux de succès thérapeutique du Traitement de la tuberculose					2009	69%				85%	
Taux de couverture (par une USB) dans un rayon de 5km	1998	70%	2004	40,6%	2007	40,3 %				100%	
Ratio infirmiers/population					2010	1 pour 1593				1 pour 1414	
Taux de malnutrition (poids pour âge) chez les enfants < 5ans (OMD)	1999	23%	2004	39,5%	2004	30,2 %			20,4%	10%	
Taux du Budget état alloué au secteur santé					2006/2009	4,5				15%	
Couverture des besoins céréaliers du pays par la production locale					2009	28%				50%	
Proportion des ménages propriétaires de leurs logements (accès à la sécurité de logement)			2004	53,8%	2008	74%				90%	
Proportion des ménages habitant dans un logement précaire (OMD)					2008	32,5 %				0%	
Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement			2004	2%	2008	18%				35%	
Taux d'activité des femmes par rapport à celui des hommes					2008	46,1 %				100%	
Nombre de réfugiés mauritaniens rapatriés					2009	17000				ND	
Nombre de projets financés dans le cadre de la lutte contre les séquelles de l'esclavage					2009	1105				900	
Nombre d'actifs assurés à la CNSS					2009	45000				47000	
Pourcentage des enfants travailleurs					2009	16,4 %				4%	
Taux de chômage	2000	29%			2008	31,2 %	2012	10,1%	12,8%	20%	

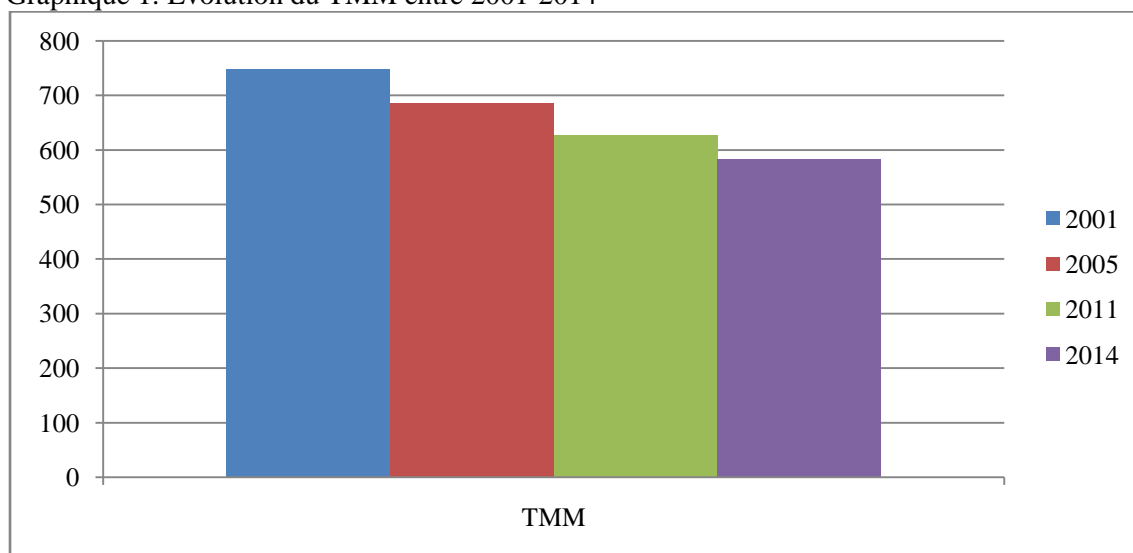
Evolution des indicateurs OMD

Tableau 17 : Evolution des indicateurs OMD 2001-2014

Taux	2001	2005	2011	2014	OMD
TMI	105%0	87%0	77%		
TMIJ	135%0	122%0	118%	115%0	45%0
TMM	747	686	626	582	232

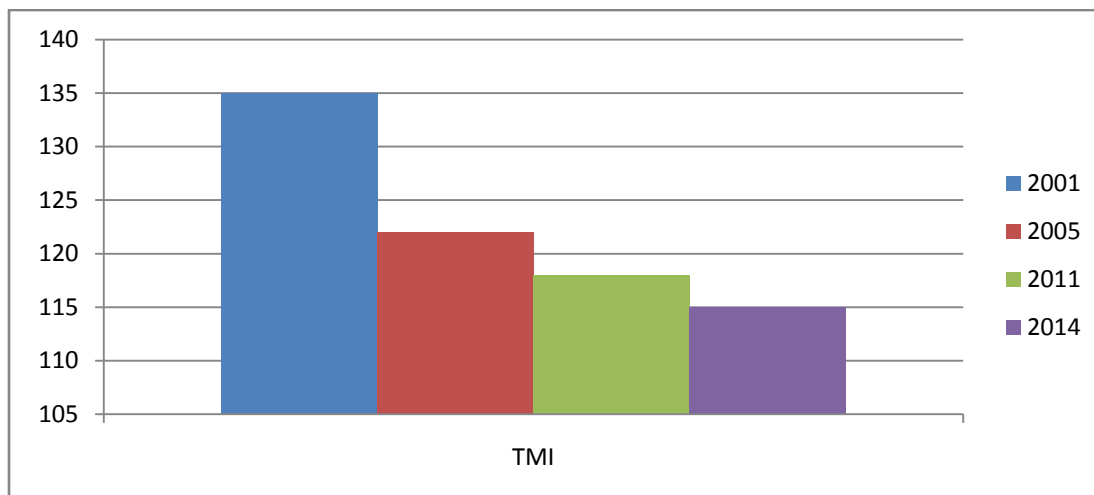
Le taux de mortalité maternelle a régressé de façon lente en enregistrant une diminution de 11 points par an, à ce rythme l'objectif de réduction de la mortalité maternelle de $\frac{3}{4}$ fixé en 2015, ne pourrait être atteint que dans plus de 30 ans, sauf intervention exceptionnelle qui pourrait abréger cette période en aboutissant à des résultats meilleurs dans l'avenir. Ce taux demeure encore très élevé par rapport aux pays de la sous-région comme le Maroc où le RMM était de 132 pour 100 000 NV selon l'enquête nationale démographique (END) 2009/2010.

Graphique 1: Evolution du TMM entre 2001-2014



Le taux de mortalité infantile a régressé de façon lente en enregistrant une diminution de 1,3 points par an, à ce rythme l'objectif de réduction de la mortalité infantile de $\frac{2}{3}$ fixé en 2015, ne pourrait être atteint que dans 45 ans, sauf intervention exceptionnelle qui pourrait abréger cette période en aboutissant à des résultats meilleurs dans l'avenir. Ce taux est encore très élevé par rapport aux pays de la sous-région, selon l'enquête nationale démographique (END) 2009/2010, la mortalité infanto-juvénile était de 37,9%0 au Maroc.

Graphique 2: Evolution du TMI entre 2001-2014



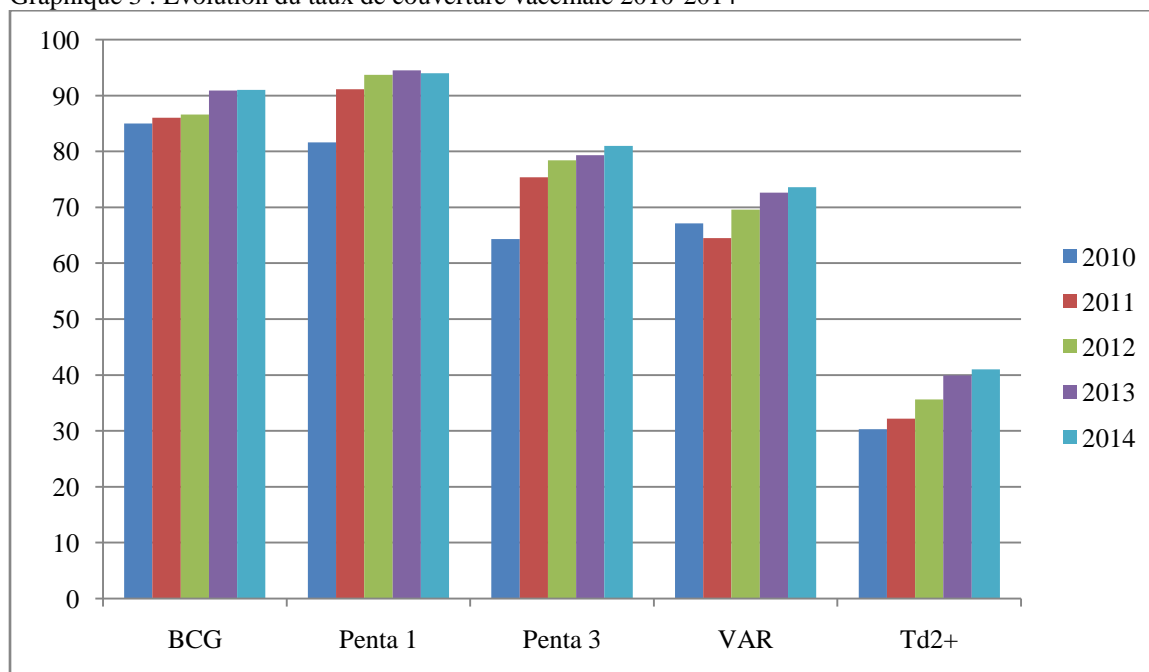
Evolution du taux de couverture vaccinale 2010-2014 (Sources PEV)

Tableau 18 : Evolution du taux de couverture vaccinale 2010-2014

Taux de CV	2010	2011	2012	2013	2014
BCG	85%	86%	86,6%	90,9%	91%
Penta 1	81,6%	91,1%	93,7%	94,5%	94%
Penta 3	64,3%	75,4%	78,4	79,3%	81%
VAR	67,1%	64,5%	69,6%	72,6%	73,6%
Td2+	30,3%	32,2%	35,6%	39,9%	41%

Le Ministère de la santé et les PTF particulièrement l'UNICEF et l'OMS ont consenti de gros efforts pour renforcer la performance du PEV dont les résultats ont été couronnés de succès en aboutissant à une bonne évolution soutenue de la couverture vaccinale ces 5 dernières années.

Graphique 3 : Evolution du taux de couverture vaccinale 2010-2014



Les performances du PEV :

- ❖ 1977, démarrage de PEV dans deux zones expérimentales du Trarza, extension progressive pour se généraliser dans le pays en 1984.

- ❖ Baisse des taux de couverture vaccinale entre 2009 et 2010, avec pour conséquences l'éclosion de flambées épidémiques de poliomyélite (18 cas PVS) et rougeole en 2009 et 2010, et la persistance du tétanos maternel et néonatal.
- ❖ Relance du PEV depuis 2010 avec des résultats encourageants après une baisse significative de sa performance par rapport au début des années 2000.
- ❖ Réalisation d'une revue du PEV en mars – avril 2014 (GEV, ECV et analyse de la performance du programme) après une dernière revue conduite en 2002.

b) Aspects qualitatifs

Les progrès enregistrés entre 2001 et 2014 sont le résultat des réformes institutionnelles et réglementaires intervenues dans le cadre de la mise en œuvre du CSLP. Elles ont concerné principalement :

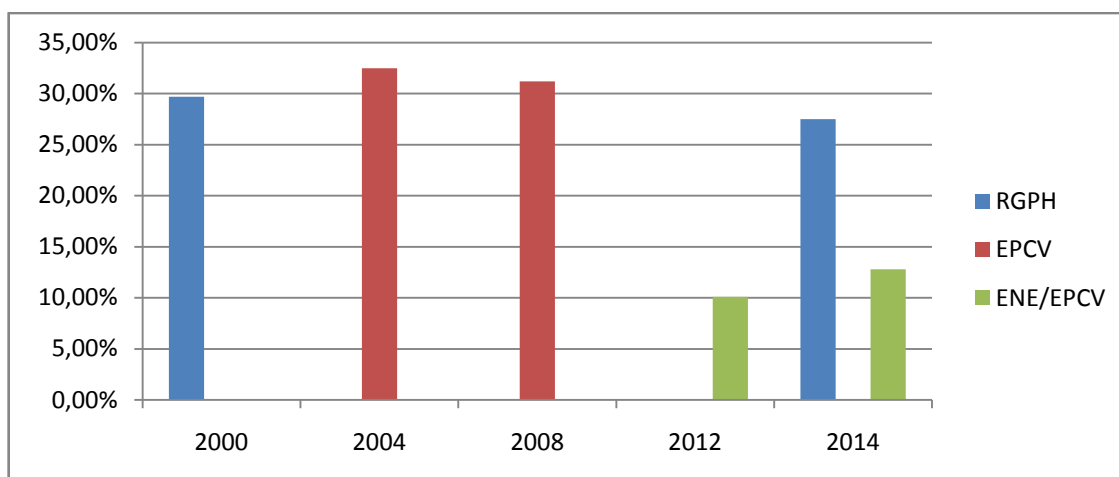
- ❖ Le plan national de développement du secteur éducatif et son plan décennal;
- ❖ La stratégie nationale d'éradication de l'analphabétisme scolaire;
- ❖ Le plan national de développement sanitaire 2012-2020;
- ❖ Les plans stratégiques de lutte contre le paludisme, de lutte contre la tuberculose, de lutte contre la lèpre et de lutte contre le VIH/Sida et les MST;
- ❖ La politique de développement de la nutrition et le plan intersectoriel de lutte contre la malnutrition 2012- 2015 (PAIN);
- ❖ La politique nationale de développement de la jeunesse;
- ❖ La stratégie nationale d'institutionnalisation du genre (SNIG);
- ❖ La politique nationale de population;
- ❖ La stratégie nationale de sécurité alimentaire (SNSA),
- ❖ Les programmes régionaux et ciblés de lutte contre la pauvreté;
- ❖ L'adoption de la Stratégie Nationale de Protection Sociale en 2013 (SNPS).

Malgré des améliorations, la plupart des cibles du PNDS fixées à réaliser à la fin de 2014 n'ont pas été atteintes. Les résultats les plus tangibles ont été enregistrés dans les domaines suivants :

- ❖ La Prévalence de contraception (nouvelles et anciennes utilisatrices) qui a enregistré 4 points d'augmentation entre 2013 et 2014. Cette augmentation reste très en deçà par rapport à la cible fixée par le PNDS.
- ❖ La Couverture vaccinale en Pentavalent 3 qui a évolué de 68,8% en 2008 à 95,2% (EPCV 2014) marquant le score plus satisfaisant parmi les indicateurs suivis.
- ❖ La Couverture sanitaire dans un rayon de 5 Km qui a enregistré une augmentation est de 58,7% selon ; l'EPCV 2014.

Dans le domaine de l'emploi, de gros efforts ont été consentis par les pouvoirs publics pour réduire le taux de chômage de 12,8% (EPCV 2014), qui a régressé de plus de deux points par rapport au taux de 10,1% enregistré en 2012. Il est à remarquer l'existence d'une variabilité selon les différentes méthodologies du RGPH, EPCV et ENE/EPCV. Ainsi, le pic de chômage selon le graphique qui suit a été atteint en 2004.

Graphique 4 : Evolution du taux de chômage entre 2001-2014 selon RGPH, EPCV et ENE/EPCV



Malgré tous ces efforts, il reste plusieurs défis importants à relever, qui sont :

- ❖ La création de plus d'opportunités d'emplois, notamment pour les jeunes diplômés;
- ❖ L'adéquation du système de formation avec les besoins de l'économie nationale et locale ;
- ❖ La promotion de l'auto emploi, promotion du secteur primaire (pêche, élevage, artisanat,...).

Dans les domaines de la promotion féminine, du Genre et de la famille, les efforts se sont focalisés, au cours de l'exécution de la programmation du département, sur la promotion du statut de la femme, l'institutionnalisation de l'approche genre et la sauvegarde de la famille, à travers : d'importants progrès qui ont été réalisés en matière de promotion du statut des femmes notamment :

- ❖ La formation et de sensibilisation des femmes maires et adjointes aux maires nouvellement élues dans les wilayas
- ❖ Le recyclage et renforcement des capacités des femmes relais communautaires des coopératives féminines déjà formées, pour poursuivre la vulgarisation sur l'utilisation des services santé de la reproduction, y compris la planification familiale, les fistules obstétricales, l'allaitement maternelle, etc. ;
- ❖ La présentation et discussion à Genève devant le Comité de suivi de la convention sur l'élimination de toute les formes de discrimination à l'égard des femmes, du rapport de la Mauritanie sur la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- ❖ La formation professionnelle au Centre de Formation pour la Promotion Féminine (CFPF) des femmes et filles issues de la déperdition scolaire dans les domaines de coiffure, restauration, couture, bureautique, maintenance informatique;
- ❖ L'ouverture d'une structure à Tintane dénommée « Dar El Mar'a pour la promotion féminine ;
- ❖ L'organisation de sensibilisation des femmes (enceintes, allaitantes, grand-mère, jeunes femmes) sur les pratiques familiales essentielles.

4.1.4 Axe 4 : Amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités

L'évolution des indicateurs

Les objectifs fixés dans le domaine de la gouvernance portent essentiellement sur le régime démocratique, les droits de l'homme, la justice et les capacités parlementaires. Cependant, à ce stade de développement de l'information relative à ces aspects, il n'est pas aisé de déterminer les indicateurs en la matière. Le progrès le plus significatif est celui de la consolidation de l'Etat de droit dans le domaine duquel deux indicateurs portant sur l'organisation d'élections et le taux des lois d'initiatives parlementaires ont été retenus. En effet dans ce domaine un organisme de gestion indépendant et permanent (CENI) chargé d'organiser les élections a été institué en 2012 (loi organique 2012.027 du 12 avril 2012) à la place d'une CENI de supervision temporaire des élections de 2009 (loi 2009.017 du 05 mars 2009), ainsi que la consécration d'une

‘discrimination positive’ avec la promulgation de l’Ordonnance n° 2006.029 du 22 août 2006 portant loi organique relative à la promotion de l’accès des femmes aux mandats électoraux et fonctions électives. Ce qui a permis de faire élire seize (16) femmes sur 95 députés lors des élections législatives de novembre 2006, soit 18%.

De plus, depuis 2001, le montant de la caution pour la candidature à l’élection des députés a été ramené de 50.000 à 20.000 UM par candidat afin de corriger le caractère censitaire de l’élection. Cette situation est plus spectaculaire pour les élections municipales dont la caution est ramenée de 10.000 UM à 4000 UM par candidat.

4.1.5 Axe 5 : Renforcement du pilotage, de suivi, de l’évaluation et de la coordination

Les différents plans d’actions du CSLP mis en œuvre depuis l’année 2000 n’ont pas enregistré de progrès notables en matière de suivi-évaluation en dépit des mécanismes qui ont été définis et régulièrement énoncés dans les rapports de mise en œuvre (RMO). Cette absence d’avancées significatives dans un domaine important du développement a empêché les pouvoirs publics de procéder à des ajustements nécessaires dans la conduite des actions de développement et des politiques mises en œuvre.

4.2 L’analyse des évolutions à travers les trois plans d’action

4.2.1 Le CSLPI

Axe 3

Dans cette évaluation, nous allons analyser l’insertion de la gestion macroéconomique dans l’exercice du pouvoir à travers les différents cycles du CSLP. Pour cela, nous allons décrire des agrégats macroéconomiques en analysant l’enchevêtrement entre les comptes nationaux, les finances publiques, le commerce extérieur et les agrégats monétaires.

De ce fait, nous verrons que le calcul macroéconomique n’était pas seulement un fait technocratique mais qu’il était aussi « politique ». Derrière un chiffre comme le PIB se jouent des enjeux sociopolitiques. L’existence, pour un même chiffre, de modes de calcul opposés fait peser une grande incertitude sur ce que la « bonne mesure » doit être, suggérant la place de la contingence dans le « choix » d’une mesure plutôt qu’une autre.

Comptes Nationaux : Durant cette période, le secteur primaire au sens large était considéré comme le secteur moteur de l’économie (agriculture, Pêche et extraction du fer). Ces branches qui faisaient varier fortement le PIB d’une année sur l’autre, étaient aussi très volatiles, compte tenu de leur vulnérabilité par rapport aux chocs exogènes (climat pour l’agriculture, cours de change ou des matières premières pour les exportations de produits miniers, aléas divers pour la pêche).

Les BTP et le secteur tertiaire étaient considérés comme étant des secteurs entraînés et relativement stables.

Evolution du PIB aux prix constants base 2004

Tableau 19 : Evolution du PIB aux prix constants base 2004

Unité: en million d'ouguiya	2001	2002	2003	2004
Secteur primaire	162 055	157 095	163 794	158 514
1. Agriculture, pêche, exploitation forestière	162 055	157 095	163 794	158 514
1. 1 Agriculture, Sylviculture et Exploit. Forestière	24 056	23 114	28 625	19 618
1. 2 Elevage	120 255	121 067	124 694	125 872
1. 3 Pêche	17 744	12 914	10 475	13 024
Secteur secondaire	113 667	105 616	107 864	121 864
2. Activités extractives	41 953	35 929	39 857	39 932
2. 1 Extraction de produits pétroliers				
2. 2 Extraction des minerais métalliques	38 477	33 114	36 705	38 286
Fer	38 480	33 114	36 705	38 282

Or et Cuivre	-2.84			4.30
2. 3 Autres activités extractives	3 476	2 815	3 152	1 646
3. Activités manufacturières	57 241	53 313	49 288	51 905
3. 1 Activités manufacturières hors Eau-Electricité	50 743	46 474	42 647	46 365
3. 2 Production et distribution d'eau et d'électricité	6 498	6 839	6 641	5 540
4. Bâtiment et travaux-publics	14 473	16 374	18 719	30 027
Secteur tertiaire	137 160	151 983	166 785	177 500
5. Transports et télécommunications	15 154	21 922	25 610	29 905
6. Commerce, restaurants, hôtels	33 015	31 282	37 416	42 147
7. Autres services	55 101	54 424	60 216	60 970
Correction SIFIM	-8 000	-9 442	-10 512	-11 675
TOTAL DES ACTIVITES MARCHANDES	370 992	360 897	384 388	401 724
8. Administrations publiques	33 890	44 355	43 543	44 479
P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	404 882	405 252	427 931	446 203
Taxes nettes sur les produits	25 789	28 285	31 526	39 664
P.I.B. AUX PRIX DU MARCHE	430 671	433 537	459 457	485 867

Source : Office National de la Statistique (ONS)

La lecture qui ressort de ce tableau montre plutôt le contraire. En effet, les secteurs moteurs enregistrent des taux négatifs et ce sont les secteurs entraînés qui tirent la croissance avec des taux à deux chiffres pour permettre d'atteindre une croissance de 3,5% sur la période. Comme si, lorsque les résultats de la pêche, du fer ou de l'agriculture prenaient une direction imprévisible, les autres les atténuaient. Or il n'est aucune justification économique de ce profil. La seule explication est dans la logique de négociation, et dans le fait que les économistes cherchent à avoir un récit de croissance convenable. La croissance ne doit être ni trop haute ni trop basse. Mais quand une variable s'effondre sur les secteurs instables, « il n'est pas d'autre choix » que de le refléter dans les calculs – si tout le pays sait que les mines ont été en berne, il faut le retrouver dans le PIB, parce que ce sont, comme les pêches ou l'agriculture, des faits notoires. Aussi, pour jouer sur le niveau de croissance, il est possible de grappiller des points de croissance ici et là sur les données faciles à modifier, et de tirer la croissance à la hausse ; à l'inverse, si les secteurs instables se portent bien, si les mines connaissent un boom par exemple, il est mieux de ne pas monter trop haut pour autant. La Mauritanie de 2004 n'est pas un pays qui connaît un pic de croissance, alors même qu'il y a eu explosion du prix des minerais. Autrement dit, les variations imposées par la conjoncture sont modérés pour ne pas sembler excessifs. Le résultat est que les indicateurs de croissance apparaissent comme des constructions très fragiles, peu fiables et invitant à la négociation. De ce fait, les marges de négociation sont très larges. Il suffit souvent de changer l'ordre d'un calcul pour faire monter ou descendre la croissance, et jouer avec les règles de trois est très aisé.

Comptes des finances publiques : Durant cette période, les incertitudes qui pèsent sur la constitution des chiffres de la dépense publique recouvrent une pluralité d'enjeux. La part des opérations de dépenses non enregistrée est massive, atteignant jusqu'à 43,6% du total pour 2003 (comme en a attesté le rapport sur la révision des données macroéconomiques publié en 2006, faisant la lumière sur le « mensonge statistique »). Mais en même temps, l'incertitude des procédures est telle que l'on ne peut aisément distinguer les malversations des opérations banales de l'Etat. D'un côté, des chiffres erronés sur les dépenses peuvent en effet servir à « masquer » des opérations illicites comme des détournements, ou des dépenses non autorisées et décidées de manière discrétionnaire. Ainsi, une part de ces dépenses est liée à des opérations extrabudgétaires, dont les paiements sont effectués par le ministère des Finances ou la Banque centrale sans autorisation légale. Elles incluent de grands programmes de dépense hors budget, comme le plan d'urgence alimentaire de 2003/2004 ou des programmes militaires massifs. Ainsi, fin 2003, une situation paradoxale prévaut sur les dépenses de l'Etat : plus aucun paiement n'est assuré par le Trésor, une existence inexpiquée de dépôts massifs de l'Etat dans des banques privées, des arriérés de l'Etat envers les entreprises publiques, notamment la SONELEC. Tout cela suscite d'importantes interrogations.

Mais pour autant, les données d'exécution du budget, ainsi que le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) sont évidemment bien produits, suivant l'impératif de quantification des organisations

internationales où dans le cadre des initiatives de remise de la dette des PPTE. Bien sûr, les données sont, par la force des choses, partielles, puisqu'elles excluent toute une partie des opérations de l'Etat et des dépenses extrabudgétaires. Elles ne sont pas conformes à l'objectif de représenter de manière fiable les actions de l'Etat. Il est clair que le 'mensonge statistique' dure depuis de très nombreuses années et non seulement en 2003 et 2004.

Comptes extérieurs : Les calculs des données sur le commerce extérieur de la première partie des années 2000 jettent un éclairage très cru sur le traitement des chiffres. D'abord, il faut savoir que jusqu'en 2005, les douanes « enregistraient » les flux commerciaux en volume physique et non *ad-valorem*. Cela signifie que les containers arrivant au port ne sont pas ouverts pour être contrôlés et sont supposés être taxés de manière forfaitaire ou au mètre cube, les légumes étant éventuellement enregistrés de la même manière que des puces électroniques, des vêtements d'occasion ou des sacs de riz. Avec la collaboration de SGS et grâce au logiciel SYDONIA, des prix de référence artificiellement bas ont été appliqués au lieu du prix réel de transaction. Ainsi, calculer un indice fiable des prix à l'import ou des quantités, pour évaluer ensuite les « termes de l'échange » (rapport entre les prix des exportations et les prix des importations) était très arbitraire. Il est clair que les jeux de négociations entre hommes d'affaires et douaniers donnent lieu à des sommes de pratiques et de procédés. Par la suite, les minorations de valeur à l'importation figurant dans les données du commerce extérieur ont été corrigées. Toutes les révisions ont été intégrées dans les données de comptabilité nationale mais semblent n'avoir que peu d'effet sur les données de croissance du PIB réel et sur les indicateurs de l'inflation. C'est comme si il y avait une cohérence dans la manipulation des chiffres. En fait les valeurs absolues étaient différentes mais les évolutions étaient pratiquement pareilles pour les deux séries. La balance commerciale était partiellement compensée par l'estimation des réexportations informelles de la Mauritanie.

Agrégats monétaires : La politique monétaire devait être rigoureuse pour soutenir la politique de taux de change et maintenir le taux d'inflation dans des limites proches du niveau observé dans les pays partenaires. A cet égard, la Banque centrale devait s'appuyer sur les instruments indirects de politique monétaire pour gérer la liquidité. L'objectif étant de promouvoir la constitution d'un système financier viable et apte à répondre aux besoins de l'économie. L'analyse de l'Indice des prix va nous renseigner sur toutes les incohérences mises en jeu. Jusqu'à la mise en place d'un nouvel indice des prix « harmonisé », effectuée en 2003/2004, l'inflation est mesurée à l'aide d'un indice qui utilise une « base » datant de 1983. Il est fondé sur un panier de consommation représentatif des comportements des années 1980. Beaucoup de produits des années 2000 n'y figurent pas. L'indice ne peut donc être ni fiable ni pertinent, cependant, la sous-estimation de l'inflation avait alors divers avantages. Notamment elle donnait une image de stabilité de l'économie ; elle éludait la dépréciation continue de la monnaie, à un moment où les marchés des devises (officiels et parallèles) étaient l'objet d'importants enjeux et de prises d'intérêts. Pendant cette période, la Mauritanie vit une grave spirale inflationniste entretenue par les politiques économiques pour le moins laxistes. A ce moment, comprendre les tensions inflationnistes qui agitent le pays est un sujet de préoccupation majeur d'autant plus que les indices de prix publiés par l'ONS restent presque inertes. La flambée des cours sur le marché parallèle est tout simplement inexplicable. La Banque centrale a théoriquement dans ses caisses suffisamment de devises pour changer l'ensemble de la monnaie en circulation dans le pays, et couvrir l'équivalent de 12 mois d'importations. Il suffit donc d'un geste de sa part pour irriguer le marché des changes et pour que la spéculation s'arrête. A ces divers facteurs d'inflation, s'ajoute une nouvelle aggravation de la situation agricole suite à une très importante invasion de criquets, qui ravage une partie des récoltes. Parallèlement, le dollar se dépréciait par rapport à l'euro, pénalisant doublement l'économie du pays (la Mauritanie exporte en dollar et importe en euro) dont la monnaie dégringole sur le marché parallèle des changes; l'écart avec le taux officiel approche 30%. L'impuissance du gouvernement à endiguer l'envolée du taux de change et à arrêter la grave flambée des prix sonne comme un aveu alors que toutes les statistiques macroéconomiques sont au beau fixe. La lumière est faite sur le niveau des réserves de devises, qui n'est en réalité que de 2 semaines d'importations, et non de 12 mois comme annoncé.

Développement des Infrastructures économiques : Le développement des infrastructures économiques constituait un enjeu essentiel pour développer les échanges, réduire les coûts de production et renforcer la compétitivité de l'économie nationale. L'objectif était de doter progressivement le pays d'infrastructures

essentielles pour soutenir l'ouverture aux échanges internationaux, attirer les capitaux étrangers et permettre au privé national d'être compétitif dans une économie mondialisée.

La « surchauffe » liée à l'économie de rente et l'annonce de l'exploitation pétrolière, prévue pour 2006, dope l'activité et entraîne certains prix à la hausse, comme ceux des loyers. Le développement des infrastructures est relégué au second plan à la faveur d'un programme d'urgence alimentaire, mis en œuvre en 2003/2004, pour faire face au choc agricole, mais outre qu'il échoue à contenir la situation sociale devant de hausse des prix, il vide les caisses de l'Etat et épuise les quelques réserves de changes restantes. Sans affirmer que l'enchaînement qui suit la chute de la fiction statistique va jusqu'à contribuer à la chute du Président de la République, renversé par un coup d'Etat en août 2005 ; on peut penser que les hommes d'affaires qui profitaient des marges de manœuvres ouvertes par les pratiques peu rigoureuses de la gestion économique, avaient intérêt à se « réajuster » avec un nouveau pouvoir et remettre ainsi les compteurs à zéro.

Axe 2

Le premier plan d'actions du CSLP, qui a couvert la période 2001-2004, visait une accélération de la croissance dans le but de réduire l'incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. Ce sont donc des domaines prioritaires qui ont été identifiés (développement rural, développement urbain, éducation, santé et hydraulique) pour porter l'attention des autorités et permettre de contenir l'extension de la pauvreté. Il faut dire qu'à cette période, la situation de la pauvreté était préoccupante. Près de la moitié de la population vivait avec moins d'un dollar par jour et l'accès à l'eau potable et aux services de santé et d'éducation est très insuffisant, et la qualité et l'efficacité de ces services bien en-deçà des normes acceptables. L'économie mauritanienne, confrontée à de lourds handicaps structurels souffrait de la faiblesse de sa base de production. Celle-ci est en effet peu diversifiée et peu compétitive, était incapable de fournir suffisamment d'emplois salariés à une population active de plus en plus importante. La mise en œuvre des actions retenues pour cette période a conduit à des résultats encourageants qui ont notamment permis à la Mauritanie d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2002 et de bénéficier d'un allègement conséquent de sa dette extérieure. Il est cependant important de rappeler que cette appréciation avait été faite sur la base de données erronées qui embellissaient les situations économique et financière alors que, dans le même temps, s'accumulaient les difficultés pour les populations.

Toutefois, l'examen de la mise en œuvre de ce premier plan d'actions du CSLP a permis de constater que des insuffisances majeures ont entravé son exécution. En effet, la plupart des activités prévues n'ont pas été réalisées et nombreuses sont les actions mises en œuvre qui ne contribuaient pas directement aux objectifs du CSLP²¹.

Le secteur industriel n'était pas inscrit dans le CSLP 2001-2004. C'est ce qui explique il n'y avait pas de mesures prioritaires spécifiques au secteur. De ce fait, peu d'actions, en relation avec la réduction de la pauvreté avaient été ont été programmées

Toutefois, un certain nombre d'actions ont été accomplies durant cette période, parmi lesquelles:

- L'élaboration de la stratégie industrielle et de son plan d'action à l'horizon 2015 avec le concours du PNUD et de l'ONUDI. Elle a été validée validés en juillet 2003 par l'ensemble des acteurs du secteur (Etat, Secteur privé, partenaires au développement, société civile).
- L'étude de quelques filières industrielles pour la valorisation de certaines ressources nationales et l'identification de projets porteurs permettant la création de valeurs ajoutées substantielles. C'est le cas notamment de la filière des peaux et cuirs pour laquelle une étude a été réalisée avec le concours de l'Organisation Arabe pour le Développement Industriel et Minier.
- La mise en œuvre d'un programme d'accès au marché des produits manufacturés mauritaniens, suite à un mémorandum d'accord stratégique entre l'ONUDI et l'OMC dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'appui aux activités d'iodation du sel avec le concours de l'UNICEF et d'autres partenaires. Ce programme vise d'une part à améliorer l'accès des populations au sel iodé permettant de lutter contre les troubles dus à une carence en iode, et d'autre part à exploiter nos importantes ressources en sel pour les besoins alimentaires et industriels nationaux et d'exportation.

²¹ : Plan d'actions du CSLP 2006-2010 ; Octobre 2006, page 9

- L'organisation, en 2002 et 2004, de Salons nationaux de l'Invention et de l'Innovation Technologique destinés à promouvoir la recherche, la créativité et l'innovation technologique pour améliorer la compétitivité des entreprises et des activités économiques ;
- L'organisation de plusieurs sessions de formation en management de la qualité et normes internationales, en analyse des coûts dans les entreprises industrielles et en propriété industrielle (marques de produits et de services, brevets d'invention, dessins et modèles industriels, contrefaçon et concurrence déloyale) ;
- L'assistance pour la réalisation et l'expansion de plusieurs entreprises industrielles (3 usines d'eau minérale à EL Gareh, Bennichab et Guérou, une usine de lait UHT de Tiviski, une minoterie avec une unité d'aliment de bétail de GMM, 2 tanneries SMPCP et GTM, une unité de fabrication de sachets en plastique, une unité de fabrication de matelas en mousse, une unité de fabrication de nattes en plastique, deux unités de production d'éléments en béton, deux biscuiteries, deux unités de fabrication d'huiles comestibles, l'extension des capacités des sociétés des pâtes alimentaires de broyage de clinker et de conditionnement de ciment à Nouakchott, et une unité d'ensachage de ciment à Nouadhibou). Ces unités ont nécessité un investissement global de 5.961.000.000 UM et créé 750 emplois permanents.

Les actions réalisées ont été exécutées en coopération avec des organismes d'assistance technique, faute de financement adéquat sur le budget national ou auprès des partenaires financiers. Certaines structures d'appui au développement du secteur proposées n'ont pu voir le jour, notamment une agence de normalisation et de promotion de la qualité permettant un meilleur accès des produits mauritaniens aux marchés. Le manque de zones industrielles viabilisées continue de constituer un frein à l'implantation de nouvelles unités industrielles tant à Nouakchott et Nouadhibou que dans les autres villes de l'intérieur. La constitution d'un portefeuille de projets destinés à orienter les opérateurs économiques vers des créneaux d'investissement rentables et créateurs d'emplois et de valeur ajoutée continue de se heurter à la mise en place d'un fonds de développement industriel et de structures autonomes d'études et de promotion industrielle. L'information industrielle et notamment les statistiques industrielles demeure embryonnaire en raison de faibles moyens humains et matériels dont sont dotées les structures en charge de cette activité.

Le secteur des Mines a connu des réalisations importantes au cours de la période 2001 – 2004 dans divers domaines :

- (i) La production des infrastructures géologiques a évolué à travers :
 - La couverture géophysique du territoire national à hauteur de 40% ;
 - La réalisation de levés géologiques au 1/500.000^e de l'ensemble du territoire national et au 1/200.000^e pour les parties les plus prospectives au plan métallogénie soit 43% du territoire.

(ii) La promotion minière à travers la sensibilisation des opérateurs miniers et investisseurs étrangers

(iii) La prospection, la recherche, le développement et l'exploitation miniers : octroi de 92 permis de recherche à une vingtaine d'opérateurs miniers dont des sociétés majeures qui conduisent leurs activités dans un climat de transparence et de confiance dans la stabilité de leur cadre d'intervention.

La recherche minière a concerné l'or et substances connexes, le diamant, le fer et les pierres ornementales.

(iv) L'exploitation minière : La production et les ventes sont restées à un niveau compris entre 9.6 et 11 Mt/an malgré une demande globalement forte. Ceci s'explique en grande partie par une baisse de la demande sur les produits siliceux et une configuration difficile des gisements qui passent par un pic de terrassement. La recherche du minerai de fer a porté principalement sur la délimitation des contours minéralisés des gisements de TO 14 et de M'Haoudat et sur les taches minéralisées de la Kédia.

Les investissements réalisés pendant cette période comportent en plus du renouvellement d'une partie des engins miniers (camions, pelles, bulls, locomotives de manœuvres), La construction de la manutention de TO 14, la réalisation des ateliers de gravimétrie et de séparation magnétique humide à l'usine des Guelbs, l'augmentation de capacité de l'usine de Nouadhibou et l'acquisition d'un lot de matériel ferroviaire (wagons, bogies...).

Le chiffre d'affaires moyen de la période a été de 49 701 Millions UM. Le résultat net moyen de la période a été de 998 Millions UM soit une marge nette de 2% par an²².

²² : Rapport CTS Mines, juillet 2005

Enfin, dans le domaine de l'amélioration du cadre institutionnel, des réformes majeures ont eu lieu :

L'amélioration du cadre légal et réglementaire constitué par les textes suivants :

- Loi n° 99.013 du 23 juin 1999 portant code minier ; code moderne et attractif pour les investissements ;
- Décret n° 160.99 du 30 décembre 1999 portant sur les titres miniers ;
- Décret n° 139.2000 du 21 novembre 2000 portant sur la police des mines ;
- Loi n° 02.2002 du 20 janvier 2002 portant convention minière type (pour les investissements du secteur minier) ;
- Décret n°002.2003 du 14 janvier 2003 fixant les taxes et redevances minières ;
- Décret n° 054.2004 du 6 juin 2004 portant sur l'environnement minier.

Les réformes institutionnelles :

- Création de l'unité du Cadastre Minier ; Unité moderne et informatisée assurant la gestion transparente et efficace des titres miniers ;
- Création du Service des Affaires Environnementales (SAE), au sein de la DMG ;
- Amélioration de l'organisation et des procédures de travail de la DMG ;
- Renforcement institutionnel des structures de l'administration des mines ;
- Création du SIGM, un système à information informatisé performant.

Dans le domaine des NTIC, la réalisation de plusieurs activités a consacré les progrès réalisés dans le domaine.

En matière d'environnement institutionnel et juridique : La création du SETN en 2000 a permis d'élaborer une stratégie cohérente et complète et un plan d'action ambitieux pour la période 2002-2006. Ce plan mis en œuvre depuis 2002 se heurte principalement à la faiblesse des financements. La loi de 1999 sur le secteur des télécommunications élaborée avant 2000 ne prend pas en compte l'aspect Internet qui est tributaire du monopole de l'opérateur historique sur les segments international et interurbain.

En matière de développement des infrastructures et politiques d'accès :

- Progression notable de la couverture en téléphonie mobile du pays (toutes les capitales régionales , la plus part des capitales départementales et les principaux axes routiers sont couverts)
- Plus de 500 000 abonnés au téléphone mobile (540 000 abonnés prévus comme objectif en 2006 dans la Stratégie Nationale des TIC)
- Stagnation du téléphonie fixe à 45 000 abonnés (135 000 abonnés prévus comme objectif en 2006 dans la Stratégie Nationale des TIC)
- Environ 30 communes peuvent accéder à Internet (216 communes prévues en 2006 dans la Stratégie)
- La Bande Passante Internationale à Internet est de 9,5 Mbps à la fin du mois de mai 2005(100 Mbps prévue dans la stratégie pour 2006). Il faut noter que l'opérateur Mauritel a annoncé la mise en place d'une liaison de 45 Mbps avec l'opérateur espagnol Telefonica d'ici fin juillet 2005.
- L'ADSL n'est pas encore disponible malgré l'annonce faite par l'opérateur pour le début de l'année 2005.
- Le réseau haut débit interurbain est très faible (Rosso et Kaédi seulement par le GFO de l'OMVS)
- La Mauritanie n'est pas reliée aux câbles optiques sous-marins malgré la mise en place d'un comité interministériel présidé par le Premier Ministre chargé de cette question
- Les tarifs pratiqués par les opérateurs restent très élevés par rapport à la région
- Pas de tarification préférentielle pour les Fournisseurs d'Accès à Internet ou pour certaines catégories défavorisées.

Ce volet constitue l'un des piliers du développement du secteur mais il est resté fortement tributaire des choix des opérateurs des télécommunications.

*Dans le domaine du **développement des ressources humaines** :* Plusieurs études conduites ont confirmé le manque des ressources humaines qualifiées dans ce secteur. La plus part des cadres et ingénieurs formés à l'étranger ne reviennent pas. Pour parer à cette situation, le SETN a engagé plusieurs actions dans ce domaine notamment :

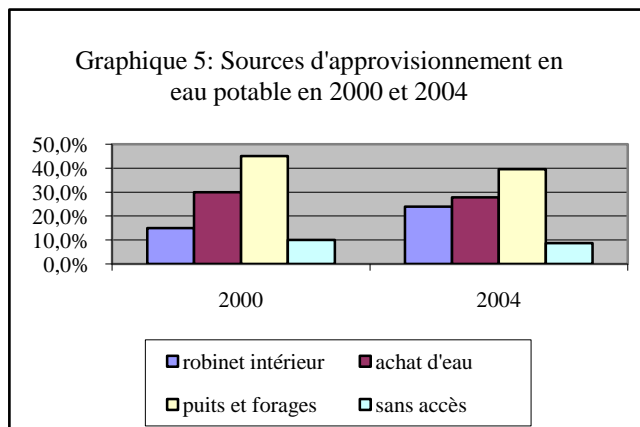
- Le perfectionnement des ingénieurs dans le domaine de l'administration des réseaux (40 ingénieurs) ;
- Formation bureautique au profit de hauts fonctionnaires, responsables publics et de la société civile (Conseillers, Secrétaires Généraux, parlementaires, archivistes de l'administration, personnel du SETN et du SECF, Association des artistes) ;
- Formation bureautique et utilisation de l'Internet au profit des ministres ;
- Formation de gérants de cyber café ;
- Formation/reconversion de diplômés chômeurs à la gestion de réseaux, au développement de sites WEB, et CISCO ;
- Création d'une académie CISCO à l'ENA en vue de la formation du personnel de l'administration ;
- Partenariat avec Microsoft pour la formation et le perfectionnement des agents de l'Etat.

Dans le domaine du Tourisme, bien que le CSLP n'accorde pas un grand intérêt au secteur, des activités importantes ont été réalisées :

- Création d'un office de promotion du tourisme ;
- Réalisation du schéma directeur du tourisme
- Création d'un site Web sur le tourisme
- Démarrage du Centre de formation en hôtellerie et Tourisme

Dans le domaine de l'accès à l'eau potable, la situation s'est certes améliorée en quantité et en qualité dans la mesure où l'utilisation de robinet intérieur est passée de 15% en 2000 à 18,9% en 2004.

Au même moment l'approvisionnement des ménages à partir des puits et des revendeurs a diminué, passant respectivement pour les puits de 45% à 39,4% et pour les revendeurs de 24% à 20%. Cette situation cache cependant des disparités entre les wilayas. Ainsi, Nouakchott et Dakhlet-Nouadhibou s'approvisionnent principalement auprès des revendeurs d'eau (respectivement 63,8% et 32,4%) alors que, hormis la wilaya du Trarza où les habitants se ravitaillent plus par le biais des robinets intérieurs (43,9%), les autres wilayas s'approvisionnent principalement par des puits.



Quant au taux de desserte en eau, exprimé en branchements particuliers pour 1.000 habitants, il est passé de 34,6% en 2001 à 36,1% en 2003.

S'agissant des quantités d'eau consommées, la tendance a été à la baisse, entre 1988 et 2003. D'environ 40l/personne/jour, la consommation d'eau potable est passée à Nouakchott à près de 30 litres/personne/jour, entre ces deux dates. Les situations sont cependant très différentes lorsqu'on passe des quartiers résidentiels ou ceux raccordés au réseau aux quartiers périphériques non raccordés. La consommation dans ces quartiers précaires (Gazra et Kebba) est comparable à celle enregistrée dans certains quartiers lotis à revenus moyens. Le prix de l'eau y est environ 10 fois plus élevé que dans les quartiers raccordés au réseau de la SNDE. En milieu rural, l'approvisionnement en eau se fait encore dans des conditions d'hygiène précaires, dans la mesure où environ 12% seulement s'alimentent à partir d'une source sécurisée. Ainsi, entre 1990 et 1996, le taux de raccordement a connu une évolution modeste, passant de 15,4% à 19,1% entre ces deux dates. Dans

huit régions, le taux est inférieur à 10% et dans cinq il n'atteint pas 5%. La situation est plus favorable si l'on se réfère à l'indicateur « points d'eau par village » qui a atteint en 1998 un taux moyen de 60% (hors Nouakchott). Cette moyenne cache cependant d'importants écarts entre les régions : les taux, relativement satisfaisants pour le Brakna (95%) et le Trarza (143%), se distinguent de ceux enregistrés dans sept wilayas (les deux Hodhs, Assaba, Gorgol, Adrar, Tagant et Nouadhibou) où ils sont inférieurs à 50%.

Ces résultats – encourageants malgré tout, mais qui demeurent très en deçà des normes acceptables – ont été obtenus notamment grâce à la mise en œuvre de mesures s'inscrivant dans le cadre des priorités définies pour la période 2001-2004 : (i) la réforme du secteur de l'eau, et (ii) l'accroissement des capacités de production et le développement des réseaux de distribution d'eau.

En matière de développement rural, la mise en œuvre du CSLP I a abouti à des résultats tangibles, aussi bien dans le domaine de l'agriculture que celui de l'élevage.

En ce qui concerne l'**élevage**, les résultats obtenus ont porté sur l'aménagement (i) d'infrastructures de santé (46 parcs de vaccination, 54 pharmacies vétérinaires, important lot de matériel de froid pour les vaccins) et d'hydraulique (8 forages et 19 puits pastoraux équipés), (ii) de 15 réserves pastorales, et (iii) de parcours pastoraux (pare feux, plans d'aménagements des parcours, réserves fourragères). Les efforts ont concerné également la conduite de campagnes de prophylaxie et de formation des éleveurs.

Le secteur de l'élevage continue à dominer l'économie rurale, avec 13,6% du PIB et 77,2% de la valeur ajoutée du secteur rural (en 2003). Le cheptel était estimé en 2004 à 1.350.000 camelins, 1.355.000 bovins et plus de 14.900.000 petits ruminants. Par ailleurs, le taux de vaccination contre les grandes maladies est passé de 56% en 2001 à 80% en 2003 et 2004, et la Mauritanie a accédé au statut de pays indemne de la peste bovine.

Malgré ces multiples réalisations, la situation de l'élevage reste encore précaire. En effet, le sous-secteur continue à souffrir de faiblesses récurrentes (i) dans la disponibilité d'un arsenal juridique complet, (ii) dans l'accès aux services de base, (iii) dans la collecte et la transformation des sous-produits, (iv) dans la gestion des espaces pastoraux, (v) dans le niveau très bas des investissements publics et privés – sous l'effet notamment de la clôture de certains projets importants, et (vi) dans les données statistiques. En outre, la dégradation des conditions naturelles (faible pluviométrie, invasions acridiennes, etc.) a été un facteur central de détérioration des conditions de vie des éleveurs et de baisse de la productivité animale.

Concernant l'agriculture, les réalisations pendant la période 2001-2004 ont concerné (i) l'agriculture irriguée, avec la réhabilitation de 1000 ha et la mise en exploitation de 300 ha de diversification qui ont permis l'exportation de près de 2.300 tonnes vers les marchés européens et l'approvisionnement du marché local en produits maraîchers, (ii) la protection des cultures, avec la distribution d'importants lots de grillage, (iii) l'appui aux paysans, avec la distribution d'un important lot de charrues bovines dans 400 villages, (iv) la consolidation de l'approche appui-conseil de la SONADER et la finalisation du schéma d'aménagement de la vallée du Gorgol, et (v) le démarrage de deux grands projets (PDRC et PDDO), ainsi que l'extension du PDIAIM.

Des objectifs majeurs ont été poursuivis, à savoir, (i) la constitution de filières efficaces de cultures irriguées, (ii) la diversification des productions, la vulgarisation et la sensibilisation et l'encouragement à l'investissement privé, (iii) le soutien à la création d'unités de transformation industrielle et de conservation artisanale des produits maraîchers, (iv) le soutien au développement de cultures fruitières par la vulgarisation de variétés adaptées aux conditions climatiques, et (v) la promotion des techniques d'irrigation (goutte à goutte,) productives et économes en eau.

En ce qui concerne *la filière rizicole*, le rendement moyen du riz irrigué a connu une stabilité (4 tonnes/ha, loin de l'objectif du CSLP), alors que celui des cultures vivrières arides est de 0,8 tonnes/ha. Cependant, les rendements de certains périmètres privés ont amorcé une hausse significative au cours de la période 2001-2004. La production céréalière brute quant à elle a été de 115.589 tonnes lors de la campagne 2003-2004, soit une diminution de 5% par rapport à la campagne 2002-2003. En dépit d'investissements énormes et de réformes majeures qui ont permis la libéralisation de la filière, la riziculture en Mauritanie connaît un

problème général de compétitivité, lié tant à des contraintes techniques (mauvaise qualité des aménagements, absence de système de drainage, non maîtrise des itinéraires techniques) qu'institutionnelles et organisationnelles (faible opérationnalité des systèmes de recherche-vulgarisation, difficulté d'approvisionnement, problème de commercialisation). Dans le même temps, la riziculture doit faire face à une concurrence accrue, portée par la libéralisation de la filière et la réduction de la protection tarifaire.

Dans le même temps, le MDRE a procédé (i) à la consolidation du crédit agricole pour le secteur irrigué, (ii) à la création d'une filière d'approvisionnement en produits phytosanitaires, et (iii) à la mise en place d'un stock de sécurité semencière.

En outre, dans le domaine des infrastructures rurales, les réalisations ont porté sur (i) la construction ou la réhabilitation de 70 barrages et de 30 digues, (ii) le désenclavement de 11 axes hydrauliques au niveau de la vallée, et (iii) la réalisation de 100km de pistes et la réhabilitation de 302km de pistes reliant la majorité des oasis au réseau routier bitumé.

Cependant, les efforts dans les domaines de l'accès aux infrastructures rurales de base, de la protection des ressources naturelles et des prestations des services agricoles ont été insuffisants, probablement suite à la clôture de deux projets importants : le PGRNP et le Projet Oasis. En effet, ces projets, orientés vers les zones pluviales et oasiennes, ont mis en œuvre des actions importantes qui ont contribué à améliorer les conditions de vie en milieu rural (réhabilitation et construction de barrages, clôtures des zones agricoles, infrastructures vétérinaires, formation et vulgarisation, crédit oasien, maraîchage, etc.).

Il faut souligner les programmes, initiés par le CDHLCPI qui viennent en complément des actions menées par les départements sectoriels et qui sont axés sur les poches de grande pauvreté en milieu rural en vue de réduire la pauvreté et l'inégalité. Les principales réalisations de ces programmes exécutés durant la période 2001-2004 ont été axés sur les aménagements hydro-agricoles (réalisation de 9 barrages et de 100 digues) et sur le programme « Toumze » de régénération d'un petit élevage de survie au profit des populations rurales les plus pauvres (distribution de plus de 10.000 petits ruminants dans la zone de Male (Brakna) et dans l'Inchiri).

Le secteur agricole est le premier employeur dans la zone fleuve où il compte pour 46,9% des occupés.

L'analyse de l'évolution de la production agricole des cultures pluviales sur la période 2000-2004 et celle de la pauvreté montre une corrélation négative entre les deux : une augmentation de la production s'accompagne d'une diminution de la pauvreté. Les wilayas pour lesquelles la pauvreté a diminué ont connu une nette amélioration de la production agricole. Ainsi, la wilaya du Guidimagha qui a enregistré la hausse la plus importante de cette production agricole (+164%) a vu la pauvreté baisser sensiblement (de 24%). La wilaya du Gorgol vient en seconde position avec une hausse de la production agricole de 58% et une baisse de la pauvreté de 14,5%. Ces deux wilayas, qui ont tiré le meilleur impact de la hausse de la production, sont celles qui comptent le plus d'employés en termes relatifs dans le secteur agricole. En revanche, au Brakna, on note une baisse sensible de la production agricole provenant de la zone du fleuve (décrue) de 66%, contre une hausse de la production des bas-fonds, pratiqués exclusivement dans le 'rural autre'. Ceci pourrait expliquer l'évolution de la pauvreté contrastée observée au niveau de deux zones du milieu rural de la wilaya. La production de l'agriculture irriguée, qui pèse pour environ 60% de la production, a connu la même évolution par wilaya. On note une croissance dans l'ensemble de 28,6% sur la période 2000-2004.

Malgré des résultats en deçà des objectifs, il importe de souligner que la Mauritanie dispose d'une marge sensible de progression, puisque les ressources en terre cultivable (500.000ha, dont 137.000ha irrigables le long du fleuve) sont encore largement sous-utilisées dans la mesure où seuls 42.000ha sont aménagés et 20.000ha sont exploités annuellement.

La filière de la **gomme arabique**, qui trouve en Mauritanie son biotope naturel, a fait l'objet d'un intérêt particulier et ceci à travers la diversification des sources de revenu des paysans et la régénération du milieu naturel. Dans ce cadre, les actions suivantes ont été mises en œuvre: (i) la libéralisation de la commercialisation et l'incitation à l'investissement privé dans la production et la commercialisation, et (ii)

l'incitation à la plantation et à l'exploitation de la gomme par les communautés paysannes et par les opérateurs privés.

La culture oasisienne, malgré son faible poids dans l'économie nationale, contribue à la fixation des populations dans leur terroir, à la régénération du milieu et à la sécurité alimentaire du pays. Les actions prioritaires qui ont été mises en œuvre pour le développement de cette filière sont les suivantes : (i) développement des infrastructures sociales et désenclavement des zones de production afin de freiner l'exode rural, (ii) amélioration de la rentabilité de la phoeniciculture et la production maraîchère par la vulgarisation des paquets technologiques adaptés, en particulier ceux visant une bonne santé du palmier, (iii) la recharge des nappes phréatiques et l'économie de l'eau, par la mise en œuvre de programmes de retenues d'eau et de seuils de ralentissement, (iv) la lutte contre l'ensablement des oasis, (v) développement du crédit oasisien en faveur des AGPO, et (vi) valorisation le patrimoine touristique des oasis afin de générer des revenus supplémentaires.

Sur le plan institutionnel et réglementaire du secteur du développement rural, d'importantes mesures ont été prises : (i) l'adoption, en 2004, d'une lettre de politique de l'élevage, (ii) l'élaboration de l'avant-projet de loi portant code de l'élevage et d'un texte d'application de la loi portant code pastoral, (iii) l'élaboration du CDMT pour la période 2004-2007, (iv) la réalisation d'un audit institutionnel et organisationnel du MDRE ; v) l'élaboration d'une stratégie agroalimentaire pour la Mauritanie (2001) ; vi) la ratification par la Mauritanie du protocole du Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

Dans le domaine de la **Sécurité Alimentaire**, les activités ont porté sur :

- la restructuration du CSA, engagée depuis 1998, a conduit à la mise en place d'un certain nombre d'outils importants de suivi et de prévention comme l'Observatoire de la sécurité alimentaire (OSA), le Stock National de Sécurité Alimentaire (physique et financier), l'instauration des secours d'urgence et l'Agence d'exécution des microprojets (AEMP) ;
- les distributions gratuites et des ventes subventionnées d'importantes quantités de céréales et d'autres produits complémentaires ;
- La mise en œuvre de programmes ciblés de microprojets financés par les partenaires au développement (PAM, UE, USA, France, Italie) ou sur fonds propres du CSA ;
- L'exécution d'un plan d'urgence en 2002/2003 suite à une sécheresse exceptionnelle.

Entre 2001 et 2005, on note l'ouverture de 685 centres d'alimentation communautaires et une progression de 60% du nombre de personnes bénéficiaires des microprojets : il est passé de 151 045 en 2001 à 242 180 en 2005.

Cependant, les actions entreprises l'étaient toujours dans l'urgence, ce qui nécessitait l'élaboration d'une stratégie en la matière qui combine des logiques de moyen terme (règlement définitif du problème) et de court terme (réponses ponctuelles aux situations d'urgence). Des défis énormes demeurent, il s'agit notamment de la faiblesse de la production agricole dépendante des aléas naturelles (déficits pluviométriques, sécheresses et inondations), de la coordination au niveau gouvernemental, qui se traduit par un chevauchement entre les différents intervenants, de l'absence d'une stratégie claire en matière de sécurité alimentaire, de la réduction de l'aide alimentaire extérieure, de la difficulté à mobiliser des ressources au profit des populations urbaines, de l'absence d'un régime fiscal et douanier spécifique au CSA, ce qui se traduit par des retards importants dans la réception de l'aide, de la faiblesse des capacités de transport et de stockage du CSA et de l'insuffisance du système national d'information.

En matière d'Environnement, la gestion durable des ressources naturelles, au cours de la mise en œuvre du CSLP I, est restée confrontée à un certain nombre de difficultés dont (i) l'absence d'un traitement transversal de la question environnementale et (ii) la faiblesse de la coordination des efforts multiples dans le domaine.

Cependant, on a enregistré au cours de cette période, l'adoption de deux réformes majeures dans le secteur de l'environnement: l'élaboration du Plan d'Action National sur l'Environnement (PANE) en 2004 et l'étude d'impact environnemental des activités pétrolières dans le bassin côtier (2004). D'autres activités importantes qui influent directement sur le milieu rural ont été menées, particulièrement dans les domaines

de l'approvisionnement en énergie (programme butane en zone rurale) et la mise en œuvre de programmes sylvicoles.

Axe 3

Bilan de mise en œuvre du CSLP I (2001-2004)

Le premier plan d'action du CSLP avait identifié quatre domaines prioritaires à fort potentiel de réduction de la pauvreté et des inégalités parmi lesquels l'éducation et la santé. Le CSLP avait également prévu un traitement spécial au profit des populations des zones les plus pauvres et les plus vulnérables du pays, à travers la mise en œuvre de programmes ciblés et intégrés de lutte contre la pauvreté, destinés à répondre de façon massive, simultanée et soutenue aux différentes manifestations du phénomène de pauvreté.

Education

a) Les principaux objectifs du CSLP I (2001-2004) dans le domaine de l'éducation

Dans le domaine de l'enseignement fondamental, les objectifs visaient l'amélioration de la rétention à (78%), le taux de promotion entre les différentes classes (à 95%), le ratio élèves/maître et l'effectif par classe à 40 ainsi que l'accès universel à l'éducation en 2015.

Au niveau de l'enseignement secondaire, l'objectif consistait à «élargir l'accès au premier cycle (35.000 nouveaux entrants) et de réduire le ratio élèves/professeur à 26 pour le premier cycle et à 16 pour le deuxième ».

En matière d'alphabétisation, l'objectif était de «réduire le taux d'analphabétisme à 20% et d'améliorer l'implication de la société civile dans la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation ».

En matière de la formation professionnelle, il s'agissait de rénover le contenu, la qualité et le fonctionnement du système.

b) L'Analyse des résultats dans le cadre de mise en œuvre du volet éducation CSLP I

La première phase du CSLP a été caractérisée par la mise en œuvre du PNDSE I dont les principaux objectifs en matière d'éducation de base sont :

- L'amélioration de l'accès et de l'équité,
- L'amélioration de l'efficacité interne et externe,
- La promotion de la qualité de l'enseignement.

La mise en œuvre du PNDSE s'est traduite par l'amélioration de l'offre éducative, notamment grâce aux programmes de construction/réhabilitation de salle de classes, de formation et de recrutement des enseignants. En revanche les efforts visant à généraliser les écoles complètes ont abouti à des résultats insuffisants (16,5% en 2002 et 18,7% en 2005) et ceux fournis pour améliorer la qualité des enseignements (amélioration de la formation initiale et continue des enseignants, la quasi-généralisation de nouveaux programmes scolaires et le renforcement de l'enseignement scientifique au premier cycle secondaire) n'ont pas été pour l'instant couronnés de succès dans la mesure où le score moyen de réussite en Mathématiques est passé de 26% en 1999 à 11% en 2003. Ce résultat traduit les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la réforme du système éducatif, notamment dans sa dimension linguistique (insuffisance des enseignants bilingues en matière scientifiques pour satisfaire la demande exigée par la nouvelle réforme du système éducatif). S'agissant du renforcement du rôle du secteur privé, une direction de Promotion et un Fonds d'Appui à l'enseignement privé ont été mis en place.

En outre, l'autonomie de l'enseignement supérieur a été renforcée grâce à l'élaboration d'un nouveau cadre réglementaire et du statut du personnel, ainsi qu'à la mise en place du fonds d'appui à la recherche. Enfin, Le pilotage du système a été renforcé par l'instauration de primes de zones difficiles (primes d'éloignement), le développement d'outils de gestion, et par la formation du personnel.

L'analyse de la situation du système éducatif montre que des progrès ont été réalisés en matière d'accès et d'équité entre genres tandis qu'en matière de rétention, de qualités des enseignements et d'équité entre milieux des insuffisances persistent toujours.

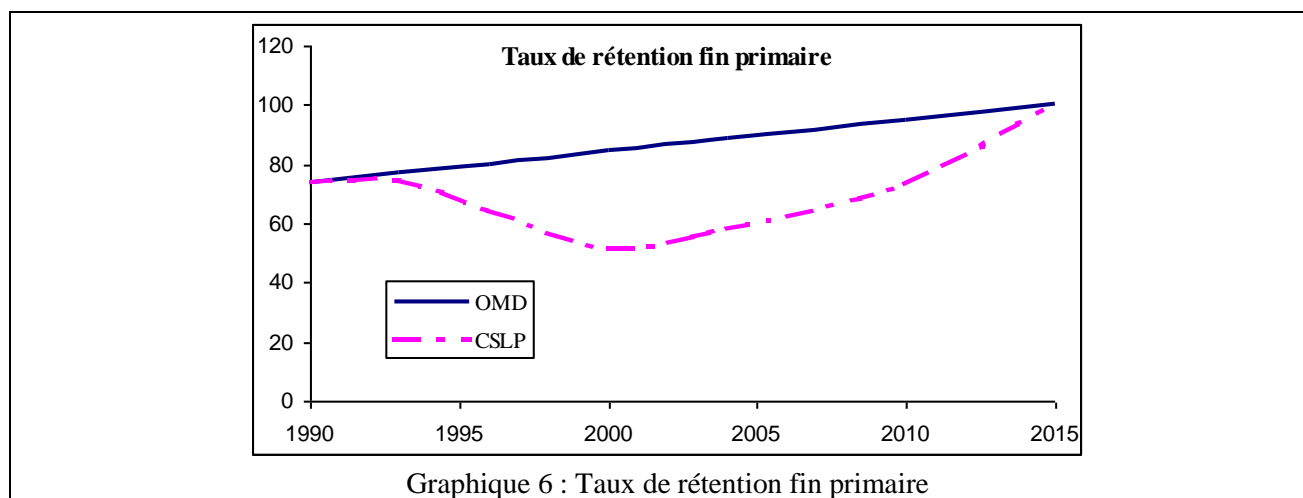
En résumé, on peut dire que la gestion peu transparente des ressources humaines, demeure le plus grand défi qui mine notre système éducatif malgré tous les efforts consentis pour améliorer l'offre de services (création, construction de nouveaux établissements) et le recrutement des enseignants.

Au terme du CSLP I, la durée moyenne de scolarisation est passée de 5,8 années en 2000 à 6,5 en 2004. Les effectifs dans le primaire, le secondaire et le supérieur ont respectivement progressé de 22%, de 16,5% et de 7%. Au niveau du primaire, le TBA est passé de 97% en 2001 à 115,9% en 2005 et le TBS de 87% à 95%. Le taux de couverture du préscolaire est estimé à environ 6,85% en 2005. Au niveau de la rétention, seuls 44% des entrants en première année du fondamental terminent ce cycle et 67% des entrants en première année du secondaire atteignent la troisième année. Quant à la qualité des enseignements, le taux d'acquisition des programmes se situe entre 33% et 50% au fondamental et à 40% en sciences et en mathématiques au secondaire.

En matière d'équité, on note une parité entre les filles et les garçons au fondamental et une réduction des écarts au niveau du secondaire, même si des disparités persistent en termes de succès aux examens (7% au Baccalauréat pour les filles, 17% pour les garçons). En ce qui concerne les régions, les wilayas du Gorgol, du Guidimagha, du Brakna et du Hodh Chargui affichent des taux de scolarisation et de rétention nettement plus faibles que le reste du pays.

Au plan de la scolarisation universelle au niveau de l'enseignement primaire, le TBS est passé de 87% en 2000 à 96% en 2005 alors que le taux net de scolarisation se situe à 75% en 2004. Pour ce qui est de la complétude du fondamental, il convient de préciser ici que les niveaux de rétention n'ont pas atteint les résultats escomptés pour diverses raisons (écoles incomplètes, méconnaissances des raisons d'abandons, etc.).

La marche vers l'atteinte des OMD dans le secteur de l'éducation



Au plan de réduction des disparités, l'équité entre genre est effective, au niveau du fondamental, dans la mesure où le rapport entre les TBS des filles et celui des garçons est en faveur de celles-ci depuis quatre ans. Pour le premier cycle de l'enseignement secondaire cet objectif est en bonne voie d'atteinte : le taux de participation des filles, de 46% en 2005 doit être renforcé à travers les stratégies efficaces de sensibilisation et de mobilisation des communautés, notamment dans des régions où la réticence est forte, sont couronnées de succès.

Enfin, pour l'enseignement supérieur, l'objectif de parité reste très loin, les filles représentent 24,5% de l'effectif scolarisé à l'Université de Nouakchott et il est difficilement envisageable d'atteindre cet objectif en 2015.

c) Les résultats de financement du secteur de l'éducation

Les efforts financiers consentis en faveur du secteur (3,5% du PIB en 2000 et 4,1% en 2004) n'ont pas été entièrement convertis en performances. La productivité globale est de 1,6 année de scolarisation pour 1% du

PIB contre 1,8 dans les pays africains membres de l'IDA. Ceci est en partie dû aux faibles capacités de gestion et de pilotage du système éducatif dans son ensemble.

Les contraintes

Les résultats attendus ont été confrontés à des contraintes dont, notamment la non opérationnalisation de la carte scolaire, la faiblesse dans la gestion pédagogique, la gestion non transparente des primes de zones difficiles et l'insuffisance des ressources humaines qualifiées. A ces contraintes, s'ajoutent, au niveau du système éducatif, la faiblesse de la rémunération des enseignants, leur démotivation ainsi que la faible implication des communautés dans la gestion de l'école.

La non prise en compte de toutes les causes de l'abandon scolaire ainsi que le faible niveau de complétude des écoles ont limité les résultats en matière de rétention.

L'insuffisance des mesures incitatives pour encourager la scolarité des enfants issus des milieux pauvres (cantines scolaires, fournitures scolaires, bourses, tenues, transport scolaire.. ;).

Au niveau de l'enseignement secondaire, les retards en matière de Génie civil et de la faiblesse des niveaux de base des élèves-professeurs ont pénalisé cet ordre d'enseignement.

L'Alphabétisation et Enseignement Originel:

L'Alphabétisation

Le renforcement des capacités de gestion, de pilotage et de planification du système dans le domaine de l'alphabétisation, l'action devait s'articuler autour du renforcement des ressources humaines et matérielles et de l'amélioration des programmes et de la contribution de l'enseignement originel à travers les Mahadras.

Les réalisations concernaient l'acquisition d'équipements, la mise en place du fonds d'appui à l'alphabétisation, la construction de centres spécialisés d'alphabétisation technique, la définition de passerelles entre les enseignements formel et non formel et la formation des formateurs des CFPM.

Tous les efforts fournis n'ont pas tous été vains et ont permis d'aboutir à certaines améliorations dans le domaine de la lutte contre l'analphabétisme. En effet, le **taux d'an alphabétisation** est passé de 42% en 1996 à 42,5% en 2004, selon le RGPH/EPCV.

La répartition inégale du taux d'alphabétisation avec 72,3% en milieu urbain contre 46,2% en milieu rural et en **fonction du genre** avec 66,5% pour les hommes contre 49,5% pour les femmes. Cependant, ces efforts n'ont pas permis de réduire l'ampleur du phénomène dont l'élimination à long terme ne peut être envisagée que si les performances du système éducatif s'améliorent notablement ce qui n'a pas été toujours le cas au cours de la période précédente.

Pour ce secteur, les **contraintes majeures** proviennent du fait que l'approche adoptée n'était pas centrée sur les bénéficiaires (campagnes médiatiques occasionnelles), insuffisance de l'adhésion des populations à cette stratégie, la faiblesse des moyens humains et l'inadéquation des outils didactiques.

Enseignement originel

Cet enseignement permettra une plus grande mise à contribution des Mahadra à l'effort d'alphabétisation, grâce à l'encadrement, la formation et l'appui logistique. Cette approche visera une meilleure implication des responsables des Mahadras dans la définition, l'exécution et le suivi des programmes d'alphabétisation.

Les actions prévues concernent notamment : (i) la construction et l'équipement de 10 centres d'alphabétisation fonctionnelle et l'équipement de 1.000 salles d'alphabétisation par an, (ii) la mise en place d'un fonds d'incitation des personnels alphabétiseurs, (iii) la formation du personnel alphabétiseur et des responsables des structures centrales, (iv) l'élaboration d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle, (v) la réalisation d'une étude pour la définition d'une stratégie nationale de promotion de l'enseignement des Mahadra, et (vi) l'informatisation du suivi et de la planification.

En matière de formation professionnelle, la capacité d'accueil des structures a été élargie par la création de Centres de Formation et de Perfectionnement Professionnels à Aioun, Aleg, Kaédi et Tidjikja et par la création d'unités mobiles de formation, tandis que l'ingénierie de formation et de pilotage a été renforcée par

la création de l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP-FTP) et du Fonds Autonome de Promotion de la FTP (FAP-FTP).

Le dispositif de formation professionnelle ne permet pas de répondre aussi bien quantitativement que qualitativement aux besoins du marché. Il est composé d'une quarantaine d'établissements (publics et privés) accueillant environ 6000 étudiants. Cependant, une étude menée en 2004 a montré que sur 1.200 diplômés en 2002 dans le secteur public, seuls 41% se sont insérés sur le marché du travail et 10% ont poursuivi leurs études.

Cependant, de fortes contraintes continuent de peser sur le secteur et parmi lesquelles on peut noter :

- La dispersion du dispositif entre plusieurs tutelles,
- La précarité de l'information sur les besoins du marché de l'emploi,
- L'implication limitée des employeurs dans la gestion de la formation,
- L'insuffisance des opportunités de travail pour les diplômés sortants des établissements professionnels,
- L'inexistence d'un cadre incitatif pour la formation privée.

Santé

Dans le domaine de la santé, l'élaboration et la mise en œuvre d'un CDMT en 2002 a été l'occasion de mettre en place une stratégie cohérente et réaliste pour le secteur tout en mobilisant les ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs fixés pour la période 2002-2004.

A l'issue de cet exercice les axes prioritaires suivants ont été définis :

- L'augmentation de la couverture sanitaire,
- Le développement des ressources humaines,
- La disponibilité des médicaments et consommables,
- L'amélioration de la demande et, de la qualité et de l'utilisation des services,
- Le renforcement de l'action sociale,
- La mise en place des capacités institutionnelles nécessaires à la programmation de l'action socio sanitaire.

La couverture sanitaire a été ainsi améliorée grâce aux infrastructures sanitaires:

- La construction de 3 centres de santé, de 62 postes de santé, de 2 hôpitaux régionaux, d'une clinique de cardiologie à l'HCZ et d'une clinique de porte au CHN,
- La réhabilitation/extension de 7 hôpitaux régionaux,
- L'équipement de 83 PS, de 34 CS, de 10 hôpitaux régionaux et des deux cliniques,
- L'achat de 21 ambulances.

En termes d'accessibilité géographique, 67% de la population vivent à moins de 5km d'un service de santé, avec une répartition spatiale inégale allant de 52% au Hodh El Gharbi à 98% à Nouakchott. Des stratégies alternatives d'accès ont été développées, notamment dans le domaine de la vaccination, de la santé de la reproduction, mais restent insuffisantes pour permettre un accès total des populations.

Par ailleurs, le niveau d'utilisation des services de santé par les populations reste faible (0,6 contact par personne et par an). Cette situation est engendrée par la qualité de l'accueil dans le système de santé, aux difficultés d'accès géographique et financier et au manque de confiance dû à l'insuffisance de la qualité des services offerts.

En matière de santé maternelle et infantile, l'examen de la situation sanitaire du pays montre la persistance de niveaux élevés pour ces taux, avec un TMI de 78%o, (dont 53 au cours du premier mois de vie), un TMIJ de 116%o et un TMM de 686 pour 100.000, ce qui rend difficile l'atteinte des OMD concernés, si la tendance actuelle devait se poursuivre.

Le profil épidémiologique du pays reste dominé par un ensemble varié de facteurs dont les plus significatifs sont :

- Les maladies infectieuses, notamment le paludisme et la tuberculose, ainsi que les IST, le VIH/SIDA, etc.),
- Les déséquilibres nutritionnels (malnutrition, obésité),

- Les maladies de l'enfance
- La pathologie périnatale,
- Les pathologies émergentes liées aux facteurs environnementaux et aux changements de modes de vie (HTA, diabète, maladies cardio-vasculaires, autres maladies).

La diversité de ce profil épidémiologique – avec coexistence de pathologies infectieuses et nutritionnelles à côté de problèmes de santé liés à la sédentarité et au développement économique – montre que le pays vit une transition épidémiologique qui demande des politiques sanitaires adaptées pour éviter que la situation sanitaire devienne incontrôlable.

Les différentes politiques engagées ont toutefois abouti à des résultats tangibles, parmi lesquels les luttes contre le paludisme et la tuberculose.

Le paludisme constitue un problème de santé publique majeur en Mauritanie dans la mesure où il représente en moyenne 22% des causes de morbidité (diagnostic présomptif le plus souvent) et plus de 51% des causes de décès dans les 8 wilayas endémiques du pays (sur 13). L'enquête sur la mortalité infantile et le Paludisme réalisée en 2003 a montré que 56% des ménages possèdent au moins une moustiquaire, que 31% des enfants de moins de cinq ans dorment sous une moustiquaire et que 43% des femmes enceintes utilisent un traitement préventif du paludisme.

Face à cette situation, le pays a mis en œuvre des programmes et des initiatives visant la lutte contre ce fléau tout en développant une campagne de sensibilisation et de promotion des moustiquaires imprégnées.

Dans ce cadre, le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) bénéficie, depuis 2004, d'un appui financier, qui s'étale sur cinq ans, du Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose et le Paludisme (GFATM), exécuté à travers le PNUD. Cet appui a permis de constituer un stock important d'insecticides pour l'imprégnation, de distribuer des moustiquaires imprégnées et des médicaments antipaludéens ainsi que la réalisation de campagnes d'IEC.

De plus, un don du Gouvernement Japonais a permis la distribution, via l'UNICEF, de moustiquaires pré imprégnées ainsi que le renforcement du dispositif décentralisé de diagnostic. L'adoption par la Mauritanie, en 2006, d'un nouveau protocole de traitement fondé sur l'Artésienne au lieu du protocole à base de chloroquine contribuera à la résolution du problème de la résistance du parasite paludique au traitement classique.

La tuberculose, l'ampleur exacte de l'épidémie était mal connue avant la première enquête tuberculitique réalisée en 1987 et qui estimait le risque annuel d'infection (RAI) entre 2,8 à 5,6% selon les régions. La mise en place progressive des outils de gestion du programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT) dans les régions couvertes par la stratégie DOTS a permis de diminuer le nombre de cas notifiés de tuberculose toutes formes d'environ 8% sur la période 1995-2001. En 2001, 130 cas de tuberculose toutes formes, dont 75 cas contagieux, ont été notifiés pour 100.000 habitants.

Les principales réalisations concernent la formation de médecins et de techniciens de laboratoire ; le renforcement du réseau national de laboratoires ; l'élaboration et la vulgarisation du guide thérapeutique ; la réalisation d'une campagne de recherche des perdus de vue dans plusieurs wilayas, et la réalisation d'une campagne d'IEC.

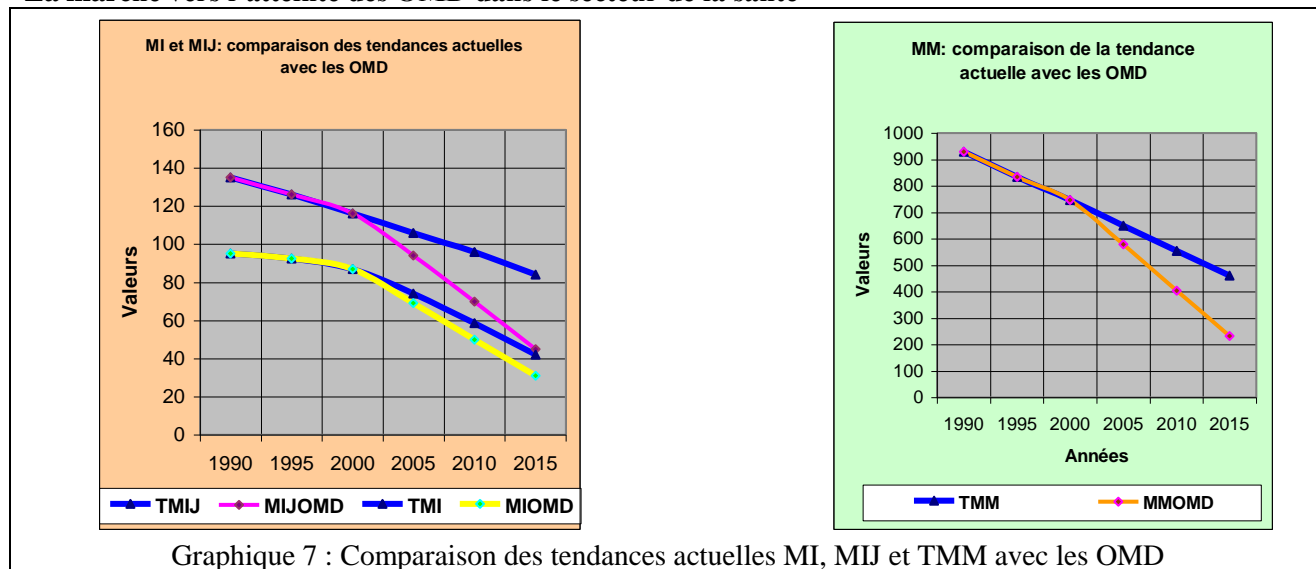
Les défis liés à la progression de l'épidémie sont principalement l'insuffisance des moyens du PNLT ; un taux de couverture de la population par la stratégie DOTS qui n'excède pas 50% et l'insuffisance dans la sensibilisation des décideurs, des personnels de santé et de la population sur la maladie, insuffisance de la collaboration communautaire dans le suivi du traitement des patients.

Dans le cadre du renforcement de l'action sociale, un décret sur le système de recouvrement des coûts a été adopté pour favoriser l'accès financier des plus pauvres aux soins. Ce système basé sur l'acquisition de médicaments génériques de qualité, géré par les comités de santé a permis de :

- Assurer la disponibilité des médicaments de qualité à un coût relativement faible,
- Améliorer le financement du système de santé ;
- Mieux motiver le personnel de santé.

Cependant, l'absence d'une politique d'accès des plus démunis aux soins et de coordination entre les différents secteurs constituent une contrainte majeure pour ce secteur.

La marche vers l'atteinte des OMD dans le secteur de la santé



b) Analyse des résultats

L'amélioration de la demande, de la qualité et de l'utilisation des services a été recherchée à travers : -

- L'élaboration du cadre stratégique de lutte contre les IST/VIH/SIDA
- La sensibilisation des populations et les campagnes spécifiques de vaccination et de lutte contre la maladie
- La mise en place des structures de coordination d'un programme multisectoriel de lutte contre le SIDA.

Cependant, l'importance du taux de mortalité maternelle est essentiellement due à la proportion élevée de grossesses à risque (grossesses précoces et rapprochées), et à une faible accessibilité aux soins obstétricaux d'urgence (SOU) de qualité, en particulier la césarienne. L'hémorragie de la délivrance, la dystocie, les complications de l'hypertension artérielle (éclampsie en particulier) et l'anémie sont les principales causes immédiates de décès périnataux. La mauvaise répartition du personnel – en particulier les gynéco-obstétriciens et les sages-femmes – constitue un des principaux handicaps au développement des soins obstétricaux d'urgence aux niveaux périphérique et secondaire de la pyramide sanitaire, aggravée par les considérations socioculturelles et la non fonctionnalité des banques de sang.

Conclusion

Le CDMT élaboré au cours de la première phase du CSLP a permis au secteur de la santé et des affaires sociales de disposer des moyens lui permettant de mettre en place les capacités humaines, matérielles et financière nécessaires à la mise en œuvre efficiente de la stratégie adoptée. Les ressources financières du MSAS, ont augmenté de 300% entre 2001 et 2004, cependant, la faible capacité d'absorption, les faiblesses des capacités institutionnelles des structures déconcentrées du secteur, les lenteurs dans la mise en place et l'exécution du budget ont limité la portée des efforts consentis pour le secteur et le peu de transparence dans la gestion d'une ressource humaine peu motivée.

L'Emploi

En matière d'emploi, les résultats de l'EPCV montrent que le chômage s'est aggravé entre 2000 et 2004 passants de 29% à 32,5%. Les deux tiers des chômeurs sont des femmes et, pour la tranche d'âge de 15 à 24 ans, 7 femmes sur 10 et 1 homme sur 2 sont au chômage. Le taux d'activité est de 54,9%, avec d'importantes disparités entre les hommes (61,9%) et les femmes (39,1%). La répartition des emplois selon le secteur montre que 31% des occupés sont dans le secteur de l'agriculture (dont 6,3% dans celui de l'élevage). Viennent ensuite, le commerce (24,6%), l'administration publique (14,3%) et les services (8,6%).

Les principales mesures prises dans ce domaine ont porté sur :

- La finalisation du Code du travail,
- La mise en place de l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ), qui est devenue opérationnelle au cours de l'année 2005,
- La conduite d'études sur l'évaluation de la politique de l'emploi, ainsi que l'intégration du système d'information sur l'emploi à celui du suivi du CSLP,
- La mise en œuvre de projets HIMO.

Les contraintes qui continuent à réduire l'impact des efforts de promotion de l'emploi pourraient se résumer à :

- L'absence d'une stratégie d'emploi globale à moyen terme,
 - Le recrutement direct des employés en dehors des concours organisés est souvent sujet à sélection peu subjective (traçabilité du passage de certains responsables en fonction du nombre d'employés proches recrutés pendant la période qu'il a passé à la tête de l'institution.)
 - L'inadéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi,
 - Le déficit en informations sur le marché de l'emploi,
 - L'insuffisance des capacités et des moyens des structures centrales chargées de l'emploi,
 - Le manque de coordination entre les différents intervenants dans le secteur.
- a) **La promotion féminine**, principal élément de la recherche de l'équité entre genres, ont été traitées de manière insuffisante dans le premier CSLP et se sont limitées aux mesures d'appui aux GIE de femmes, de renforcement du CFPF et la mise en place d'un système d'incitation des formateurs et la mise en place de lignes de crédit spécifiques aux femmes.

Des réformes importantes ont été adoptées, parmi lesquelles :

- ❖ L'élaboration d'une stratégie nationale de promotion féminine,
- ❖ L'adoption du code du statut personnel,
- ❖ La création du Groupe Multisectoriel de Suivi Genre,
- ❖ La réalisation d'une analyse de situation en matière de genre,
- ❖ La création de 4 centres de formation féminine (Nouakchott, Akjoujt),
- ❖ La création de l'appui aux ONG féminines. Cependant, les programmes réalisés n'ont concerné que très peu de femmes à l'intérieur du pays.

Malgré tout, de nombreux obstacles continuent à s'opposer à l'émancipation des femmes, exemple :

- ❖ Le manque de décentralisation dans l'action,
- ❖ Le manque de coordination entre le SECF et les plusieurs associations féminines autres acteurs,
- ❖ L'insuffisance des moyens humains et matériels du SECF,
- ❖ L'absence d'un système de suivi et d'évaluation permettant notamment de mesurer l'impact des actions entreprises sur les populations cibles,
- ❖ La prévalence de certaines pratiques socioculturelles qui ne trouvent pas leur justification et sont même parfois contradictoires avec les enseignements de la religion musulmane, religion du peuple et de l'Etat.

La petite enfance

La **petite enfance** en Mauritanie montre que, si les indicateurs de santé et d'éducation se sont sensiblement améliorés depuis 2000, la situation est cependant préoccupante à plus d'un titre :

- La couverture préscolaire n'est que de 6,85%,
- Les enfants handicapés, qui constituent 5% du total des personnes handicapées ne bénéficient d'aucune protection juridique ni institutionnelle,
- Les enfants de la rue et les talibés, dont le nombre est difficile à évaluer, sont les plus exposés aux différentes formes de VEDAN (violences, exploitation, discrimination, abus et négligence),
- Les enfants en conflit avec la loi ne bénéficient pas encore de mesures spécifiques à leurs besoins et,
- Les enfants travailleurs, qui représentent plus de 13% de la population active, travaillent dans des conditions souvent en contradiction avec la CDE.

Cependant, depuis quelques années, le secteur jouit d'un cadre institutionnel et juridique de plus en plus favorable, d'une importante prise de conscience au niveau social, ainsi qu'une grande mobilisation autour de la question.

Cette dynamique a permis, **depuis 2001, la réalisation des actions suivantes :**

- L'adoption de la stratégie de prise en charge intégrée des maladies des enfants (PCIME),
- La validation de la stratégie nationale de la petite enfance,
- L'intégration de la composante petite enfance dans le PNDSE,
- La création d'un CTS pour le suivi de la mise en place d'un parlement des enfants,
- La validation du nouveau code du travail harmonisé avec la CDE,
- La validation du code de protection pénale pour mineurs,
- La validation de la politique nationale de nutrition,
- La formation de 14 juges pour enfants.

Cependant, le secteur de l'enfance reste handicapé par une prise en compte insuffisante dans les programmes sectoriels, le manque de ressources humaines et financières, le retard dans la transposition des normes juridiques internationales dans le droit interne, et l'absence d'une politique nationale cohérente en faveur de l'enfance.

Protection sociale

La **lutte contre l'exclusion**, des programmes importants ont été réalisés. Il s'agit notamment de:

- La lutte contre la mendicité,
- L'encadrement des enfants de la rue et des enfants en difficulté avec la loi,
- L'habitat social (Twize),
- La prise en charge des indigents. Cependant, ces actions restent parcellaires en l'absence d'une vision générale de la protection sociale et d'une politique intégrée dans ce domaine.

La Culture, jeunesse et sports :

a) Dans le domaine de la culture

Les **principales réalisations** sont :

- ❖ L'organisation de festivals culturels annuels et de tournois culturels interrégionaux ;
- ❖ L'élaboration des plans de sauvegarde et schémas directeurs des villes anciennes telles que Koumbi Saleh, Aoudaghost, et Aghreijitt ;
- ❖ Renforcement des associations et coopératives de l'artisanat et les métiers du patrimoine.

b) En matière de jeunesse et des sports

Les **inspections de Jeunesses régionales s'occupent essentiellement des activités de :**

- ❖ Sensibilisation et d'encadrement des jeunes par la création de plusieurs centres d'écoute et de conseils pour sensibiliser les jeunes sur certains fléaux tels que la drogue, les MST, le VIH/SIDA et la migration clandestine ;
- ❖ La formation des agents relais, des formateurs en matière de pair éducation et pairs éducateurs ;
- ❖ Renforcement de la capacité institutionnelle des inspections régionale de Jeunesse à travers le lancement d'une politique de construction et la réhabilitation des maisons de jeunes ;
- ❖ La promotion de réseau national des jeunes.

Dans le domaine des sports, les réalisations sont les suivantes :

- ❖ L'organisation des tournois sportifs régionaux
- ❖ La formation des maîtres d'EPS pour l'enseignement de la discipline dans les établissements secondaires et universitaires ;
- ❖ Mise en place d'une politique de renforcement des infrastructures sportives régionales (construction de stade omnisports dans les capitales régionales;
- ❖ La réhabilitation et la mise aux normes de la FIFA de l'Office du Complexe Olympique.

Axe 4

Les principaux segments de la gouvernance ayant retenu l'attention au niveau du CSLP 1, sont s'est Gouvernance territoriale, Gouvernance locale et Société civile.

En matière de gouvernance territoriale : les échelons de l'administration territoriale sont restés inchangés depuis 1986 date à laquelle, la gouvernance locale a été introduite à travers l'échelon communal. Les moyens humains et matériels disponibles sont d'abord destinés à assurer la sécurité et la quiétude au niveau des territoires de commandement. Les autorités administratives n'ont aucun moyen propre destiné à améliorer les conditions de vie des populations et encore moins les ressources humaines ou financières susceptibles de leur permettre de formuler, d'orienter les initiatives locales de développement. Malgré leur statut privilégié, les autorités administratives subissent, exécutent en particulier en ce qui concerne le développement économique des territoires.

Il faut reconnaître que l'administration des territoires s'est beaucoup améliorée ces dernières années sur le plan des infrastructures et sur le plan des ressources humaines. La nouvelle configuration administrative a doté les échelons administratifs d'un sang nouveau composé de conseillers pour les WALI et d'adjoints pour les HAKEMS qui ont sans doute contribué à améliorer le service public.

Sur le plan des infrastructures, les efforts fournis au cours des CSLP II et III se sont poursuivis et ont permis de doter les wilayas et les Moughataa et même les arrondissements d'infrastructures susceptibles d'améliorer l'image et la performance des autorités administratives. Aussi, les changements remarquables au niveau de la grille salariale ont permis aux responsables des trois niveaux d'être à l'abri du besoin et d'être de moins en moins tenté par la corruption ou la soumission aux notables et aux chefs de tribus. Il s'agit là d'un constat d'une importance capitale perceptible dans les comportements quotidiens et dans la relation qui lie désormais l'autorité aux personnes influentes.

En matière de gouvernance locale: Les élections municipales sont devenues une tradition depuis l'ouverture démocratique des années quatre-vingt. Les conseillers municipaux sont de plus en plus instruits et de moins en moins à connotation tribale ou sociale très prononcée. Mais l'insuffisance des moyens financiers et le niveau de compétences de ressources humaines conjuguées avec l'hésitation du pouvoir administratif empêchent les collectivités territoriales d'être en mesure de traduire dans les faits l'esprit et le fondement de la gouvernance démocratique locale. Des efforts importants ont été certes fournis sur le plan financier (augmentation du FRD, réforme de la fiscalité locale) et sur le plan de la formation des élus et des personnels communaux mais ces efforts restent encore insuffisants pour faire jouer à la commune son rôle d'autorité locale représentative des citoyens et capable de formuler et de conduire les actions destinées à l'amélioration des conditions de vie des populations. La création du Ministère dédié à la décentralisation bien que très courte durée a été un moment fort. La mise en œuvre des projets PADDEM, le programme national pour la Bonne Gouvernance, du programme d'appui aux communes de l'Assaba avec l'appui du PNUD, le programme VAINCRE avec l'appui de l'AFD et d'autres initiatives ont beaucoup contribué à la promotion de la décentralisation et à la crédibilisation des institutions communales. Il faut aussi souligner le rôle important joué par la coopération décentralisée qui a permis aux communes de se procurer des ressources financières et de bénéficier d'appuis techniques divers qui ont sans doute aidé aussi à la promotion de la décentralisation.

La société civile : L'élaboration du CSLP a donné une place importante à l'expression de la société civile. Depuis 2000, elle a eu l'occasion de s'exprimer sur des thèmes importants que sont l'éducation, la santé ou encore la gouvernance. Cette expression des attentes et des besoins a constitué un déclic important pour la participation de la société civile au dialogue sur les politiques nationales et sur les choix stratégiques. Mais les divergences sur le plan des orientations politiques et des appartenances diverses ont empêché la société civile de s'accrocher à l'opportunité qui lui a été offerte. Il faut dire aussi que l'évolution politique du pays et les changements constitutionnels depuis lors ont aussi contribué à l'éclatement et à l'affaiblissement de la société civile mauritanienne. Bien qu'impliquée d'une certaine manière dans l'élaboration de tous les CSLP, la société civile n'a jamais été suffisamment organisée pour être en mesure d'orienter ou d'influencer les politiques nationales. Insuffisance de moyens financiers et de ressources humaines compétentes, désorganisation, faible niveau de structuration, opportunisme, absence d'une réelle volonté politique sont autant de facteurs qui se sont conjugués pour empêcher la société civile mauritanienne de jouer le rôle de contrepoids, ou d'acteur à part entière face à l'Etat. Les événements politiques et sociaux ont donné à certaines OSC une dimension 'politique' à force de défendre les droits humains et les inégalités sociales. Plusieurs ONG mauritaniennes ont joué un rôle important dans le domaine du développement local et social avec le concours de certains partenaires (PNUD, UE, ONG internationales). Du côté de l'Etat, les OSC n'ont jamais bénéficié de privilèges particuliers pour leur permettre de se structurer de se développer si l'on

excepte la création du Cyber Forum qui n'a pas résisté à ses divergences politiques et aux difficultés liées à la recherche du leadership.

4.2.2 Le CSLPII

Axe 1

Le pouvoir de transition a opéré une impressionnante réorientation de la politique vers plus de transparence et de bonne gouvernance, et résolu la question des données statistiques. Il a engagé une politique macroéconomique et des réformes structurelles saines à partir du dernier trimestre 2005. L'élimination des dépenses extrabudgétaires et du financement budgétaire par la banque centrale a été déterminante pour endiguer le déficit public. En conséquence, l'inflation est tombée à moins de 10 % au quatrième trimestre 2005 et les réserves officielles ont recommencé à s'accumuler. Les perspectives extérieures et de croissance de la Mauritanie ont été stimulées par le démarrage de la production de pétrole en février 2006. Par ailleurs, le pouvoir en place a reconnu que la fourniture de données inexactes avait un coût élevé pour le pays. Ainsi, les recommandations des partenaires étaient inadéquates, notamment sur les questions relatives aux marchés de change. Avec le recul, un resserrement budgétaire et monétaire plutôt que la dépréciation de la monnaie, aurait constitué l'instrument de politique propre à rétablir la confiance vis-à-vis de l'ouguiya et permis une amélioration durable du fonctionnement du marché des changes. Concernant les finances publiques, l'exécution du budget 2005 a été clôturée (pour la première fois) dans un délai de 2 mois après la fin de l'exercice, et a permis de constater une forte réduction des arriérés de paiements. Les données du Trésor sont désormais l'objet d'un rapprochement permanent avec la BCM et figurent dans des rapports d'exécution budgétaire mensuels. Enfin, la décision de mettre fin au financement du déficit budgétaire par la banque centrale a permis de ralentir l'expansion de la masse monétaire et de resserrer les conditions de liquidité en 2005.

Le Gouvernement, à travers ce premier axe stratégique, affichait une volonté d'aller, au cours de la période 2006-2010, au-delà de la relance économique en créant de nouvelles bases pour une croissance progressivement forte, durable et soutenue. Globalement, sur la période 2006-2010, les objectifs macroéconomiques que le Gouvernement s'était assigné étaient de porter le taux de croissance du PIB à 8,4% par an en moyenne; de ramener le taux d'inflation à 5% à l'horizon 2010; de contenir le déficit budgétaire (hors dons) autour de 10% du PIB en moyenne annuelle; de porter à l'horizon 2010 le déficit courant hors transferts officiels à 6% du PIB; et de porter les réserves en devises à 3,7 mois d'importations en fin de période.

Comptes Nationaux : La première année de mise en œuvre du CSLP II a connu une croissance économique vigoureuse de deux chiffres, sous l'effet d'une gestion économique prudente, d'une aide soutenue des bailleurs et du démarrage de la production de pétrole. Mais par la suite, le repli économique mondial et la baisse des financements des bailleurs ont affaibli l'activité économique, par un ralentissement de l'activité dans le secteur des industries extractives, de la pêche et du bâtiment et des travaux publics. La croissance du PIB réel hors pétrole est estimée à -0,9 % en 2009, alors qu'elle avait atteint 4,1 % en 2008. Si on analyse cette situation macroéconomique à mi-parcours, à travers la Matrice de Comptabilité Sociale (2008) qui établit que chaque institution dispose de ressources en provenance de diverses sources qu'elle affecte à différents emplois. Cette matrice nous indique que :

- ❖ L'Etat a perçu 12.4 milliards d'UM dont 2 milliards des Entreprises Minières, soit 16.4% et 2.3 milliards UM des Autres Industries Manufacturières, soit 18,6%.
- ❖ Les recettes d'exportation des Entreprises Minières ont atteint 270 milliards UM sur un total de 646 milliards d'UM, soit une contribution de 41.8%.
- ❖ L'Etat a remboursé plus de 900 millions d'UM de dettes, pendant que les sociétés ont reversé plus d'un milliard au reste du monde. Le Reste du Monde (RDM) tire ses revenus des importations. Ses dépenses sont constituées des exportations, des revenus nets de facteurs ainsi que des transferts nets courants qu'il verse aux agents résidents privés.

- ❖ Pendant que les entreprises ont épargné 300 milliards, les ménages se sont endettés à 78 milliards. L'épargne qui représente la différence entre revenus et dépenses montre que le pays a un besoin de financement de 164 milliards d'UM.

Compte des finances publiques : Au cours de la période 2006-2010, la politique budgétaire avait été considérée comme un enjeu majeur avec un triple objectif de consolidation des acquis, de maîtrise des dépenses publiques et d'amélioration du ciblage et de l'efficacité des dépenses publiques.

Le renchérissement des produits alimentaires et pétroliers et le ralentissement économique mondial, conjugués avec la crise politique intérieure, ont entraîné un recul de la production et une détérioration sensible de la position budgétaire. Le déficit budgétaire de base hors pétrole est passé à 7,7 % du PIB non pétrolier en 2008, contre 2,2 % en 2007. Les efforts d'ajustement des dépenses n'ont pas été à la mesure de la baisse des recettes et le déficit budgétaire de base hors pétrole, quoique plus faible, est resté encore élevé en 2009, atteignant 5,3 % du PIB non pétrolier. Les ressources étant limitées, le Gouvernement a utilisé l'allocation de DTS pour combler en partie l'écart de financement budgétaire.

Comptes extérieurs : Le niveau élevé des cours mondiaux a dopé les recettes de la SNIM tandis que les exportations de produits halieutiques se sont légèrement redressées. Ajoutées à la croissance modérée des importations non liées au secteur pétrolier (excluant les flux liés à l'investissement direct étranger-IDE), ces tendances positives ont contribué à améliorer le solde extérieur courant, malgré la forte augmentation de la facture pétrolière (Subvention du carburant, voir encadré 1). Le maintien de flux élevés d'IDE a couvert les importations de biens d'équipement des industries pétrolières et minières naissantes. La crise financière mondiale n'a pas eu de retombées directes sur le pays car le secteur financier est relativement isolé des marchés internationaux. Le déficit des transactions courantes est de 12,7 % en 2009, contre 15,7 % en 2008.

Agrégats monétaires : Pour accompagner le Programme Spécial d'Intervention (PSI : voir encadré 2), la BCM abaisse son taux directeur de 12 à 9 % en novembre 2009, mais les taux d'intérêt réels sont toutefois restés positifs. La masse monétaire au sens large a augmenté de 15,2 % sous l'effet de la monétisation de l'allocation additionnelle de DTS, tandis que la croissance du crédit au secteur privé a ralenti pour se situer à environ 4 % en 2009 et le taux de change effectif réel s'est déprécié de 3 % contre 5,8% en 2008. (Source FMI).

Développement des Infrastructures économiques : Bien que des progrès aient été accomplis dans l'application du programme de réformes structurelles, surtout dans le domaine de la gestion des finances publiques et de la libéralisation du marché des changes, ainsi que dans le secteur bancaire et dans le volet de la gouvernance, il subsiste d'importantes insuffisances. L'investissement privé est encore faible, l'économie reste vulnérable aux chocs des produits de base, et une infrastructure limitée ainsi qu'un climat des affaires peu favorable continuent d'entraver la croissance économique. L'exploitation du principal gisement pétrolier de Chinguetti a débuté en 2006 mais a immédiatement connu de grosses difficultés techniques qui ont entraîné une chute de la production, qui est passée de près de 75.000 barils par jour au début de 2006 à 30.000 barils à fin 2006 et a continué de diminuer pour se situer à seulement 10.000 barils par jour en 2009 et ne pas dépasser 7.500 barils par jour en 2010. Par ailleurs, le renchérissement des produits alimentaires et pétroliers et le ralentissement économique mondial, conjugués avec la crise politique intérieure, ont entraîné une contraction de l'activité économique et une baisse des recettes. Alliée à l'accroissement de la masse salariale, cette situation a compromis les performances budgétaires, limitant la capacité du gouvernement à répondre aux demandes pressantes d'infrastructure et de services sociaux de base.

Encadré 1 : Subvention du carburant

Depuis 2001, le système qui continue de prévaloir est celui de la « marge correctrice ». Le fonctionnement est le suivant : le prix au détail est fixé par l'Etat. Mais le décret de 2001, qui fut l'objet d'un accord passé entre distributeurs et Etat, prévoit que le prix imposé par l'Etat est comparé à un prix théorique, lequel reflète à la fois les coûts des distributeurs et les fluctuations des cours internationaux. Si le prix au détail que l'Etat impose est supérieur à ce prix théorique, les distributeurs sont considérés percevoir une marge trop importante, et ils doivent reverser la différence sur le Fonds national pour les hydrocarbures (FNH) ; si le prix au détail est inférieur à ce prix théorique, les distributeurs sont jugés « perdants » et le fonds leur est donc redevable des sommes correspondantes. La « formule » de calcul de ce prix théorique est stipulée par le décret de 2001, et elle est faite pour traduire les coûts réels des distributeurs. Cette formule est faite pour que les compagnies compensent les périodes de gain et de pertes au cours du temps, tout en étant évidemment globalement bénéficiaires. Et le fait qu'il y ait des périodes d'écart n'est pas problématique, tant qu'elles ne sont que temporaires. Ainsi, pendant longtemps, les prix de vente furent avantageux pour les compagnies, se situant au-dessus des prix théoriques ; mais celles-ci n'ont jamais alimenté le fond. En revanche, lorsque les cours internationaux ont fortement augmenté, à partir de 2004/2005, les compagnies ont immédiatement dénoncé les pertes qu'elles réalisaient, demandant des ajustements, voire des versements compensatoires de l'Etat, alors que théoriquement ces compensations devaient être réalisées grâce aux sommes épargnées plus tôt sur le Fonds... mais que ces compagnies n'avaient jamais versées.

Lorsque le gouvernement décida de faire baisser les prix, en 2008, il devait théoriquement s'assurer que les prix futurs compenseront ces prix bas, ou qu'il versera une compensation aux compagnies, mais cette compensation aurait dû être négociée. Sur le plan international, il y a une baisse des cours en 2009 qui dispense de verser des sommes aux compagnies puis à partir de 2010, on constate un alignement des prix à la pompe avec les cours internationaux. C'est ce qui explique les hausses opérées par le gouvernement courant 2010. A ce moment, le Gouvernement n'envisage plus de « subventionner » les prix et se dirige vers un alignement progressif (neuf augmentations ont lieu en 2010). Et pourtant, les compagnies continuent de réclamer des compensations auprès de l'Etat, jugeant qu'elles sont perdantes. Les prix imposés par l'Etat sont théoriquement inférieurs à ceux du marché, sans perspective de baisser à nouveau. Pour 2011, le Gouvernement hésite à ajuster intégralement les prix des carburants alors que les cours internationaux restent élevés pendant longtemps, provoquant ainsi d'importantes pertes pour les sociétés pétrolières. Les montants en jeu négociés s'élevaient à 12 milliards d'UM pour 2011 qui ont été alloués par les autorités à travers un décret d'avance voté en août et mis en œuvre en septembre 2011, somme reversée aux sociétés de distribution de carburant pour « compenser leurs pertes au cours de l'année 2011 pour avoir supporté 56 UM pour chaque litre vendu à la pompe. En réalité, lorsque le gouvernement annonce 12 milliards de subventions pour l'année 2011 à mettre à l'actif de sa politique sociale, c'est qu'il a fini par céder dans un bras de fer commercial avec les pétroliers et que de telles subventions n'ont jamais été décidées, mais que le FMI l'a forcé à céder, grâce aux pressions de certains lobbies. On comprend alors pourquoi le prix à la pompe ne baisse pas actuellement pendant que les cours ont chuté de 50%. Cependant, le Pouvoir compte mettre en place le mécanisme de tarification qui va plafonner à 3 % l'ajustement des prix intérieurs des carburants. Cela aidera à atténuer l'impact éventuel d'une augmentation brutale des cours internationaux sur les prix intérieurs des carburants et sur l'inflation de manière plus générale, d'autant que les dispositifs de protection sociale contre la volatilité des prix énergétiques et alimentaires, ciblés en faveur des pauvres, ne sont pas encore opérationnels.

Axe 2

Le deuxième plan d'actions, pour la période 2006-2010, a été élaboré sur la base des enseignements tirés de la mise en œuvre du précédent. Ce plan d'action a fait l'objet du cinquième Groupe Consultatif pour la Mauritanie en décembre 2007, avec comme support un Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2008-2010 d'un coût global de 1 261 milliards UM, dont près de 93% seront financés sur ressources propres. Il s'inscrivait pleinement dans une optique d'accélération de l'atteinte des OMD.

L'effort d'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres y est affirmé et reposait désormais sur la conduite de politiques intégrées et coordonnées. Des mesures fortes sont proposées dans les domaines porteurs de croissance (Mines, pêches et tourisme) désormais soutenus par ceux de l'agriculture et de l'élevage, ciblés pour élargir les domaines de compétitivité extérieure de l'économie. En outre, des programmes ciblés intégrés sont entrepris en faveur des zones et des catégories de populations les plus pauvres et des programmes de filets de sécurité sont conçus pour venir au secours des personnes les plus démunies.

De façon générale, ce second plan d'actions du CSLP visait une meilleure valorisation des potentiels de croissance dans les politiques sectorielles. Il s'agissait de minimiser et d'éviter les risques d'éviction (ressources, financières, humaines, institutionnelles, etc.) au profit du secteur pétrolier. Car en effet, le lancement du second plan d'actions du CSLP a coïncidé avec le démarrage de l'exploitation pétrolière et l'espoir de lever ou du moins de desserrer les contraintes qui pesaient sur la réalisation des projets structurants d'infrastructures et d'équipements. Les estimations de l'époque tablaient sur une production annuelle initiale de 15 millions de barils en 2006 qui devait croître pour atteindre 52,4 millions de barils en 2010. Les revenus tirés des exportations étaient, quant à elles, estimés à 289 millions US\$ en 2006 et devaient atteindre 1,8 milliards US\$ en 2010, soit respectivement 76 milliards et 487,3 milliards UM. C'est cela qui a justifié que la gestion du secteur pétrolier, dans ses différents aspects, ait constitué une question à la fois centrale et transversale du CSLPII.

L'analyse du bilan de la mise en œuvre du CSLP II montre qu'au cours de la période 2006 – 2010, la Mauritanie a enregistré des progrès importants dans plusieurs domaines. Cependant les résultats atteints sont nettement en deçà des prévisions.

En effet, le recul prononcé de la production pétrolière a donné lieu à une révision majeure des perspectives macroéconomique du pays et à la réduction du programme d'investissement public programmé. L'éloignement de la perspective d'une économie pétrolière a d'autant été ressenti que les crises internationales alimentaires, énergétiques et financières se sont succédé au cours de cette période pour fragiliser davantage une économie « sous perfusion ».

La mise en œuvre du CSLP II s'est également heurtée à un certain nombre de contraintes d'ordre technique parmi lesquels : (i) la faiblesse de cohérence et/ou de conformité des différents outils de programmation en vigueur (Budget, PIP, CDMT) entre eux d'une part et vis-à-vis de la programmation du CSLP d'autre part; (ii) les insuffisances du système d'information statistique et la faiblesse des capacités de planification, de suivi et d'évaluation au niveau des différents départements; (iii) le manque d'appropriation du processus par les départements sectoriels; et (iv) le faible niveau d'exécution des actions et mesures programmées et l'importance de la mise en œuvre d'actions non prévues.

Malgré ces difficultés, un nombre important de réalisations ont été accomplies, sur les ressources propres de l'État, particulièrement dans les domaines des infrastructures et des services de base au profit des populations les plus pauvres. Ces réalisations ont été permises grâce aux performances des secteurs moteurs de l'économie.

Le **secteur des Mines** regorge de potentialités et avec environ 12 millions de tonnes exportées en 2008, le pays s'est classé deuxième exportateur de fer d'Afrique. Au cours de cette période, les activités ont porté sur : (i) le démarrage en 2007 de l'exploitation de la mine de cuivre du Guelb Moghrein (Akjoujt) avec une production annuelle d'environ 120000 tonnes de concentré à 25% Cu et de celle de l'or de Guelb El Gaicha (Tasiast) avec une production annuelle d'environ 120000 onces, (ii) la réalisation des levés géologiques au 1/500.000e sur l'ensemble du territoire et au 1/200.000e sur 50% du territoire, (iii) la création d'une unité du cadastre, d'un SIGM et d'un SIGE, (iv) l'attribution de 136 titres miniers (dont 6 pour l'exploitation), (v) la réalisation d'une étude pour le montage d'un projet de pelletisation du minerai de fer « projet El Aouj », (vi) l'adoption d'une nouvelle stratégie pour l'amélioration de la productivité de la SNIM (projet de l'atelier des spirales, construction d'une nouvelle centrale électrique à Zouerate, extension du port minéralier de Nouadhibou et renouvellement des équipements miniers), (vii) la finalisation du plan stratégique de développement des ressources minérales du pays en 2006, et (viii) l'appui au développement des communes des zones minières (adduction d'eau potable à Choum en Adrar et financement de microprojets de développement local dans le couloir Nouadhibou-Zouerate).

Au niveau du **secteur des pêches**, la filière pêche industrielle a exporté annuellement, environ 800.000 tonnes de poissons et la pêche artisanale a assuré quant à elle une production de 80 000 tonnes/an. Les retombées de ces activités, bien qu'insuffisantes, ont laissé aux autorités publiques une marge de manœuvre dans le choix et l'orientation des investissements publics.

Au cours de la période 2006-2007, les efforts se sont focalisés durant la période 2006-2007 sur : (i) la préparation d'un plan d'aménagement et de développement de la pêche artisanale et côtière, (ii) l'amélioration de la surveillance par le contrôle en rade des navires (iii) l'adoption d'un plan d'aménagement pour la pêche du poulpe et l'élaboration d'un plan d'aménagement pour la pêche crevettière (iv) l'adoption du code ISPS pour la sûreté des installations portuaires, (v) la mise en œuvre du plan directeur d'aménagement du littoral mauritanien ; (vi) la mise en place d'un crédit maritime, (vii) la mise aux normes de l'école nationale d'enseignement maritime et des pêches (ENEMP) (selon la convention STCW-95), (viii) la signature de la convention collective maritime, (ix) le dragage l'EPBR (Port artisanal de Nouadhibou), (x) l'achèvement de la construction des Centres d'animation sociale et de formation aux métiers de la pêche artisanale et continentale, (xi) mise en place de l'Office national d'inspection sanitaire des produits de la pêche et de l'aquacultures (ONISPA), et (xii) la tenue des états généraux du secteur des pêches.

Dans le domaine **du tourisme et de l'artisanat**, les principales activités réalisées ont concerné le renforcement du cadre juridique à travers : (i) le rétablissement du pays dans son statut de membre à part entière du Comité de coordination du développement et de la promotion de l'artisanat africain (CODEPA) dont il est membre fondateur, (ii) la création de la chambre nationale de l'artisanat et des métiers et l'élaboration d'un projet de décret relatif au classement au domaine public et au mode de gestion du site de la foire nationale, (iii) le rétablissement de la Mauritanie dans son statut de membre à part entière de l'organisation mondiale du tourisme (OMT), (iv) l'actualisation et la validation de la stratégie nationale pour le développement du tourisme (SNDT), et (v) la déconcentration des services de l'office national du tourisme (ONT).

Infrastructures de transport

Dans le secteur des infrastructures de transport, des avancées significatives sont relevées dans les domaines de désenclavement des populations et de l'amélioration de la desserte dans les différentes régions du pays. Les efforts ont concerné tous les modes de transport en tant que soutien à la croissance et aux efforts de développement.

Au niveau du **transport terrestre**, les principales réalisations ont concerné : (i) la poursuite des travaux d'extension et de modernisation du réseau routier à travers: la construction des routes : Rosso-Boghé (Boghé- M'Bignik, 102 KM), PK 32-M'Bignik (Rosso-Boghé), Kaédi-M'Bout-Sélibaby-Gouraye et la bretelle de Dar El Barka (350 KM), (ii) l'amélioration de l'entretien routier par le renforcement des moyens financiers de l'ENER dans le cadre des contrats programmes Etat/ENER, et (iii) le renforcement des capacités à travers: la mise en place d'une Stratégie nationale de la sécurité routière, la mise en vigueur du code de la route, la réalisation de l'étude multimodale des transports et la validation du plan sectoriel des transports terrestres 2006-2015. En ce qui concerne le transport ferroviaire, la principale action concerne la signature en 2007 d'un mémorandum d'entente pour la réalisation du projet de construction de la voie ferrée Nouakchott-Kaédi, dans le cadre d'un partenariat public-privé.

En matière de **transport aérien**, les efforts ont porté sur : (i) la réhabilitation de l'aéroport international de Néma et le démarrage de celle des aéroports de Sélibaby et de Nouadhibou, (ii) la réalisation des études d'exécution du futur aéroport international de Nouakchott et de réfection de son aéroport actuel, (iii) la mise aux normes OACI de l'agence nationale de l'aviation civile, et (iv) la création d'une nouvelle compagnie aérienne (Mauritania Airways).

Quant au **transport maritime et fluvial**, les principales actions menées concernent la réalisation de l'étude de faisabilité des travaux d'extension du port de Nouakchott et l'élaboration des TDR d'une étude d'un schéma directeur de la baie de Nouadhibou pour en faire un pôle de développement intégré.

Energie

L'approvisionnement en électricité a été amélioré grâce à des investissements réalisés par la SOMELEC en vue d'augmenter la capacité de production et d'étendre les réseaux de distribution des principales villes en vue de satisfaire la forte demande émanant des différentes couches de la population.

Les activités réalisées ont permis : (i) le renforcement des capacités de production d'électricité à Nouakchott de 30% et la résolution du problème de l'offre d'électricité à Nouadhibou, (ii) l'achèvement de l'électrification de 15 chefs-lieux de Moughataa, (iii) le démarrage de l'électrification de la zone Rosso-Boghé, (iv) le démarrage du programme d'électrification de la zone Gouraye-Selibaby, (v) l'achèvement des travaux d'électrification des 6 villes, et (vi) la réalisation de projets d'électrification solaire en Adrar, au Trarza, au Brakna, en Assaba et en Inchiri.

Plus spécifiquement, les actions menées en matières d'énergie électrique aux niveaux de Nouakchott et Nouadhibou ont abouti à l'amélioration immédiate de l'offre a été recherchée à travers l'installation d'une seconde centrale de 40 MW (Centrale SOGEM de 40 MW dite Aggreko Phase 2) à Nouakchott et la réhabilitation des groupes de la centrale de la raffinerie de la SOMIR supervisés par la SOMELEC à Nouadhibou. Quant à la sécurisation durable de l'offre, les principales mesures ont porté sur la finalisation du financement des projets suivants : (i) l'extension de la centrale d'Arafat d'une puissance supplémentaire de 40 MW, (ii) l'étude de la réalisation d'une centrale à gaz à Nouakchott, (iii) l'installation à Nouakchott d'une puissance de 7 MW prévus initialement à Nouadhibou, et (iv) la réhabilitation de la centrale de Nouadhibou. A ces actions, s'ajoute la finalisation de l'électrification de la zone de relogement de la Kebbe d'El Mina à Nouakchott²³.

Développement urbain

En matière de développement urbain, les pouvoirs publics se sont également attelés à la réhabilitation/restructuration des quartiers précaires de Nouakchott et Nouadhibou en vue d'offrir des conditions décentes de vie à de nombreux ménages en leur garantissant l'accès à l'eau potable, à l'électricité et aux services urbains de base. Plusieurs activités ont été conduites dans les divers domaines.

En matière d'urbanisme, les activités conduites ont concerné :

- La poursuite de la restructuration des quartiers précaires de Nouakchott (Arafat -11 A et 11B) : installation et réinstallation de 3800 ménages dont 1600 en zone de relogement et ouverture des 38 voies avec apprêtement et équipement des zones de relogement,
- la restructuration des quartiers précaires de Haye Saken - 4605 ménages réinstallés dont 3850 in situ et 755 en zone de relogement - et de Nouadhibou - apprêtement et équipement de la zone d'accueil et relogement des populations,
- l'Achèvement de l'opération Kebba Elmina.;
- La finalisation et la validation des études techniques pour la protection des villes inondables ;
- Le lancement du programme de rénovation de la ville de Tintane par le lancement de plusieurs chantiers (habitat, équipement collectifs, voirie, réseaux eau et électricité, ...)
- L'élaboration des textes d'application du Code d'Urbanisme, notamment le Règlement Général d'Urbanisme (RGU) ;
- La finalisation de l'actualisation du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) de Nouakchott et de Nouadhibou ainsi que l'élaboration de ceux des autres capitales régionales ;
- L'élaboration des schémas de structure des 11 capitales régionales ;
- La finalisation et la validation de l'étude relative au plan d'aménagement du centre-ville de Nouakchott ;
- Validation et mise en œuvre de l'étude sur l'Observatoire Urbain.
- La conception et mise en œuvre du programme de rénovation et de modernisation de la ville de Rosso ;
- Le géo référencement des plans et parcellaires à Nouakchott et l'élaboration des Plans locaux d'Urbanisme de Tevragh-Zeina et du Ksar ;
- Elaboration du Plan d'urbanisme de la zone du littoral de NKC ;
- Etude du plan d'aménagement de la zone du nouvel Aéroport ;
-

Dans le domaine de l'**Habitat**, les activités conduites ont porté sur

- (i) La commercialisation du programme pilote de 1485 parcelles viabilisées à Nouakchott ;

²³ : Rapport de mise en œuvre du CSLP II au cours des années 2006 et 2007, juin 2008, page 15

- (ii) La réalisation à Nouakchott et Nouadhibou de 5200 modules habitat social destinés à améliorer l'habitat des populations démunies ;
- (iii) L'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de l'habitat accompagnée d'un mécanisme de financement de l'Habitat ;
- (iv) Attribution de 32000 microcrédits ;
- (v) Le lancement d'un Programme de 4000 modules habitat ;
- (vi) La révision de la loi sur la promotion immobilière ;
- (vii) Production de 5200 parcelles à NDB ;
- (viii) Viabilisation de 304 parcelles à NKTT
- (ix) Viabilisation de 374 parcelles à NDB ;
- (x) Finalisation Programme 1002 logements à Nouakchott.

Dans le domaine du **Bâtiment** les réalisations suivantes ont été accomplies :

- Elaboration du plan stratégique de développement des bâtiments administratifs ;
- Poursuite de la réalisation du programme en maîtrise d'ouvrage déléguée (construction ou achèvement d'un immeuble administratif R+5, des sièges de l'Hôtel de ville de la CUN, de la DGSN et du palais de justice de Nouadhibou) ;
- Poursuite de la réalisation du programme en maîtrise d'ouvrage directe de construction de la Cour Suprême et du palais de justice de Kiffa ;
- Construction des bâtiments administratifs devant abriter la Primature et le Ministère des affaires étrangères sur financement chinois (14000 m2) ;
- La mise à jour de la série Nationale des Prix des intrants de la construction ;
- La mise en œuvre de la Stratégie de levée des goulots d'étranglement du secteur des BTP ;
- L'élaboration d'un programme de pôles modernes et opérationnels destinés à abriter, chacun, un ensemble de ministères « apparentés » ;
- La construction des locaux de la chancellerie de Madrid ;
- La mise en place du Texte organisant la Profession de l'Architecte ;
- La vulgarisation du Règlement général de la construction ;
- La construction des Complexes scolaires de Legatt et Dar El Barka ;
- La construction des Antennes de Kinésithérapie de Néma et Kiffa, Magasin de Stockage CHN Nouakchott ;
- La construction de plusieurs complexes administratifs (Siège de la Direction Générale des Douanes, 3 inspections-perceptions, villa de Passage à Rosso, Réhabilitation résidences Walis mouçaïd à Rosso...).

Dans le cadre des **technologies de l'information et de la communication**, les avancées ont permis à la couverture en télécommunications de passer de 14 à 57 localités, entre 1999 et 2007. Une grande partie des principaux axes routiers est désormais couverte (2 500 km sur 8 axes routiers). Sur la période 1999-2006, la télédensité est passée de moins de 1% à 36.2%. Cette nette amélioration de l'offre s'est accompagnée d'une réduction des coûts d'accès et des tarifs des services. Les services postaux ont été améliorés par l'extension de la couverture du territoire, avec une présence de l'Administration de la Poste dans l'ensemble des chefs-lieux de wilaya et dans douze chefs-lieux de Moughataa.

Sur le plan institutionnel, des réformes ont été entreprises et ont concerné (i) l'abrogation de l'article 73 de la loi 99-019 du 11 juillet 1999, relative aux télécommunications, autorisant la fusion de Mauritel SA et Mauritel Mobile, (ii) le lancement du projet de connectivité à fibres optiques entre Nouakchott et Nouadhibou, (iii) le lancement des opérations commerciales d'un 3ème opérateur, (iv) le lancement sur le marché national par un opérateur privé de nouveaux produits pour la fourniture des services Internet sans fil, et (v) la coordination avec l'APAUS de la révision de la stratégie pour la desserte des zones non couvertes par les services TIC.

Eau et assainissement

En matière d'accès à l'eau potable, les progrès sont justifiés par la conduite de projets et programmes ambitieux destinés à assurer, dans la durée, le ravitaillement des populations sur une partie importante du territoire. Ces grands projets structurants sont complétés par de petits programmes ciblés de forages et de réalisation d'AEP à l'intention des petites localités isolées. Ce sont ces efforts qui ont permis de conserver

voire d'améliorer les résultats des indicateurs de suivi du CDMT pour le secteur Hydraulique et Assainissement. La proportion de ménages ayant accès à une source d'eau potable (urbain & rural) a évolué de 28% en 2004 à 52% en 2010, tandis que la proportion de ménages ayant accès à un système d'assainissement amélioré est passée de 19,7% à 32% entre ces mêmes dates.

Bien que cette période ait correspondu à une phase d'expérimentation d'une nouvelle approche (recherche de l'élargissement des domaines de compétitivité extérieure de l'économie. Mise en œuvre de programmes ciblés en faveur des zones et des catégories de populations les plus pauvres et développement de programmes de filets de sécurité pour venir en aide des personnes les plus démunies), elle a permis de tirer d'importantes leçons qui couvrent plusieurs domaines. L'amélioration des performances du CSLP et de l'impact de ses activités implique nécessairement de :

- ❖ Remédier au caractère dual de l'économie. Elle comprend d'une part une branche moderne (mines, industries extractives et pêche), structurée, moteur de la croissance, largement dépendante des exportations, à caractère peu redistributif et une économie de subsistance (essentiellement basée sur l'agriculture pluviale, l'élevage, la pêche artisanale côtière et continentale) d'autre part. Cette dernière, qui occupe l'essentiel de la population active, ne couvre pas les besoins alimentaires des populations et ses contre-performances constituent la principale source de la pauvreté rurale. Ces deux branches de l'économie sont faiblement reliées, et il n'existe quasiment aucune passerelle entre elles en termes de facteurs de production, débouchés ou encore d'emplois ;
- ❖ Soutenir le secteur privé pour accroître sa compétitivité : l'absence d'un marché financier approprié au développement des initiatives entrepreneuriales limite la compétitivité du secteur privé. L'accès limité au crédit ajouté au niveau élevé des taux d'intérêt freinent les possibilités d'investissement des PME ;
- ❖ Combler les insuffisances en matière d'infrastructures de soutien à la croissance (transport, énergie, NTIC) : l'absence ou la faiblesse de ces infrastructures se traduit par des limites importantes au développement des échanges, l'augmentation des coûts de production, la faible attractivité du pays pour les capitaux étrangers et la relative faiblesse de la compétitivité de l'économie nationale.

En matière de développement rural, l'analyse de la mise en œuvre du CSLP II a mis en exergue des forces et des opportunités qui ont permis d'enregistrer des progrès mais également des faiblesses qui ont limité l'impact des activités conduites au cours de la période 2006-2010. Le tableau 20 qui suit récapitule cette analyse :

Tableau 20 : Analyse des forces, faiblesses et opportunités du secteur rural

SECTEURS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES
Développement rural	<p>Agriculture :</p> <p>(i) de désenclavement des zones agricoles</p> <p>:(i) l'aménagement et la réhabilitation de 6 300 ha de terres en irrigué; au cours de la période du CSLP II; la production céréalière moyenne a été de 151 000 Tonnes par an; couvrant environ 30% des besoins du pays en céréales; (ii) l'amélioration de l'approvisionnement et de la commercialisation; par le désenclavement des zones de production avec la réalisation de 83 Km</p> <p>de digues; pistes et bretelles; 21 ouvrages et de 5 dalots de désenclavement; l'augmentation des capacités de stockage et le</p>	<p>i) la faiblesse des capacités de planification, de suivi et d'évaluation au niveau des départements liée aux insuffisances du système d'information statistique ;</p> <p>(ii) la faiblesse dans la mobilisation des ressources financières programmées liée à la faible capacité d'absorption ;</p> <p>(iii) l'absence d'un cadre de gestion axée</p>	<p>i) important potentiel de terres irrigables</p> <p>ii) La Mauritanie est aussi un important pays d'élevage ce qui lui garantit déjà l'autosuffisance en viandes rouges</p> <p>iii) Existence de 20.000.000 ha de terres aptes à diverses activités agro-sylvo-pastorales ;</p> <p>iv) D'importantes réserves d'eau souterraine et de surface (le fleuve Sénégal et ses affluents ; 32 milliards</p>

	<p>développement de crédits spécifiques; (iii) la mise en œuvre en 2006-2007; d'un important programme d'appui au secteur dans le cadre du Programme spécial d'intervention (PSI) dont un des volets les plus importants a concerné le secteur irrigué; (iv) le désendettement des paysans opérant dans ce secteur à travers la prise en charge par l'Etat de plus 7 milliards de cette dette en vue d'améliorer la situation économiques des producteurs; (v) la création d'une Société publique de travaux agricoles; (vi) la réalisation d'un programme de protection des cultures contre la divagation des animaux par l'installation de grillages sur 14000 ha à travers l'utilisation d'une main d'œuvre locale rémunérée sur les ressources du projet; (vii) le désenclavement de certaines zones de production par la réalisation de pistes rurales en zone oasienne et d'ouvrages de franchissement hydrauliques dans la vallée ; et (viii) la mise en œuvre de programmes annuels de lutte contre les ennemis des cultures (criquets; sautereaux; sésamie; etc.).</p> <p>C'est ainsi qu'il y'a eu la réalisation de 20 barrages; de 14 seuils de ralentissement; l'exécution de travaux de digues de protection; de confortement de digues et diguettes; de recalibrage de marigots (Kondo; N'Diorol) et la construction de 15;9 Km d'émissaires de drainage.</p> <p>la faible organisation des producteurs; l'insuffisance de leur responsabilisation; l'absence de politique claire en matière de recherche-formation-vulgarisation et des politiques en matière de foncier et de gestion des terroirs.</p> <p>Eleavage :</p> <p>(i) la réalisation d'infrastructures vétérinaires (111 parcs de vaccination; 28 pharmacies vétérinaires; 107 puits pastoraux; 40 réserves pastorales); (ii) la mise en œuvre de programmes de développement de cultures fourragères (production fourragère sur 180 ha); (iii) la mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique (1 528 vaches et 3 200 poulets) ; et (iv) l'organisation des campagnes annuelles de prophylaxie du cheptel avec un taux de couverture vaccinale</p>	<p>sur les résultats (iv) le manque d'appropriation du processus CSLP par les départements sectoriels</p> <p>(v) le faible niveau d'exécution des actions et mesures programmées et la mise en œuvre d'actions non prévues</p>	<p>de mètres cubes dans le bassin du Dhar de Néma; 11 milliards de mètres cubes derrière le barrage de FoumGleita ; etc..)</p> <p>v) Un cheptel estimé (en 2004) à 1.349.870 camelins, 1.354.192 bovins et près de 14.902.400 petits ruminants avec un taux de croissance important</p>
--	--	--	---

	contre les grandes maladies passant de 52% en 2005; 57% en 2006; 77% en 2007; 82% en 2008 et 94% en 2009. D'autres actions ont été lancées ou sont en cours de lancement qui vont améliorer la valeur ajoutée tirée du secteur (marché à bétail central à Nouakchott; abattoir moderne à Néma; usine de lait à Néma etc...);		
--	--	--	--

Au cours de cette période, la poursuite des efforts a permis de conserver voire améliorer les résultats des indicateurs de suivi du CDMT pour les secteurs de l'Agriculture et de l'Elevage :

Tableau 21 : Situation de référence des indicateurs de l'Agriculture et Elevage 2006-2010

Secteur / Indicateur	Situation de référence		Résultats attendus		
	Année	Valeur			Cible
			2008	2009	2010
Agriculture et Elevage					
Volume du crédit agricole octroyé	2007	1659			2867
% des périmètres aménagés mis en exploitation	2006	0,375			0,6
Rendement du riz (Tonnes/ha)	2006	3			5
Nombre d'hectare protégés contre la sésamie	2007	6000			25000
Taux de couverture vaccinale du cheptel	2007	0,5			0,8
Taux d'accès aux services vétérinaires	2007	0,4			0,7
Nombre de litres de lait produits par tête de bétail (vache)	2007	3,5			6
Nombre de litres de lait produits par tête de bétail (chamelle)	2007	3,5			5
Incidence de la Pauvreté en milieu rural	2004	0,59			0,51

Dans le domaine de la Sécurité alimentaire, la mise en œuvre du CSLP II a permis, d'obtenir les résultats suivants :

Tableau 22 : Analyse des forces, faiblesses et opportunités de la sécurité alimentaire

SECTEURS	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES
Sécurité Alimentaire	i) la création de plus de 3500 Stocks Villageois de Sécurité assurant la disponibilité et la proximité des produits alimentaires en milieu rural ; ii) le renouvellement du stock national de sécurité alimentaire ; iii) la mise en œuvre d'un programme de projets de promotion du développement local (réalisation de 256 microprojets de sécurité alimentaire) ; iv) la distribution de vivres aux plus nécessiteux (32000 tonnes) ; v) l'exécution des programmes de filets de sécurité au profit des populations vulnérables (478 AGR) ; vi) la vente subventionnée des	i) la faiblesse des capacités de planification, de suivi et d'évaluation au niveau des départements liée aux insuffisances du système d'information statistique ; (ii) la faiblesse dans la mobilisation des ressources financières programmées liée à la faible capacité d'absorption ; (iii) l'absence d'un cadre de gestion axée sur les résultats (iv) le manque d'appropriation du processus CSLP par les départements sectoriels	i) Disponibilité plus grande chez les bailleurs de fonds de financer les crises alimentaires

	produits de première nécessité dans le cadre du PSI (44 000 tonnes); vii) la mise en œuvre d'un programme de nutrition (465 Centres d'Alimentation Communautaire; 1460 CRENAM et 10 cantines scolaires) ; et viii) la réhabilitation des infrastructures de stockage (20 magasins de 1000 tonnes et 15 de 200 tonnes).	(v) le faible niveau d'exécution des actions et mesures programmées et la mise en œuvre d'actions non prévues	
--	--	---	--

La mise en œuvre des activités retenues pour ce secteur, a permis d'améliorer les résultats des indicateurs de suivi du CDMT pour le secteur de la sécurité alimentaire :

Tableau 23 : Situation de référence des indicateurs de la sécurité alimentaire 2006-2010

Indicateur	Situation de référence		Résultats attendus		
	Année	Valeur			Cible
			2008	2009	2010
Capacités de stockage (en milliers de Tonnes)	2007	54			90
Stock de sécurité (en milliers de Tonnes)	2007	6			9
Nombre d'enfants mal nourris	2007	135640			50000
Nombre de villages disposant de systèmes fiables d'approvisionnement en vivres	2007	1500,0			3100

En matière **d'Environnement**, les efforts entrepris ont permis de conserver voire améliorer les résultats des indicateurs de suivi du CDMT, au cours de la mise en œuvre du CSLP II :

Dans ce domaine, il était recherché au cours de la période 2006-2010, la valorisation du potentiel de croissance et de productivité des pauvres, c'est-à-dire le soutien massif des secteurs qui profitent directement aux pauvres et à leurs zones de concentration. Les investissements publics dans les domaines ciblés devraient réduire les inégalités et améliorer la base des ressources des populations pauvres.

Le développement des activités identifiées devait être soutenu par un effort d'organisation institutionnelle visant à mieux prendre en compte les questions environnementales dans la planification et intensifier les programmes d'information et de sensibilisation. La mise en œuvre du programme retenu pour la période a abouti aux résultats suivants qui justifient une évolution positive des indicateurs:

Tableau 24 : Situation de référence des indicateurs de l'environnement 2006-2010

Indicateur	Situation de référence		Résultats attendus		
	Année	Valeur			cible
			2008	2009	2010
Superficie reboisée par année (en hectares)	2007	961			18000
Directives d'aménagement du littoral élaborées et mises en œuvre	2007	0			4
Nombre d'aires protégées classées	2007	2			9
Nombre d'études et de notices d'impact environnemental réalisées et validées	2007	8			95
Nombre de bases de données thématiques accessibles sur le système d'information environnementale	2007	0			12
Nombre de lois et codes environnementaux promulgués	2007	4			12

Axe 3

Conscient de l'interdépendance entre la réussite des politiques d'accélération de la croissance, l'ancrage de celle-ci dans la sphère économique des pauvres et la nécessité du développement des ressources humaines et de la généralisation de l'accès des pauvres aux services de base, le Gouvernement a maintenu cet axe au centre des priorités du CSLP. Dans ce cadre, le deuxième plan d'actions du CSLP, couvrant la période 2006-2010, a défini onze domaines prioritaires à fort potentiel de réduction de la pauvreté et des disparités. Il s'agit de l'éducation ; l'alphabétisation ; la Formation Technique et Professionnelle ; la santé et la nutrition ; l'hydraulique et l'assainissement ; la promotion de l'emploi ; la politique de population ; la promotion féminine et l'équité de genre l'enfance ; la protection sociale ; et l'accès universel aux services de base.

Education

L'objectif du secteur de l'éducation, pour la seconde phase du CSLP, était de produire un capital humain à même de favoriser le développement économique et social du pays. La réalisation de cet objectif devait se faire à travers la mise en œuvre d'une stratégie qui s'articule autour de :

- ❖ L'amélioration de l'offre éducative par la mise en place d'une nouvelle organisation de l'offre scolaire (publique et privée) plus adaptée à la demande
- ❖ Le renforcement de la qualité de l'enseignement ;
- ❖ L'amélioration de l'efficacité interne et externe afin de fournir une main-d'œuvre hautement qualifiée pour améliorer la productivité du secteur traditionnel, favoriser son développement et pour satisfaire les besoins d'un secteur moderne appelé à s'étendre dans les prochaines décennies ;
- ❖ L'amélioration et le renforcement de la gestion et du pilotage du système éducatif.

La mise en œuvre du CSLP II a été marquée par la poursuite des efforts en matière de construction/réhabilitation d'infrastructures scolaires et de formation, de recrutement et de formation du personnel enseignant.

a) Enseignement fondamental (Sources rapport d'évaluation CSLPII)

L'effectif des élèves a sensiblement augmenté passant de 465 887 élèves en 2005/2006 à 512 998 élèves en 2008/2009, soit un taux de progression de 10% sur la période. Le nombre d'écoles a atteint 3 793 contre 2 980 soit une progression de l'ordre de 8%. La contribution de l'enseignement privé est passée de 7 % en 2006 à 10% en 2009. Le taux brut de scolarisation (TBS) au niveau du fondamental qui était de 96,9 % en 2006 s'est situé à 99% en 2009, dépassant ainsi la cible de 98% prévue en 2010. La parité garçons/filles est légèrement en faveur de ces dernières (50,4%). Le taux de rétention demeure faible car seuls 61% des élèves environ restent jusqu'à la fin du fondamental. La probabilité d'achever le cycle du fondamental est plus forte pour les garçons (42%) que pour les filles (34%). La cible du TBS en 2010 a été atteinte dans toutes les wilayas à l'exception du Gorgol (90,09%) et du Hodh Charghi (86,8%).

b) Enseignement secondaire

Au premier cycle du secondaire, le TBS a baissé, passant de 27,7% en 2006 à 22,9% en 2009 reflétant la même tendance à la baisse observée au niveau du taux de transit entre le fondamental et le secondaire : 56% en 2006 contre 36,7% en 2009. Quant au second cycle du secondaire, il a connu au cours de la même période une régression de 15 % de ses effectifs avec un TBS de 32,8% pour les garçons et 28,4% pour les filles. Il est également observé une baisse de la qualité au niveau de cet ordre d'enseignement, illustrée par la faiblesse des résultats aux examens du BEPC et du Baccalauréat. L'application de la réforme a révélé le manque criant de professeurs de disciplines scientifiques capables d'enseigner en français devant l'augmentation croissante des besoins en nombre de professeurs bilingues du secondaire dont la majorité arabophones produit de la réforme précédente des années quatre-vingt-dix .

c) Enseignement supérieur

Plusieurs réformes ont été introduites, notamment la mise en place du système LMD, la désignation des instances de l'université par mode électif et l'adoption de plusieurs textes réglementaires (statut des enseignants et chercheurs, fonctionnement du Conseil National de l'Enseignement Supérieur, etc.).

Par ailleurs, d'importantes actions ont été réalisées dans le but de favoriser l'enseignement académique local et la formation professionnelle, à savoir :

- ❖ La création d'une faculté de médecine ;

- ❖ La création d'un Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises (ISCAE)
- ❖ La création d'un Institut Supérieur d'Enseignement Technologique à Rosso (ISET) ;
- ❖ Le lancement des travaux de construction du nouveau campus universitaire de Nouakchott.

Au niveau de ce sous-secteur, la parité garçons/filles n'est pas atteinte car ces dernières représentent moins du quart des effectifs. En plus, le manque d'efficacité interne constitue la caractéristique principale de ce cycle d'enseignement, à en juger par les taux d'échecs particulièrement élevés. En effet, plus de trois quarts des étudiants inscrits en 1ère année redoublent et globalement le taux de redoublement de l'Université de Nouakchott pour l'année universitaire 2008/2009 est de 59%.

Sur le plan qualitatif et malgré l'augmentation importante de ses effectifs, l'enseignement supérieur en Mauritanie souffre encore d'une faible efficacité interne et externe. Au niveau de l'efficacité interne, les taux d'échec sont relativement élevés. Quant à l'efficacité externe et malgré l'absence d'informations récentes, les éléments disponibles montrent des taux de chômage élevés parmi les sortants de l'Université de Nouakchott. Les principales contraintes qui freinent encore le développement de cet enseignement dans le pays pourraient être liées à :

- ❖ La faible efficacité du dispositif d'enseignement supérieur L'absence de la recherche scientifique ;
- ❖ Le faible niveau d'équipement des ateliers et laboratoires,
- ❖ Le peu d'implication du secteur privé pour développer l'enseignement supérieur.

L'alphabétisation et l'enseignement originel

a. Alphabétisation :

Si la situation de l'alphabétisation a connu une évolution positive au cours des dernières années reflétée par l'amélioration du taux d'alphabétisation global (61,5% en 2008 contre 57,5% en 2004), il n'en demeure pas moins qu'elle reste en deçà des espoirs.

Sur le plan de l'équité, des disparités réelles continuent à être observées entre les hommes et les femmes (70,3% et 54,4%, respectivement) et entre les milieux de résidence (73,3% en milieu urbain contre 50,3% en milieu rural).

Cependant, l'intensification des efforts aussi bien en amont (enseignement fondamental) qu'en aval (personnes en activité n'ayant pas été alphabétisées) permettront certainement de gagner en performance contre ce fléau qui touche encore une bonne partie de la population active du pays.

Au cours de la période 2006-2010, les réalisations ont porté sur :

- ❖ La mise en œuvre d'un vaste programme de campagnes de sensibilisation et de séances d'alphabétisation au profit de dizaines de milliers de personnes (40 250 adultes ont été alphabétisés) ;
- ❖ La construction de plus de 1 600 salles de classe d'alphabétisation ;
- ❖ La mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation par les médias ayant touché plus de 6100 adultes dont 97% de femmes, en plus d'un programme spécifique d'alphabétisation de 1000 femmes.

b. Enseignement originel

Dans le domaine de l'enseignement originel, le pilotage du secteur a enregistré de bons résultats notamment

- ❖ Le renforcement du cadre réglementaire organisant le waqf et l'aumône obligatoire et (projets de décrets élaborés, (construction d'échoppes au marché d'El Mina, redynamisation de l'unité d'édition, élaboration de requêtes) ;
- ❖ La réalisation d'une étude sur la restructuration de l'ISERI pour l'instauration, entre autres, mesure du système LMD.
- ❖ En matière de formation technique et professionnelle, l'amélioration de la gouvernance du système de la FTP a permis les réalisations suivantes :L'amélioration de la capacité d'accueil des établissements de formation ;
- ❖ La rénovation des équipements de plusieurs filières de formation ;
- ❖ La formation de dizaines de formateurs et de personnels d'encadrement ;
- ❖ La réalisation et l'équipement, en cours par la SNIM, d'un centre de formation technique et professionnelle ;
- ❖ L'élaboration de plus de 24 programmes de formation suivant l'APC ;
- ❖ L'expérimentation de l'implantation de ces nouveaux programmes a été achevée au niveau du BT dans le secteur tertiaire et est en cours de généralisation pour le niveau du CAP ;
- ❖ La mise en place d'un jumelage autour de l'implantation de la démarche qualité ;

❖ La formation continue au profit de plus 2 700 personnes.

Dans le domaine de la santé, 67% des populations ont accès à une structure de santé dans un rayon de 5 km, avec une répartition spatiale inégale : 98% à Nouakchott, contre 52% au Hodh El Gharbi (couverture de qualité au HEG avec infrastructure de base assez complète).

Face à cette situation, d'importantes stratégies ont été développées en matière de couverture sanitaire, de forfaits obstétricaux, des stratégies mobiles de vaccination en vue de réduire substantiellement la proportion des populations n'ayant pas un accès facile à une structure de santé et qui vivent généralement dans des zones rurales pauvres, éloignées ou enclavées.

La couverture sanitaire a été renforcée par des infrastructures importantes dans le but de consolider les acquis en infrastructures au cours du CSLP I, comme :

- ❖ La construction d'un hôpital régional à Zouerate et de 33 postes de santé ;
- ❖ La réhabilitation de 8 postes de santé ;
- ❖ L'équipement de 4 hôpitaux régionaux et de 45 postes de santé ;
- ❖ La création de trois centres hospitaliers spécialisés (CNC, CNO, CHME), la transformation de quatre hôpitaux régionaux en centres hospitaliers régionaux pour renforcer leur autonomie de gestion.

A cela, s'ajoute la fourniture des moyens de communication pour les postes de santé et du matériel roulant (ambulances, véhicules légers et tout-terrain).

Cependant, la situation de la lutte contre la maladie se caractérise par l'absence d'une stratégie efficace de développement de services de qualité à même de soulager rapidement les souffrances des malades, notamment les enfants et les femmes enceintes. Cette situation se traduit par un manque de confiance dans le système de santé qui se traduit entre autres par le faible niveau de fréquentation des structures de santé (0,6 contact par personne et par an selon les données SNIS) d'où le recours de plus en plus fréquent d'une partie des malades, soit à une structure sanitaire à l'étranger, soit à la médecine traditionnelle pour les catégories essentiellement pauvres. Il y a lieu de noter ici les limites des programmes nationaux de santé de lutte contre les maladies prioritaires et l'énorme retard pris dans la mise en œuvre complète de l'approche communautaire comme étant une alternative pour résoudre certains problèmes de santé publique dans les zones rurales, enclavées et qui ne disposent pas de formations sanitaires.

Au niveau de l'amélioration de la performance du secteur, les principales actions entreprises sont :

- ❖ L'élaboration et l'adoption d'un plan d'actions triennal pour 2010 -2012 ;
- ❖ La formulation du plan d'actions pour l'atteinte des OMD ;
- ❖ La revue du CDMT 2009-2011 ;
- ❖ L'organisation des revues annuelles du secteur et du renforcement de la supervision et du contrôle des actions.

L'analyse de la situation sanitaire du pays montre la persistance de taux élevés de mortalité maternelle, infantile et infanto-juvénile, respectivement 686 pour 100.000 naissances vivantes, 122‰ et 77‰. Ainsi, et selon les conclusions du rapport national de suivi des OMD publié en 2010 et au rythme de l'évolution actuelle des indicateurs, seul l'OMD relatif à la lutte contre le VIH/SIDA peut être atteint à l'échéance de 2015 moyennant des efforts soutenus. Par contre, il est impossible que les cibles visant à «réduire la mortalité des enfants et améliorer la santé maternelle » soient atteintes en 2015. Plusieurs défis pourraient être évoqués à côté des insuffisances de performances du système de santé dont on peut citer : la faible densité de la population (3H/Km²), la sédentarisation anarchique, enclavement, dysfonctionnement et insuffisance de la qualité des services SR, démotivation du personnel de santé et manque de stratégies innovatrices adaptées aux contextes socioculturels.

Dans le domaine de la nutrition, les principales réalisations ont concerné (Sources CSLPII):

Le développement d'un programme national de nutrition communautaire et la mise en œuvre d'un programme national de changement de comportement en matière de nutrition communautaire; il s'agit de l'ouverture de 194 centres de nutrition communautaires (CNC) au niveau de sept wilayas du pays de haute prévalence de la malnutrition au bénéfice de 9 857 femmes enceintes et de 12 504 femmes allaitantes. Ces CNC ont permis le suivi de la croissance de plus de 18 693 enfants.

Cette dynamique a été renforcée par :

- ❖ L'élaboration et la validation d'une stratégie nationale de communication nutritionnelle pour le changement de comportements ;

- ❖ La création du Conseil National de Développement de la Nutrition et de son Comité Technique Permanent et les commissions régionales;
- ❖ Le renforcement des capacités humaines des coordinations régionales en matière de nutrition et de communication (recrutement de 14 spécialistes en nutrition et communication et formation de 194 agents de nutrition) ;
- ❖ La mise en œuvre du programme conjoint d'accélération de la prise en charge de la lutte contre la malnutrition dans le Sud-est ;
- ❖ La mise en œuvre du protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë, de la stratégie nationale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et des directives de suppléments en vitamine A.

Des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté ont été mis en œuvre pour accompagner les actions sur le long terme et accélérer les effets de la lutte énergique contre la pauvreté. Elles sont généralement mis en œuvre par des administrations de mission (Commissariats, ANAIR etc.) au profit de groupes de populations vulnérables et sensibles (les populations démunies, les mendiants, les diplômés, les rapatriés etc.).

Le plan d'actions du CSLP pour la période 2006-2010 mettait l'accent sur le recentrage de ces programmes basé sur quatre principes directeurs essentiels : (i) le ciblage ; (ii) l'approche intégrée ; (iii) l'approche participative ; et (iv) le recours systématique à la délégation de maîtrise d'ouvrage.

Les programmes mis en œuvre durant la période 2006-2010 ont permis :

- ❖ La réalisation d'infrastructures sociales et communautaires (santé et éducation) ;
- ❖ Un meilleur accès aux services de base (eau potable, électricité) ;
- ❖ La réalisation d'infrastructures hydrauliques et de désenclavement ;
- ❖ L'insertion des jeunes diplômés ;
- ❖ Le financement d'activités génératrices de revenus ;
- ❖ L'assistance aux populations vulnérables (mendiants, handicapés, réfugiés, personnes touchées par les séquelles de l'esclavage...) ainsi que l'assistance aux populations sinistrées.

L'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes se sont déroulées généralement selon une approche participative impliquant l'ensemble des acteurs centraux, régionaux et locaux (départements, administration territoriale, élus, société civile, bénéficiaires, partenaires au développement) à tous les niveaux du cycle de projets.

En matière de politique de population, les objectifs retenus dans le CSLP II étaient de :

- ❖ Réduire l'indice synthétique de fécondité de 4,7 à 4,2 ;
- ❖ Renforcer les capacités de mise en œuvre et de suivi de la déclaration de politique de population ;
- ❖ Assurer un développement régional harmonieux favorisant la fixation des populations dans leurs terroirs,
- ❖ Réduire les inégalités entre genres.

Dans ce cadre, il est observé la lenteur dans l'évolution des principaux indicateurs de population, notamment l'indice synthétique de fécondité et le taux d'usage de la contraception qui sont quasiment stables depuis une dizaine d'années : le premier était de 4,6% en 2007, contre 4,7% en 2000 ; le deuxième progresse légèrement mais reste à un niveau parmi les plus bas au monde : 9,3% en 2007 contre 5,1% en 2000.

Dans le domaine de la culture, de la jeunesse et des sports les principales réalisations ont concerné:

- ❖ La promulgation d'une loi de protection du patrimoine immatériel ;
- ❖ L'organisation de festivals culturels annuels et de tournois culturels interrégionaux ;
- ❖ La mise en œuvre des plans de sauvegarde et schémas directeurs des villes anciennes telles que Koumbi Saleh, Aoudaghost, et Aghreijitt ;
- ❖ La mise en place d'un système de micro crédits pour financer l'artisanat et les métiers du patrimoine.
- ❖ La création de plusieurs centres d'écoute et de conseils pour sensibiliser les jeunes sur certains fléaux tels que la drogue, les MST, le VIH/SIDA et la migration clandestine ;
- ❖ La formation des agents relais, des formateurs en matière de pair éducation et pairs éducateurs (plus de 500 agents et éducateurs formés) ;
- ❖ La construction et la réhabilitation des maisons de jeunes (Tidjikja, Atar, Aleg et Selibaby) ;
- ❖ La mise en place d'un réseau national des jeunes.

- ❖ L'organisation des Etats Généraux du sport et de la jeunesse ;
- ❖ La formation de 80 maîtres d'EPS pour l'enseignement de la discipline dans les établissements secondaires et universitaires ;
- ❖ La réalisation d'un stade omnisports à Kaédi et d'un stade à Nouadhibou (stade en cours de gazonnage dans le cadre du projet GOAL de la FIFA) ;
- ❖ L'aménagement et l'équipement d'un espace sportif destiné au sport féminin au niveau de l'Office du Complexe Olympique ;
- ❖ La mise aux normes de la FIFA de l'Office du Complexe Olympique.

En matière de promotion féminine et de genre, des avancées ont pu être enregistrées avec 50,4% des effectifs du fondamental constitués de filles, 18% des membres du parlement sont des femmes (Sénat et Assemblée nationale) et 30% au niveau des conseils municipaux. De plus, en 2007, plusieurs femmes avaient accédé à des postes de commandement comme hakems et walis et 20% des portefeuilles ministériels étaient occupés par des femmes en 2009.

Contraintes :

Malgré les résultats encourageants dans plusieurs domaines, des progrès restent à faire en matière d'enseignement secondaire et supérieur, d'alphabétisation, d'emploi, de lutte contre les mutilations génitales et les mariages précoces etc.

En effet, le TBS au niveau du secondaire est de 28,4% pour les filles, contre 32,8% pour les garçons ; la participation des femmes au supérieur est encore inférieure à 25%, alors que l'analphabétisme et le chômage continuent à frapper respectivement 45,6% et 42% des femmes.

De même, des pratiques telles que l'excision des filles et les mariages précoces demeurent encore répandues dans la société mauritanienne.

En matière de Protection de la petite Enfance, l'évaluation de la seconde phase du CSLP montre que la dimension de l'enfance a connu une évolution importante aux plans de la vision politique, stratégique et institutionnelle. Les efforts ont été focalisés, au cours de la période, sur l'amélioration du cadre global de développement de la petite enfance et sur la définition d'orientations stratégiques visant la protection et la promotion des droits de l'enfant.

Le cadre de protection des droits de l'enfant a été renforcé par l'élaboration d'une stratégie nationale de protection sociale des enfants et la conception d'un système de protection axé sur la réforme du Conseil National de l'Enfance et l'instauration de plates-formes régionales de concertation pour la protection des droits de l'enfant. Malgré la volonté des pouvoirs publics manifestée par ces nouvelles législations, les indicateurs demeurent inquiétants particulièrement au niveau de la survie de l'enfant (taux de mortalité infantile 122 pour 1000 en 2007 -MICS 2007), du développement de l'éducation de la petite enfance (seulement 7 % des enfants de la tranche d'âge 3-6 ans accèdent services d'éducation et de garde préscolaire). Les indicateurs relatifs aux enfants sans soutien familial, objets de violence, d'abus ou de discrimination sont également inquiétants : l'enquête MICS 2007 estime à 16.4 % le taux des enfants âgés de 5 à 14 ans qui travaillent à plus de 1000 les enfants vivant partiellement ou totalement dans la rue et 6 % des mendiants sont des enfants.

Sur le plan international, la Mauritanie a également ratifié les conventions et protocoles internationaux et régionaux de droits de l'homme ou de l'enfant, dont les plus importants sont :

- ❖ La convention relative aux droits de l'enfant;
- ❖ Le protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée
- ❖ La Convention N° 138 (1973) de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi ;
- ❖ La Convention N° 182 (1999) de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination ;
- ❖ La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant africain ;
- ❖ Le protocole relatif à la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples, portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

Sur le plan réglementaire national

Plusieurs textes législatifs en faveur de l'enfance ont été promulgués dont ;

- ❖ La loi N° 2007-042 du 3 septembre 2007 portant incrimination de l'esclavage ;
- ❖ L'ordonnance N° 2005-015 du 5 décembre 2005 portant protection pénale de l'enfant
- ❖ La loi N° 2003-025 du 17 juillet 2003 portant répression de la traite des personnes.
- ❖ L'adoption d'une ordonnance portant protection pénale des enfants ;
- ❖ L'élaboration et l'adoption d'un décret fixant les mesures alternatives à la détention des mineurs.

Axe 4

Le Gouvernement et le système des Nations Unies concordent, également, lorsqu'ils affirment que la "bonne" gouvernance est fondée sur la participation, la transparence, la responsabilisation et l'équité.

Par ailleurs, cette période a connu une importante libéralisation de l'économie avec la levée du contrôle des prix sur les produits de base et la réduction de la participation de l'État dans les activités productives. Elle a également vu la mise en place d'un guichet unique destiné à faciliter les formalités de création de nouvelles entreprises et a été marquée par la révision des normes professionnelles des comptables et des vérificateurs des comptes et par la mise en place d'un plan comptable national en conformité avec les pratiques internationales. En 2005, le pays a connu un coup d'État qui a entraîné le ralentissement des programmes et réformes en cours.

En 2007, avec le retour à l'ordre constitutionnel, suite à la tenue d'élections municipales, législatives et présidentielles, le Gouvernement a mis en place un groupe consultatif qui a permis de convaincre les bailleurs de fonds de s'engager à financer le programme d'investissement public.

En 2008, suite à un nouveau coup d'État, les programmes de développement ont connu certaines difficultés d'exécution liées à la position de la communauté des bailleurs de fonds.

Les élections de 2009 ont, à nouveau, permis le retour à l'ordre constitutionnel et une table ronde, organisée à Bruxelles en juin 2010, a permis de regrouper les partenaires du pays autour du programme d'investissement public.

Dans la Déclaration d'Orientation sur la bonne gouvernance, le Gouvernement s'est fixé six objectifs stratégiques qui constituent, dans leur ensemble, les éléments principaux du futur programme national de bonne gouvernance. Ces objectifs sont les suivants:

- La promotion du cadre juridique et judiciaire visant à favoriser l'ancrage de l'Etat de droit, notamment par le renforcement des institutions démocratiques ainsi que la mise en place d'un environnement juridique stable et cohérent propre, entre autres, à susciter les investissements privés ;
- La modernisation et le renforcement des capacités de l'administration publique qui passe notamment par la définition des missions et des rôles de l'Etat ; la rationalisation des structures administratives ; la coordination des programmes et décisions des unités administratives, la valorisation des ressources humaines dans la Fonction publique et l'amélioration des relations entre l'Administration et les usagers des services publics ;
- L'amélioration des capacités de contrôle de la gestion des ressources publiques à travers le renforcement des capacités de contrôle de la Cour des Comptes et des autres institutions impliquées dans la gestion des deniers publics ;
- L'appui au processus de décentralisation notamment par la poursuite et la consolidation des actions menées dans le cadre de la Déclaration de politique municipale,
- La promotion du secteur privé et le renforcement du partenariat Etat- secteur privé en vue de favoriser un environnement propice au développement économique et social,
- La promotion de la société civile aux fins de développer le mouvement associatif dans un cadre de concertation avec les pouvoirs publics et le secteur privé.

En outre, pour compléter les éléments constitutifs du Programme, le Gouvernement a décidé d'adjoindre à ces objectifs le renforcement du pouvoir législatif et des éléments de la gouvernance économique.

Le CSLP II s'était fixé comme orientations stratégiques :

(i) la consolidation de l'Etat de droit ; (ii) l'amélioration de la gouvernance environnementale ; (iii) le renforcement des capacités de l'administration ; (iv) l'appui à la décentralisation ; (v) la gestion efficace des ressources publiques ; (vi) le renforcement des capacités de la société civile ; (vii) la promotion de la communication ; et (viii) la promotion de l'approche participative.

✓ **La consolidation de l'Etat de droit**

Au plan **des libertés publiques**, du renforcement de la démocratie et de la transparence du choix citoyen, les cinq dernières années ont connu l'organisation d'élections présidentielles, législatives et municipales pluralistes et transparentes. De nombreux partis ont été reconnus y compris ceux qui ont été pendant longtemps empêchés d'exercer leurs activités. Le système électoral a connu des améliorations sensibles avec l'introduction du vote des mauritaniens à l'étranger et la mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), qui a supervisé avec succès tous les scrutins qui ont été organisés (élections présidentielles, législatives et municipales). Les listes électorales et les résultats des différents scrutins ont été publiés sur Internet, ce qui a largement contribué à crédibiliser ces élections, tout comme le recours à l'assistance des observateurs nationaux et étrangers.

L'unité nationale et la cohésion sociale, piliers centraux de l'Etat de droit, ont été promues à travers des mesures concrètes pour le règlement du passif humanitaire consécutif aux événements de 1989 (signature de protocoles d'accords entre les pouvoirs publics et les ayant droits ainsi qu'avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) et l'organisation du retour et de la réinsertion des mauritaniens déplacés à l'extérieur des frontières nationales à la suite de ces événements. A cela s'ajoute l'adoption de la loi 2007-048 du 03 Septembre 2007 portant incrimination de l'esclavage et réprimant les pratiques esclavagistes couplée avec la mise en œuvre d'un Programme d'Eradication des Séquelles de l'Esclavage (PESE) appelé à contribuer, à travers le financement de projets concrets, à l'amélioration des conditions de vie des communautés vulnérables concernées et permettre leur insertion dans la vie économique et sociale d'une manière durable.

En ce qui concerne **la justice**, un travail substantiel de codification et de renforcement des capacités a été réalisé à travers : (i) l'adoption d'importants textes comme la loi incriminant les pratiques esclavagistes citée plus haut, la loi sur le trafic illicite des migrants, les principaux textes processuels et statuts particuliers et le décret créant les bureaux d'aide juridictionnelle ; (ii) l'amélioration de la qualité des ressources humaines par le biais du recrutement de magistrats et de greffiers. Cet effort a été consolidé à travers la création d'une Ecole Nationale d'Administration, de Journalisme et de Magistrature (ENAJM) ; (iii) la facilitation de l'accès des justiciables, notamment les plus démunis, au droit et à la justice par l'adoption de décrets relatifs à l'organisation et au fonctionnement des bureaux de l'aide judiciaire et aux tarifs des frais de justice, la création de bureaux d'accueil et d'orientation au niveau des juridictions et la distribution de la mallette du juge ; (iv) l'amélioration du fonctionnement des institutions en charge de la justice des mineurs et des conditions de détention de ces derniers, parallèlement à la mise en place d'outils spécifiques pour leur réinsertion ; (v) la construction de quatre tribunaux départementaux à Nouakchott, la construction du siège de la Cour suprême, du palais de justice de Kiffa, la relance du chantier du palais de justice de Nouadhibou, et la construction de prisons civiles à Nouadhibou et Aleg ; et (vi) le renforcement du contrôle par le biais d'une inspection générale à tous les niveaux du système juridique et judiciaire.

En matière de Droits de l'Homme, et en plus des éléments précités (loi incriminant l'esclavage, programme PESE, retour et réinsertion des rapatriés), les actions réalisées ont porté essentiellement sur la mise en place d'une Commission nationale des droits de l'Homme dont les rapports sont régulièrement publiés. Les textes créant la CNDH ont été également révisés pour renforcer ses moyens d'action et la hisser au niveau de ses autres consœurs dans le monde.

En outre, les capacités et les interventions du Parlement se sont renforcées grâce à l'augmentation des ressources budgétaires, la poursuite de projets d'appui spécifiques des partenaires au développement et la mise en place d'une Haute Cour de Justice dont le rôle est de sanctionner les infractions imputées aux membres de l'Exécutif dans l'exercice de leurs fonctions, consacrant ainsi, en droit comme en fait, la généralisation du principe de responsabilité.

✓ **L'amélioration de la gouvernance environnementale**

Les actions réalisées dans ce domaine ont concerné :

(i) la prise en compte de la dimension environnementale dans les politiques publiques ; (ii) le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire régissant le secteur ; (iii) l'inversion de la déperdition des ressources naturelles ; (iv) la réforme institutionnelle ; (v) les changements climatiques ; (vi) la biodiversité ; et (vii) les engagements internationaux.

En ce qui concerne l'intégration de la **dimension environnementale** dans les politiques publiques, les actions réalisées ont porté sur : (i) une analyse globale du système de gouvernance environnementale de tous les départements ministériels ayant des activités connexes à l'environnement. Sur la base de l'évaluation des forces et faiblesses des procédures, des acteurs, des politiques, programmes et projets, des réformes institutionnelles et juridiques ont été proposées (directives d'intégration de l'environnement dans les politiques publiques, révision de la loi-cadre sur l'environnement, etc.) ; (ii) le renforcement des capacités des acteurs en matière d'évaluation environnementale comme moyen d'intégration de l'environnement ; et (iii) élaboration des premiers agendas 21, instruments de planification des activités de développement durable, à l'échelle des moughataas.

Relativement à l'inversion de la déperdition des ressources naturelles, les actions ont porté sur : (i) la réalisation d'une série d'analyses économiques des filières forestières porteuses dans le domaine des produits forestiers non ligneux dans les Wilayas du Guidimaka et du Hodh El Gharbi ; et (ii) la mise en place de l'antenne nationale du projet régional Biodiversité Mauritanie-Sénégal qui a réalisé des activités associatives au profit des coopératives pour la mise en œuvre de plans d'aménagement des forêts classées, des zones humides et des parcours sylvo-pastoraux en plus du soutien à des activités génératrices de revenus et de promotion de sous-produits forestiers.

Au plan de la réforme institutionnelle, les réalisations ont concerné : (i) la création d'un département ministériel en charge de l'environnement dont les compétences ont été par la suite élargies au développement durable ; (ii) l'adoption du Plan d'Actions National Environnemental (PANE), de la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) et du plan d'actions de gestion des risques et catastrophes naturelles ; et (iii) la réalisation d'une évaluation stratégique environnementale et sociale portant sur les activités pétrolières dont les effets porteront sur l'échéance de la programmation prochaine.

Pour ce qui est des changements climatiques, le pays, outre la mise en œuvre de son Plan d'Actions National d'Adaptation en lançant son projet prioritaire de soutien à l'adaptation des systèmes de production agricole vulnérables aux changements climatiques, a accordé une attention particulière à la préservation de la ville de Nouakchott contre l'ensablement et les inondations.

Dans le domaine de la biodiversité, et au-delà des campagnes annuelles de lutte contre les feux de brousse, il y a lieu de signaler les activités menées dans le domaine de la biodiversité Mauritanie-Sénégal relatives aux inventaires et à la cartographie.

Enfin, le pays s'est acquitté de ses engagements internationaux dans le cadre de la quatrième Phase Opérationnelle (OP 4) du Programme des micro-financements du FEM, de la convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques, de la convention sur la Diversité Biologique, du Protocole de Montréal et du Protocole de Kyoto et de la participation d'une délégation de haut niveau au Sommet de Copenhague en décembre 2009.

✓ **Le renforcement des capacités de l'administration publique**

Dans ce domaine, le deuxième plan d'actions du CSLP fixait les principaux objectifs suivants : (i) renforcer le cadre institutionnel et organisationnel ; (ii) assurer une gestion optimale des ressources humaines de l'Etat ; (iii) améliorer la qualité du service public.

Au cours de la période 2006-2010, l'action des pouvoirs publics, afin d'atteindre les objectifs cités plus haut, s'est focalisée sur les réalisations suivantes : (i) le lancement du processus d'assainissement de la fonction publique à l'issue des recensements qui y ont été effectués ; (ii) le renforcement des ressources humaines dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'administration douanière ; (iii) l'adoption et la mise en application des statuts spéciaux des personnels de la Sûreté Nationale et de la Protection Civile ; (iv) la révision du statut des professeurs de l'enseignement supérieur dans la perspective de la promotion de la recherche scientifique ; (v) la mise en ligne de l'inventaire des formalités administratives, des portails de services publics et de la plateforme informatique de l'administration ; (vi) l'élaboration d'un cahier de charges pour la mise en place d'un système intégré de gestion du personnel de l'Etat ; et (vii) le recrutement et la formation en cours de 500 agents de l'État au sein de l'ENAJM en vue de suppléer aux départs à la retraite dans plusieurs secteurs de la fonction publique.

D'autres réalisations ont porté sur : (i) la modernisation de l'administration territoriale avec la poursuite du programme de construction et de réhabilitation des résidences des autorités administratives, la construction de sièges pour la Primature et un ensemble de ministères ou de structures publiques sur financement du budget de l'Etat ou dans le cadre de partenariat avec des pays amis ; (ii) le démarrage des programmes de modernisation du Réseau Administratif de Commandement (RAC) et ; (iii) le renouvellement du parc automobile et le renforcement des crédits de fonctionnement.

✓ **La gestion efficace et transparente des biens publics**

Dans ce cadre, le CSLP II s'est fixé comme principaux objectifs : (i) d'améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion des biens publics ; et (ii) d'introduire, de manière explicite, dans les politiques publiques les thèmes de lutte contre la corruption, de détournement des biens publics et du rapport entre le citoyen et la chose publique.

Au plan de **la programmation et de l'exécution budgétaires**, l'accent a été mis sur : (i) la présentation et l'adoption par le Parlement de lois de règlement annuelles; (ii) la poursuite des réformes portant sur la déconcentration des fonctions d'ordonnateurs, de contrôleurs financiers et de comptables au niveau de toutes les entités centrales et régionales ; (iii) l'élaboration d'un système d'information intégré des finances publiques ; et (iv) la création d'un CTSPE piloté au niveau de la BCM devant permettre d'améliorer la collaboration et les échanges entre toutes les structures intervenant dans l'information économique et le renforcement des capacités des différents acteurs des finances publiques.

En matière de **gestion du patrimoine de l'Etat et de la fiscalité**, les efforts ont porté sur la mise en place d'une comptabilité patrimoniale, l'assainissement de la propriété foncière et sur un certain nombre de réformes dans le domaine de l'administration fiscale, notamment la création d'un bureau de gros contribuables, le passage à une administration fonctionnelle fondée sur la taille du contribuable et l'amélioration de la fiscalité du secteur informel, la réduction des taux d'imposition, l'exonération, de façon partielle ou totale, des produits pharmaceutiques et des denrées de première nécessité et la baisse du taux sur le revenu catégoriel.

En plus des éléments précités, les impératifs d'une gestion rationalisée et assainie ont eu une incidence sur l'administration publique. C'est à ce titre qu'il convient de souligner la suppression de plusieurs centaines de postes fictifs dans la fonction publique, consécutivement aux recensements et recoupements effectués, la cession des véhicules de fonction précédemment affectés aux fonctionnaires, l'assainissement du système des indemnités de logement et d'autres prises en charge accordées à ces derniers, la fixation par décret des indemnités et autres avantages accordés aux présidents et administrateurs des établissements publics et sociétés d'économie mixte, ainsi que la restructuration des représentations diplomatiques, ayant permis un redéploiement des postes diplomatiques en vue d'une plus grande présence de notre diplomatie et des économies de dépenses.

Ces mesures s'ajoutent à celles visant, par ailleurs, **l'amélioration des recettes**, et au titre desquelles peut être mentionnée la révision des conventions avec les sociétés d'exploitation qui a permis le relèvement de la part du pays dans les revenus d'exploitation des minerais de cuivre et d'or. Il importe de souligner que le Comité National de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE), a déjà publié le rapport 2006 et lancé le travail pour l'élaboration des rapports d'audits relatifs aux exercices 2007 et 2008. Ces rapports permettront à l'opinion nationale de disposer d'informations essentielles sur les revenus tirés par l'Etat de l'exploitation des mines et des hydrocarbures et sur leur utilisation.

C'est dans ce cadre également qu'il faut inscrire l'adoption d'un projet de loi portant Code des marchés publics introduisant une réforme majeure du système national de passation des marchés. C'est également dans cette optique qu'il faut considérer le renforcement en ressources humaines et en moyens des organes de contrôle que sont la Cour des Comptes dont les textes ont été revus pour accroître son indépendance et élargir le nombre de ses chambres, l'Inspection Générale d'Etat, l'Inspection Générale des Finances, les inspections internes des ministères. Ces efforts ont permis le recouvrement par le trésor public de montants importants et la mise à la disposition de la justice de certains dossiers, envoyant ainsi un message clair relativement à la fin de l'impunité et à la nécessaire bonne gestion des finances publiques.

Un remarquable effort a, d'autre part, été fait dans le domaine de la lutte contre la corruption et le détournement des biens publics à travers la sanction de tout détournement ou faute de gestion avérés et l'organisation de multiples campagnes de sensibilisation contre la mauvaise gestion et la corruption. A cet égard, la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLC) a été adoptée. Cette stratégie comporte un plan d'actions détaillé en vue d'éliminer à terme le phénomène dans toutes les sphères de la société.

Déjà en 2007, une loi sur la transparence financière dans la vie publique a été adoptée. Au terme de cette loi ont été astreints à déclarer leur patrimoine tous les responsables publics assumant la gestion de ressources publiques ou de charges pouvant être sources d'enrichissement illégal. Ce processus n'avait pas donné de résultats en raison des faibles moyens mis à la disposition de la commission nationale chargée de sa mise en œuvre. Les pouvoirs publics sont en train de redynamiser cette commission en vue d'une mise en œuvre durable des dispositions de la loi.

✓ **La décentralisation**

Approfondir la décentralisation constituait une orientation majeure du CSLP II eu égard au rôle essentiel que jouent les acteurs décentralisés dans le processus de développement économique et social. Le fait majeur en matière de décentralisation a été l'adoption lors de la séance du Conseil des Ministres, en date du 22 avril 2010, de la « Déclaration de Politique de Décentralisation et de Développement Local » qui réaffirme la volonté politique des pouvoirs publics de faire de la décentralisation un choix irréversible. Cette Déclaration trouvera sa concrétisation notamment à travers le Code des Collectivités Territoriales dont le projet a été finalisé. Il convient de mentionner également la poursuite des efforts visant l'accroissement des ressources affectées au Fonds Régional de Développement (FRD) dans le cadre de l'amélioration du niveau des transferts financiers aux communes. Dans ce même ordre d'idées, il y a lieu de citer **l'implication de plus en plus forte des communes dans le processus de développement, à travers leur participation au choix des investissements réalisés sur leurs territoires, le renforcement de leurs rôles dans le suivi de la mise en œuvre de ces investissements en tant que maîtres d'ouvrages ou bénéficiaires.**

Ces évolutions dans le domaine de l'approfondissement de la décentralisation ont été confortées par les avancées dans le domaine de l'aménagement du territoire, dont notamment : (i) l'adoption et la promulgation de la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire ; (ii) l'élaboration des textes réglementaires sur l'aménagement du territoire ainsi que la mise en place des structures prévues par la loi d'orientation sur l'aménagement du territoire, en particulier l'Observatoire National d'Aménagement du Territoire ; (iii) le lancement du Programme intérimaire de l'aménagement concerté du bassin du Karakoro ; et (v) le lancement d'un programme pilote d'accompagnement de la sédentarisation, notamment dans le Hodh el Gharbi.

✓ **Le renforcement des capacités de la société civile**

Les organisations de la société civile ont connu cette période un développement important et sont de plus en plus associées à l'action des pouvoirs publics dans les domaines économique et social. Leur rôle tant que contre-pouvoirs et dans le domaine du contrôle de l'action publique est de plus en plus accepté. Le plan d'actions du CSLP II se fixait comme principaux objectifs de : (i) renforcer les capacités de la société civile, notamment à travers la révision des procédures d'agrément ; (ii) mettre en place de manière effective le FAPONG ; (iii) élaborer et mettre en œuvre un vaste programme de renforcement des capacités ; et (iv) octroyer un appui technique et logistique au Cyber forum de la société civile.

En ce qui concerne les actions réalisées, elles ont porté sur : (i) l'élaboration d'une stratégie de la société civile ; (ii) la mise en place ou l'affermissement des programmes de renforcement des capacités de la société civile (PASOC, FAPONG, etc.) ; et (iii) la modernisation du cadre juridique de la société civile par l'élaboration de nouveaux textes pour la mise en place d'un arsenal juridique approprié.

✓ **La promotion de la communication**

Conscient de l'importance de la communication dans la consolidation de l'Etat de droit et de l'ancrage de la bonne gouvernance, le deuxième plan d'actions du CSLP visait à fédérer, organiser et coordonner l'ensemble des efforts nationaux en matière de promotion de la communication.

Dans ce domaine, les efforts déployés ont porté sur : (i) la création de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audio-visuel (HAPA) ; (ii) l'adoption de plusieurs textes à caractère législatifs et réglementaires (liberté de la presse, libéralisation de l'audiovisuel, aide publique à la presse, carte de presse, etc.) ; (iii) l'amorce de l'ouverture des médias publics aux partis politiques et à la société civile ; (iv) la création d'une seconde chaîne de télévision (TVM-Plus) ; (v) la transformation de la deuxième chaîne de Radio-Mauritanie en radio rurale destinée à la sensibilisation et à la vulgarisation en vue de promouvoir le développement ; (vi) la création de la Radio du Coran ; (vii) la poursuite et le renforcement de l'aide à l'impression des journaux ; (viii) l'organisation de sessions de formation des journalistes ; (ix) l'appui aux organisations représentatives des personnels de la communication ; et (x) la mise en place de points focaux chargés de la communication dans tous les départements ministériels et assimilés.

✓ **La promotion de l'approche participative**

La promotion de l'approche participative dans tous les cycles des politiques publiques et de développement constitue un impératif majeur dans la formulation et la mise en œuvre du CSLP eu égard à ; (i) sa contribution à l'instauration d'une bonne gouvernance ; (ii) la valorisation des potentiels des populations ; et (iii) l'amélioration de l'impact des politiques publiques. A ce titre, et dans le cadre du CSLP II, le Gouvernement comptait approfondir ce processus participatif tant au niveau central, régional que local.

Toutefois, les différents changements institutionnels survenus lors de la période 2006-2010 ont affecté le bon déroulement du processus participatif d'élaboration des rapports annuels de mise en œuvre du CSLP II. Le seul rapport de mise en œuvre couvrant la période 2006-2007 a été réalisé suivant l'approche participative impliquant l'ensemble des acteurs dans toute leur diversité (administrations centrale et territoriale, communes, organisations de la société civile et du secteur privé, personnes ressources, partenaires au développement) dans le cadre des réunions des CTS, GTT, des comités de concertation et des ateliers interrégionaux.

Le présent bilan couvrant toute la période du CSLP II a été réalisé suivant la même démarche participative couronnée par l'organisation d'Assises Nationales en février 2011 qui ont été ouvertes pour la première fois aux partis politiques.

Axe 5

C'est dans le cadre du second plan d'actions du CSLP (2006-2010) que cet axe intitulé « renforcement du pilotage, du suivi, de l'évaluation et de la coordination » a été ajouté aux axes stratégiques initiaux du CSLP.

Les expériences tirées de ce deuxième plan d'actions (2006-2010) ont permis de mesurer l'importance du système de suivi-évaluation et de coordination mis en place et la nécessité de prendre des mesures en vue d'assurer une meilleure perception de l'efficacité de l'action du gouvernement.

Pour ce faire, les objectifs ont consisté à : (i) opérationnaliser le dispositif institutionnel ; (ii) mettre en place un système performant de suivi – évaluation et d'outils réguliers de « reporting » ; (iii) concevoir et mettre en œuvre une meilleure coordination des interventions de tous les acteurs de lutte contre la pauvreté (gouvernement, élus, société civile, partenaires au développement), (iv) opérationnaliser le processus du CSLP, et (v) mettre en œuvre une stratégie de communication autour de la politique de développement. Les outils retenus sont les suivants :

a) Le dispositif institutionnel

Rendre plus opérationnel le dispositif institutionnel par la simplification et l'allègement du processus d'élaboration des rapports de suivi de la mise en œuvre du CSLP notamment par la mise en veille des étapes relatives aux ateliers régionaux et aux assises nationales. Pour ce faire, la présidence des CTS peut être confiée aux responsables des départements chargés de la programmation et du suivi et rendre les GTT plus opérationnels en désignant leurs responsables selon des critères de compétences et d'expériences avérées.

b) Le système de suivi et d'évaluation

L'approche du système doit être systématique et s'inscrire dans un cadre prenant en compte les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Elle doit être fondée sur des indicateurs susceptibles d'être renseignés et liés aux objectifs du CSLP.

La réussite, du système de suivi-évaluation dépendra de : (i) l'orientation du système d'information statistique vers la collecte et l'analyse des données les plus pertinentes en matière de pauvreté ; (ii) l'ancrage de la culture du suivi-évaluation au sein des administrations par une grande implication des décideurs ; (iii) la disponibilité des ressources humaines compétentes en matière d'analyse de la pauvreté et d'évaluation de l'impact et des politiques ; (iv) le recours à l'approche participative dans le domaine de suivi-évaluation ; (v) la systématisation du suivi de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté au niveau des régions ; (vi) l'identification des besoins de renforcement des capacités nationales sur une base sectorielle,

(vii) la réalisation régulière des revues des dépenses publiques, et (viii) le renforcement des capacités de programmation sur les principes de Gestion Axée sur les Résultats.

c) Les outils de « reporting »

Les outils de « reporting » comprennent :

- ❖ Les tableaux de suivi des ressources ;
- ❖ Le tableau de bord trimestriel sectoriel de suivi des actions prioritaires ;
- ❖ La note de synthèse semestrielle ;
- ❖ Le rapport annuel sur la mise en œuvre du CSLP ;
- ❖ Les rapports sur l'évaluation de l'impact du CSLP.

Ces outils ont pour objet de fournir régulièrement des informations fiables aux décideurs et autres acteurs du CSLP pour leur permettre d'apprécier la mobilisation des ressources, le degré de mise en œuvre des actions ainsi que les éventuels écarts par rapport à la programmation.

d) La coordination

C'est le décret n° 2007.103 qui définit jusqu'à présent la coordination de l'action gouvernementale à travers le Comité Interministériel de lutte contre la pauvreté (CILP) présidé par le Premier ministre et le CTLP. Une réunion semestrielle est prévue pour la coordination entre l'État et les PTF et une concertation État-secteur-privé-Société-Civile pourra être assurée par la redynamisation du Comité prévu à cet effet.

e) L'opérationnalisation du CSLP

Cette démarche consiste à réviser les rapports et thématiques et de les adapter aux priorités et choix finaux du CSLP, d'une part, et de réaliser les PRLP et de les mettre en œuvre à travers des plans d'actions pluriannuels qui traduisent les priorités régionales.

Les PRLP sont mis en œuvre à travers des plans d'actions pluriannuels qui traduisent les priorités régionales. Les PDC constituent la déclinaison des orientations, objectifs et priorités des PRLP au niveau des communes. La mise en œuvre des PRLP et des PDC est coordonnée par un dispositif de pilotage régional appelé Comité Régional de Développement Economique et Social (CRDES).

Recommandations de l'évaluation du CSLP

Les expériences et leçons tirées du deuxième plan d'actions (2006-2010) indiquent que les outils définis dans les différents plans mis en œuvre sont pertinents mais ils n'ont pas été appliqués de manière efficiente.

C'est ainsi sur les 253 indicateurs retenus pour la mise en œuvre du CSLP II, seuls 38% ont été renseignés difficilement pour l'année 2004²⁴ en raison du manque de pertinence et de leur inadaptation au contexte national ainsi que des insuffisances du système statistique national.

Les insuffisances ainsi constatées en matière de suivi-évaluation et de coordination ont conduit les pouvoirs publics à mettre l'accent sur la nécessité de prendre des mesures en vue d'assurer une meilleure perception du degré d'efficacité de l'action du gouvernement.

C'est pourquoi, ces outils et les objectifs qu'ils visent doivent être reconduits dans le cadre du CSLP III pour la période 2011-2015.

²⁴ Source : Bilan de mise en œuvre du CSLP 2006-2010. Vol 1, MAED, septembre 2010.

4.2.3 Le CSLPIII

Axe 1

Le troisième plan d'actions du CSLP 2011/2015 a été engagé sous le signe de la continuité par rapport aux orientations qui avaient été retenues dans le second plan d'actions du CSLP. Ces orientations fixent comme objectif prioritaire la création des conditions propices à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers l'adoption de politiques macro-économiques fondées sur la préservation des grands équilibres macro-économiques; l'approfondissement des réformes structurelles ; la poursuite des politiques sectorielles de valorisation des principaux potentiels de croissance et le développement des infrastructures structurantes.

Comptes Nationaux : L'économie mauritanienne a résisté avec succès à plusieurs chocs exogènes en 2011. Le taux de croissance économique s'est établi à 4 %, certes en baisse par rapport aux prévisions, mais l'un des taux les plus élevés tout de même des pays de la sous-région impactés par la sécheresse au Sahel. Le dynamisme du secteur public et des industries de la pêche, des BTP et des services a compensé, en partie, la baisse importante de la production céréalière (35 % en glissement annuel).

En 2012, la croissance du PIB a atteint 6,9 %, sous l'effet d'un rebond considérable du secteur agricole, de résultats record dans le secteur de la pêche et du dynamisme du secteur du bâtiment, lié surtout aux projets d'infrastructures. Le secteur minier, qui était aux prises avec des difficultés techniques, a exercé un effet défavorable sur la croissance. La croissance du PIB, hors industries extractives, a atteint 8,0 %.

En 2013, l'activité économique est marquée par le dynamisme de l'agriculture et des services, une production minière plus régulière et de grands projets d'infrastructures tel le nouvel aéroport. Le taux de croissance a atteint 6%.

Malgré ces bons résultats macroéconomiques, les fruits de la croissance économique ne sont pas encore suffisamment partagés pour atténuer la pauvreté et le chômage. Les dispositifs de protection sociale conçus pour les populations les plus vulnérables ne sont pas efficaces.

La croissance du PIB réel est estimée à 6,4 % en 2014, en raison d'un rebond dans le secteur de la pêche et devrait tomber à 5,5 % en 2015 en raison du ralentissement de la croissance de l'activité minière et de la baisse de l'investissement privé et de la consommation.

Comptes des finances publiques : En 2011, le plan d'urgence a été déployé à côté du budget, en parallèle à celui-ci. Par contre, en 2012, le programme EMEL avec un coût initialement estimé à 43 milliards d'ouguiyas, dont 23 milliards ont été inscrits dans la loi de finances 2012. Les bailleurs de fonds ont pu mobiliser 12 milliards d'ouguiyas, avec décaissement immédiat de 50%. Il faut toutefois préciser que pendant cette année 2012, les recettes ont été nettement supérieures grâce à un meilleur recouvrement des impôts et à l'amélioration de l'administration fiscale; au paiement anticipé de la licence de pêche par l'UE; et au don exceptionnel reçu prévu par la table ronde des bailleurs de fonds en 2010. D'ailleurs, pour la première fois, le solde de base hors pétrole (dons et dépenses en capital financées par l'extérieur non compris) et le solde global sont devenus excédentaires en 2012, de 0,4 % et 2,8 % du PIB hors pétrole respectivement (source article IV FMI). Le déficit des transactions extérieures courantes est resté à 25 % du PIB en 2013-14 en raison des importations élevées de biens d'équipement liées aux investissements dans le secteur des industries extractives et, récemment, d'une détérioration des termes de l'échange.

Comptes extérieurs : Le déficit extérieur courant de la Mauritanie s'est dégradé, passant de 7 % du PIB en 2011 à 32 % en 2012, à cause des importations liées aux grands projets d'infrastructure dans le secteur minier et à des travaux publics. Le paiement anticipé de la licence de pêche par l'UE (qui équivaut à 2,1 % du PIB et qui n'était pas attendu avant 2013) ainsi que le don exceptionnel de la Libye (environ 5 % du PIB) ont conforté encore la position extérieure du pays, en portant les réserves de change brutes à 962 millions de dollars fin 2012, soit l'équivalent de 6,2 mois d'importations. Les importations sont passées de 59 % du PIB en 2011 à 78 % du PIB en 2012, sous l'effet des programmes d'investissement entrepris par les industries extractives pour accroître leur capacité de production et des grands projets d'infrastructure lancés par le gouvernement (aéroports, routes, réseau électrique et eau) pour combler leur déficit en infrastructures sans oublier la forte augmentation des importations à cause du programme d'urgence EMEL 2012. Entre 2011 et 2012, l'IDE à destination de la Mauritanie a doublé, en passant de 18 % à 35 % du PIB (dont 81 % en faveur

du secteur minier). Les prêts extérieurs ont aussi augmenté, mais moins que l'IDE, passant de 6,5 % à 12,5 % du PIB. Pourtant, malgré ce déficit d'une ampleur exceptionnelle, le solde du compte courant reste viable. Tout d'abord, la montée en flèche des importations correspond à un boom temporaire de l'investissement qui se résorbera à moyen terme ; ensuite, ce déficit est financé essentiellement par des flux stables, tels que l'IDE pour les importations du secteur minier et des prêts extérieurs pour les projets d'infrastructure du gouvernement.

L'analyse de la politique nationale en matière de facilitation du commerce permet d'appréhender les efforts déployés par le pays qui a mis en place un certain nombre de politiques en la matière dans le but de favoriser son commerce extérieur, notamment intra-régional et leur intégration internationale et ce par le biais de procédures commerciales simplifiées et plus rapides. Cependant, il faut reconnaître que l'effort de facilitation demeure insuffisant, avec comme défi majeur la recherche de formules permettant de concilier l'amélioration et la facilitation des échanges et avec l'impératif d'un contrôle efficace des marchandises transitant par leurs frontières. En effet, en vue de faciliter son commerce extérieur via des procédures de dédouanement plus souples, la Mauritanie utilise, depuis le 1er juillet 2010, le système douanier automatisé (Sydonia++). Ce système a beaucoup facilité le déroulement des procédures douanières grâce à l'acheminement des marchandises en douane à travers quatre circuits distincts:

- ❖ Un circuit rouge (risque élevé), nécessitant une inspection physique des documents et des marchandises avant leur dédouanement;
- ❖ Un circuit jaune (risque moyen), signifiant un dédouanement après l'inspection des documents;
- ❖ Un circuit vert (risque faible), pour un dédouanement sans nécessité d'inspection; et
- ❖ Un circuit bleu pour un contrôle différé (enlèvement rapide).

Les efforts de facilitation ont également visé l'accélération des procédures de dédouanement pour les produits périssables, dangereux ou encombrants.

Il a été prévu, aussi, un régime de déclaration simplifiée qui nécessite moins de contrôle et de suivi d'engagement, y compris sous forme de caution éventuelle, la déclaration détaillée devant suivre au bout de 15 jours. La vérification des marchandises a été relativement améliorée par l'allègement de l'inspection si les informations saisies sur la déclaration correspondent à celles se trouvant sur les documents commerciaux et les documents de transports. Notons que les déclarations d'exportation ne subissent aucun contrôle et passent automatiquement en circuit vert.

Le flux du commerce avec le Maroc est en constante augmentation, tant pour les marchandises que pour les passagers, en dépit de l'état encore moyen des routes, de l'absence de services d'accompagnement et d'activités logistiques connexes adéquates. En dépit des efforts engagés par les autorités pour le développement et la mise à niveau des infrastructures, d'autres obstacles majeurs existent, et concernent notamment les coûts élevés des opérations, la prédominance du secteur informel, les déficiences des équipements d'accompagnement, les procédures inadaptées au transit international, la qualité moyenne des services rendus par les administrations et les opérateurs de transport routier de marchandises, ou encore la forte présence de petits opérateurs disposant d'un parc limité de camions vétustes et parfois en mauvais état.

Agrégats monétaires : Les indicateurs monétaires que par rapport à l'année 2011, le taux de change s'est déprécié de 5% par rapport au dollar ; que le taux de change effectif réel de l'ouguiya s'est déprécié de 3,3 % ; que la croissance du crédit s'est accélérée à 17 % et que la création monétaire a légèrement ralenti et s'est établie à 15,6 % en 2012. Pour l'année 2013, la BCM a commencé à émettre des bons du trésor de 7 jours chaque semaine et a repris ses ventes régulières de devises qui ont permis d'éliminer toutes les demandes de devises insatisfaites. L'entrée sur le marché de plusieurs banques sur la période 2011-2015 ne doit pas cacher la fragilité du secteur car, durant cette période, la BCM, garante de la stabilité du système financier, s'est confrontée à plusieurs banques commerciales. Une banque a été fermée pendant deux mois, à cause d'arriérés d'impôts et du retrait des dépôts d'entreprises publiques. Une autre banque ne répondant pas aux dispositifs réglementaires a été sanctionnée, avec retrait d'agrément et liquidation judiciaire, en cours. Aussi, la BCM devrait évaluer les répercussions sur le système bancaire, notamment sur la confiance des déposants dans le système bancaire. Tout de même, il faut noter que la capacité de l'économie à résister aux chocs exogènes continue à être renforcée par un niveau de réserves de change élevé (869 millions de dollars EU, équivalent à 7,3 mois d'importations à la fin de 2013).

Développement des Infrastructures économiques : Le Gouvernement est convaincu que, compte tenu de l'immensité du pays et de l'adversité de ses reliefs, le développement des infrastructures constitue un enjeu essentiel pour renforcer la compétitivité de l'économie nationale et a décidé de financer des projets qui touchent principalement le secteur agricole, les réseaux d'énergie et les infrastructures routières et aéroportuaires avec le lancement du nouvel aéroport de Nouakchott. Ce nouvel aéroport constituera une plateforme aéroportuaire sous régionale, qui pourra ainsi doper l'activité touristique et les emplois. C'est sur la base de ce raisonnement que l'aéroport a été classé investissement prioritaire dans les deux derniers CSLP. Le financement de l'aéroport est assuré par le produit de la vente des terrains, par les ressources propres des opérateurs et par un financement extérieur et ne devait représenter aucune charge pour l'Etat, en dehors de quelques dépenses minimales liées au fonctionnement de l'aéroport. Mais après deux ans, il fallût que la SNIM accorde un prêt de 15 milliards d'UM à la Société chargée de l'exécution des travaux.

Axe 2

L'élaboration du *troisième plan d'actions du CSLP* pour couvrir la période 2011-2015 a sonné comme la recherche de solutions aux incohérences et aux insuffisances du CSLP II. Outre la poursuite du développement des infrastructures structurantes, l'accent est mis sur (i) l'alignement des outils de programmation (PIP, CDMT, LFI) avec le CSLP; (ii) la recherche de l'amélioration de la capacité d'absorption des financements pour accélérer la mise en œuvre des projets; et (iv) l'adoption d'un système efficient de suivi-évaluation des projets et programmes retenus.

■ Mines et industries manufacturières

L'impact des secteurs productifs sur l'économie s'est encore renforcé au cours de la période de mise en œuvre du CSLP III grâce notamment aux projets d'extension de la SNIM et de la mine d'or de Tasiast. La contribution du secteur secondaire à l'économie est alors estimée à 3,3% en moyenne sur la période 2012-2015. En termes nominaux la valeur ajoutée de ce secteur a crû de près de 32 %, essentiellement sous l'effet de l'appréciation des prix des secteurs exportateurs sur le marché international²⁵ en enregistrant une croissance réelle de 3,7% contre 0,3% en 2012.

S'agissant des industries manufacturières, l'estimation de leur valeur ajoutée réelle est basée sur l'évolution de l'Indice de Production Industrielle (IPI) hors pétrole et industries extractives, qui a marqué, en 2012, une hausse de 5,8% par rapport à l'année précédente. Cette performance a résulté d'une nette amélioration des capacités d'offre d'électricité de la SOMELEC et d'une augmentation de la production d'eau de la SNDE.

Quant au secteur pétrolier, la tendance baissière amorcée dès 2007 s'est progressivement poursuivie. En 2012 la production annuelle s'est établie à 2,650 millions de barils contre 3,025 millions de barils en 2010, soit une baisse de plus de 12%. Cette situation est attribuable aux problèmes techniques récurrents connus par le secteur. Les quantités exportées ont suivi la même tendance baissière (-45,3%), passant de 3,7 à 2 millions de barils entre 2010 et 2011. Ainsi, malgré une appréciation des prix du baril (+36%), la valeur des exportations a marqué une chute de près de 26%.

En 2013, la valeur ajoutée réelle de l'activité pétrolière a renoué avec la croissance en s'établissant à 3,50 milliards d'ouguiya, soit une hausse de 3,2%, après six ans de baisses continues. En valeur, le PIB pétrolier s'est accru de 2,2% pour se situer à 30,6 milliards d'ouguiya, soit 2,4% du PIB global.

■ Pêches

Le sous-secteur de la pêche s'est maintenu comme un des moteurs principaux de la croissance économique du pays. Bien que le niveau des captures ait été fluctuant au cours des dernières années, le volume des exportations a continué de progresser, en enregistrant une croissance de 20% sur la période 2008 – 2013. Dans le même temps, le nombre d'emplois dans le secteur a progressé de 36 000 en 2008 à 40 000 en 2012. Cependant il convient de noter que ces chiffres de l'emploi restent largement en dessous du niveau d'emplois

²⁵ : RMO CSLP pour l'année 2011, novembre 2012

du secteur des pêches de nos voisins à savoir le Sénégal : 600 000 emplois, le Maroc : 450 000 emplois pour l'année 2009²⁶.

En 2014, la valeur des exportations de la pêche s'est accrue de près de 42% et la valeur ajoutée réelle de ce sous-secteur s'est accrue de 62,5%, enregistrant une forte reprise par rapport l'année 2013²⁷.

■ **Energie**

L'enjeu en matière d'électricité résidait d'une part, dans l'amélioration de l'offre pour la couverture des besoins industriels, commerciaux et domestiques et d'autre part, la recherche d'une diversification des sources d'approvisionnement en énergie, pour garantir la sécurité des approvisionnements. Le challenge est désormais presque réalisé grâce aux réalisations importantes dans ce domaine. Les délestages qui étaient monnaie courante à Nouakchott sont désormais oubliés. Plusieurs villes ont connu l'extension de leur réseau électrique grâce à un effort d'équipement en centrales.

La SOMELEC a ainsi quasiment doublé ses capacités de production entre 2009 et 2013. Elle dispose désormais d'une capacité de production propre de 170 MW : 91% thermique plus une centrale solaire de 15 MW. Cela a été possible grâce notamment à (i) la construction d'une centrale photovoltaïque de 15 MW à Nouakchott; (iii) l'aménagement d'un parc éolien de 31,5 MW à Nouakchott; et (iv) la construction d'une centrale éolienne de 15 MW à Nouadhibou. L'année 2014 a également consacré le démarrage d'importants projets d'électrification par kits solaires et d'énergie renouvelable qui permettront d'accélérer l'accès de nombreuses populations, parmi lesquelles, celles isolées en milieu rural.

■ **Transports**

Dans le domaine des transports terrestres, les efforts se sont poursuivis et intensifiés dans le but de renforcer les réseaux par la réalisation de voiries nouvelles et la réhabilitation de voies existantes. Ces réalisations ont permis de désenclaver nombre de localités et de réduire les inégalités entre les différentes parties du territoire national. Le linéaire des routes bitumées est passé de 4 229 Km en 2012 à 4 397 Km en 2013. Durant la même période, le linéaire des routes réhabilitées a aussi augmenté en passant de 1013 en 2012 à 1205 Km en 2013.

Les infrastructures portuaires ont également été renforcées. L'année 2013 a enregistré la mise en œuvre du projet d'extension du port autonome de Nouakchott qui comprenait entre autres volets, la réalisation du poste pétrolier provisoire, d'une digue de protection, et la construction d'un quai à conteneurs. Dans le même effort de renforcement des infrastructures de transports dans leurs différents modes, les infrastructures aéroportuaires ont également progressé, avec la poursuite des travaux de construction de l'aéroport international de Nouakchott et l'acquisition de matériel de sécurité aéroportuaire.

■ **Développement Urbain**

En matière de développement urbain, les programmes poursuivis dans le cadre du CSLP III étaient basés sur les enjeux et les priorités du secteur. Ceux-ci, identifiés très tôt, dans le cadre de la préparation du premier plan d'actions du CSLP, ont été poursuivis et consolidés au cours des plans d'actions successifs du CSLP.

L'accent devait être mis sur des projets et programmes qui ont un impact réel sur les conditions de vie des populations dans les grandes villes, en même temps qu'on corrigeait les dysfonctionnements en termes de gestion et de planification de ces ensembles, particulièrement sur les plans de la maîtrise foncière et de la création de logements décentes. A la fin de l'année 2013, plusieurs réalisations sont à signaler, parmi lesquelles (i) la réalisation des infrastructures et équipements de base des deux villes nouvelles de MBeiketLahwach et de Chami. Conçues comme de nouveaux centres administratifs, ces villes nouvelles doivent participer à la redéfinition du maillage territorial et jouer un rôle important dans les dispositifs sécuritaires (ii) L'achèvement à hauteur de 90% des opérations de restructuration des quartiers précaires de Nouakchott. Celles conduites à Nouadhibou sont complètement achevées et une base de données informatique de l'ensemble des opérations conduites depuis 2003 a été élaborée et fournit désormais une information qualitative indispensable à la gestion urbaine (iii) le lancement des travaux de construction de

²⁶ : Rapport CMAP 2010 : évaluation des politiques publiques dans le secteur des pêches

²⁷ : RMO CSLP 2014

600 logements à Zouerate ainsi que l'achèvement de la commercialisation de 50 logements et 5000 lots à Chami.

En matière de réhabilitation/construction de bâtiments et équipements publics, de nombreux édifices ont été construits ou réhabilités, particulièrement ceux destinés à offrir à l'administration déconcentrée, des conditions optimales de travail. C'est ainsi qu'un vaste programme est mis en œuvre en vue de (i) la construction de 6 palais de justice dans les Wilayas et 32 tribunaux pour les moughataas; (ii) la construction de locaux pour les services centraux et déconcentrés de la Sûreté Nationale; (iii) l'exécution du programme d'infrastructures régionales de la police nationale; (iv) la mise en œuvre du programme de construction de bâtiments administratifs à usage de bureaux; (v) la réhabilitation de tous les palais de justice existants. Plusieurs autres réalisations ont concerné des édifices socio-économiques (mosquées, santé, éducation, Justice, Sports, Culture, ...) dans plusieurs localités du pays. Un programme de construction de 34 bâtiments et équipements publics, en cours d'achèvement, permettra de réduire le déficit en bâtiments publics modernes et adaptés.

■ **Hydraulique et Assainissement**

Dans le domaine de l'Hydraulique et de l'Assainissement, la période 2011-2014 a vu l'exécution des programmes structurants importants dont l'achèvement a permis d'améliorer l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement. La poursuite du programme Aftout El Charghi, doit satisfaire, à terme, les besoins en eau de plus de 180.000 personnes réparties dans 500 localités dans le triangle de l'espoir des Wilayas du Gorgol, de l'Assaba et du Brakna. Les situations des villes de Nouakchott et Nouadhibou se sont améliorées avec l'achèvement du projet d'amélioration et de réhabilitation de l'AEP de Nouadhibou qui permet la couverture des besoins de cette ville jusqu'à l'horizon 2030 et le lancement des travaux du projet d'amélioration du réseau de distribution d'eau potable à Nouakchott. L'année 2014 a vu également le lancement des travaux du Projet Dhar de Néma devant à terme, assurer l'approvisionnement en eau de grandes zones de l'Est du pays.

Ainsi, en matière d'accès à l'eau potable, les infrastructures réalisées en 2013 et ceux en cours d'exécution permettent à 58% de la population un accès à une source d'eau potable améliorée, avec 48% en zone rurale et 60% en zone urbaine. En outre, dans le cadre de l'assainissement, les réalisations ont permis de faire passer le taux d'accès des populations à un assainissement amélioré de 32% en 2010 à 34,5% en 2013²⁸.

■ **Micro finance**

A la fin 2013, les Institutions Micro-finance agréées en plus du réseau des CAPEC, L'UNCECEL et de L'UNCACEM sont au nombre de 28 dont plus de la moitié sont implantées à Nouakchott.

Deux grands réseaux se distinguaient, les CAPEC et l'UNCACEM tant en nombre de clients, d'encours mais aussi en termes de portée. Les Caisses d'Épargne et de Crédit d'Élevage (CECEL) sont également constituées en réseau mais restaient très faibles. Les autres IMF agréées fonctionnent de façon indépendante, ont atteint un niveau de développement qui varie beaucoup de l'une à l'autre.

Au terme de l'exercice 2013, les institutions de Micro-finance affichaient un encours de crédit net de 15,4 milliards d'ouguiyas, soit une évolution de 4% au cours de l'année 2013 par rapport à 2012. Cette évolution est attribuée essentiellement à l'augmentation enregistrée au niveau des CAPEC. L'UNCACEM en concentre plus de 87% tandis que la part des CAPEC et des autres institutions de petites tailles représentent respectivement 9% et 4%.

Les dépôts ont enregistré une progression annuelle de 16%, pour s'établir à 6,3 milliards ouguiyas à fin décembre 2013. Cette augmentation des dépôts est due à l'évolution des dépôts au niveau des CAPEC. Il y a lieu de préciser que les caisses d'épargne et de crédit détiennent plus de 87% de ces dépôts, alors que l'UNCACEM et les autres institutions ont respectivement 7% et 6%²⁹.

²⁸ : Rapport GTT "Développement des ressources humaines et accès aux services de base"; MAED; Février 2014.

²⁹ : Rapport GTT Axe 2, et rapport annuel BCM 2013

■ Développement rural

Dans le cadre du Bilan de la première année de mise en œuvre du CSLP III, les actions prioritaires menées ont concerné, pour le secteur rural, l'approfondissement des politiques d'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres à travers la poursuite des programmes de développement rural, l'adoption d'une politique visant à maîtriser la situation de la sécurité alimentaire du pays et à faire face à l'insuffisance des récoltes et des pâturages et la réduction des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté.

En dépit d'une conjoncture internationale défavorable et des effets de la sécheresse sur le secteur de l'élevage, le bilan de la mise en œuvre du CSLP III pour l'année 2011, permet de constater la baisse importante de la production agricole (20% en glissement annuel); et l'impact négatif de la facture alimentaire sur le compte courant du pays.

Pour *le sous-secteur de l'agriculture*, toutefois, en raison de l'important déficit pluviométrique observé au titre de cette campagne agricole, les objectifs initialement fixés ont été compromis, malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics pour soutenir le secteur. Ainsi, la valeur ajoutée du sous-secteur de l'agriculture a affiché une baisse en termes réels de 21%, contre une prévision initiale en hausse de près de 7%.

Concernant le *sous-secteur de l'élevage*, le déficit pluviométrique a eu des répercussions négatives sur la situation pastorale, pouvant générer des niveaux de déperdition, surtout pour le stock bovin (le taux de perte était estimé à 9%). Toutefois, les effets de la situation pastorale sur le cheptel ne seront perceptibles que pendant la période de soudure de l'année 2012. Le sous-secteur a connu ainsi un léger fléchissement (-0,4%) de sa croissance réelle en 2011.

Au cours de la période 2012-2015 le CSLP III dans son deuxième axe prioritaire a œuvré dans le secteur rural pour (i) la promotion des activités économiques en milieu rural, notamment l'agriculture et l'élevage ; (ii) la réalisation de la sécurité alimentaire dans le cadre d'une politique nationale cohérente couvrant l'ensemble des dimensions de la problématique et favorisant la production nationale.

Le CSLP III a facilité sur le plan institutionnel et organisationnel, **les réalisations en 2012** qui ont visé à *réactualiser, adopter et diffuser les textes relatifs au développement rural, dont notamment* : (i) l'élaboration et l'adoption en Conseil des ministres de la Loi d'Orientation agropastorale (LOAP); et (ii) l'élaboration, la signature et la diffusion de l'arrêté réglementant la vente en gros des produits pharmaceutiques.

Dans le cadre de **l'aménagement rural**, l'action, **en 2012**, a porté essentiellement sur l'accroissement des superficies aménagées et leur mise en valeur, ainsi que le renforcement des ouvrages de maîtrise de l'eau et des infrastructures structurantes

Dans le **domaine de l'agriculture**, les principales réalisations **en 2012** ont permis:

- (i) *D'améliorer la production et la productivité* à travers notamment l'introduction de nouvelles technologies telles que l'irrigation du goutte à goutte et l'exploitation des résultats des travaux de recherche qui ont permis l'obtention de résultats encourageants, (un rendement moyen supérieur à 4t/ha pour 4 variétés testées).
- (ii) *De promouvoir le Partenariat Public-Privé ou Privé-Privé*, à travers notamment la création de la société sucrière de Mauritanie-SM,
- (iii) *De protéger les cultures contre la divagation animale, les attaques acridiennes, les attaques aviaires et la sésamie,*
- (iv) *D'améliorer les revenus et les conditions de vie des populations rurales pauvres*, à travers la réalisation de 150 microprojets communautaires dans des domaines divers notamment de l'irrigation, de la protection des cultures, des AGR, dans la zone oasienne.

Quant au **domaine de l'élevage**, les progrès accomplis, au cours de la deuxième année d'exécution du CSLP III, ont permis de consolider *les services vétérinaires*, à travers le renforcement des capacités techniques du personnel et le renforcement du contrôle sanitaire. D'autre part l'accent a été mis sur l'appui aux filières avicoles porteuses l'assistance à la mise en place de 320 élevages traditionnels portant sur 17 000 sujets, au profit de 9 000 bénéficiaires dont 8 900 femmes); la sécurisation de la production viande a travers la construction d'un nouvel abattoir à Nouadhibou et la réalisation d'une étude d'extension et de mise aux normes de l'abattoir de Nouakchott (Tenweiche); l'attribution du marché pour la mise en place d'une usine

de lait à Néma avec 3 centres de collecte et enfin l'amélioration de l'approvisionnement et la réduction des coûts des intrants. La 2ème campagne d'insémination artificielle sur 346 vaches au niveau des wilayas et 185 vaches au niveau de la Ferme de Idini a été réalisée en 2012.

Les activités de l'agriculture et de l'élevage ont été marquées en 2013-2014 par une évolution positive des indicateurs mesurant la performance des efforts de développement. Ainsi on peut noter (i) le taux de couverture des besoins céréaliers du pays par la production locale étant de 22% en 2012 passe à 37% en 2013; (ii) la couverture vaccinale du cheptel (PPCB) passe de 98% en 2012 pour se situer à 109% en 2013.

(iii) Une hausse de la production brute céréalière (traduite sur la base de la production calendaire⁸) de 2,5% par rapport à l'année précédente pour se situer à 344.585 tonnes. Cette performance est due à la bonne tenue de la production rizicole qui est passée de 207672 tonnes à 24101 tonnes en 2014, marquant ainsi un taux d'accroissement de 16,2%. Cette situation, qui a résulté des mesures prises par les autorités pour soutenir la campagne agricole, en irrigué (fourniture d'intrants, amélioration des aménagements, etc.), a largement compensé la baisse de près de 20% qu'aurait accusé la production de céréales traditionnelles (mil/sorgho, maïs/blé/orge). Concernant le sous-secteur de l'élevage, il a principalement bénéficié de la bonne situation pastorale enregistrée en 2013. La croissance sous-secteur élevage aurait ainsi une baisse de 3,1% en termes réels en 2014.

Il faut souligner cependant que la politique d'investissement agricole le long de la vallée vers les activités de production destinées à l'exportation ont sérieusement handicapé et marginalisé les activités des petits producteurs ruraux notamment les femmes qui sont focalisées sur la culture locale de subsistance alimentaire, les cultures maraichères et la transformation pour la consommation familiale. Ce manque d'investissement dans la production alimentaire rurale et sa transformation a eu des conséquences négatives sur la productivité et la sécurité alimentaire.

■ Sécurité Alimentaire

L'objectif global de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire à l'horizon 2015, adoptée en cohérence avec le CSLP III, est de permettre aux populations, en particulier aux plus vulnérables, d'avoir à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et équilibrée.

Cet objectif majeur est décliné en objectifs spécifiques suivants:

- ❖ Promouvoir une économie rurale et périurbaine socio économiquement rentable, diversifiée, adaptée aux changements climatiques;
- ❖ Améliorer les circuits commerciaux et les échanges intra-nationaux, transfrontaliers et régionaux;
- ❖ Améliorer durablement l'accès des groupes vulnérables des zones rurales et urbaines à l'alimentation saine et équilibrée;
- ❖ Renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires au niveau central et décentralisé;
- ❖ Promouvoir une bonne gouvernance de la sécurité alimentaire dans un processus de décentralisation et de développement local.

Dans les zones de déficit chronique les initiatives des banques de céréales et celles des boutiques EMEL ont contribué à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire. La majorité (92,8%) des ménages évoque le programme EMEL (boutiques de solidarité où les principales denrées de grandes consommation à savoir riz, sucre, lait, huile sont subventionnées par l'Etat) comme principal programme d'assistance de sécurité alimentaire auquel ils ont bénéficié. Ce programme représente la forme d'assistance dont bénéficie la plus grande partie de la population mauritanienne. A ce titre, 97,7% de la population urbaine contre 88,3% de celle rurale a bénéficié principalement du programme EMEL (Source EPCV 2014). Les bons alimentaires représentent la forme d'assistance dont bénéficient principalement 2,5% de la population. Ce programme d'assistance est plus présent au Hodh Chargui où près du quart de la population a bénéficié de ce programme. Les SAVS (Stock Alimentaire Villageois de Sécurité) représentent la principale forme d'assistance évoquée par 1,7% de la population totale.

Le programme EMEL 2012 a en effet bénéficié d'un financement national de près de 45 Milliards d'UM pour :

- ❖ L'ouverture et l'approvisionnement de plus de 850 boutiques de ventes à prix subventionnés de produits alimentaires de base sur l'ensemble du territoire national, dont 350 à Nouakchott. Ces boutiques ont été approvisionnées à hauteur de 63.000 tonnes de divers produits;
- ❖ L'approvisionnement en quantités suffisantes de vivres des 1190 banques communautaires de base existant sur le territoire national pour assurer des distributions gratuites de vivres aux familles les plus nécessiteuses;
- ❖ La distribution de 83.000 tonnes de produits destinés au bétail;
- ❖ Le recrutement de près de 1900 jeunes diplômés-chômeurs, pour la mise en œuvre des différentes composantes du programme.

D'autres actions d'accompagnement ont été mises en œuvre avec l'appui des partenaires:

- ❖ L'élaboration d'un programme à objectifs multiples, l'amélioration des outils du suivi de la production agricole, des importations et des prix;
- ❖ La mise en œuvre d'un nouveau programme de transfert monétaire d'assistance aux populations vulnérables.
- ❖ La réhabilitation d'aires de stockage d'une capacité de 5.900 tonnes pour les étendre;
- ❖ L'acquisition d'un parc automobile de 30 camions (70 T) d'une capacité globale de 2.100 tonnes par rotation dans le cadre du renouvellement du parc de transport;
- ❖ L'acquisition de 3.500 tonnes de céréales afin de renforcer le stock national de sécurité.
- ❖ L'ouverture de 896 centres d'alimentation nutritionnelle pour la prise en charge de 45.000 bénéficiaires composés de mères enceintes et/ou allaitantes et d'enfants malnutris de 6 à 59 mois comme contribution aux efforts visant la prise en charge et la récupération nutritionnelle des enfants souffrant de malnutrition pondérale et en situation d'urgence ainsi qu'au profit des femmes enceintes ou allaitantes;
- ❖ La vente de 133.944 tonnes de vivres à prix social à travers l'ouverture de 895 boutiques;
- ❖ La distribution gratuite de 18.928 tonnes de vivres au profit de 600.000 personnes;
- ❖ La vente à prix social de 109.055 tonnes d'aliments de bétail au profit des éleveurs;
- ❖ La réalisation d'un programme de transfert monétaire à travers la distribution d'un montant de 1 milliard 100 millions d'ouguiyas au profit de 28.500 familles;
- ❖ L'assistance à plus de 5000 personnes sinistrées à travers la distribution de vivres et du matériel de secours afin d'apporter les secours aux sinistrés.
- ❖ La mise en œuvre d'un programme de VCT (vivres contre travail) visant la réhabilitation ou la création de 102 infrastructures de production (barrages, digues, diguettes, PM....) dans les deux Hodhs;
- ❖ L'approvisionnement de 1.178 SAVS avec une quantité globale de 9791 tonnes de céréales pour une meilleure adéquation des stocks avec les besoins des communautés bénéficiaires pendant la période de soudure.

Ces mécanismes innovateurs ont tous contribué à atténuer l'insécurité alimentaire dans le pays. La durabilité de ces innovations locales peut être améliorée par des liens renforcés avec le niveau national et régional de sécurité alimentaire et les systèmes d'alertes précoces.

Toutefois, les actions mises en œuvre ont tendance à perturber la production locale par une dépendance excessive envers l'aide alimentaire extérieure avec des impacts négatifs d'ordre socio-économiques sur les producteurs locaux.

■ Environnement

Comparativement au CSLP I la mise en œuvre du CSLP III a enregistré des grands succès en terme de réalisations concrètes sur le terrain ; en terme de prise en compte de la dimension environnementale dans plusieurs secteurs et enfin une réceptivité accompagnée d'une attention particulière aux questions du développement durable qui demeure intimement liées à l'environnement.

Les résultats du **PANE 1** (2007-2011) ont permis l'élaboration d'un **PANE 2(2012-2016)** qui vise la mise en place d'un cadre cohérent pour toutes les interventions qui concourent à la réalisation des objectifs de la politique environnementale de la Mauritanie (entre 2012 et 2016) ainsi que des multiples engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre des conventions internationales ratifiées par le pays. Le PANE 2 de la

Mauritanie se trouve parfaitement aligné aux différents cadres de planification de référence considérés à l'échelle nationale et plus spécifiquement au cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) dans sa troisième génération ainsi que les différents accords multilatéraux sur l'environnement et notamment la CNULCD, la CCNUCC. Le PANE, place la croissance économique soutenable, l'équité sociale et la viabilité écologique au centre du développement durable en Mauritanie en soulignant l'importance du capital économique et écologique des ressources naturelles.

Le PANE 2 est structuré autour de huit (8) axes thématiques et sept (7) axes transversaux suivants (i) Lutte Contre la Désertification / Gestion Durable des Ressources Naturelles, (ii) Conservation, Restauration et Gestion durable de la Biodiversité, (iii) Lutte contre les effets du Changement Climatique, (iv) Gestion du Littoral, (v) Filière Bois Energie, (vi) Espaces Urbains et Industriels, (vii) Gestion des produits chimiques et des déchets, (viii) Pollutions et Risques de catastrophes, (ix) Suivi Évaluation et mécanismes de gestion, (x) Information éducation communication et systèmes d'information environnementale, (xi) Evaluations environnementales, (xii) Cadre légal, (xiii) Normalisation et cadre normatif, (xiv) Réforme institutionnelle et (xv) Mobilisation des financements.

Axe 3

L'atteinte des objectifs retenus dans le cadre du CSLP III, est à rechercher à travers la mise en œuvre de politiques publiques et programmes orientés vers les domaines prioritaires suivants: l'éducation, la santé et la nutrition, l'hydraulique et l'assainissement, le développement rural, le développement urbain, la sécurité alimentaire et l'environnement en tant que capital économique à valoriser.

Education et formation

La mise en œuvre du CSLP III a été marquée par la poursuite d'efforts en matière de construction/réhabilitation d'infrastructures scolaires et de formation, de recrutement et de formation du personnel enseignant. Au cours de cette période, les efforts ont porté sur la consolidation des acquis et la correction des dysfonctionnements au niveau des différents ordres d'enseignement.

Dans le secteur de l'éducation, les efforts se sont traduits par une augmentation sensible :

- ❖ Du taux brut de scolarisation (TBS) au niveau du fondamental qui est passé de 98,8% en 2010 à 98,9% en 2011, approchant ainsi la cible de 100 % prévue en 2015;
- ❖ Des effectifs dans le fondamental (535 976 élèves), accompagnée d'une légère progression du nombre d'écoles (4 075);
- ❖ De la rétention et du taux de participation des filles.

Dans le domaine de la santé, le taux d'accessibilité géographique aux soins de santé dans un rayon de 5 km a augmenté pour atteindre 80.08%. Malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics en 2011, la dernière enquête MICS 2011 a montré la persistance des taux élevés de mortalité maternelle et infanto juvénile, respectivement de 626 pour 100 000 naissances vivantes, 118 pour 1000 naissances vivantes. Néanmoins, ce retard pourra être jugulé avec la mise en œuvre de l'Initiative des pouvoirs publics visant l'accélération de l'atteinte des OMD de la santé d'ici 2015.

Les contreperformances constatées peuvent être expliquées par la faiblesse des flux de sortants des ENI, consécutive aux mesures prises depuis 2008 pour limiter le recrutement à leur entrée aux candidats disposant de la moyenne dans le concours d'accès d'une part, et à l'allongement depuis 2010 de la durée des études portée de deux à trois ans, d'autre part. Certes, d'autres causes liées à une gestion peu rationnelle des enseignants, en particulier l'affectation de bon nombre d'entre eux hors des classes sont des facteurs aggravants de la situation.

La contribution du privé dans l'offre scolaire du fondamental évolue favorablement par rapport aux prévisions. Ainsi, l'effectif des élèves du privé par rapport au nombre total d'élèves est de 14,2% en 2013 contre 12,87% en 2012, et 11,41% en 2010.

En 2012/13, le TBS des filles est de 102,5% contre 95,9% pour les garçons, l'indice de parité se situant à 1,07 en 2012 a plus profité aux filles qu'aux garçons.

Le taux d'achèvement a connu une importante évolution ces dernières années, passant de 61% en 2010 à 68,66% en 2011 et à 72% en 2013, soit une progression de près de 11 points de pourcentage. La valeur cible pour ce taux en 2015 est 81%. Si le même rythme d'évolution est maintenu, la cible de 2015 sera largement réalisée.

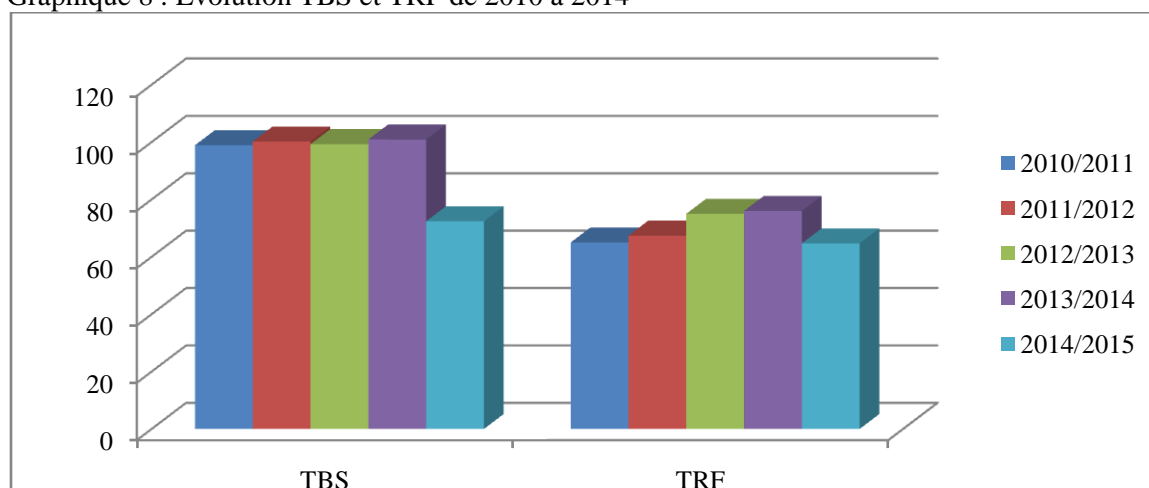
En 2012/13, le taux de rétention fondamental est de 75% contre 67,4% en 2011/12 et 58,6% en 2010, soit une augmentation consistante sur les trois dernières années. Bien que cette évolution soit favorable, néanmoins, le rythme actuel ne permettra pas l'atteinte de l'objectif en 2015. Il convient d'envisager la mise en œuvre de mesures supplémentaires pour améliorer l'évolution de cet indicateur, en accordant une attention particulière aux causes liées à la demande.

En 2013/14, le **taux brut de scolarisation du fondamental** est de 100,9% contre 99,3% en 2012/2013, soit un accroissement de 1.6% qui peut s'expliquer par l'amélioration de l'offre scolaire. Cependant le TBS de 72,4% en 2014/2015, révélé dans le RGPH 2013 montre une régression de 28,5% par rapport 2013/2014 contre toutes les projections et chiffres avancés lors des différentes enquêtes et rapports.

Tableau 25 : Evolution TBS et TRF de 2010 à 2014

Taux	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	EPCV 2014
TBS	98,90%	100,2%	99,3%	100,9%	72,4%	76,8%
Taux de rétention F	65%	67,4%	75%	76	64,7%	

Graphique 8 : Evolution TBS et TRF de 2010 à 2014



Le **TBS du secondaire** est passé de 29.5% en 2012/13 à 38% en 2013/2014, selon l'EPCV 2014, le TBS est de 44%. L'analyse en termes de genre montre que le TBS des filles est toujours en dessous de celui des garçons avec une tendance à la réduction de l'écart sur la période. Le Rapport filles/garçons au secondaire en 2014 se situe à 0.97.

En 2012/13, le taux de redoublement est de 3,4% contre 2,7% en 2010. Une augmentation modérée est constatée sur la période qui est due en grande partie à l'arrêt depuis 2011 de l'application de la mesure sur le passage automatique.

Pour ce qui est de l'encadrement le ratio élèves /maitre est passé au plan national de 37 en 2010 à 40 en 2012 et à 36 en 2013. L'analyse de ce taux par région montre de grandes disparités. Huit Wilayas ont en 2013 un ratio élève/maitre supérieur à la moyenne nationale. Il s'agit du Hodh Chargui, du Hodh El Gharbi, de l'Assaba, du Gorgol, du Brakna, du Tagant et du Guidimagha. Les Wilayas de l'Adrar, Dakhlet Nouadhibou, Inchiri et Nouakchott présentent des ratios inférieurs à la moyenne nationale.

En matière de gestion, l'indicateur qui présente l'équité la répartition des enseignants dans les écoles montre qu'en 2012/2013, comme pour les 2 années précédentes, près de 26% des cas d'affectation d'un enseignant dans une école a répondu à une autre logique que le nombre d'élèves contre 23% en 2011/2012.

Au cours des cinq dernières années, l'enseignement secondaire a connu un développement important de son offre, ce qui a permis de faire passer ses globaux de 104 682 élèves en 2008/2009 à 171 265 en 2012/2013, soit un taux d'accroissement de 64%.

En 2012/2013, le nombre d'élèves dans l'enseignement public est de 127 179 contre 111 760 en 2011/2012 soit une augmentation de 15 419 élèves et d'accroissement de l'ordre de 14%. L'effectif des élèves de l'enseignement privé est passé à 44 086 en 2012/2013 contre 39 994 en 2011/2012, soit une augmentation de 4 092 et un taux d'accroissement de l'ordre de 4%. Le nombre de salles de classes de 3197 (dont 2100 publics) en 2009/2010 à 3375 (dont 2 216 publics) en 2010/2011 et à 3 520 (dont 2178 publics) en 2011/2012 et à 3777 en 2012/2013. En ce qui concerne les enseignants, leur effectif est passé pour les mêmes années de référence de 5573 (3 348 publics), à 5869 (3493 publics) et à 6652 (3077 publics).

Le TBS du secondaire est passé de 24,9% en 2009/10 à 29,5% en 2012/13. L'analyse en termes de genre montre que le TBS des filles est toujours en dessous de celui des garçons avec une tendance à la réduction de l'écart sur la période. Le taux de participation des filles est toujours en dessous de 50%, il se situe à 47,6% en 2012/2013.

Le taux de transition effectif se situe à 52,7% en 2012/13 près de 2 points au-dessus de sa valeur de 2010/11 et le nombre de nouveaux entrants en première année du secondaire, en 2012/13, de 36 815. L'analyse en termes de genre montre que les garçons accèdent davantage que les filles en 1^{ère} secondaire (58,5% pour les garçons contre 46,9% pour filles). Les écarts sont plus marqués lorsqu'on tient compte de la wilaya. C'est ainsi que par exemple dans le Guidimagha (32,8% des filles contre 53,1% pour les Garçons) un garçon a deux fois plus de chances d'entrer en première année du collège qu'une fille.

En matière d'accès, l'enseignement supérieur, tous établissements confondus, absorbe à 100 % la totalité des bacheliers sortis de l'enseignement secondaire. Le nombre des étudiants inscrits dans les Etablissements département est de 16 414. En outre, le secteur cherche à élargir l'accès de manière à accueillir les bacheliers mauritaniens à l'étranger dans les pays à forte concentration d'émigrés mauritaniens. Ainsi, une unité d'enseignement à distance a été mise en place au profit de nos concitoyens en Arabie Saoudite.

L'évaluation en cours de son efficacité permettra de voir dans quelles mesures il est possible de dupliquer cette expérience dans d'autres pays. L'effort sur le plan de l'accès s'accompagnait d'un effort concomitant sur le plan de l'équité. Outre la discrimination positive en faveur des filles instituée au niveau de la commission nationale des bourses, des efforts ont été entrepris en vue de promouvoir l'accès des filles aux filières professionnelles. Ainsi, les filles représentent 36 % des étudiants de la Faculté des Sciences et Techniques, filières professionnelles et générales confondues.

Pour ce qui est de la qualité professionnalisation au sein de l'enseignement supérieur à caractère professionnel (école polytechnique, ...). Sur le plan de la recherche scientifique, l'année 2013 a connu des actions importantes visant à dynamiser la recherche, à la structurer et à l'articuler autour des grandes problématiques du développement notamment l'adoption du décret fixant les modalités de création d'unités et de laboratoires de recherche au sein des établissements d'enseignement supérieur et des établissements de recherche et de deux autres arrêtés : l'un fixant les critères d'éligibilité au statut d'unité et de laboratoire de recherche et l'autre relatif aux études doctorales.

Sur le plan de l'efficacité externe du secteur, outre l'effort de professionnalisation, il est à noter que des efforts ont permis la mise en place d'un partenariat effectif établissements d'enseignement supérieur et les opérateurs économiques.

Sur le plan de la gouvernance du secteur, les textes d'application de la loi sur l'enseignement supérieur sont en cours d'élaboration. Un projet de gouvernance et de professionnalisation a été engagé au niveau de l'université des Sciences, de Technologie et de Médecine. Il vise, entre autres, à établir un diagnostic de la

situation, à élaborer des manuels de procédure, à ancrer les mécanismes qui garantissent la transparence dans la procédure globale de gestion de l'université

Si la situation de l'alphabétisation a connu une progression réelle, des efforts supplémentaires aussi bien en amont (enseignement fondamental) qu'en aval (personnes en activité n'ayant pas été alphabétisées) demeurent requis pour combattre le fléau de l'ignorance qui touche encore une bonne partie de la population active du pays.

S'agissant de l'enseignement originel, les réalisations, au cours de l'année 2013, ont porté sur :

- ❖ L'élaboration d'un état de lieux sur la préparation et l'organisation d'ElHaj et El Oumraa;
- ❖ L'élaboration d'une étude diagnostic sur l'enseignement originel et le rayonnement religieux et culturel;
- ❖ La réalisation de plusieurs campagnes de sensibilisation;
- ❖ La mise à jour du système d'information et d'aide à la décision pour la programmation des activités du département.

En matière de formation technique et professionnelle, l'effectif des diplômés pour l'année scolaire 2012-2013 est de 2.195 dont 257 Certificats de Compétences (C.C), 812 C.A.P, 1024 Brevets de Technicien (B.T), 43 Baccalauréats techniques et 59 BTS.

En plus, les autres réalisations ont porté sur :

- ❖ La formation qualifiante dans les différents projets en cours de 1500 jeunes;
- ❖ La formation technique et professionnelle diplômante de 4 950 élèves/ stagiaires dont 2 458 en 1ère année ;
- ❖ La formation moyenne à l'étranger pour 68 étudiants (40 au Maroc, 20 en Tunisie et 8 en Algérie) ;
- ❖ L'équipement de 11 établissements d'enseignement technique et de 17 autres établissements de la FTP;
- ❖ La poursuite des activités de mise place de l'Ecole nationale des travaux publics d'Aleg notamment le lancement du concours de recrutement de 15 postes d'enseignants en attendant la réception des locaux et l'équipement des ateliers. ;
- ❖ La mise en œuvre d'un important programme de renforcement des capacités de la FTP touchant les ressources humaines et les programmes de formation ;
- ❖ La production de 8.500 tables bancs.

Santé

Dans le domaine de la couverture sanitaire, 80.08% des populations ont accès à une structure de santé dans un rayon de 5 km, avec une répartition spatiale inégale.

Face à cette situation, d'importantes actions ont été développées en vue de réduire substantiellement la proportion des populations n'ayant pas un accès facile à une structure de santé

- ❖ La réhabilitation des Centres de Santé de Sebkha, Teyarett et El Mina ;
- ❖ La construction de 4 centres de santé (Tarhil Nouakchott, Tarhil Nouadhibou, Hay Sakin et Termessa);
- ❖ L'extension du centre hospitalier Mère et Enfant et du CNO;
- ❖ L'équipement de 15 centres de santé et de 15 postes de santé.
- ❖ A cela s'ajoute le lancement des travaux de construction de 10 postes de santé, la construction des hôpitaux de Rosso et Kaédi, la construction du SAMU, la construction et l'équipement du CNC.

Concernant l'amélioration et la disponibilité d'un personnel de santé qualifié, les activités suivantes ont été réalisées :

- ❖ Recrutement de 296 personnels de santé;
- ❖ Formation en cours de 20 cadres en santé publique ;
- ❖ Création de 3 écoles d'infirmiers (Néma, Sélibaby et Rosso) ;
- ❖ Formation de 25 Professeurs enseignants de santé ;
- ❖ Appui à la formation de 43 médecins spécialistes et prise en charge de la formation de 2 radiothérapeutes ;
- ❖ Formation de 60 infirmiers.

Une analyse récente de la situation sanitaire a fait ressortir que les trois principaux défis du système de santé sont liés aux problèmes sanitaires de la population, aux problèmes du système de santé et aux facteurs externes affectant le secteur.

Les problèmes sanitaires de la population sont liés au profil épidémiologique du pays. Ce profil est dominé par les pathologies suivantes:

- ❖ Les maladies transmissibles au premier rang desquelles il faut citer le paludisme, la tuberculose, les IST/VIH/SIDA, les parasitoses intestinales et urinaires, les infections broncho-pulmonaires et oculaires et les dermatoses infectieuses chez l'enfant (ces pathologies sont largement dominées par les diarrhées, les infections respiratoires aiguës et le paludisme) ;
- ❖ Les maladies non transmissibles, liées aux facteurs environnementaux et/ou aux changements de comportements des individus et des collectivités. Ce groupe de maladies est particulièrement dominé par les maladies cardio-vasculaires, les cancers, les maladies mentales, le diabète, les effets sanitaires de la consommation de tabac et de substances psycho actives ainsi que la recrudescence de maladies professionnelles et de pathologies broncho-pulmonaires liées à la pollution atmosphérique ;
- ❖ Les déséquilibres nutritionnels en particulier chez le couple mère-enfant, avec prépondérance de la malnutrition protéino-calorique, des carences en micronutriments (fer, vitamine A, iode,) et des surcharges pondérales ;
- ❖ La pathologie périnatale avec ses conséquences sur la santé de la mère et de l'enfant. Ces maladies sont aggravées par des facteurs externes tels que la pauvreté et l'environnement.

Cependant, la situation de la lutte contre la maladie se caractérise par l'absence d'une stratégie efficace de développement de services de qualité à même de soulager rapidement les souffrances des malades, notamment les enfants et les femmes enceintes, ce qui a engendré une désaffection vis-à-vis des structures de santé (0,6 contact par personne et par an) ; malgré l'existence de plusieurs programmes nationaux de lutte contre les maladies prioritaires de la politique de santé publique.

Des dysfonctionnements importants continuent d'exister et limitent la portée des efforts consentis Il s'agit principalement des problèmes liés à :

- ❖ Une couverture sanitaire insuffisante avec 21% de la population vivant au-delà de cinq kilomètres d'une unité de santé fonctionnelle ;
- ❖ La quantité et la qualité insuffisantes des ressources humaines pour la santé (infirmières, sages-femmes, médecins, etc. ...) à tous les niveaux,
- ❖ Le manque d'engagement du personnel peu motivé dont la gestion est toujours sources de contestation et suspicion d'injustice et de clientélisme dans le domaine de promotion de carrière.

Le système de santé est également affecté négativement par une multitude de facteurs externes. Il s'agit, notamment de problèmes liés à l'hygiène (eau potable et l'élimination des ordures ménagères); de problèmes liés au comportement humain, de problèmes liés à la prise de conscience et l'adhésion des populations aux programmes de santé publique, de problèmes macro-économiques qui affectent le financement et les allocations au profit du secteur, de problèmes liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et aux catastrophes naturelles.

C'est ainsi que la dernière enquête MICS 2011 a montré la persistance des taux élevés de mortalité maternelle et infantile juvénile, respectivement de 626 pour 100000 naissances vivantes, 118 pour 1000 naissances vivantes.

Sur le plan institutionnel, l'année 2011 a été marquée par la création, par décret N°90-2011 du 09 juin 2011, d'une Direction de l'hygiène publique dont la mission principale est d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de santé en matière d'hygiène, faire la promotion des règles d'hygiène et élaborer et contrôler l'application de la réglementation dans ce domaine, particulièrement la loi N° 42-2010 du 21 juillet 2010 portant code d'hygiène et ses différents textes d'application.

Dans le domaine **de l'équité et du genre**, des résultats notables ont été enregistrés à la suite de :

- ❖ La mise en œuvre de la stratégie nationale d'institutionnalisation du Genre (SNIG) ;

- ❖ Renforcement de l'accès des femmes à l'éducation et la formation ;
- ❖ Renforcement du pouvoir économique des femmes.

La mise en œuvre de ces actions consacre aujourd'hui une nette amélioration de la représentativité des femmes dans la sphère politique, même si dans le même temps, leur visibilité sur le plan économique reste encore très faible. Malgré la ratification par la Mauritanie de plusieurs conventions sur les droits humains dont la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF), la société mauritanienne reste encore marquée par de fortes discriminations ancrées dans les traditions culturelles et les mentalités. De nombreuses campagnes de sensibilisation contre ces « rigidités » sociales ont été menées et ont permis de faire évoluer quelque peu les mentalités.

En ce qui concerne **l'enfance**, les efforts ont été focalisés sur la mise en œuvre de la stratégie nationale de protection des enfants à travers :

- ❖ Le renforcement de l'accès des jeunes enfants à une éducation préscolaire de qualité au niveau national et assurer le pilotage et la gestion du secteur ;
- ❖ Le renforcement de la coordination et le partenariat pour l'enfance.

Dans ce cadre les actions menées ont permis l'amélioration de l'encadrement et l'animation de proximité tout en mettant l'accent sur le développement et la diffusion d'un programme d'éducation parentale au niveau communautaire.

L'importance attachée par le Gouvernement à **la lutte contre l'exclusion** et la pauvreté s'est traduite par d'importants efforts entrepris en matière de protection sociale. Ces efforts ont porté sur un ensemble de mesures destinées à garantir une meilleure protection des populations, notamment les groupes les plus défavorisés et les plus démunis, contre les risques sociaux de tous ordres.

L'action du Gouvernement s'est focalisée sur l'élaboration d'une stratégie nationale de protection sociale. Dans l'attente de son opérationnalisation, trois aspects fondamentaux ont retenu l'attention en 2011: (i) l'assistance et la gestion de l'indigence ; (ii) l'assurance ; et (iii) la sécurité au travail.

En matière "d'assistance et de gestion de l'indigence", les efforts du Gouvernement ont permis la réalisation des principales actions suivantes:

- ❖ La mise en place d'une base de données sur les groupes vulnérables;
- ❖ La prise en charge des soins médicaux des malades indigents au niveau national et de 196 malades indigents à l'étranger;
- ❖ La poursuite de la réalisation du programme de lutte contre la mendicité par l'appui aux mendiants;
- ❖ La poursuite de la mise en œuvre du programme de promotion économique des groupes défavorisés ;
- ❖ La validation des enquêtes d'indigence menées à Kiffa et à Zouerate.

Dans le domaine de l'assurance de la protection sociale, l'introduction de cette dimension dans le système de santé en Mauritanie, à travers la CNAM, représente une importante mesure qui va dans le sens de la mutualisation du risque- maladie et de la protection sociale contre les dépenses imprévues que pourraient subir les personnes les plus démunies et par la suite contre la paupérisation de ces personnes. Toutefois, la couverture géographique des services de cette institution est insuffisante et l'attente pour les remboursements ne satisfaisait pas encore les usagers. Pour pallier ces deux insuffisances, la mise en œuvre du CSLP III en 2011 a connu la réalisation d'importantes actions comprenant notamment l'amélioration des délais de remboursement ramenés de 3 mois à 4 jours grâce à l'utilisation du SMS.

Sur le plan institutionnel, les progrès suivants ont été enregistrés:

- ❖ L'élaboration d'un état des lieux de la protection sociale ;
- ❖ La ratification de la convention internationale des personnes handicapées;
- ❖ La révision des textes constitutifs de la CNSS ;
- ❖ La conduite d'une large campagne de sensibilisation sur la sécurité sociale;
- ❖ L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de la promotion de la médecine du travail
- ❖ L'adoption d'un projet de loi visant l'élargissement du système d'assurance santé aux salariés des collectivités locales, des projets et autres structures administratives;

- ❖ L'organisation, par la CNAM et la CNSS d'un séminaire régional sur l'efficacité administrative et opérationnelle en matière de protection sociale.

Dans le domaine de la culture, la jeunesse et le sports les actions réalisées, en 2011, ont porté sur :

- ❖ La création d'un fonds de réhabilitation urbaine et immobilière des villes anciennes, classées patrimoine mondial de l'humanité;
 - ❖ L'organisation de semaines culturelles régionales et départementales et de la première édition du festival des villes anciennes à Chinguitti;
 - ❖ L'organisation de plusieurs festivals culturels, de jeunesse et sports à l'intérieur du pays;
 - ❖ La classification de T'Heydine comme patrimoine culturel immatériel musical au niveau mondial ;
 - ❖ La réhabilitation de la mosquée de Tichit et des infrastructures de culture, de jeunesse et des sports dans les 9 Moughataas de Nouakchott ;
 - ❖ La Création d'un Institut Mauritanien de la Musique.
-
- ❖ La réhabilitation de l'Office du complexe olympique, du Centre national de formation des cadres de la jeunesse et des sports, de la nouvelle maison des jeunes et de la maison de la culture) ;
 - ❖ La réalisation de la maison des jeunes de Néma et l'inauguration de la maison des jeunes de Tidjikdja ;
 - ❖ La mise en place de 13 bureaux de réseaux jeunes régionaux ;
 - ❖ L'adoption d'une politique nationale de la jeunesse, de loisirs et des sports.
-
- ❖ Le lancement des travaux de construction des 3 stades de 1000 places (Zouerate, Kiffa, Néma) et de 3 maisons des jeunes (Akjoujt, Nouadhibou, Arafat secteur 18)
 - ❖ La finalisation des études du projet de construction d'un parcours sportif vers la plage à Nouakchott et du projet de réalisation d'un stade de 5000 places à Nouadhibou.

Evolution des indicateurs de santé :

La plus part des cibles du PNDS fixées à réaliser à la fin de 2014 n'ont pas été atteintes. Malgré ce constat, des améliorations ont été enregistrées au niveau de trois indicateurs : Prévalence de contraception (nouvelles et anciennes utilisatrices) qui a enregistré 4 points d'augmentation entre 2013 et 2014. La mortalité maternelle, actuellement de 582 pour 100 000 NV selon le GHRP 2013, reste loin de l'objectif fixé de l'OMD de 232 pour 100 000 NV en 2015. La Mauritanie enregistre une mortalité maternelle parmi les plus élevées dans le monde et parfois en Afrique, elle est de 112 pour 100 000 NV vivantes au Maroc en 2010, tandis qu'elle est de 392 pour 100 000 NV en 2010 au Sénégal elle est de 484 pour 100 000 NV au Burkina Faso en 2007. C'est le cas également de la mortalité infantile, actuellement de 115 ‰ selon le RGHP 2013 contre l'OMD 45 ‰ en 2015. Cette mortalité est parmi les plus élevées dans le monde et parfois en Afrique avec 30 pour 1000 NV au Maroc en 2010 et 59,25 pour 1000 au Sénégal en 2013. Selon les données EDS, 1990, 2009 et 2010, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans au Burkina Faso a diminué de 204,5 pour mille en 1993 à 129 pour mille en 2010 en passant de 142 pour 1000 en 2006 soit un gain de 75,5 points.

Cette augmentation reste très en deçà par rapport à la cible fixée par le PNDS. Couverture vaccinale en Pentavalent 3 qui a évolué de 79 à 81% marquant le score plus satisfaisant parmi les indicateurs suivis. Couverture sanitaire dans un rayon de 5 Km qui a enregistré une augmentation de 5 point

Nutrition

En matière de **nutrition**, les actions mises en œuvre concernent :

- La distribution d'alimentation complémentaire au profit de 9600 enfants fréquentant 233 jardins d'enfants dans 7 wilayas et organisation de missions de suivi de toutes les 233 structures préscolaires bénéficiaires ;

- Prise en charge nutritionnelle, sanitaire, psychosociale, éducative et professionnelle par le CPISE (centre de protection et d'insertion sociale des enfants) de 457 enfants en situation difficile dont 31 enfants sans soutien familiale et qui ont été insérés (famille de Kavala) ;
- Un nombre de 22548 femmes ont été sensibilisées (santé de la reproduction, allaitement maternel, prévention du paludisme) ;
- Un nombre de 18 000 enfants de moins de 5 ans ont été suivis et dépistés dans les Centres de Nutrition Communautaire : a) déparasitage de 12 348 enfants, b) 1854 enfants malnutris ont été référés dans les structures de prises en charge (CRENAM, CRENAS) et c) Suivi dans les Centres Nutrition de Communautaire de 18432 enfants de moins de 5 ans et référence des enfants malnutris dans les structures de prises en charge (CRENAM, CRENAS) ;
- Prise en charge nutritionnelle, sanitaire, psychosociale, éducative et professionnelle de 397 enfants en situation et insertion sociale de 246 enfants en situation difficile;
- La prise en charge nutritionnelle, par le CSA, de 846 enfants malnutris dans 24 centres d'alimentation Communautaire (CACs) à Nouakchott.

Emploi

La mise en œuvre du plan d'actions opérationnel 2014, s'est traduite par les réalisations suivantes:

- La finalisation des TDRs en vue d'actualiser et d'adopter la stratégie nationale de promotion de l'emploi, en particulier celui des jeunes, et son plan opérationnel de mise en œuvre;
- La présentation du premier draft de la proposition d'Instituer le Conseil National de l'Emploi et de la Formation Technique et Professionnelle (CNEFTP) dont la mission est d'orienter les politiques d'emploi et de la formation professionnelle et de veiller à leur mise en œuvre;
- L'élaboration des TDRs pour lancer la mise en place d'un système d'information national permettant d'initier, de suivre et d'évaluer les politiques emploi/formation et leur mise en œuvre;
- La finalisation du projet de convention fixant un cadre de partenariat entre le Ministère en charge de l'emploi et le patronat;
- La création d'un réseau national de points focaux de l'emploi au niveau des Ministères et des wilayas;
- La préparation de la note de cadrage pour lancer un programme de stages de longue durée (2 ans) ciblant 10.000 jeunes primo demandeurs d'emploi avec un mécanisme d'incitation pour les entreprises;
- L'élaboration des TDR pour lancer une étude du marché de l'emploi et de la formation au niveau national.

Micro-finance et Micro-entreprise

Les efforts visant l'assainissement du secteur afin de garantir sa viabilité se sont poursuivis en 2014. Dans ce cadre, il a été procédé, après vérification sur place, au retrait d'agrément de 8 institutions de Microfinance au cours de l'année 2014.

Cependant, le secteur a connu la rentrée d'un nouveau réseau dénommé l'Union Nationale des Mutuelles d'Investissement et de Crédit Oasien « UNMICO », qui compte 30 IMF couvre une grande partie du territoire national (l'Adrar, le Tagant, l'Assaba et les deux Hodh) et opère particulièrement dans les zones rurales ce qui permettra aux populations rurales l'accès aux services financiers.

A fin 2014, les Institutions de Microfinance agréées ou enregistrées en plus du réseau des CAPEC, L'UNCECEL et de L'UNMICO sont au nombre de 24 dont plus de la moitié sont implantées à Nouakchott. Il y a lieu de préciser ici que l'UNCACEM a été rattaché à la Caisse de Dépôt et de Développement. Au terme de l'année 2014, les institutions de Microfinance affichent un encours de crédit net de 1,4 milliards d'ouguiyas, soit une baisse de 90,6% au cours de l'année 2014 par rapport au 31/12/2013. Cette remarquable diminution est due essentiellement au rattachement de l'UNCACEM à la CDD. Les CAPEC en détiennent 43,5 % tandis que la part des autres institutions représente 56,5%.

Les dépôts ont enregistré une baisse annuelle de 7,8%, pour s'établir à 5,8 milliards d'ouguiyas à fin décembre 2014. Cette diminution s'explique essentiellement par la sortie des données comptables de l'UNCACEM pour la raison citée plus haut.

Il y a lieu de préciser que les caisses d'épargne et de crédit détiennent plus de 91% de ces dépôts, alors que les autres institutions ont 8,9%. A ces actions s'ajoute l'approbation du plan comptable de la micro finance. En matière de création de micro et de petites entreprises, l'Agence Nationale TADAMOUN a entamé en 2014 la mise en œuvre du projet de lutte contre la pauvreté par la modernisation des moyens de transport qui a permis la distribution de 79 tricycles en collaboration avec la communauté urbaine de Nouakchott au profit de 79 groupements d'intérêt économique.

Genre, enfance et politique de population

Dans les domaines de la promotion féminine, du Genre et de la famille, les efforts se sont focalisés, au cours de l'exécution de la programmation du département, sur la promotion du statut de la femme, l'institutionnalisation de l'approche genre et la sauvegarde de la famille, à travers : d'importants progrès qui ont été réalisés en matière de promotion du statut des femmes notamment :

- Organisation d'un atelier de formation des femmes maires et adjointes aux maires nouvellement élues dans les wilayas du Hodh El Charghi, Hodh El Gharbi et de l'Assaba,
- Recyclage et renforcement des capacités de 100 femmes relais communautaires des coopératives féminines déjà formées, pour poursuivre la vulgarisation sur l'utilisation des services santé de la reproduction, y compris la planification familiale, les fistules obstétricales, l'allaitement maternel, etc. dans trois wilayas : Guidimagha, Gorgol, NKTT ;
- Présentation et discussion à Genève devant le Comité de suivi de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, du rapport de la Mauritanie sur la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- Formation professionnelle au Centre de Formation pour la Promotion Féminine (CFPF) de 281 femmes et filles issues de la déperdition scolaire dans les domaines de coiffure, restauration, couture, bureautique, maintenance informatique;
- Ouverture d'une structure à Tintane dénommée « Dar El Mar'a pour la promotion féminine ;
- Organisation de sensibilisation des femmes (enceintes, allaitantes, grand-mère, jeunes femmes) sur les pratiques familiales essentielles.

Par ailleurs, la mise en place au niveau national et régional de plusieurs mécanismes visant l'institutionnalisation du genre notamment :

- Traitement et résolution de 1329 litiges familiaux ;
- Célébration de la journée internationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes, 25 novembre 2014 ;
- Célébration de la fête internationale de la femme 08 Mars ;
- Célébration de la journée tolérance zéro 6 février (MGF),
- Organisation d'un atelier bilan de l'action des ONG partenaires du programme de lutte contre les MGF,
- Distribution des prix à 118 filles lauréates ;
- Financement de 98 microprojets au profit de femmes chef de ménages Nouakchott et à Nouadhibou ;
- Elaboration du guide de l'éducation familiale et vulgarisation du code du statut personnel (CSP).

Enfance

L'action en faveur de l'enfance a porté en 2014 sur l'éducation et la garde du jeune enfant et la protection des enfants.

En matière d'éducation et de garde du jeune enfant, les réalisations ont concerné :

- L'équipement de 8 jardins d'enfants publics à Nouakchott et 40 jardins d'enfants dans les wilayas des deux Hodhs, de l'Assaba, du Gorgol, du Brakna, du Tagant et du Guidimagha (400 tables et 800 bancs) ;
- La construction et équipement de 5 nouvelles structures publiques du préscolaire en préparation de l'ouverture de l'année préscolaire 2014/2015;
- La formation continue de 360 monitrices sur le nouveau guide de monitrice et les outils pédagogiques ;
- La formation initiale de 78 monitrices de jardins d'enfants au Centre de Formation pour la Petite Enfance;

- La réhabilitation des anciennes écoles des enfants sourds et aveugles, qui ont été érigées en EPA : enseignement spécialisé de 370 élèves au Centre de formation et de promotion sociale des Enfants en situation d'handicapés.

Pour ce qui est de la protection des enfants, les droits de l'enfant sont de plus en plus perçus par les différentes parties prenantes par la consolidation et le renforcement du mouvement national de promotion des droits de l'enfant à travers :

- La mise en place de nouvelle Table Régionale de Protection (TRP) au niveau de l'Adrar et des Systèmes de Protection Communale (SPC) d'Atar et de Bassiknou et du mouvement régional de promotion des droits de l'enfant du Hodh El Gharby en 2014, sur 16913 enfants pris en charge par les 9 tables régionales de protection et les 30 systèmes de protection communale : 2373 ont été enregistrés à l'état civil, 8202 insérés à l'école, 1494 enfants victimes ont bénéficié de soins médicaux, 2263 ont bénéficié d'appui psychosocial, 2191 ont participé à des activités socioculturelles et 391 ont bénéficié d'un suivi judiciaire;
- L'élaboration des journées de l'enfant (maghrébine le 17 février, africaine le 16 juin et internationale le 20 novembre) et organisation des activités de plaidoyer ;
- Le lancement de la campagne africaine de lutte contre le mariage des enfants à partir de la ville d'Aleg, capitale du Brakna à l'occasion de la commémoration du 25ième anniversaire de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) ;
- L'organisation d'une campagne de vulgarisation des Droits de l'Enfant dans les cinq Moughataas du Brakna;
- L'ouverture d'une nouvelle antenne du Centre de Protection et d'Intégration Sociale des Enfants (CPISE) à Tarhil (Riyad dans la wilaya de Nouakchott Sud),
- La distribution de quantités des vêtements pour plus de 768 enfants à l'occasion des fêtes religieuses (Id Adha, Id El fitr et Id El Mewloud) ;
- La distribution et suivi de 57 projets d'AGR au profit des familles ayant pris en charge des enfants en situation difficile ;
- L'élaboration, validation et transmission du 3ème, 4ème et 5ème rapport périodique combinés de la mise en œuvre de la CDE;
- L'élaboration du rapport initial sur la mise en œuvre de la Charte Africaine des Droits et du Bien être de l'Enfant.

Protection sociale

En matière de protection sociale, l'objectif retenu dans le troisième plan d'action du CSLP est d'œuvrer à l'amélioration du niveau de vie des personnes démunies et de promouvoir les personnes handicapées.

Assistance et gestion de l'indigence

Pour venir en assistance aux indigents et dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale, adoptée en 2013, les actions suivantes ont été réalisées en 2014 : **Au niveau de la protection sociale**, quelques réalisations significatives ont été effectuées à savoir

- Prise en charge de 217 malades démunis évacués à l'étranger, qui ont bénéficié d'une provision de 200.000 UM chacun ;
- Prise en charge de 680 malades indigents régulièrement dialysés dans les centres d'hémodialyse (dont 182 nouveaux) ;
- Subvention annuelle pour les centres hospitaliers pour la prise en charge des soins des indigents
- Prise en charge de 663 malades dialysés dont 562 ont bénéficié d'une assistance sociale de 40000 UM chacun et 101 malades ont reçu 20 000UM chacun;
- Attribution d'une assistance sociale au profit de 201 malades chroniques démunis dont 120 malades d'oncologie ont bénéficiés d'une assistance de 100.000 Ouguiya chacun et 81 autres malades chroniques ont bénéficié d'une assistance entre 30 000 et 50 000 UM ;
- Mise en œuvre du projet d'appui à 55 enfants polyhandicapés,
- Recrutement de 100 personnes handicapées diplômées chômeurs ;
- Démarrage officiel des activités du nouveau Centre de Formation et de Promotion Sociale des Enfants en Situation d'Handicap anciennes écoles des enfants sourds et aveugles transformée en Centre de Formation et de Promotion Sociale des Enfants en Situation d'Handicap ;

- Appui pour un montant de 70 Millions d'ouguiyas de subvention aux associations intervenant dans le domaine du handicap : activités d'éducation, cash transfert au profit de 55 enfants polyhandicapés, assistance sociale directe au profit de 61 personnes handicapées et 17 AGR ;
- Distribution de 1200 aides techniques (fauteuils roulants, béquilles) pour l'autonomie fonctionnelle des personnes handicapées,
- Célébration des journées nationale (29 juin) et internationale (3 Décembre) et l'organisation d'un atelier de réflexion sur la situation des enfants handicapés.

Par ailleurs, l'année 2014 a connu la préparation et la mise en place du programme national des transferts monétaires de l'Agence Nationale TADAMOUN qui opérationnalisera la stratégie nationale de protection sociale.

Assurance

Les efforts des pouvoirs publics visant la protection sociale, se sont renforcés par l'extension de la couverture caisse d'assurance maladie au secteur parapublic.

Sécurité au travail

En matière de sécurité au travail, les réalisations ont porté sur:

- L'élargissement de la couverture territoriale des inspections du travail par l'ouverture de nouvelles inspections ;
- L'adoption d'un décret relatif à la détermination des organisations syndicales les plus représentatives et institutionnalisant le dialogue social;
- L'équipement de la direction générale du travail et de l'ensemble des inspections régionales du travail en matériel bureautique et informatique ;
- L'adoption d'un décret relatif aux conditions d'emploi de la main d'œuvre portuaire;
- La poursuite de la Construction du siège de l'ONMT ;
- Le lancement de la procédure d'informatisation globale de la CNSS.

Politique de population

En matière de politique de population, les objectifs retenus dans le CSLP III demeurent toujours pertinents et visent à : (i) réduire l'indice synthétique de fécondité de 4,7 à 4,2; (ii) renforcer les capacités de mise en œuvre et de suivi de la déclaration de politique de population ; (iii) assurer un développement régional harmonieux favorisant la fixation des populations dans leurs terroirs ; et (iv) réduire les inégalités en matière de genre. Ces objectifs seront atteints à travers la réalisation des programmes prioritaires suivants :(i) l'exécution du projet des dividendes démographiques; (ii) (à compléter)

Culture, jeunesse et sports

Il s'agira de contribuer à porter le secteur de la jeunesse et des sports au maximum de sa capacité, en élargissant le plus possible son champ d'exercice et en mettant en valeur l'important potentiel qu'il recèle. Ainsi, les actions prioritaires à mettre en œuvre au cours de l'année 2015 permettront, de parachever les actions déjà entamées et d'entreprendre de nouvelles activités qui s'articuleront autour de trois axes stratégiques ,le renforcement des capacités, la construction, l'aménagement et la réhabilitation des infrastructures de base et la promotion et le développement des activités de jeunesse, de loisirs et des sports :

- **Le renforcement des capacités :** Les actions porteront sur la création de nouvelles structures spécialisées et la modernisation des structures existantes ;
- **L'aménagement et la réhabilitation des infrastructures de base :** La modernisation et le développement futur des activités de jeunesse, des loisirs et des sports rendent nécessaire la réhabilitation et la mise à niveau des infrastructures existantes et la construction de nouvelles infrastructures répondant aux besoins de ces trois secteurs ;
- **La promotion et le développement des activités:** En matière de promotion et de développement, les actions viseront la promotion des activités de jeunesse et de loisirs, la vulgarisation du sport de masse et le développement du sport de haute compétition. Il s'agit de sensibiliser notre jeunesse sur l'intérêt de participer au développement du pays, les populations sur les bienfaits de la pratique des activités sportives.

A ce titre, un vaste programme de communication sera mis en œuvre à travers notamment la création d'événements nationaux et la participation aux manifestations internationales.

Toutes ces actions seront soutenues par le renforcement de la coopération bi et multilatérale, où l'accent sera mis sur la coopération diversifiée pour la recherche de financements supplémentaires qui permettront de développer et pérenniser certaines activités dont l'impact demeure positif auprès des populations.

Ces activités relèvent des différentes rubriques suivantes :

- Renforcement des capacités institutionnelles et juridiques ;
- Renforcement des capacités des ressources humaines ;
- Aménagement et réhabilitation des infrastructures de base ;
- Promotion et renforcement des capacités des jeunes ;
- Promotion des activités de jeunesse et de loisirs ;
- Promotion et vulgarisation de la pratique du sport scolaire, universitaire et de masse ;
- Développement du sport de haute compétition ;
- Développement de la coopération.

Aussi, il est prévu le démarrage en 2015 du Projet Prévention de conflits et Dialogue interculturel financé par l'Union Européenne (UE) et dont la convention a été signée le 15 décembre 2014.

Axe 4 : Amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités

La première phase de mise en œuvre du CSLP avait fait de l'amélioration de la gouvernance et du renforcement des capacités un axe stratégique majeur qui s'articule autour de cinq objectifs : (i) la consolidation de l'Etat de droit, (ii) le renforcement des capacités de l'Administration, (iii) l'appui à la décentralisation, (iv) la gestion efficace des ressources publiques, et (v) l'implication des populations pauvres et le renforcement des capacités de la société civile, notamment des ONG.

Etat de droit

Dans le domaine de la promotion de la *démocratie* en tant que support naturel des rapports entre les citoyens et l'Etat, les actions ont porté sur : (i) la réforme de l'état-civil notamment à travers la confection d'une nouvelle carte nationale d'identité répondant aux standards internationaux, (ii) l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le système électoral mauritanien, et (iii) l'adoption de nouvelles modalités de financement des partis politiques.

Dans le sillage des réformes juridico- institutionnelles visant à un meilleur ancrage de l'Etat de droit, la protection des *droits humains* a été renforcée, à travers : (i) l'adoption et la mise en vigueur du Code du statut personnel, (ii) l'adoption d'une loi réprimant la traite des personnes, qu'elle qu'en soit la forme (iii) la ratification un grand nombre de conventions internationales relatives aux droits de l'homme, et (iv) l'adoption d'un Plan National d'Actions de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme.

Dans le cadre de la réforme de la *justice*, la première phase de mise en œuvre du CSLP a été marquée par : (i) l'adoption des codes du commerce et de l'arbitrage ainsi que des lois et textes réglementaires relatifs aux auxiliaires de justice, (ii) la finalisation de l'avant-projet de loi relative à l'aide judiciaire, (iii) la formation de magistrats, et (iv) la réalisation de travaux de construction et d'équipement des tribunaux dans le cadre du développement des infrastructures judiciaires.

En ce qui concerne le pouvoir législatif, le *Parlement* a bénéficié de l'appui d'une équipe d'assistants techniques et d'un appui logistique notamment dans le cadre de la mise en œuvre du PNBG. Un plan de formation et des guides pour l'action parlementaire ont été élaborés. Le PNRC/CMAP a préparé un projet d'appui au parlement en vue de son financement par la Fondation Africaine pour le Renforcement des Capacités (ACBF). Un autre programme d'appui a été également préparé par la GTZ.

Toutefois, l'enracinement de l'Etat de droit et la portée des réformes subséquentes à l'adoption de la constitution du 20 juillet 1991 sont restés limités, Du fait notamment de la fragilité des institutions bâties sur les décombres du monolithisme politique et qui sont restées très imprégnées de traditions fortement autocratiques. Un énorme décalage existait donc entre la théorie et la réalité du fonctionnement des institutions : la justice est restée coincée dans l'ornière de l'instrumentalisation politique et était minée par

une crise multiforme (crise de confiance, crise d'autorité, crise de crédibilité, crise de moyens et crise de compétences, etc.)³⁰ et le Parlement.

Le changement du 3 août 2005, qui a mis en place un conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD) pour une période transitoire devant aboutir à l'instauration d'institutions démocratiques véritables, est en soi une illustration des dysfonctionnements du système démocratique instauré en 1991 et de l'Etat de droit qu'il était censé promouvoir.

Administration publique

L'Administration publique a fait l'objet d'une certaine attention, se traduisant par : (i) la mise en œuvre du Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG) ; (ii) la réorganisation des principaux ministères ; (iii) la mise en place d'un comité interministériel sur la modernisation de l'administration publique et l'adoption de son rapport ; (iv) le démarrage du projet ISEPP et de la phase préparatoire du Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Public (PRECASP) ; (v) la réalisation des enquêtes EPCV, EMIP, EMSM et PDU, ainsi que la diffusion des données du RGPH ; (vi) l'élaboration d'une base de données sociales, (vii) la création de services régionaux de la statistique ; et (viii) la mise en place d'un nouveau dispositif de suivi et d'évaluation du CSLP.

Néanmoins, ces mesures ont eu peu d'effet car elles sont restées parcellaires alors que l'administration publique souffrait de faiblesses structurelles majeures tenant à : (i) la faible qualité du service rendu ; (ii) la complexité des procédures et la lourdeur des processus administratifs ; (iii) l'absence de normes de gestion et la prévalence de l'arbitraire dans les décisions, (iv) l'opacité de la gestion et la propagation de la corruption sous diverses formes, (v) la mauvaise gestion des ressources humaines, et (vi) l'utilisation insuffisante des TIC³¹. Ces dysfonctionnements ont fortement pénalisé l'efficacité de l'action publique et ont quasiment anéanti les capacités de l'administration à réguler la vie publique.

Décentralisation

La décentralisation administrative n'a cessé ces dernières années de prendre de l'ampleur dans le discours officiel et dans les politiques publiques. En plus de l'effort de l'Etat dans le financement des communes notamment à travers le FRD, dont le montant a presque quintuplé pour se situer aujourd'hui à environ 1,5 Milliards UM, de nombreuses interventions des coopérations bilatérales ou multilatérales ont contribué à renforcer les supports de la décentralisation. La dernière période a aussi été marquée par l'élaboration de plusieurs études dont : (i) la stratégie de décentralisation, (ii) l'étude sur la fiscalité locale, (iii) la mise en place du portail de développement communal, et (iv) l'adoption et la mise en œuvre de l'organigramme de la DGCL. De plus, plusieurs programmes d'infrastructures et d'appui institutionnel aux communes ont été exécutés, notamment dans le cadre du PDU.

En dépit de ces efforts, la fonctionnalité des Communes demeure insuffisante en raison de facteurs multiples qui tiennent notamment : (i) à la faiblesses de leurs moyens financiers, (ii) aux faibles capacités de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre liées à un déficit énorme de ressources humaines qualifiées, (iii) au manque de formation des élus locaux, (iv) au déficit d'encadrement technique de l'Etat, (v) au mauvais fonctionnement de l'intercommunalité mise en place à Nouakchott et son inexistence dans le reste du pays, et (vi) à des pesanteurs sociopolitiques qui nuisent à l'équilibre des pouvoirs entre Maire et Conseil Municipal et limitent la collégialité au sein des Conseils municipaux.

Renforcement des capacités de la société civile

Les actions qui ont été menées au profit des ONG comprennent : (i) la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités, (ii) l'amélioration du cadre juridique, et (iii) la mise en place du Cyber forum de la société civile. Mais, les ONG continuent à souffrir d'insuffisances notoires qui tiennent (i) à leur manque de professionnalisation, (ii) au manque de savoir-faire, (iii) à leur éclatement malgré l'existence récente du Cyber forum, et (iv) à l'absence d'un mécanisme pérenne de financement.

Les médias quant à eux ont bénéficié de l'organisation de séminaires de formation, et d'un appui à la presse indépendante, à travers le CRED, le PNUD et l'Ambassade des USA. Mais, le développement du secteur butte encore sur un certain nombre de contraintes d'ordre structurel dont : (i) la précarité de l'environnement

³⁰ Rapport Final du Comité interministériel chargé de la Justice, novembre 2005.

³¹ Ces insuffisances sont pour l'essentiel évoquées dans le Rapport Final du Comité interministériel chargé de la Bonne gouvernance, novembre 2005.

juridique, (ii) la situation financière critique (absence de capitaux de départ, de fonds de roulement, difficulté à recouvrer le produit des ventes, diffusion artisanale, etc.), (iii) la difficulté d'accès aux sources fiables d'information (les abonnements aux agences internationales sont très coûteux, etc.), (iv) le faible niveau de formation et l'inadaptation de celle-ci aux exigences de la profession, (v) le manque de professionnalisme chez bon nombre d'acteurs de la presse, et (vi) l'absence d'une instance de régulation. Cependant, la création récente d'une Commission Nationale Consultative pour la Réforme de la Presse et de l'Audiovisuel fin 2005 ouvre de nouvelles perspectives pour le secteur.

Malgré ces importantes réalisations, le domaine de la gouvernance souffre encore de faiblesses majeures et persistantes mais qui trouvent déjà des éléments de réponse dans les plans d'action des trois Comités interministériels mis en place par le Gouvernement de transition. De plus, des efforts supplémentaires conséquents seront nécessaires en matière de renforcement des capacités, tant au niveau de l'Administration qu'au niveau des élus et de la société civile.

L'approche participative

La promotion de la participation pleine et entière de l'ensemble des acteurs (Administration, élus, société civile, secteur privé, société civile) au processus du CSLP constituait une orientation stratégique majeure, sans précédent dans l'histoire du pays.

- a. Le choix stratégique de l'approche participative découle des éléments de justification suivants :
 - le rôle contributif déterminant de l'approche dans la mobilisation des ressources humaines et matérielles communautaires,
 - la participation comme condition essentielle de l'appropriation et, donc, son rôle de facteur de durabilité,
 - la participation comme moyen rationnel d'optimisation des impacts des initiatives de développement, et
 - la participation comme outil de responsabilisation des groupes vulnérables.
- b. Au cours de la première phase du CSLP, le processus participatif a permis d'impliquer des catégories d'acteurs qui n'avaient pas l'opportunité de débattre des questions du développement économique et social du pays. Des espaces étaient ouverts pour la première fois au niveau politique, avec le Comité de Concertation Etat – Société civile – Secteur privé, et au niveau technique, avec les Groupes Techniques Thématiques (GTT). De plus, des ateliers interrégionaux annuels étaient organisés au profit des acteurs au niveau des wilayas et des assises nationales – annuelles, également – constituaient le point culminant du processus participatif. Enfin, au niveau local, des concertations communautaires ont été menées en 2001 dans certaines localités pauvres. Elles ont permis d'enrichir l'évaluation – essentiellement quantitative – de la première année de mise en œuvre du CSLP par des éléments qualitatifs de perception de la part des personnes concernées directement par la pauvreté.
- c. Malgré ces avancées importantes pour le pays, la participation connaît des faiblesses auxquelles des réponses doivent être rapidement apportées. Il s'agit en particulier (i) du caractère ponctuel de la participation, (ii) de l'insuffisance de la participation des femmes, du secteur privé, des ONG, des communautés et des jeunes, (iii) de l'inexistence d'enquêtes de satisfaction sur les services, (iv) de l'absence d'exercices d'évaluations participatives, (v) de la faiblesse des capacités d'organisation, et (vi) du caractère limité du budget alloué au processus participatif.

La régionalisation du CSLP

La Loi d'orientation relative à la lutte contre la pauvreté, promulguée en juillet 2001 suite à la formulation du premier CSLP, énonce, en son article 13 : « A l'échelle régionale, les orientations du CSLP sont mises en œuvre à travers des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté (PRLP). Les PRLP constituent le cadre de détermination des objectifs régionaux de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations. Ils assurent la mise en cohérence des stratégies et programmes de développement régional et fixent les actions prioritaires pour la région. »

Dans ce cadre, le processus de régionalisation du CSLP a commencé par l'élaboration de la méthodologie de formulation participative des PRLP, connue sous l'appellation « boîte à outils ». Par la suite, la contrainte de

ressources humaines ne pouvant mener plus de 3 PRLP en concomitance a conduit au regroupement des wilayas en 4 lots qui devaient être abordés successivement.

Ainsi, (i) les PRLP du Hodh El Gharbi, de l'Assaba et du Guidimagha sont disponibles, (ii) les PRLP du Hodh Chargui, du Gorgol et du Tagant sont en cours d'adoption, (iii) la phase diagnostic des PRLP du Brakna, du Trarza et de l'Adrar est en cours de finalisation et sera suivie par leur formulation, et (iv) la phase diagnostic des PRLP de Nouakchott, de Dakhlet-Nouadhibou, du Tiris-Zemmour et de l'Inchiri sera lancée très prochainement, avec l'objectif de les finaliser avant la mi-2007.

Avec près de la moitié des PRLP déjà élaborés, force est de constater que le processus a permis des avancées importantes notamment dans la connaissance précise des atouts, des contraintes et des attentes au niveau des wilaya concernées. En particulier, les inventaires participatifs des infrastructures (IPI) donnent une image spatiale (et non sectorielle) et suffisamment détaillée, jusqu'au niveau des communes, de l'ensemble des ressources disponibles en termes d'infrastructures collectives qui interviennent en soutien aux activités économiques et sous la forme d'équipements nécessaires à l'accès de populations aux services de base (santé, éducation, eau, électricité, télécommunications, etc.). Ces IPI, s'ils sont appropriés par les acteurs régionaux, peuvent être des outils puissants de programmation d'infrastructures conformes aux gaps visibles, mais aussi de suivi et d'évaluation.

Cependant, il n'en reste pas moins que le processus souffre d'une insuffisance majeure : Les PRLP ne sont aucunement utilisés, ni en terme de programmation des actions, encore moins en terme d'arbitrage budgétaire. De plus, les Comités régionaux de Lutte contre la Pauvreté (CRLP) ne jouent pas leur véritable rôle dans la définition des priorités régionales et dans la coordination et la mise en cohérence des interventions (à travers les PRLP). Ceci est en partie le reflet de la situation au niveau central où le processus du CSLP est souvent resté au niveau des déclarations d'intention, sans trouver une matérialisation véritable du fait qu'il s'agit bien de la politique de développement économique et social du pays. D'ailleurs fréquente est la confusion, aux niveaux central et régional, entre le CSLP et le plan d'action du CDHLCPI ! Par ailleurs, l'absence d'un échelon intermédiaire entre la commune et le niveau national constitue une contrainte majeure dans ce domaine dans la mesure où la wilaya n'a pas la personnalité morale qui lui permettrait de programmer et mettre en œuvre de façon efficiente les PRLP.

Axe 5 : Renforcement du pilotage, de suivi, de l'évaluation et de la coordination

L'analyse des évolutions à travers les trois plans : Le premier plan d'actions du CSLP, qui a couvert la période 2001-2004, n'a pas bénéficié d'un système efficace de suivi-évaluation en dépit de certains mécanismes définis dans les rapports de mise en œuvre (RMO). C'est cet état de fait qui a conduit les pouvoirs publics à se préoccuper de cette réalité et à engager des mesures dans le cadre du CSLP 2006-2010. Le deuxième plan d'actions, pour la période 2006-2010, a retenu les mécanismes suivants :

a) Le dispositif institutionnel

Ce dispositif n'a pas fonctionné de manière régulière et son opérationnalisation a été limitée à des exercices ponctuels à l'occasion de l'élaboration des documents de révision et de suivi de la mise en œuvre du CSLP. Car, les lacunes qu'il était censé de corriger (l'irrégularité de la mise à jour des outils de reporting, le manque de culture de suivi-évaluation au niveau des départements, etc) sont restées les mêmes.

b) Le Système de suivi-évaluation

Dans ce domaine, les résultats enregistrés ont été faibles et insuffisants. En effet, le suivi des activités n'est pas systématisé et s'est limité dans la plupart des cas à des missions ponctuelles provoquées par les partenaires au développement. Cette situation affecte la qualité des rapports de mise en œuvre du CSLP.

c) Les outils de « reporting »

Parmi les différents outils retenus, un seul Rapport de Mise en œuvre (RMO) portant sur la période 2006-2007 a été publié en 2008. Les faiblesses constatées en matière de suivi du CSLP sont réelles et ont conduit principalement à mettre en œuvre des actions qui n'étaient pas prévues au détriment de certaines actions prioritaires.

d) La Coordination :

Ce dispositif faisait des CTS un passage obligé de coordination de toutes les interventions dans les différents exercices du CSLP (OMD, CDMT, revue des projets, révision des stratégies sectorielles, etc.). Si, le dispositif a fonctionné pour le suivi du CSLP, l'élargissement du champ d'interventions des CTS aux autres exercices de programmation n'a pas été concrétisé.

e) L'opérationnalisation du CSLP

L'opérationnalisation du CSLP II devait se faire à travers la mise en œuvre de trois principales actions : (i) la mise à jour permanente des rapports sectoriels pour les adopter aux orientations du CSLP ; (ii) l'opérationnalisation du CSLP au niveau régional à travers les PRLP, et (iii) l'opérationnalisation des PDC dans l'optique de mise en œuvre des PRLP au niveau communal. Or, hormis l'élaboration et l'actualisation de certains PRLP et PDC, aucune avancée significative n'a été enregistrée dans ces domaines. Pour le troisième plan d'actions du CSLP, période 2011-2015, les outils ainsi définis dans le deuxième plan d'actions du CSLP sont considérées assez pertinents et qu'il y a lieu de les reconduire.

Les outils et les objectifs qu'ils visent sont destinés à renforcer considérablement le système de suivi-évaluation du CSLP.

- ❖ Au plan de la pertinence : Le dispositif consacré par le cinquième axe du CSLP, compte tenu des outils définis, s'avère pertinent. Il permet aux décideurs publics et aux administrations de procéder à des ajustements nécessaires dans la conduite des actions de développement et des politiques ou stratégies mises en œuvre.
- ❖ Au plan de l'effectivité : Pour assurer l'effectivité de ces mécanismes, il est nécessaire de s'approprier les différents outils et de corriger les lacunes et autres faiblesses relevées dans la situation actuelle (irrégularité de la mise à jour des outils de reporting, absence de suivi-évaluation au niveau sectoriel, manque d'appropriation du processus par les parties prenantes, etc.).
- ❖ Au plan de la pérennité : La pérennité de ces mesures suppose la mise en place d'un cadre institutionnel chargé du suivi-évaluation pour assurer une plus grande visibilité de l'action gouvernementale.

4.3 Les facteurs explicatifs des évolutions observées entre 2001 et 2015

4.3.1 Axe 1 : Accélération de la croissance

a) Facteurs favorables

- ❖ La refondation de l'Etat qui a repris son autorité à travers la restauration des institutions républicaines, la modernisation de l'administration publique et le renforcement du pluralisme et de la liberté d'expression.
- ❖ La mise en œuvre de politiques et stratégies portant notamment sur l'intensification de la lutte contre la pauvreté, la réalisation de la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Concrètement, le développement des infrastructures socioéconomiques ; la création d'un environnement favorable au développement et l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base.
- ❖ Le respect d'un certain nombre de principes humains fondamentaux à savoir la participation des populations et de la société civile dans la formulation, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de développement et la transparence des procédures et des outils de gestion des ressources publiques.

b) Contraintes

La Mauritanie a fait face à plusieurs contraintes, pour la plupart structurelles, qui ont constitué autant d'obstacles à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des OMD.

- ❖ D'abord, le faible degré de mise en œuvre et l'inefficacité des politiques publiques de développement affichées. Le CSLP est marqué par un faible niveau d'appropriation de la part des acteurs concernés. Le CSLP n'a pas réellement été utilisé comme cadre de référence pour la programmation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Les dépenses publiques ne reflètent pas les orientations des CSLP qui entendent lutter contre la pauvreté. Le CSLP n'a pas permis d'inverser la tendance à l'aggravation de la pauvreté en milieu rural et n'est pas parvenu à toucher les populations les plus démunies malgré les ciblage visés par les Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP). Par ailleurs, la faible capacité d'absorption des dépenses d'investissement du système de gestion des finances publiques, constitue un frein à l'accélération du rythme de croissance ;
- ❖ **Ensuite, La croissance** de l'économie mauritanienne n'est pas inclusive, car la partie formelle est dominée par des groupes oligopolistiques, et dont la base productive est peu diversifiée et faiblement intégrée. Ce qui limite les effets d'entraînement et donc l'impact de la croissance, tant en termes de création d'emplois que de génération de revenus.
- ❖ **Enfin,** la forte dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en matière d'aide publique au développement (APD) et de commerce extérieur. Les exportations reposent sur les produits de base (fer et autres métaux, produits de la pêche, pétrole) dont la fluctuation des cours a des incidences sur les finances publiques et la balance des paiements. Les facteurs de croissance endogènes sont faibles et peu dynamiques. La dépendance alimentaire

4.3.2 Axe 2 : Ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres

a) Facteurs favorables

Les évolutions constatées entre 2001 et 2015 sont liées d'une part à l'avènement du pétrole et la forte valorisation des prix des matières premières d'autre part. Ces événements ont eu un impact considérable sur l'état des ressources publiques qui se sont nettement améliorées au cours de la période 2006-2013 : les recettes propres de l'Etat sont ainsi passées de 117,9 milliards de MRO en 2004 à 411,5 en 2013.

Cette embellie sur le plan des finances publiques a permis de mettre en œuvre des programmes structurants d'envergure, particulièrement dans les domaines de la voirie, de l'hydraulique et de l'énergie.

Sur un autre plan, les évolutions constatées entre 2001 et 2015, tiennent à plusieurs éléments qui renvoient aux divers modes de gouvernance (institutionnelle, administrative et économique) du pays mais également à l'influence du contexte mondial sur l'économie mauritanienne. Les différents secteurs économiques réagissent différemment aux événements et se distinguent ainsi en fonction de leurs caractéristiques, des spécificités de l'environnement de leur évolution.

Les mines et industries extractives

Malgré une atmosphère générale de repli des cours des matières premières, le secteur des mines et des industries extractives a connu un regain d'activité avec une hausse de 16,2% du PIB réel en 2013 contre une baisse de 1,6% en 2012. L'ensemble des composantes du secteur enregistre ainsi de bonnes performances qui traduisent une bonne orientation de leurs activités en attendant la reprise.

Les performances des secteurs productifs sont directement liées à celles du secteur du pétrole. Pour mémoire, l'année 2005 avait enregistré une flambée de plus de 45% des cours du pétrole et une hausse importante

(27% en moyenne) des prix des métaux et minéraux. La dépendance de l'économie s'est renforcée en 2008, année où le baril de pétrole a atteint un niveau record sur les marchés internationaux³².

La pêche

Ce secteur a longtemps souffert de sa méconnaissance et particulièrement celle du sous-secteur de la pêche artisanale. Cette méconnaissance concernait non seulement les quantités et les qualités de produits débarqués mais également la contribution réelle du secteur à l'emploi.

De ce fait, son impact réel sur l'économie et les populations a toujours été faible. La modeste contribution de la pêche industrielle à la formation du PIB, est liée essentiellement au manque accru d'infrastructures de base pour valoriser ces ressources et créer plus de valeurs ajoutées.

Un dénominateur commun à toutes les politiques a résidé dans la gestion durable du secteur et sa meilleure intégration à l'économie du pays. En d'autres termes, il s'agissait d'optimiser, de façon durable, la rente extraite du secteur des pêches en privilégiant ainsi l'aspect recette budgétaire, sans autres considérations.

Développement urbain

Ce secteur a bénéficié d'un regain d'intérêt au début des années 2000, au moment même où la Mauritanie se projetait dans une aire de prospérité soutenue par l'économie pétrolière. Le temps était donc venu de s'occuper des pauvres et parmi eux, ceux des villes qui constituent la vitrine du pays auprès des partenaires et bailleurs de fonds. Dans le même temps, il s'agissait de considérer les villes comme les moteurs principaux de croissance à travers lesquelles s'opérait la diffusion des richesses et des progrès. On entendait ainsi renforcer leur compétitivité, en améliorant la qualité de leurs équipements et services et en offrant davantage de possibilités d'insertion aux populations démunies. Il faut dire que nous sommes en plein changement de paradigme du principal intervenant dans les politiques urbaines qu'est la banque mondiale. En effet, un tournant est opéré en l'an 2000, lorsque cette institution met en avant la lutte contre la pauvreté, en insistant sur celle des villes. C'est donc tout naturellement que la Mauritanie s'orienta vers ce secteur pour bénéficier de financements importants et réduire ainsi le gap en équipements et infrastructures que connaissent l'ensemble des villes principales.

Hydraulique et assainissement

En matière d'accès à l'eau potable, les progrès sont justifiés par la conduite de projets et programmes ambitieux destinés à assurer, dans la durée, le ravitaillement des populations sur une partie importante du territoire. Ces grands projets structurants sont complétés par de petits programmes ciblés de forages et de réalisation d'AEP à l'intention des petites localités isolées.

En matière de **développement rural**, les forces reposaient sur (i) un important potentiel de terres irrigables (ii) un fort potentiel d'élevage ce qui lui garantit déjà l'autosuffisance en viandes rouges (iii) l'existence de 20.000.000 ha de terres aptes à diverses activités agro-sylvo-pastorales et (iv) l'existence d'importantes réserves d'eau souterraine et de surface.

Le domaine de la **Sécurité alimentaire** fait l'objet d'une réelle attention de la part des partenaires de la Mauritanie qui montrent une grande disponibilité à accompagner le gouvernement dans le combat des crises alimentaires, ce qui lui a permis de mettre en place des mécanismes adaptés de prévention et de gestion des risques.

b) Contraintes

L'effort d'investissement et de rattrapage des retards dans les différents domaines s'est toujours heurté à la faiblesse des capacités de planification, de suivi et d'évaluation au niveau des divers départements concernés. D'autres contraintes ont aggravé la situation et limité l'ampleur des réalisations et ce, pour la plupart des secteurs. Parmi ces contraintes figurent :

- ❖ les insuffisances du système d'informations statistiques ;

³² : Le cours du pétrole a atteint USD 100 le 2 janvier 2008, et a atteint 147 USD /baril au cours du mois de juillet. Cf. rapport BCM 2008

- ❖ la faiblesse dans la mobilisation des ressources financières programmées ;
- ❖ la faible capacité d'absorption des ressources mobilisées;
- ❖ l'absence d'un cadre de gestion axée sur les résultats ;
- ❖ le manque d'appropriation du processus CSLP par les départements sectoriels ;
- ❖ l'importance de la mise en œuvre d'actions non prévues

S'agissant de *l'environnement*, il a longtemps souffert d'une faible prise en compte par les décideurs dans les politiques publiques. Le secteur a également été handicapé par la combinaison de contraintes de diverses natures, parmi lesquelles :

- ❖ la faible capacité de prise en charge effective des questions environnementales.
- ❖ le faible niveau de changements de comportements en faveur d'une gestion rigoureuse de l'environnement au niveau des populations
- ❖ La faiblesse dans le dispositif de coordination au niveau central et régional
- ❖ La faible capacité de gestion des risques et des conséquences des aléas climatiques
- ❖ L'insuffisance de la décentralisation et de la déconcentration et notamment l'implication des communes et des OSC.
- ❖ L'inexistence d'actions de plaidoyer ou de mécanismes pour la mobilisation des ressources financières
- ❖ Le manque de valorisation du capital social communautaire dans l'exploitation du capital naturel productif
- ❖ Le cloisonnement ou/et absence de données et informations et,
- ❖ La faible capacité de conception, de suivi et de mise en œuvre au niveau des wilayas

4.3.3 Axe 3 : Ressources Humaines et Accès aux services de base

a) Facteurs favorables

Les enseignements tirés de la mise en œuvre du CSLP (2001-2015), portent sur les acquis sur les plans institutionnels, réglementaires et investissements combien importants pour le développement des services de base et leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres.

Dans le domaine de l'éducation, les acquis obtenus au cours des quinze dernières années doivent être consolidés au niveau du fondamental et élargis aux autres.

En ce qui concerne le secteur de la santé, il y a lieu de consolider les acquis enregistrés en matière de la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose et d'orienter davantage de ressources budgétaires vers ce secteur. Il y a lieu de signaler la volonté politique affichée par les pouvoirs publics d'améliorer les conditions de vie des populations les plus démunies en déclarant l'année 2015 « Année d'éducation » comme suite aux problèmes révélés par les états généraux d'éducation organisés récemment. Toutes les actions et interventions dans le domaine de la santé (constructions, réhabilitation, équipement des formations sanitaires, formation et recrutement du personnel et renforcement des capacités institutionnelles) témoignent de l'intérêt particulier accordé à ce secteur.

Récapitulatif des principales réformes mises en œuvre du CSLP

Secteur de l'éducation

- ❖ La refonte du cadre réglementaire de l'enseignement supérieur ;
- ❖ La création de nouveaux établissements d'enseignement supérieur (ISET, ISCAE) ;
- ❖ Le lancement du processus de restructuration de la formation initiale des enseignants sur la base d'un audit organisationnel des écoles normales d'instituteurs.

Secteur de la santé

- ❖ L'élaboration et l'adoption de la Politique pharmaceutique nationale ;
- ❖ L'élaboration et l'adoption d'une Stratégie nationale de survie de l'enfant ;
- ❖ L'élaboration et l'adoption de la Stratégie intégrée de lutte contre les maladies non transmissibles ; la mutualisation et le partage des risques.

Secteur des affaires sociales, de l'enfance et de la famille

- ❖ La ratification de la Convention Internationale relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif ;
- ❖ La ratification de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard des Femmes

(CEDEF) ;

- ❖ La ratification de la convention relative aux droits de l'enfant ;
- ❖ L'adoption d'une stratégie Genre et une loi d'orientation ;
- ❖ La mise en place d'un comité national de lutte contre les VBG y compris les MGF en 2008

Secteur des Affaires Islamiques, Enseignement Originel et Alphabétisation ;

- ❖ L'Adoption de la Stratégie Nationale de l'Alphabétisation (SNA)
- ❖ **Secteur de la Culture, de la Jeunesse et des Sports**
- ❖ La révision du cadre juridique régissant les activités du mouvement associatif opérant dans les secteurs de la culture, de la jeunesse et des sports ;
- ❖ L'adoption de la Charte Africaine de la Jeunesse ;
- ❖ L'élaboration de textes nécessaires à la mise en place d'un fonds d'appui au développement des activités de la culture, de la jeunesse et des sports.

Emploi, Formation Professionnelle et Technologies Nouvelles

- ❖ Révision des principaux textes organisant la gestion de la main-d'œuvre étrangère ;
- ❖ Adaptation des procédures d'attribution et d'exécution des marchés publics aux spécificités HIMO.

b) Contraintes

Les faiblesses et défis

Le bilan des efforts de mise en œuvre du CSLP, entrepris par les pouvoirs publics pour le développement des ressources humaines et l'extension des services de base ont connus d'importants investissements malgré des résultats d'impacts encore mitigés.

La situation dans le domaine de l'**éducation**, a fait ressortir des évolutions notoires des différents indicateurs de mesure de la performance de ce secteur. Malgré ses performances, le système éducatif reste confronté à des défis majeurs liés au :

- Rendement et la qualité du système éducatif (faiblesses des taux de réussite aux examens nationaux (Brevet, BAC) ;
- L'insuffisance de l'offre éducative de qualité (les écoles incomplètes nombreuses, inaccessibilité géographique, surtout en milieu rural),
- Insuffisance de l'encadrement par manque d'inspection ajouté au niveau faible de certains enseignants sortants des écoles nationales de formation, au recrutement des contractuels sans expérience pédagogique ;
- La gestion des ressources humaines peu transparente (clientélisme, complaisance entravent une répartition spatiale équitable du personnel enseignant et sa motivation),
- Insuffisance de l'apport des associations des parents d'élèves au développement du secteur éducatif,
- Développement du secteur privé aux dépens de secteur public réduit seulement à un refuge des enfants des familles les plus pauvres,
- Insuffisance des ressources financières.

En dépit des efforts importants consentis, au niveau **sanitaire**, en 2012 et 2013, l'atteinte des objectifs du CSLP est encore conditionnée par :

- ❖ Une gestion efficace et transparente des ressources humaines ;
- ❖ La mise aux normes des structures de santé de base en matière d'équipements et de locaux;
- ❖ Elaboration et adoption d'une stratégie de maintenance et d'entretien du matériel et équipement
- ❖ Le renforcement et la fiabilité des données du système national d'information sanitaire ;
- ❖ Un financement géré efficacement dans la transparence totale et répondant aux besoins en terme de volume;
- ❖ Une politique pharmaceutique de qualité appliquée avec la rigueur qui s'impose;
- ❖ Une réorganisation du système de soins en mettant en place des zones sanitaires dans le pays avec un système de référence bien fondé,

- ❖ Mise en œuvre de la stratégie de santé communautaire (mise à contribution des communautés dans les efforts de développement et de promotion de la politique sanitaire),
- ❖ Rendre fonctionnel les comités, cellules multisectoriels d'appui à la promotion et développement du système sanitaire (les actions multisectorielles n'existent souvent que sur papiers).
- ❖ Développer la complémentarité entre le secteur public/privé au lieu d'être objet de contradiction,
- ❖ La mise en œuvre de la politique nationale de santé relève plutôt de l'informel sans toutefois être imprégnée de connaissances en santé publique.

Au niveau de l'**emploi**, les défis importants qui restent à relever sont :

- ❖ La création d'opportunités d'emplois, notamment pour les jeunes diplômés;
- ❖ L'adéquation du système de formation avec les besoins de l'économie;
- ❖ La promotion de l'auto emploi.

Plusieurs faiblesses ont compromis d'une manière générale les résultats des plans d'actions du CSLP :

- ❖ L'absence d'alignement des différents outils de programmation (PIP, CDMT, LFI) sur les orientations et les objectifs du CSLP ;
- ❖ L'insuffisance des ressources humaines en quantité et qualité et sa démotivation pour être en mesure de jouer pleinement son rôle de pilier essentiel de mise en œuvre sectorielle du CSLP ; les résultats attendus ne pourraient pas être atteints sans cette volonté, quels que soient les investissements engagés par les pouvoirs publics.
- ❖ Les insuffisances du système d'information statistique et la faiblesse des capacités de planification, de suivi et d'évaluation au niveau des départements ;
- ❖ Le manque d'appropriation du processus par les départements sectoriels
- ❖ Le faible niveau d'exécution des actions et mesures programmées et la mise en œuvre d'actions non prévues ;
- ❖ La faiblesse dans la mobilisation des ressources financières programmées ;
- ❖ Le manque de coordination entre les services centraux et régionaux de l'Etat ;
- ❖ La faible implication des autorités locales dans l'élaboration des stratégies régionales ;
- ❖ La faible participation des populations bénéficiaires aux projets qui les concernent ;
- ❖ L'absence d'un cadre de gestion axée sur les résultats.

4.3.4 Axe 4 : Amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités

Le premier plan d'actions du CSLP, **qui a couvert la période 2001-2004**, visait l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles. Aussi seules les domaines prioritaires ont été identifiés (consolidation de l'Etat de droit, modernisation de l'administration publique, gestion transparente des biens publics, Décentralisation, etc..) afin de mettre en place les dispositions nécessaires pour lutter contre la pauvreté.

Cette période coïncidait avec l'introduction du mode de scrutin de liste à la représentation proportionnelle intégrale à un tour au niveau des élections municipales. Ce système, bien que favorisant la représentativité des petites formations politiques, a eu pour conséquence une instabilité dans les conseils municipaux et des blocages dans le fonctionnement des municipalités affaiblissant les exécutifs municipaux ; car le maire n'était élu que sur la liste ayant obtenu 15% des suffrages exprimés. Ce qui était à l'origine des difficultés dans le fonctionnement des collectivités locales.

L'examen de la mise en œuvre de ce premier plan a permis de constater des insuffisances majeures qui ont entravé son exécution. La plupart des activités prévues n'ont pas été réalisées (la réhabilitation des bureaux et résidences de l'administration, la construction de maisons de passage, etc...).

Le deuxième plan d'actions, **pour la période 2006-2010**, a été élaboré sur la base des enseignements tirés de la mise en œuvre du premier plan. L'exécution de ce plan coïncidait avec la période du processus de transition démocratique (Août 2005-Mars 2007) dont les objectifs étaient de rétablir les institutions de l'Etat et d'organiser des élections crédibles, transparentes et acceptées par tous les acteurs politiques nationaux et internationaux. Cette période a permis des réaménagements constitutionnels relatifs à la durée du mandat du Président la République (art.26) et sa rééligibilité (art.28) d'une part, et la résolution de la problématique

posée par l'article 104, d'autre part, en vue de créer les conditions d'une alternance démocratique et de restaurer la confiance des citoyens en la Constitution de la République.

Les amendements ainsi apportés au texte constitutionnel ont entraîné la modification des dispositions législatives et/ou l'introduction de dispositions nouvelles en vue de mettre en œuvre les mesures propres à garantir la régularité, la sincérité et la transparence des opérations électorales.

C'est ainsi que pour les élections de novembre 2006 et mars 2007, l'actualisation de la liste électorale a fait l'objet de recensement administratif à vocation électorale (RAVEL) qui a été corrigée et générée à partir de la base de données de la carte d'identité. Cette opération a permis d'éliminer quelques 27000 doublons (personnes inscrites à la fois dans leur lieu de résidence et dans leur village d'origine) et produit une liste de 1.130604 inscrits (rapport MOE/UE-Mauritanie 2006-2007).

L'analyse du bilan de mise en œuvre du CSLP II montre qu'au cours de la période 2006-2010, des réformes importantes ont été enregistrées dans le domaine de la consolidation de l'Etat de droit.

Cependant les résultats demeurent en deçà des objectifs en raison notamment des changements inconstitutionnels intervenus de 2005 à 2007 (Processus de transition démocratique) et de 2008 à 2009 (Mouvement de rectification).

L'élaboration du troisième plan d'actions du CSLP, pour la couverture de la **période 2011-2015**, a coïncidé quant à lui avec le Dialogue national tenu du 17 septembre au 19 octobre 2011 entre les partis de la Majorité présidentielle et certains partis de l'Opposition démocratique (APP, EL WIAM, HAMAM, SAWAB). Les thématiques retenues recouvrent les actions du CSLP notamment le renforcement de la démocratie, la réforme de la justice, la réforme du Code électoral, etc... Les résultats ont entraîné la révision de la Constitution (alternance pacifique au pouvoir), la réforme du Code électoral (promotion de l'accès des femmes aux mandats électoraux et fonctions électives, etc...) neutralité et professionnalisme de l'administration, etc....

✓ **Etat de droit :**

Les objectifs fixés dans le cadre de la consolidation de l'Etat de droit ont permis la tenue d'élections crédibles et transparentes en 2013 (élections législatives et municipales) et 2014 (élections présidentielles). Le taux de sièges occupés par les femmes au Parlement est passé de 4% en 2004 à 18% en 2008 et 21.8% en 2013.

✓ **Démocratie locale :**

Le renforcement de la démocratie locale s'est traduit par l'approfondissement de la décentralisation. Les communes de Nbeïket Lahwach (Hodh charghi) et Chami (Dakhlet Nouadhibou) ont été créées pour relever le nombre des communes de 216 à 218 et rapprocher d'avantage les populations de l'administration. Les localités « non communalisées » ont été intégrées dans les communes de rattachement pour garantir aux populations concernées le droit de vote (décret n° 2013.122 du 14 juillet 2013).

✓ **Modernisation de l'Administration publique**

Pour le suivi des objectifs en matière de modernisation de l'administration, les indicateurs relatifs aux activités liées au cadre institutionnel et organisationnel ainsi que la gestion des ressources humaines sont insuffisamment renseignés. Cependant, les taux de satisfaction des usagers des services publics (35.3% en 2004) pour l'Administration générale, passent à 50.3% pour la santé en 2009 alors que pour le service public de l'éducation, le taux est passé de 41.6% en 2004 à 45.5% en 2009.

Aussi En matière de modernisation de l'Administration des progrès importants ont été réalisés dans la construction des infrastructures (bureaux, résidences, maisons des jeunes, etc...), du renforcement des capacités des ressources humaines dans le domaine des NTIC, notamment l'utilisation de l'outil informatique dans les Administrations. Cependant, ces actions n'ont pas bénéficié toujours de moyens de maintenance pour assurer leur pérennité.

✓ **Gestion efficace et transparente des biens publics**

Ce domaine est composé de la programmation budgétaire, exécution budgétaire, marchés publics, entreprises publiques, patrimoine de l'Etat, Evaluation et corruption. La plupart des indicateurs prévus dans la matière CSLP ne sont pas renseignés.

✓ **Lutte contre la corruption**

Dans cette matière, la stratégie nationale de lutte contre la corruption adoptée en 2010 a engendré la création d'un Observatoire de lutte contre la corruption en 2014. Elle préconise plusieurs axes de lutte comprenant des mesures d'information et de sensibilisation des acteurs économiques et la population sur ses méfaits, de prévention par l'identification et le traitement des secteurs les plus touchés, de sanctions par la restauration de la primauté du droit, de coopération internationale par la transposition des normes internationales anti-corruption dans l'ordonnancement juridique national. Pour combattre la corruption, les ressources humaines des organes de contrôle ont été renforcées pour assainir leur fonctionnement (Cour des comptes, IGE, IGF). Cependant, le cadre juridique n'est pas codifié. Les dispositions relatives à la lutte contre la corruption sont dispersées entre le code pénal, le code de passation des marchés et d'autres textes spécifiques (lois et réglementations sectorielles) ; ce qui altère quelque peu l'efficacité du système mis en place.

✓ **Décentralisation, renforcement des capacités de la Société civile, promotion de l'approche participative**

Pour ces domaines, les indicateurs accompagnant les objectifs fixés par le CSLP ne sont pas renseignés.

✓ **Communication**

Dans le cadre de la promotion de la culture démocratique et de l'appropriation des politiques de développement, des transformations majeures ont été opérées dans le domaine de la communication sur la période 2006-2010, notamment au plan juridique et au plan institutionnel. Cependant, le seul indicateur initialement retenu dans ce domaine est celui du nombre de radios et de télévisions privées créées (soit cinq radios et cinq télévisions) entre 2011 et 2013. Aussi dans le domaine de la communication, la législation relative à la libéralisation de l'espace audiovisuel a connu un début d'exécution.. En outre, conformément aux engagements pris par les autorités mauritaniennes vis-à-vis de l'Union Européenne en 2005, la censure prévue par l'article 11 de la loi de 1991 a été supprimée³³.

Atouts

La mise en place et la consolidation des institutions démocratiques, la politique de décentralisation, la création d'un certain nombre d'institutions dans le domaine administratif, la naissance et/ou le renforcement des structures chargées du contrôle des ressources publiques, la mise en place d'un cadre adéquat pour la promotion du mouvement associatif, la mise en œuvre d'une stratégie de promotion féminine et l'élaboration d'un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté à l'horizon 2015 englobant l'ensemble des activités et programmes de l'Etat pour un développement humain durable constituent, entre autres, des atouts majeurs en matière de bonne gouvernance.

Sur le plan du développement administratif, la Mauritanie s'est engagée à remplir son rôle suite à son appropriation de la résolution de la 50ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (1996) relative à ce sujet.

Par ailleurs, le Gouvernement a créé des structures institutionnelles qui doivent veiller à la bonne gestion de l'administration publique, telles que le Bureau Organisation et Méthodes (BOM), la Commission Centrale des marchés et le Service du Conseil des Ministres. Les activités de valorisation des ressources humaines ont permis le développement des compétences nationales, l'amélioration de l'accès à l'information et le renforcement des capacités informatiques des administrations qui facilite la communication et contribue, dans une large mesure, à la célérité de l'action administrative. De plus en plus, une volonté se manifeste chez les cadres d'améliorer leur rendement et de promouvoir l'équité et la transparence. Enfin, le nouvel environnement politique et institutionnel a favorisé l'émergence d'une société civile qui est de plus en plus active dans les domaines du développement. Une presse jeune et libre exerce ses fonctions et des ONGs commencent à entreprendre, en partenariat avec l'Administration, des travaux relativement importants, notamment, dans les domaines intéressant directement les groupes sociaux les plus vulnérables. La vie associative et coopérative se développe à un rythme rapide aux échelons national et local.

Contraintes

En dépit des progrès enregistrés par une administration en construction, des contraintes continuent, dans une certaine mesure, à entraver son bon fonctionnement. Les missions et fonctions des structures administratives ne sont pas toujours clairement définies et un manque de rationalité se manifeste dans l'organisation de ces

³³ Sources ; Rapport mission d'Observation électorale de l'Union Européenne 2006-2007.

structures. Ceci affaiblit le processus de prise de décision et réduit l'efficacité de l'action. La capacité d'analyse et de conception demeure insuffisante et les structures décentralisées dépendent toujours des ressources et des décisions prises par l'administration centrale. La plupart des cadres formés sont en service à Nouakchott et ceci au détriment de la capacité des structures décentralisées. De plus, de nombreuses contraintes continuent d'entraver l'amélioration de la gestion du personnel de l'Etat. Les textes régissant la Fonction publique restent, dans une certaine mesure insuffisamment appliqués. D'autres textes subséquents restent à adopter ou même à produire. L'absence d'un système de carrière par voie de promotion basée sur le mérite est une entrave qui réduit la motivation et la productivité du personnel. Le système de rémunération reste, dans une certaine mesure, inadapté et le rendement du personnel faible. Par ailleurs, une disparité de rémunération existe entre les personnels des projets et les fonctionnaires de l'administration publique. Cela constitue un élément démotivant pour ceux de l'administration. La gestion prévisionnelle du personnel n'est pas une pratique administrative bien ancrée actuellement et la formation continue des cadres nécessite d'avantage d'attention et de moyens. La formation et son contenu ne répondent pas toujours aux besoins réels de chaque poste de travail et les capacités de formation sont gérées de façon centralisée et ne bénéficient pas toujours aux agents de l'Etat en dehors de la capitale.

Les moyens de communication, d'information, de documentation et d'archivage sont encore limités. Malgré l'engouement suscité par le recours à la Bureautique, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication reste encore limité dans l'administration publique.

Par ailleurs, les textes sur la décentralisation n'ont pas été complétés par des actes d'application. Le transfert de ressources humaines et financières et le développement des capacités locales sont toujours faibles, ce qui prive la politique de décentralisation d'une partie importante de ses moyens. La plupart des communes se trouvent confrontées à des attentes accrues de la part des citoyens, mais les moyens pour y répondre leur font souvent défaut. Des études sur la stratégie de la décentralisation seront menées très prochainement pour proposer des solutions un cadre juridique adapté ainsi qu'un plan d'action dans le domaine de la décentralisation et de la gouvernance locale.

Enfin, dans le domaine de la communication, plusieurs difficultés subsistent. La communication entre le citoyen et l'administration suit souvent les voies traditionnelles sans une véritable ouverture et elle reste dominée par le concept d'une administration de "pouvoirs" et non pas de "services au public". La fonction d'accueil et d'information de l'utilisateur est embryonnaire. La communication entre administrations, quant à elle, souffre de l'absence de mémoire institutionnelle et des difficultés de production, de stockage et de circulation d'informations. La plupart des unités administratives conservent encore une tendance à la rétention, à la surveillance et au contrôle de l'information, ce qui crée des difficultés à plusieurs niveaux.

Les expériences pilote visant à améliorer les services publics et le renforcement des capacités ne sont pas intégrées en tant que telles par l'administration et ne servent pas directement à renforcer un processus de réforme. Le Bureau Organisation et Méthodes qui doit veiller à la modernisation et au développement administratif reste sans cadre opérationnel et ne peut remplir ses fonctions que si les moyens humains et financiers sont assurés en termes durables.

Encadré 2: La stratégie Nationale de lutte contre la corruption

En raison de son caractère insidieux, la corruption prospère à l'ombre des dysfonctionnements de l'Etat et, surtout, de la culture de l'impunité et du déficit de volonté politique. Elle détériore la qualité des services, entraîne une mauvaise allocation des ressources, provoque la fraude fiscale, entrave la concurrence et les investissements, compromet le processus de développement et affecte négativement la qualité de vie des citoyens, notamment les plus vulnérables. A ces coûts économiques s'ajoutent des effets sociopolitiques non moins néfastes, tenant à la perte de légitimité de l'Etat, au climat de laxisme et d'irresponsabilité et à l'inhibition de toute tentative de mise en place d'un système efficient de gouvernance. En outre, il en découle un affaiblissement de la cohésion sociale et une confusion entre le bien public et le bien privé, préjudiciable à la réalisation des missions de l'Etat.

En Mauritanie, et comme le montrent les études récentes, la corruption reste encore malgré le processus de démocratisation de la vie politique, la mise en œuvre de programmes d'appui à la bonne gouvernance et d'institutions de régulation et de contrôle ; le rôle croissant de la société civile et l'adhésion du pays à plusieurs

conventions internationales. La réduction de la corruption est, cependant, un impératif pour le développement économique, la cohésion sociale, la crédibilité des institutions et la pérennité du système démocratique. Elle constitue donc un enjeu essentiel des efforts plus larges pour la bonne gouvernance, la rationalisation de la gestion publique, le développement économique et social de la lutte contre la pauvreté.

Pour ces raisons, et dans le cadre de la mise en œuvre du programme électoral du Président de la République, le Gouvernement entend placer la lutte contre la corruption au cœur de son action. C'est dans ce cadre que s'inscrivent l'élaboration et la mise en œuvre au cours de cette phase du CSLP de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Cette stratégie répond à une exigence pressante émanant tant des citoyens dans leur diversité que des obligations internationales du pays au regard des conventions de lutte contre la corruption, signées et ratifiées notamment la Convention des Nations Unies et celle de l'Union Africaine. Elle s'articule autour d'une large campagne de communication et de sensibilisation, de mesures de prévention, de sanction et de coopération internationale.

Dans le domaine de la Communication / Sensibilisation, l'accent sera mis sur la sensibilisation des acteurs économique et de la population sur les méfaits de la corruption et l'introduction de la lutte contre la corruption dans les curricula scolaires et professionnels.

En matière de prévention, les mesures porteront sur l'information et la sensibilisation des citoyens, l'identification et le traitement des secteurs les plus touchés par la corruption, l'assainissement des procédures de passation des marchés publics, la mise en place de procédures appropriées pour le suivi des rapports des organes de contrôle, la vérification du respect des obligations légales, l'astreinte des acteurs économiques à une comptabilité rigoureuse et la promotion de la vigilance.

Relativement aux sanctions, il s'agira de restaurer la primauté du droit, rompre avec l'impunité, codifier, compléter et appliquer systématiquement les sanctions prévues et mettre en place un parquet anti-corruption.

En ce qui concerne, la coopération internationale, les mesures prévues ont trait à la transposition des normes internationales dans l'ordre interne et le renforcement de la transparence de la gestion des revenus des industries extractives ainsi que le développement de la coopération avec tous les pays en vue de lutter contre la criminalité économique et financière.

A cet égard, des mécanismes de suivi-évaluation sont prévus par la stratégie qui est assortie d'une série d'actions à moyen terme (2011-2014). Ces mécanismes se situent à deux niveaux : (i) l'observatoire de la corruption, organisme non gouvernemental ; et (ii) un comité de suivi, organisme mixte, réunissant des représentants du Gouvernement et des autres parties prenantes et chargé de préparer un rapport annuel de suivi de la mise en œuvre de la stratégie.

Principaux indicateurs de la gouvernance

Tableau 26 : Evolution des principaux indicateurs de la gouvernance

	Indicateurs	Définition/Explication	Dernières années disponibles	Performances de la Mauritanie
Indicateurs Gouvernance Agrégés	T-I Corruption indice de perception (CPI)	Indices composite concernant les perceptions du degré de corruption par des hommes d'affaires et des analystes du pays, qui va de 10 (très propre) à 0 (fortement corrompu).	2007	123 ^{ème} sur 180 pays
	Évaluation politique et institutionnelle du pays (CPIA)	Évalue les politiques et institutions du pays en analysant 16 dimensions. Les dimensions concernant la gouvernance sont : Droits de propriété et gouvernance sur la base de règles ; qualités et la gestion budgétaire ; qualité de l'administration publique ; transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public (servent également de sources pour les KK et CCPI).	2006	Sur une échelle de 1 (la plus mauvaise) à 6 (la meilleure), la Mauritanie obtient les notes suivantes : 3.0 pour droits de propriété et gouvernance basée sur des règles ; 2.0 pour qualité de gestion budgétaire ; 3.0 pour qualité de l'administration publique ; 2.5 pour transparence, responsabilité et corruption

Indicateurs Environnement des Affaires	Facilité à faire des affaires (Doing Business (DB))	Évalue la facilité de faire des affaires en analysant dix catégories : 1. Création d'une affaire ; 2. Traitement du problème des licences ; 3. Emploi ; 4. Enregistrement de propriété ; 5. Obtention de crédit ; 6. Protection des investisseurs ; 7. Paiement d'impôts ; 8. Commerce inter-frontalier ; 9. Mise en application de contrat ; 10. Fermeture d'entreprise.	2007	Classement général : 148 ^{ème} sur 175 Dans la moitié supérieure pour Enregistrement des propriétés et Mis en application des contrats Parmi les moins bons pour ce qui concerne la création d'entreprise et le paiement des taxes.
	Enquête Climat des Investissements (ICS)	Enquête auprès d'entreprises et employés du secteur privé afin d'évaluer l'environnement général des affaires.	2006	29.1% des entreprises disent que la corruption est une contrainte majeure ou sévère 6,6% du chiffre d'affaires est dépensé en paiements informels.
Liberté Politique et de presse	Régime IV Rapport pays (Polity IV Country Report)	Enregistre des informations annuelles sur le régime politique et les caractéristiques de l'autorité. Comprend des indicateurs exercés sur la direction (mesure des contraintes institutionnalisées sur les pouvoirs de prise de décisions des directeurs généraux).	2004	Sur une échelle de 1 (le plus mauvais) à 7 (le meilleur) Contraintes sur les directeurs généraux : 3.0
	Freedom House	Statut des libertés civiles	2006	"En partie libre"
	Reporters sans frontières	Indice liberté de la presse	2007	55 ^{ème} sur 169 pays

Source : Extrait du Rapport de la Banque Mondiale, février 2008.

4.3.5 Axe 5 : Renforcement du pilotage, de suivi, de l'évaluation et de la coordination

a) Facteurs favorables

- Implication des Départements sectoriels : bien que contraignant pour la plupart, les tableaux de bord de suivi sectoriel ont été élaborés par la quasi totalité des départements et pour les quatre trimestres de l'année 2014, ce qui dénote d'une nouvelle tradition de culture d'information qu'il faut obligatoirement pérenniser.
- Meilleure coordination entre les PTF : La coordination entre les différents partenaires au développement pour l'atteinte des objectifs inscrits dans le CSLP est, sans conteste, un des acquis de ce processus.

b) Contraintes

- Ressources humaines : Les capacités d'analyse en suivi évaluation sont insuffisantes ce qui affecte la fonctionnalité des membres des CTS. Cette insuffisance concerne aussi bien la Direction chargée du Suivi du CSLP que les directions chargées du suivi dans les différents ministères.
- Le système d'indicateurs de suivi du CSLP : Dans tous les secteurs, la production des indicateurs à partir de données d'enquêtes représente un coût élevé et nécessite un appui de l'ONS qui est responsable de la qualité et la régularité de la collecte, du traitement et de l'analyse des données. Malheureusement, l'ONS qui devait être au centre de ce dispositif a été complètement mis à côté.

V. Analyse des résultats du CSLP 2001-2015 à travers les critères d'évaluation

5.1 L'analyse des aspects conceptuels, institutionnels et de mise en œuvre

Axe 1 :

L'action du Gouvernement face aux défis que posait la consolidation de la croissance et de la stabilité macroéconomique dans un contexte de sécheresse aigue, de forte augmentation des prix des produits alimentaires et énergétiques, et de volatilité des prix, de situation politique incertaine, de 'printemps arabe' n'a pas été facile durant ces différents cycles de CSLP. L'économie mauritanienne a été confrontée à des taux élevés de chômage et de pauvreté mais la mise en œuvre de politiques économiques a permis de renforcer la résilience macroéconomique et de maintenir la stabilité des prix pour améliorer et soutenir les conditions précaires des populations. Les épisodes de flambée des prix et de tension sociales les dénonçant ont été périodiques, émergeant dans une pluralité de situations politiques, économiques et sociales. C'est pour cela que la mise en œuvre des différentes stratégies du CSLP a été occultée par les plans d'urgence, montrant ainsi les limites de l'administration dans sa capacité de se projeter dans le futur. La mise en œuvre des différentes stratégies du CSLP a été occultée par les plans d'urgence, montrant ainsi les limites de l'administration dans sa capacité de se projeter dans le futur. L'analyse se fera donc essentiellement à travers la reconduction de ces différents plans.

Au plan de la pertinence : les plans d'urgence apparaissent avant tout comme des dispositifs qui réorientent, de manière discrétionnaire, des crédits précédemment affectés à d'autres programmes de l'Etat, et déjà discutés dans le cadre du budget. Pour autant, il faut reconnaître, qu'il y a là un processus d'institutionnalisation. L'action de l'administration se déploie selon des procédures et un savoir-faire indéniable, mais des procédures propres à l'Etat, et qu'il gère sans référence aux méthodes internationales utilisées par les bailleurs. C'est une politique économique ambitieuse, qui vise à agir sur les prix par des canaux autres que ceux de l'orthodoxie, et qui est une modalité centrale d'intervention de l'Etat.

Au plan de l'effectivité : la préparation de ces plans suit toujours le même schéma que l'on peut décrire ainsi : chaque ministère doit déclencher des actions qui peuvent être rapidement mises en œuvre et qui simultanément doivent être, « visibles » sur le terrain. Les actions peuvent provenir de programmes déjà prévus, comme venir en supplément. Le plan mobilise un très grand nombre de départements ministériels et d'organismes, puisqu'il couvre aussi bien les thématiques de la distribution alimentaire, que celles de l'éducation, de l'emploi ou de la formation, de l'accès au crédit ou de la disponibilité d'aménagements ruraux (retenues et diguettes pour les cultures) ou encore, volet très important, de la nourriture pour le bétail. Ce processus lourd est conduit de manière parallèle aux travaux administratifs existants, notamment le budget et a fini par dépecer l'administration centrale de toutes ses prérogatives régaliennes.

Au plan de l'efficacité : le plan d'urgence supposait que les prix devraient « baisser » parce que les ventes subventionnées tireraient le niveau général des prix vers le bas. Cela n'a jamais été le cas. Il a plutôt favorisé l'accroissement des marges des commerçants et des trafics transfrontaliers sans induire de baisses sur les prix de vente.

Au plan de l'efficience : il n'y a pas pour le moment une autre alternative crédible, car même si cette dépense publique est inefficace, elle a le mérite d'exister, au moins jusqu'à ce qu'une autre manière de procéder soit trouvée.

Au plan de l'équité : le ciblage géographique des boutiques est problématique : mal réparties dans le pays et ne touchent pas les plus démunis, en particulier hors des villes. Le choix des boutiques ne répondent à aucun critère raisonné de ciblage ; ensuite, des pans entiers de la population sont *de facto* exclus de l'accès à ces produits : par exemple, la classe moyenne appauvrie est très peu atteinte par les produits subventionnés.

Au plan de l'impact : Les boutiques témoins n'ont pas eu d'effets réels sur les comportements de marge moyens des commerçants dans la mesure où la formation des prix au détail pratiqués dans les boutiques régulières est la résultante de facteurs qui ne sont que peu touchés par l'action étatique : prix pratiqués par les importateurs et politique fiscale, certes, mais aussi spéculations des importateurs et comportements des vendeurs. Rien ne permet de penser que les dispositifs temporaires des boutiques témoins aient un impact sur cette chaîne de formation des profits.

Encadré 3 : Le Programme spécial d'intervention -PSI

La fin de l'année 2007 connaît de très fortes augmentations des cours du pétrole et des produits agroalimentaires. L'inflation est cette fois clairement impulsée par les cours internationaux. De violentes manifestations éclatent dans l'est du pays. Ces émeutes sont d'abord durement réprimées avant que le Gouvernement ne change de stratégie et d'annoncer la mise en place de mesures d'urgence mettant en lumière la nécessité de protéger les dépenses sociales et de mettre en place des filets de sécurité adéquats pour les couches les plus vulnérables de la population. C'est le coup d'envoi d'une ample politique de lutte contre la vie chère. Un *package* est proposé pour revaloriser le pouvoir d'achat. Le Gouvernement évoque des aides pour développer des activités génératrices de revenu, lutter contre le chômage, entreprendre des ouvrages agricoles ou faciliter l'accès à l'aliment pour le bétail. Des exonérations de l'impôt sur les traitements et salaires sont accordées pour 5000 fonctionnaires, des aides à l'accession à la propriété sont mises en place.

Ces premières mesures sont mises en œuvre jusqu'au début de l'année 2008, mais rapidement, cette réponse s'avère insuffisante. D'une part la pression sur les prix ne baisse pas : les cours internationaux continuent leur flambée et en décembre 2007 les augmentations des prix sur un an dépassent 50% sur le blé, le riz et l'huile ; d'autre part, les subventions alimentent les trafics et la spéculation, invalidant les mesures prises. Les exonérations de douane sur différents produits génèrent notamment des opportunités de trafics transfrontaliers avec les pays voisins, notamment sur le marché du riz.

Aussi, dès le premier trimestre 2008, l'Etat élabore un nouveau programme multisectoriel, adoptant cette fois une échelle d'action bien plus importante. Le Programme spécial d'intervention (PSI) approche la somme de 170 millions de dollars. Le PSI a contribué à creuser le déficit budgétaire mais a aidé à éviter des troubles sociaux. Les partenaires, appuyant alors la Mauritanie, valident le montage proposé et expriment leur intention de soutenir le programme. Il y a là un point de basculement. Le PSI s'apprête à prendre un rôle central au sein de politiques économiques, n'étant plus une réponse à la situation conjoncturelle, mais devenant le programme socioéconomique prioritaire du gouvernement, et l'intervention publique autour de laquelle les jeux politiques s'opèrent. Le programme implique en effet la réaffectation d'une partie substantielle du budget de l'Etat et demande que de nouveaux mécanismes de financement soient mis en place.

Outre les 20 millions d'euros de transferts et subventions déjà programmés au budget 2008, le programme prévoit de financer un ensemble de mesures par accroissement du déficit, hausse des prélèvements, émission de Bons du trésor et recherche de financements extérieurs. Le PSI demande en outre l'emploi de procédures de gestion largement *ad-hoc* et en partie hors budget. A la place d'une loi de finances rectificative, le gouvernement emploie une procédure de « décret d'avance », peu contraignante, mais qui passe, temporairement, le contrôle du parlement. Ce sont finalement, les modalités que l'Etat a choisies pour formuler cette politique d'urgence qui vont contribuer à poser les bases de sa chute. Les polémiques générées par le programme formeront en effet le théâtre de la crise politique que connaît le pays en 2008. Les dérives reprochées au régime sont multiples : le plan d'urgence aurait été inséré dans les méthodes clientélistes du pouvoir, qui en aurait profité pour distribuer des faveurs ; l'affaire « du riz avarié » implique à la fois la Banque centrale, la SONIMEX et des hommes d'affaires du pays qui auraient écoulé des stocks de riz impropres à la consommation au titre de l'aide alimentaire ; enfin, le principe du « décret d'avance » qui a servi à dégager les crédits budgétaires pour le plan d'urgence est mis en cause. En effet, en 2008, 16 milliards d'UM auraient été dépensés hors du cadre réglementaire, et les députés opposés au Président se saisissent de la question en menaçant le gouvernement de motion de censure. Finalement, la loi de finances rectificative supposée le régulariser ne sera adoptée qu'après « la rectification » du mois d'août 2008.

Après le coup d'Etat, comme le pays est sous sanction et que les financements internationaux sont suspendus, le maintien du PSI demande de trouver de nouvelles ressources. Pour financer le plan, les budgets des ministères sont gelés et l'ensemble des crédits dédiés à l'investissement sont réaffectés à la mise en œuvre du plan d'urgence. Cette méthode va se poursuivre en 2009 où le budget de fonctionnement des administrations est amputé de 50%, pour affecter les sommes disponibles à des «projets comme la construction de routes ou les subventions sur les hydrocarbures, qui prennent la place de dépenses régulières de l'Etat. Pour le budget 2009, un fond de 16 milliards d'UM est ainsi constitué au nom de la « lutte contre la pauvreté ». Par la suite, vont se succéder « Solidarité 2011, EMEL 2012, 2013... » qui ne sont que des copies de PSI 2007. Finalement, on constate que les politiques de lutte contre la vie chère ont été, depuis 2007 toujours présentes dans notre paysage.

Axe 2 :

L'objectif majeur de réduction de la pauvreté reposait en grande partie sur l'impact de l'accélération de la croissance et son ancrage dans les secteurs économiques bénéficiant directement aux pauvres.

Or, en analysant le contenu des différents axes qui composent le CSLP, on s'aperçoit qu'au moment de son lancement, les contours de l'Axe 2 étaient loin d'être clairement définis.

Dans le CSLP I, seules les activités liées au développement rural et urbain étaient prises en compte, s'appuyant en cela sur la définition de domaines prioritaires sur lesquels devaient reposer les efforts d'investissement.

Au cours de la seconde phase du CSLP, les domaines prioritaires précédemment retenus sont soutenus par un volet « programmes ciblés » censé renforcer le programme de sécurité alimentaire et de filets de sécurité. C'est aussi à cette époque qu'on s'intéresse à la micro finance et au potentiel de soutien qu'il autorise par le financement de micro-projets. L'Axe 2 devient ainsi l'axe « pivot » du CSLP avec près de la moitié des ressources globales prévues pour la période 2006-2010. La période suivante verra s'affirmer les préoccupations d'hydraulique et d'assainissement. Leur intégration à l'Axe 2 marque l'intérêt des pouvoirs publics pour ce secteur levier qui impacte fortement le quotidien des populations.

On note ainsi, comme une hésitation ou une indécision à donner un contenu précis à cet axe et donc toute la difficulté des décideurs à trancher pour cibler les actions à même d'impulser une dynamique réelle de diminution de la pauvreté. Cela est d'autant vrai que les secteurs potentiellement pourvoyeurs d'emplois (pêches, mines, industries et tourisme) ont depuis longtemps montré leurs faiblesses à créer suffisamment d'emplois. Il ne restait donc qu'à s'organiser pour parer aux situations de catastrophes et agir plus efficacement lors des situations d'urgence.

Dans tout le processus de définition et de montage (contenus et articulations) et de mise en œuvre des différents plans et volets du CSLP, les structures techniques de l'Etat se sont « taillé la part du lion ». Les projets et programmes sont décidés et dimensionnés avant d'être soumis aux autres parties prenantes.

Aussi les différents dispositifs d'élaboration, notamment des RMO du CLSP, ont été le fruit d'une approche participative qui regroupe les comités techniques sectoriels (CTS) et les Groupes Techniques Thématiques (GTT). Ces structures contribuent à l'élaboration du RMO avant sa soumission au Comité Technique de Lutte contre la Pauvreté (CTLTP) pour validation. Bien que se déroulant suivant un processus très directif, les acteurs bénéficiaires ont participé à la conception et la mise en œuvre des plans du CSLP. La promotion de la participation pleine et entière de l'ensemble des acteurs (Administration, élus, Partenaires, secteur privé, société civile) au processus du CSLP a été une orientation stratégique porteuse.

En observant l'évolution et les hésitations pour donner un contenu à cet axe, on mesure toute la difficulté des décideurs à trancher pour cibler les actions à même d'impulser une dynamique réelle de diminution de la pauvreté. Les secteurs productifs traditionnels (pêches, mines, industries et tourisme) ont depuis longtemps montré leurs faiblesses à créer suffisamment d'emplois et il ne restait donc qu'à s'organiser pour parer aux situations de catastrophes et agir plus efficacement lors des situations d'urgence. C'est tout naturellement que les montages (contenus et articulations) et prévision de mise en œuvre des différents volets ont donc été confectionnés par les structures techniques de l'Etat, avant d'être soumis aux autres parties prenantes.

Les acteurs bénéficiaires ont participé à la conception et la mise en œuvre des plans du CSLP. La promotion de la participation pleine et entière de l'ensemble des acteurs (Administration, élus, Partenaires, secteur privé, société civile) au processus du CSLP a été une orientation stratégique porteuse. Aussi les différents dispositifs d'élaboration, notamment des RMO du CLSP ont été le fruit d'une approche participative qui regroupe les comités techniques sectoriels (CTS) qui sont des structures du dispositif du suivi qui discutent et finalisent les RMO pour consolidation par la Direction de Suivi Evaluation-CSLP et enfin transmis au CTLTP (le comité technique de lutte contre la pauvreté) pour validation. Par la méthode participative la collecte mensuelle des informations a aidé à adapter la mise en œuvre du CLSP aux besoins réels des bénéficiaires. Les stratégies se sont adaptées pour assurer une participation active et effective des femmes dans toutes les phases du CLSP. Les groupements féminins et des jeunes ont retenu une attention particulière lors de la mise en œuvre des plans d'action des programmes et projets issus du CLSP. Cependant il faut noter que la qualité participative a été dans une certaine mesure handicapée par le caractère limité du budget alloué au processus et surtout par la faible capacité d'organisation des structures bénéficiaires.

Cependant, cette analyse des aspects organisationnels ne prend tout son sens que si elle est complétée par un examen des orientations et des résultats, revus suivant les critères d'évaluation retenus

Au plan de la pertinence : La plupart des actions programmées s'est révélée pertinente parce que s'inscrivant d'abord dans les objectifs et stratégies des politiques publiques. En second lieu, l'ensemble des activités menées découlait de diagnostics précis et longtemps affinés des divers secteurs concernés par l'axe 2.

L'examen des interventions menées dans quatre domaines permet de soutenir la pertinence des réalisations :

- i) **Accès à l'eau potable** : ne dit-on pas que « l'eau, c'est la vie » ; en mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès des populations à une eau potable, les autorités ont assurément compris les enjeux autour de la disponibilisation de cette ressource et son impact aussi bien sur l'hygiène et la santé des populations mais également sur leur maintien dans leurs terroirs ;
- ii) **Renforcement du réseau routier** : l'un des facteurs de maintien des populations dans la pauvreté est l'enclavement de leurs zones d'accueil. Les mauvaises conditions de desserte, surtout en période hivernale, limitent les possibilités de ravitaillement et de secours, même en cas de crise aigüe. De plus, dans les régions à fort potentiel de production agricole (comme le guidimakha), l'absence de routes praticables en toutes saisons constitue un handicap insurmontable pour le transport et l'écoulement des récoltes ;
- iii) **Accès à l'énergie** : L'accès à l'énergie est, à l'heure actuelle, un des principaux enjeux de développement et un pilier important de lutte contre la pauvreté. La disponibilisation et la diffusion de cette ressource ont des impacts socio-économiques très significatifs sur l'amélioration des conditions de vie de la population. Le développement de petites unités de production, qu'elles soient artisanales ou industrielles, repose sur la fourniture de l'électricité. Il en est de même de l'instauration d'un climat de sécurité par l'aménagement d'un éclairage ;
- iv) **Maîtrise du développement urbain** : La persistance de la pauvreté en milieu rural et la perte d'espoir d'un quelconque changement finissent par entraîner les populations vers les villes. La pression subie par celles-ci et les mauvaises conditions d'accueil des nouvelles populations créent un désordre surtout visible à travers la prolifération et l'extension de quartiers pauvres. Il devenait ainsi urgent de s'occuper de ces vastes « morceaux de villes » pour élever leur niveau d'équipement et accélérer l'intégration urbaine des populations qu'ils abritent.

Au plan de la cohérence : Au regard des objectifs et stratégies de développement économique et social du pays, les programmations retenues dans le cadre de l'Axe 2 sont cohérentes. Il reste cependant à mettre en parallèle cette vision « d'en haut » avec celle des populations par rapport à un vécu au quotidien. Assez souvent, on dénote un décalage entre ces deux préoccupations.

Un des exemples les plus pertinents est la situation de l'assainissement : d'abord parce que la priorité accordée par les pouvoirs publics à ce sous-secteur n'a pas bénéficié des efforts d'explication et de justification nécessaires pour faire adhérer pleinement les populations ; ensuite parce que le souci d'améliorer le ravitaillement des populations en eau potable a toujours été déconnecté de celui d'assurer, dans le même temps, un assainissement convenable. Quand bien même on songe à cela (c'était le cas dans le projet pilote de restructuration du quartier précaire d'Elmina), les populations réagissent autrement en affectant les installations prévues pour l'assainissement individuel à un autre usage.

Au plan de l'efficacité : La mise en œuvre des activités retenues pour les différents plans d'actions du CSLP n'a pas toujours été efficace. La difficulté, pour tous les secteurs, est de mesurer l'impact réel des actions entreprises et de les confronter aux objectifs de départ. Si pour certains secteurs, cet exercice est aisé, il n'en va pas de même pour d'autres pour lesquels la mise en œuvre effective d'une activité ne renseigne nullement son efficacité. C'est ainsi que :

- i) Dans les domaines de l'accès à l'eau potable, l'électricité et le renforcement du réseau routier, l'efficacité des actions conduite est maximale puisqu'elle se concrétise par un résultat tangible. Il est toujours possible de faire intervenir les conditions de réalisation des activités pour mieux apprécier les résultats atteints et juger plus sereinement de l'efficacité de l'intervention. C'est parfois « l'inachèvement » d'une action qui entache tout en processus, au point de ternir son image : l'effort de disponibilisation de la ressource « eau potable » dans les grandes villes ne s'est souvent pas accompagnée d'un effort similaire pour la distribution et le ravitaillement convenable des populations. Le résultat est que malgré la disponibilité de la ressource, de nombreuses populations peinent encore à y accéder par défaut d'installations adéquates de distribution.

les interventions dans le domaine du développement urbain sont un exemple éloquent d'inefficacité. Malgré les ressources importantes consenties pour l'éradication des quartiers précaires, le nombre de ménages dans ce type de quartiers a augmenté au terme de 15 années d'intervention (rapport EPCV 2014). Il est probable que la proportion de ce type de quartiers est baissée en valeur relative, mais elle reste peu significative au regard de l'appréciation réelle des conditions de vie en milieu urbain.

Au plan de la pérennité : Beaucoup de réalisations souffrent de la difficulté de maintenir, dans le temps, les effets liés aux différentes réalisations. Les allocations de ressources occultent très souvent les efforts financiers récurrents de maintien et/ou de fonctionnement. C'est ce qui explique la faible durabilité des réalisations, aussi bien celles qui relèvent des services de l'Etat que celles qui sont remises par la suite aux collectivités décentralisées.

- i) Les installations d'approvisionnement en eau potable comme les équipements de fourniture d'électricité sont souvent maintenus en fonctionnement avec un entretien minimum ; cela s'apparente à une sorte d'abandon puisqu'aucune ressource n'est généralement affectée à cette maintenance. Les cas de panne fréquente ou de réseaux hors services durant de longues périodes sont fréquents soit par négligence ou par défaut de pièces de rechange.
- ii) L'entretien routier n'est pas une activité complémentaire du renforcement du tissu de voiries mais une activité à part entière de l'effort de densification et d'amélioration des conditions de déplacement. Même s'il convient de saluer les efforts louables d'entretien routier actuellement en cours (essentiellement le désensablage de l'axe Nouakchott-Boutilimit et le rattrapage des nids de poule), force est de reconnaître les insuffisances en matière de préservation de bonnes conditions de circulation par l'aménagement régulier des accotements et le renforcement de la signalisation routière. Ce sont là des goulots extrêmement pénalisants qui noircissent encore le tableau des conditions de circulation sur nos routes interurbaines ;
- iii) Les opérations de réhabilitation/restructuration des quartiers précaires ont certes permis à de nombreux ménages d'accéder à la propriété foncière et de sécuriser ainsi leur installation en ville mais elles n'ont pas abouti à l'éradication du phénomène. Au contraire, les résultats enregistrés ont attisé le phénomène de l'occupation illégale qui est réapparu dans plusieurs autres secteurs des villes ayant accueilli des opérations de cette nature : Nouakchott et Nouadhibou comptent encore de nombreuses poches d'habitat illégal dont le maintien ne se justifie que par le laxisme et le manque d'autorité de la puissance publique. Il s'agit parfois de nouvelles installations créées par ceux-là mêmes qui ont bénéficié de distributions gratuites de parcelles. Cela pose naturellement la question de la durabilité de cette procédure : N'est-il pas plus opportun de s'inscrire désormais dans de véritables programmes de logements pour stopper cette « course effrénée à la parcelle ».

Au plan de l'impact : Beaucoup d'effort a été déployé pour mettre en œuvre des activités qui ont demandé un effort financier important. Cependant, il est toujours difficile de faire un lien direct entre les activités conduites et la réduction de la pauvreté. Même si les chiffres du dernier rapport de l'EPCV établissent un recul net de la pauvreté, celle-ci est toujours bien visible, même dans les endroits désormais désenclavés et correctement reliés au reste du pays. Il faut dire que les effets de la pauvreté sont intimement liés à l'état mental et psychologique des populations dont les références et les modes de vie sont aussi en perpétuelle évolution :

- i) Comme évoqué plus haut, une chose est de disponibiliser l'eau potable en quantités suffisantes mais une autre chose est de la rendre effectivement disponible pour toutes les catégories de populations. Malgré les progrès notables enregistrés dans les villes de Nouakchott et Nouadhibou, nombreuses sont encore les populations qui peinent à se ravitailler convenablement. La vétusté des réseaux de distributions et les coûts parfois dissuasifs de branchement direct excluent de nombreux ménages et limitent ainsi l'impact de programmes importants ;
- ii) En matière de voiries stabilisées, de nombreux tronçons aménagés ne sont praticables qu'une partie de l'année. Cette situation maintient de nombreuses localités dans une forte dépendance et une vulnérabilité certaine, notamment en cas de catastrophe ;
- iii) Dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers précaires, on assiste souvent à un décalage entre la régularisation foncière et l'arrivée des premiers équipements de base. Bien qu'ils finissent toujours par arriver, le retard de programmation (symptomatique des

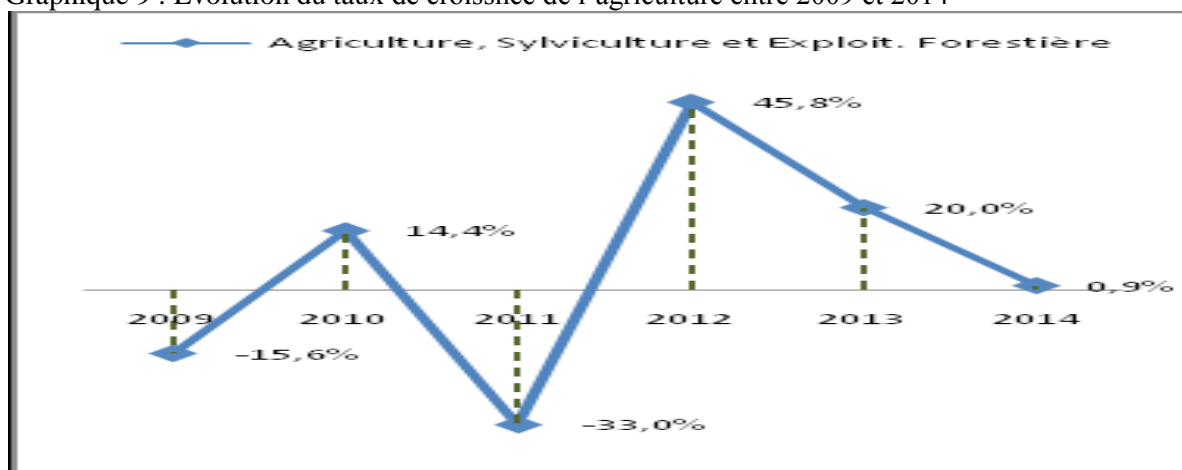
difficultés de programmation budgétaire) affaiblit l'impact de ces opérations sur les populations bénéficiaires. Les ménages prennent possession de leur parcelle et doivent attendre plusieurs années pour « se sentir en ville » avec l'accès à l'eau potable, à l'électricité et l'aménagement de voiries de desserte.

Au plan de l'appropriation : S'il y a une chose dont tout le monde est unanime, c'est la faiblesse de l'appropriation du CSLP par les différentes parties prenantes. Les élus, la société civile et les services déconcentrés de l'Etat se sont tous plaint du niveau de leur implication dans le processus d'élaboration et de mises en œuvre du CSLP. Bien qu'ils aient tous été associés aux différentes étapes, beaucoup ont le sentiment de n'avoir pas été écoutés. Ils posent ainsi la question de la pertinence et de la cohérence de la programmation à différents niveaux surtout si elle doit s'appuyer sur des outils distincts de suivi et d'évaluation. On pose ainsi le problème de la compatibilité mais également de la conformité des outils entre eux, des facteurs dont la négligence ôte toute légitimité aux documents et outils que l'on cherche à promouvoir.

▪ Secteur Développement Rural (Agriculture et Elevage) :

En 2014 pour le sous-secteur de **l'agriculture**, la production brute céréalière (traduite sur la base de la production calendaire), a en effet connu une hausse de 2,5% par rapport à l'année précédente pour se situer à 344.585 tonnes. Cette performance est due à la bonne tenue de la production rizicole qui est passée de 207672 tonnes à 24101 tonnes en 2014, marquant ainsi un taux d'accroissement de 16,2%. Cette situation, qui a résulté des mesures prises par les autorités pour soutenir la campagne agricole, en irrigué (fourniture d'intrants, amélioration des aménagements, etc.), a largement compensé la baisse de près de 20% qu'aurait accusé la production de céréales traditionnelles (mil/sorgho, maïs/blé/orge).

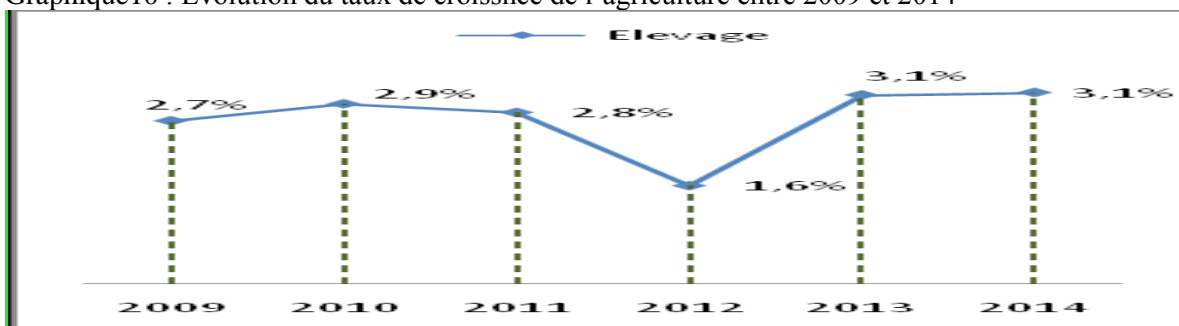
Graphique 9 : Evolution du taux de croissance de l'agriculture entre 2009 et 2014



Source RMO 2014 CSLP

Concernant le **sous-secteur de l'élevage**, il a principalement bénéficié de la bonne situation pastorale enregistrée en 2013. La croissance sous-secteur aurait ainsi une baisse de 3,1% en termes réels en 2014

Graphique10 : Evolution du taux de croissance de l'agriculture entre 2009 et 2014



Source : RMO 2014 CSLP

Pertinence :

La programmation des différents CSLP en matière du Développement Rural a tenu compte globalement des orientations de politiques stratégiques du pays et des besoins prioritaires des paysans et des éleveurs dans leurs secteurs d'activités. La stratégie d'intervention en collaboration avec les autres acteurs locaux et internationaux, a été plus au moins adéquate et ceci n'est pas sans conséquence sur les réponses aux besoins des plus vulnérables. L'insuffisance du travail des différents intervenants en coordination et souvent la duplication des activités par endroits ont joué négativement sur la pertinence de la stratégie d'intervention.

IL faut noter aussi que dans l'examen de la programmation, au titre du CSLP 2, dans les sous-secteurs de développement rural, que la pertinence a été aussi handicapée par une certaine incohérence et un manque de complémentarité de cette programmation avec les politiques publiques en vigueur, notamment la Stratégie de Développement du Secteur Rural 2001-2015, et la lettre de politique de l'élevage et la revue du secteur rural.

Efficacité :

En termes d'efficacité, le niveau d'atteinte des résultats du secteur rural par rapport aux prévisions et celui de réalisation des actions des différents plans d'action, peut être considéré acceptable en valeur absolue. Cependant, si des actions ont été réalisées convenablement à la programmation des différentes phases du CLSP, cela n'a pas été le cas pour d'autres activités qui ont souffert du manque de ressources couplé parfois au mauvais diagnostic et son corolaire le mauvais ciblage.

A titre d'Exemple en 2014 l'efficacité dans le domaine de la riziculture a donné les résultats suivants : (i) l'emblavure de 40 901 ha dont 24 807 ha en hivernage et 16 094 ha en Contre Saison Chaude (CSC), le meilleur résultat obtenu depuis le début de la culture du riz en Mauritanie ; (ii) la production en paddy est estimée à 202 547 tonnes dont 120 292 tonnes en hivernage et à 82 255 tonnes en CSC. La production totale en riz blanc est estimée à environ 107 105 tonnes ; cette production a permis d'assurer un taux de couverture des besoins de 69% de cette denrée.

Le cumul des résultats de la campagne 2013-2014 (irrigué et pluvial) comparé aux besoins nationaux de consommation montre que le taux de couverture se situe cette année à 34%. L'emblavure de 259 143 ha dont 40 901 ha en irrigué et 218 242 ha en pluvial. La production brute en céréales est estimée à 310 488 tonnes dont 202 547 tonnes en irrigué et 107 941 tonnes en pluvial pour une production nette totale au cours de cette campagne estimée à 208558 tonnes de céréales. Le taux de couverture des besoins de consommation en céréales est estimé à 34%.

Efficience :

L'efficience des actions et la qualité des programmes du développement Rural sont le plus souvent assurées avec rigueur pour les ressources mobilisées à partir des financements extérieurs eu égard aux mécanismes de suivi-évaluation et de supervision rapprochée qui renforcent le management de ces ressources. Il en est de même pour certains programmes sur financements Etat et dont la mise en œuvre est accompagnée par les organes de contrôle et de suivi. Les plans établis pour la mise en œuvre du CSLP ont été accomplis timidement lors de la phase I et de la phase II et ont connu une amélioration dans leur exécution lors du CLSP III. D'autre part on peut noter que la gestion des informations générées par le système de suivi évaluation a pu alimenter le panier des leçons apprises qui a son tour a été mis en contribution tout le long de la période couverte par le CSLP.

Durabilité :

La durabilité des résultats et acquis des actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du Plan du secteur rural varie en fonction de la nature de l'action et est également tributaire du niveau de la participation des bénéficiaires dans les différentes phases du cycle des programmes. Cela est également à la base du développement et du renforcement des capacités des hommes et des femmes pauvres. Les principales réalisations des secteurs Agriculture et Elevage interpellent l'implication et l'appropriation des bénéficiaires pour en garantir la pérennité et la performance. La durabilité du secteur du développement rural lors de la mise en œuvre du CLSP est ralenti par de fortes contraintes structurelles, au nombre desquelles on peut citer : i) le faible niveau de qualification et de professionnalisme des exploitants, qui font encore recours et méthodes et pratiques agricoles traditionnelles ; ii) l'accès limité aux intrants et aux variétés améliorées ; iii) le faible niveau d'encadrement des exploitants ; iv) La faible maîtrise de l'eau ; v) La faible conservation et la faible commercialisation des produits

Aussi en termes de durabilité suite à la politique de désengagement de l'Etat, le secteur privé s'est fortement développé aussi bien dans le sous-secteur de l'agriculture que dans celui de l'élevage. On le retrouve aux différents stades des filières où il assure les fonctions d'approvisionnement, de production, de commercialisation, de transformation et de services agricoles.

A titre d'exemple après plusieurs années d'exécution des projets relatifs au secteur agricole et ceci malgré son inscription comme priorité de la SDSR, la filière semencière du pluvial n'a pas pu être autonomisée. A titre d'exemple aussi on peut mentionner quelques réalisations du secteur du Développement Rural dans le cadre du Bilan du CLSP II qu'il faut mettre à l'actif de l'initiative même du CSLP :

Tableau 27 : Exemple de quelques réalisations en Agriculture et Elevage CSLP III

AGRICULTURE	ELEVAGE
3608 ha réhabilités et aménagés	1528 vaches inséminées pour amélioration génétique
2100 microprojets communautaires	480 prélèvements pour contrôle d'épizooties
1580 millions UM de crédit	200 millions de fonds de crédit Elevage
1568 producteurs en diversification	111 parcs de vaccination
1500 digues, diguettes et cordons	107 puits pastoraux
723 kits de matériel horticole et semences	40 réserves pastorales
720 Km de grillage	35 projets d'élevage oasiens
69 banques de semences	29 fonds de roulement pour Associations et coopératives pastorales (ACP)
30 pistes rurales	28 pharmacies vétérinaires construites
20 forages	24 locaux construits pour de Coop. d'Epargne et de Crédit d'Elevage (CECEL)

Expression vive des acteurs exécutants et bénéficiaires contactés sur le terrain :

La présente évaluation a conduit des visites de terrain dans l'Adrar ; Dakhlet Nouadhibou ; Hodh El Gharbi et le Guidimakha en consultant la société civile ; les services techniques et certains projets. L'analyse du secteur du développement rural dans ces Wilaya a mis en exergue des points faibles et des points forts qui ont une influence négative ou positive sur la durabilité des programmes du CSLP (voir, à titre d'exemples les deux tableaux qui suivent) tels que exprimés par les acteurs exécutants et bénéficiaires contactés :

Tableau 28 : Forces et Faiblesses du développement rural dans les Régions de l'Adrar ; Nouadhibou ; Hodh El Chargy et Guidimakha selon les acteurs

ADRAR		
	Points Forts	Points Faibles
Projet Oasis	Développement des AGPO avec 26 comités locaux disposant de plan d'action réalisés souvent à 50% ; adhésion de toutes les catégories socioprofessionnelles à l'AGPO, Des progrès de changement de comportement réalisés pour améliorer et rentabiliser l'irrigation, gestion des AGR, coopératives,...), Augmentation de la production annuelle des dattes, Investissements importants dans le développement local (digues, barrages, AGR, crédits,...) Développement de crédits individuels à hauteur de 181 000 000 UM, Investissement important de l'ordre de 2 milliards d'Ouguiya.	Contraintes d'aléas naturels liés au déficit pluviométrique, Insuffisance de la disponibilité et de retenues d'eau (barrages, digues,...), Insuffisance d'adhésion des populations au plan d'action du projet oasis dont l'objectif général a été atteint aux environs de 50%.
Agriculture	Augmentation importante de production de légumes (carottes 2000T, betteraves 180 T, Nave 30 T, Autres légumes 60T).	Insuffisance des moyens de conservation de production en légumes pour son exportation, Insuffisance de disponibilité des eaux (rareté

	<p>Augmentation progressive de la production des dattes allant de 812000 T en 2000 et 1221000 T en 2013,</p> <p>Augmentation de la production par palmeraie allant de 25 Kg jusqu'à 45 Kg de dattes,</p>	<p>des eaux et des moyens de retenue), Régression des superficies d'agricultures entre 2012 (246 ha) et 2014 (150 ha),</p> <p>Les agriculteurs ont besoin des intrants agricoles (semences, matériels horticoles, grillages et matériels de protection contre les vents).</p> <p>Exode rural de la main d'œuvre active de l'agriculture à la recherche de travail dans les grands centres urbains,</p> <p>Insuffisance de la prévention et traitement des maladies affectant l'agriculture.</p>
Elevage	<p>Les sous-produits de l'Elevage contribuent considérablement à la subsistance de nombreux ménages</p> <p>La vente des animaux crée des revenus pour les éleveurs ce qui garantit leur approvisionnement en céréales</p>	<p>La pluviométrie déficitaire est déterminante dans les mouvements de transhumance dans la Wilaya</p> <p>Pertes importantes en têtes de bétail enregistré cette année par manque de pâturages</p> <p>Insuffisance de moyens de contrôle sur l'abattage des animaux (risques sanitaires).</p>
DAKHLET NOUADHIBOU		
	Points Forts	Points Faibles
Agriculture	<p>L'aménagement de lots de terrains pour le maraîchage au profit de familles pauvres dans la Wilaya.</p> <p>L'aménagement de 12 ha pour 820 parcelles pour l'agriculture à Nouadhibou,</p> <p>L'aménagement de 6 ha pour 407 parcelles à Boulanoir</p> <p>Attribution de 820 lots de terrain d'agriculture dans la zone périphérique à Nouadhibou pour 10 000 personnes et 407 lots de terrain agricole à Boulanoir.</p> <p>Le nombre d'agriculteurs est estimé à 3200 familles qui ont besoin de dessalement d'eau pour l'irrigation des jardins.</p>	<p>Insuffisance de disponibilité de l'eau</p> <p>Insuffisance en ressources humaines qualifiées dans le domaine d'agriculture,</p> <p>Insuffisance de la diversité agricole (paiement rapproché des factures),</p> <p>Insuffisance des moyens de conservation et d'exportation des produits agricoles</p> <p>Absence de contrôle phytosanitaire,</p> <p>Insuffisance de coordination intersectorielle (Douane).</p> <p>La tarification de l'eau coûte chère en milieu rural (m3 coûte 400 UM) difficile à supporter par les familles modestes pour l'irrigation des jardins</p>
HODH CHARGHI		
	Points Forts	Points Faibles
Agriculture	<p>Existence de grandes potentialités agricoles dans la région</p> <p>La production est une production de subsistance qui contribue à aider les paysans dans leur survie</p>	<p>Absence de stratégie alternative en cas de déficit pluviométrique</p> <p>Insuffisance d'investissements dans le secteur agricole ce qui la maintient dans une situation rudimentaire</p>
Elevage	<p>La mise en œuvre des activités du CSLP a cependant permis des avancées significatives dans plusieurs domaines parmi lesquels, ceux de :</p> <p>l'hydraulique : amélioration de l'accès à l'eau potable et de l'élevage : implantation d'une future usine de lait et son incidence</p>	<p>Insuffisance dans la Lutte contre les maladies des animaux</p> <p>Faible introduction de nouvelles techniques pratiques telles que l'insémination artificielle ;</p> <p>L'approvisionnement en Aliment bétail est un goulot d'étranglement pendant les périodes de</p>

GUIDIMAKA

La Wilaya du Guidimakha est une zone d'Agriculture pluviale et d'Elevage par excellence. Ces deux secteurs sont le support et le garant des populations en termes de moyens d'existence et de satisfaction des besoins prioritaires.

	Points Forts	Points Faibles
Agriculture	<p>aménagement de 700 ha dont 440 ont été exploités en 2014 ;</p> <p>Le rendement est généralement variable de 4 à 7T/ha ;</p> <p>Le secteur agricole engage plus de 2000 familles qui ont exploité des parcelles et qui ont environ 1000 T en stock en attente de commercialisation ;</p>	<p>Absence de stratégie alternative en cas de déficit pluviométrique</p> <p>Pas de synergie entre agriculture et élevage</p> <p>La chaîne des écoulements de la production agricole est handicapée par l'enclavement des zones productives</p> <p>Les prix des céréales sont élevés alors que le pouvoir d'achat des populations est faible Malgré l'existence d'environ 1000 coopératives qui reçoivent des semences aucune filière de maraichage n'a été mise en place.</p> <p>Manque d'organisation des maraichers sur le ravitaillement en légumes ce qui continue de créer une dépendance avec l'extérieur ;</p>
Elevage	<p>Existence d'un potentiel riche en pâturage ;</p> <p>Apport substantiel des produits et sous-produits de l'élevage dans la vie des ménages à travers la satisfaction de leurs besoins</p>	<p>Difficultés d'approvisionnement en Aliment Bétail</p> <p>Formation des techniciens d'élevage est timide</p> <p>Les prix des animaux sont élevés alors que le pouvoir d'achat des populations est faible Substitution abusive d'auxiliaires aux vétérinaires</p> <p>Conflits entre transhumants maliens et Mauritaniens</p> <p>Pas de synergie entre agriculture et élevage Surcharge des pâturages en termes d'exploitation due essentiellement au caractère d'accueil des animaux par la zone du Guidimakha en période de soudure</p>
	sur les revenus des ménages	soudure ;

➤ **Secteur Hydraulique et Assainissement :**

Le CSLP III a planifié la mise en œuvre de la stratégie du secteur de l'Hydraulique et de l'assainissement à travers un certain nombre d'actions prioritaires dont notamment : (i) la réalisation du projet de l'Aftout EchCharghi ; (ii) le projet d'Appui en Eau Potable et en Assainissement en milieu Rural- PAPEA ; (ii) et d'entreprendre le démarrage effectif des travaux des projets de la nappe du Dhar de Néma et du Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural- PNISER.(iii) l'extension du réseau de distribution d'eau de la ville de Nouakchott ; (iv) le projet de renforcement de la SNDE pour les AEP de 8 localités ; (v) de lancer une étude pour l'élaboration d'une Stratégie Nationale pour le Développement du secteur de l'Eau et de l'Assainissement à l'horizon 2030.

Dans le cadre du secteur Hydraulique et l'Assainissement la mise en œuvre des plans d'actions issus des différents CLSP a suscité des résultats et des impacts positifs et ceci en compatibilité avec les besoins des populations et des structures existantes.

➤ **Pertinence :**

Les objectifs et les démarches du CSLP en faveur du secteur Hydraulique et Assainissement sont conformes aux stratégies de développement adoptées par le Gouvernement. Le CSLP au niveau du secteur de l'Hydraulique a privilégié une approche participative axée sur la promotion de la concertation, l'organisation des communautés, le renforcement des capacités individuelles et collectives, le développement des services privés et publics et une approche technique prévoyant notamment l'amélioration des infrastructures et le développement des compétences des ressources humaines.

➤ **Efficacité :**

Pour assurer son efficacité le CSLP a mis l'accent dans sa phase III sur le domaine des renforcements des connaissances et de la valorisation des ressources en eaux dont les réalisations ont porté sur: (i) l'études hydrogéologiques et géophysiques : Réalisation de 135 implantations hydrogéologiques et géophysiques; (ii) les travaux de forages : Réalisation des de 105 forages d'exploitation pour la mobilisation de ressources en eau supplémentaires; (iii) la poursuite de l'utilisation des techniques isotopiques pour la datation des eaux souterraines du bassin de Taoudenni; et (iv) la poursuite du suivi piézométrique des différents champs captant. A titre d'Exemple, en 2014 l'efficacité dans le domaine du secteur Hydraulique a permis à faire avancer les travaux relatifs à : (i) la réalisation du projet de l'AftoutCharghi ; (ii) le projet d'Appui en Eau Potable et en Assainissement en milieu Rural- PAPEA ; (iii) et d'entreprendre le démarrage effectif des travaux des projets de la nappe du Dhar de Néma et du Programme National Intégré pour le Secteur de l'Eau en milieu Rural- PNISER.

Aussi, en termes de réalisation d'infrastructures d'eau potable en milieu urbain, l'année 2014 a connu d'importantes réalisations à travers la poursuite d'exécution des projets et programmes suivants : (i) l'achèvement des travaux de pose des canalisations et d'essai pour les deux premiers lots relatifs au réseau de transfert (lot 1) et aux anciens réseaux de la Capitale et du Ksar (lot 2), l'exécution, en cours, de 6 autres lots et le lancement de la phase de passation de marchés pour le 9ème lot dans le cadre du projet du réseau de distribution de Nouakchott; (ii) le lancement, en cours, des études relatives à la pose d'une 3ème conduite entre BOULANOVAR et Nouadhibou et à l'implantation à Nouadhibou d'une unité de dessalement d'eau de mer dans le cadre du projet de renforcement de la production d'eau à Nouadhibou.

➤ **Efficience :**

En ce qui concerne le processus de coordination du CSLP, sa mise en œuvre s'est révélée déficiente. Les difficultés internes auxquelles les acteurs d'exécution ont été confrontés n'ont pas permis d'assurer et de créer un esprit conjoint de coopération pour plus d'efficacité et de complémentarité. Il faut reconnaître aussi que la confection du programme (ensemble de projets dont les critères de sélection sont spécifiques à chaque agence et qui n'ont pas été discutés entre agence) ne facilite aucunement la complémentarité des actions même si celle-ci étaient initialement souhaitée par le CSLP.

L'absence d'une stratégie de communication des différents programmes du CSLP du secteur Hydraulique est très révélatrice de l'insuffisance de la synergie entre les acteurs en charge de la mise en œuvre. La coordination entre acteurs d'exécution est très contrastée car certaines agences qui travaillent dans les mêmes villages sans le savoir et ceci de manière tout-à-fait indépendante et sans concertation.

➤ Durabilité :

Dans le cadre du secteur Hydraulique et l'Assainissement la mise en œuvre des plans d'actions issus des différents CLSP a suscité des résultats et des impacts positifs et ceci en compatibilité avec les besoins des populations et des structures existantes. Le tableau qui suit nous donne globalement une image durable des succès positifs dans ce secteur :

Tableau 29: Résultats et Impacts Secteur Hydraulique et Assainissement

RESULTATS	IMPACTS
Gestion planifiée et coordonnée du secteur hydraulique et pilotage Efficace des politiques Secteur Hydraulique régulé Compétences des Intervenants renforcés Accroissement des potentialités pour l'AEP Amélioration de l'Accessibilité physique à l'eau potable (Exemple : Taux d'accès à l'eau potable en 2010 = 52%) Amélioration de la qualité de l'eau consommée Amélioration de l'Hygiène dans les établissements scolaires et sanitaires	Grace à la mise en œuvre des différents plans du CLSP l'hygiène publique a été amélioré ; Stabilisation et réduction des dépenses en eau pour les ménages ; La répartition spatiale rationnelle des points d'eau a aidé de plus en plus à mieux protéger et gérer durablement les ressources naturelles restantes Les réalisations Hydrauliques ont facilité aussi les conditions de renforcement du développement productif

Opinion des acteurs, exécutants et bénéficiaires contactés sur le terrain :

La présente évaluation a conduit des visites de terrain dans l'Adrar ; Dakhlet Nouadhibou ; Hodh El Gharby et le Guidimakha en consultant la société civile ; les services techniques et certains projets. L'analyse du secteur Hydraulique dans ces Wilaya a mis en exergue des points faibles et des points forts qui ont une influence négative ou positive sur la durabilité des programmes du CSLP (voir à titre d'exemples le tableau qui suit) tels que exprimés par les acteurs exécutants et bénéficiaires contactés :

Tableau 30 : Forces et Faiblesses de l'Hydraulique et l'assainissement dans les Régions de l'Adrar ; Nouadhibou selon les acteurs

Adrar et Dakhlet Nouadhibou		
	Points Forts	Points Faibles
Hydraulique et Assainissement	<p>Réhabilitation des ouvrages hydrauliques (126 forages).</p> <p>Dans le domaine de l'assainissement, il existe un programme de sensibilisation pour le changement de comportement, financé par l'UNICEF.</p> <p>Grace à la SNDE à ATAR certaines réalisations ont vu le jour et ont contribué à la satisfaction des besoins en eau de ces zones arides :</p> <p>Renforcement du réseau d'adduction d'eau à Atar (6 forages en 2012 plus 4 forages en 2014) couvrant actuellement 1800 T/j.</p> <p>Programme hydraulique en milieu rural (ONCER), réalisant des forages à énergie solaire au niveau de 28 villages.</p> <p>La SNDE à Dakhlet Nouadhibou a fait des investissements importants : Projet AEP(2001 – 2008)a réalisé 6 forages, 1 station de suppressueur ,1</p>	<p>Insuffisance en personnel de maintenance</p> <p>Vétusté du Réseau d'adduction des eaux dans l'Adrar</p> <p>La tarification de l'eau est une contrainte majeurs pour l'agriculture (Prix unitaire de 99 UM qui peut atteindre 283 UM à partir d'une consommation de 21 Tonnes) .</p> <p>En matière d'assainissement la voirie est handicapée par une mauvaise coordination avec les autres acteurs</p> <p>Existence d'une certaine anarchie dans le secteur</p>

	<p>conduite d'eau de diamètre 500, 3 châteaux d'eau,</p> <p>Réhabilitation des réseaux PHD (2008-2012) et branchements sociaux (6000),</p> <p>Renouvellement de la centrale de Boulanoir (5 groupes).</p> <p>Le nombre d'abonnés en eau est passé de 6400 à 15000 actuellement,</p> <p>Réduction de 10000 UM pour le coût d'installation de l'adduction d'eau dans le cadre de l'extension de l'adduction dans les zones périphériques de la ville,</p> <p>Projet de disponibilité de l'eau pour l'agriculture</p>	
--	--	--

Les entretiens avec les bénéficiaires ont montré cependant que les acquis sont particulièrement fragiles tant pour les institutions bénéficiaires que pour les populations : pour les bénéficiaires finaux, seule une approche participative soutenue ; visant à changer les mentalités ; permet d'assurer une durabilité des actions du CSLP en faveur du secteur Hydraulique et Assainissement surtout quand les responsables villageois ou les membres influents de la communauté sont convaincus.

➤ Secteur Sécurité Alimentaire

L'élaboration de la stratégie nationale de sécurité alimentaire reprend les principaux objectifs du CSLP dans le cadre de sa mission de suivi de la situation alimentaire du pays, d'assistance aux populations en insécurité alimentaire et d'aide aux collectivités pour la mise en œuvre de microprojets. Cela dénote **de la pertinence** de la ligne programmatique, toutefois le grand défi reste la mobilisation des ressources nécessaires (humaines compétentes, financières et logistiques) pour la mise en œuvre.

En termes d'efficacité, le niveau d'atteinte des résultats du secteur de Sécurité alimentaire par rapport aux prévisions et celui de réalisation des actions, peuvent être considérés acceptables en valeur absolue. En effet, si des actions avaient été réalisées convenablement à la programmation, cela n'a pas été le cas pour d'autres activités qui avaient souffert du manque de ressources couplé parfois au mauvais diagnostic et son corolaire le mauvais ciblage.

Concernant l'efficience des actions et la qualité des programmes de la Sécurité alimentaire elle a été le plus souvent assurée avec rigueur pour les ressources mobilisées à partir des financements extérieurs eu égard aux mécanismes de suivi-évaluation et de supervision rapprochée qui renforcent le management de ces ressources. Il en est de même pour certains programmes sur financements Etat et dont la mise en œuvre est accompagnée par les organes de contrôle et de suivi. Cependant la faisabilité des actions, leur adaptation aux besoins et leur appropriation par les populations demeurent des défis majeurs et des questions qui retiennent l'attention des responsables et ceci dans le but de garantir la qualité des processus de mise en œuvre et leur transparence sans lesquels l'impact des programmes sur la réduction de la pauvreté des populations cible serait handicapé.

La durabilité des résultats et acquis des actions entreprises lors de la mise de la programmation du secteur de la Sécurité alimentaire varient en fonction de la nature de l'action et sont également tributaires du niveau de la participation des bénéficiaires dans les différentes phases du cycle des programmes. Cela est également à la base du développement et renforcement des capacités des hommes et des femmes pauvres qui demeurent des acteurs essentiels.

➤ Secteur Environnement

L'état des lieux du secteur a révélé que depuis une vingtaine d'années, la Mauritanie a pris les dispositions pour la gestion durable de ses ressources naturelles. L'élaboration du Code de l'Environnement et la ratification des diverses Conventions internationales sur les changements climatiques, la diversité biologique et la lutte contre la désertification ont été des initiatives visant à rationaliser la gestion du potentiel et à garantir la durabilité des écosystèmes.

Une gamme élargie d'instruments de planification et de gestion dont le PLCD, le PMLCD, le PAN-LCD, la Stratégie Nationale pour le Développement durable (SNDD), le Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE 1 et 2) avec divers programmes et projets d'appui à la préservation et au développement des ressources naturelles.

Pertinence :

Suite aux engagements pris lors des deux sommets successifs de Rio et de Johannesburg, la Mauritanie a mis en chantier l'élaboration d'une stratégie nationale pour l'environnement et le développement durable., la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD), élaborée en 2006 avait établi, en synergie avec le CSLP 2, une vision du développement durable du pays à long terme, à travers une approche intégrant à la fois les dimensions sociales, économiques et environnementales pour le développement durable du pays.

Pour l'opérationnalisation de la SNDD, un PANE 2007-2011 a été élaboré et décline les axes prioritaires sous forme d'objectifs opérationnels, d'activités principales, de mécanismes et de délais de mise en œuvre.

Le PANE 1 vise, en cohérence avec le CSLP, une meilleure intégration de l'environnement et du concept de développement durable dans les politiques sectorielles.

Les axes stratégiques du PANE 1 sont : (i) renforcer les moyens institutionnels et politiques et gérer efficacement l'environnement et les ressources naturelles; (ii) favoriser l'accès durable aux services de base comme un moyen stratégique de lutter contre la pauvreté ; (iii) favoriser, à tous les niveaux, une gestion intégrée et participative en vue d'une utilisation efficiente de des ressources naturelles; (iv) gérer l'environnement local et global conformément aux engagements pris au sein des conventions internationales et (v) identifier des mécanismes de financement pour le PANE.

En 2012, un PANE 2 a été élaboré et est parfaitement aligné aux différents cadres de planification de référence considérés à l'échelle nationale et plus spécifiquement au cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP 3), aux différents accords multilatéraux sur l'environnement (la CNULCD, la CCNUCC et la CDB) et aux OMD.

En matière de gestion environnementale, l'un des principaux points forts du CSLP 3 est d'avoir intégré les ressources naturelles dans le tissu productif de l'économie nationale. Ainsi la promotion du capital naturel doit : (i) fournir au pauvre, l'essentiel de ses besoins à partir de la nature l'environnant ; (ii) réduire les coûts économiques de la dégradation de l'environnement ; (iii) développer des mécanismes de financement durables pour l'environnement.

L'analyse détaillée du secteur environnement révèle une absence de cohérence / complémentarité entre les divers projets mis en œuvre par les agences partenaires : en fait, ceux-ci sont plus cohérents avec les programmes et plans d'action de chaque intervenant chaque agence car ils complètent des actions déjà existantes ou s'intègrent parfaitement avec les objectifs stratégiques des agences.

On peut conclure qu'en termes de pertinence, l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques reste faible en Mauritanie, le choix des zones d'intervention est approprié mais demeure limité. Le Ciblage des bénéficiaires s'est effectué de manière pertinente malgré que la frange féminine reste minorisée dans les instances de décisions relatives à l'environnement.

L'efficacité :

Les financements mobilisés au cours de la période en faveur de l'environnement sont très en deçà des besoins. Ils couvrent à peine 30 % des besoins. Les différentes crises économiques n'ont pas permis la mobilisation des niveaux escomptés de ressources. Cette situation d'insuffisance de financement n'a pas permis de réaliser toutes les activités prévues. Mais les activités réalisées ont contribué au développement du secteur avec des effets importants en matière de gouvernance environnementale qu'est améliorée grâce, entre autres, à : (i) la mise en application des dispositions du décret portant interdiction des emballages plastiques souples ; (ii) le lancement du processus du programme sectoriel environnement et développement durable du PANA ; (iii) la conception d'un modèle informatisé (logiciel) du système de S&E sectoriel pour le suivi de la mise en œuvre du PANE 2 ; (iv) l'élaboration d'un guide et des directives de l'intégration de

l'environnement dans les politiques publiques; (v) l'élaboration du profil chimique national ; et (vi) la proposition d'un système de taxes et de redevances environnementales et des mesures d'incitation potentielles, aux échelles locale et nationale, pour une meilleure intégration de l'environnement dans les politiques de développement. De plus, l'efficacité des actions relatives au secteur environnement, a été ralentie par le TOP DOWN en termes de prise de décisions stratégiques sans pourtant que ceci pénalisent l'évolution positive des indicateurs lors de la mise en œuvre du CSLP III. IL faut noter et ceci a juste titre que l'on assiste de plus en plus de la prise en compte encouragée de la dimension environnement au sein des structures techniques de l'Etat. En outre l'évaluation a décelé que pour les questions environnementales la question du contrôle et l'exécution ne sont pas séparées ce qui peut compromettre sérieusement les impacts escomptés. En somme, on peut considérer que les résultats attendus au titre du CSLP en matière d'environnement n'ont pas été atteints. Ainsi la mise en œuvre n'a pas été efficace.

Efficience :

En terme d'efficience, l'évaluation a mis en exergue dans le cadre de la mise en œuvre des plans environnementaux du CSLP un système de coordination déficient et contrasté par le fait d'un manque d'esprit conjoint de coopération entre les acteurs et surtout par l'absence d'une stratégie de communication pour palier à la duplication et au saupoudrage ;

La durabilité :

Les améliorations institutionnelles opérées en matière de prise en charge environnementale et le renforcement des capacités techniques et financières des institutions mis en œuvre avec l'appui des PTF permettront une appropriation devant être consolidée.

Des experts internationaux et nationaux travaillent en partenariat avec les structures nationales pour faciliter le transfert des compétences pouvant conduire progressivement à plus de durabilité et de viabilité, de manière à ce qu'à terme les compétences nationales soient capables de gérer de manière efficiente les institutions et pour que les populations arrivent à intégrer les bons comportements en matière de gestion environnementale.

L'appropriation :

Dans le cadre de l'appropriation celle de la mise en œuvre au niveau national elle demeure relativement assez bonne pendant que celle relative aux résultats des projets du secteur environnement par les bénéficiaires finaux reste faible (phénomène de dépendance de l'aide au développement, particulièrement aigu en Mauritanie). Malgré tout, on peut espérer un impact substantiel de la mise en œuvre de la planification du CSLP en matière de réduction de la dégradation des ressources naturelles pour autant que l'on renforce la pérennisation des acquis.

Axe 3

Dans le domaine de l'éducation

Les résultats attendus des effets, au niveau national, sont relatifs aux objectifs de la politique d'éducation et de formation, et notamment aux stratégies d'accès (TBS préscolaire), à la qualité et à l'efficacité de l'enseignement fondamental et secondaire (taux de réussite en 1^{er} AS, au BEPC et au BAC), ainsi que la réduction de la proportion des ENSD. Les réalisations des produits, devant conduire à la concrétisation des effets concernent des indicateurs de processus (élaboration et mise en place de stratégie), le développement des capacités, au niveau national, ainsi que des réalisations de dimension locale relatives à l'amélioration des conditions d'apprentissage. En plus des insuffisances de la formation initiale et continue des enseignants ainsi que de l'irrégularité du suivi et de l'encadrement de ceux-ci, il importe de souligner que les programmes et manuels scolaires présentent aussi des lacunes aussi bien dans la forme que dans le fond. Ces programmes ont été réécrits selon l'APC mais rares sont ceux qui les appliquent réellement pour des raisons évidentes dont le temps réduit d'apprentissage par manque souvent de rigueur pour faire respecter la durée de l'année scolaire dans la mesure où les cours ne démarrent effectivement que fin octobre et se terminent durant la première semaine du mois de mai dans les meilleurs des cas, sans parler des départs anticipés et des retours tardifs des enseignants et des élèves à l'occasion des petites vacances.

La formation initiale des enseignants connaît beaucoup d'insuffisances depuis les critères de sélection des bénéficiaires, souvent peu rigoureux à côté de l'absence de référentiels de compétences ou de système de positionnement, de bilan de connaissances et de planification des thèmes de sessions de formation peu adaptée aux besoins pédagogiques.

Dans le domaine de la santé :

Les difficultés majeures auxquelles se sont confrontés les programmes de santé dans le cadre de la mise en œuvre du CSLP, ont trait à l'harmonisation, l'incohérence des informations sur les indicateurs sanitaires, l'insuffisance quantitative et qualitative des ressources humaines en particulier dans le domaine de la planification, de la coordination et du suivi des interventions au niveau décentralisé, la faible appropriation des activités par les professionnels de santé au niveau du district, l'insuffisance des ressources financières, l'insuffisance du fonctionnement du partenariat multisectoriel et l'insuffisance de l'adhésion et la participation communautaire pour une forte mobilisation de la communauté autour des problèmes de santé.

Dans le domaine de la protection sociale :

En matière de protection sociale, l'objectif retenu dans le troisième plan d'action du CSLP est d'œuvrer à l'amélioration du niveau de vie des personnes démunies et de promouvoir les personnes handicapées.

Assistance et gestion de l'indigence :

Pour venir en assistance aux indigents et dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale, adoptée en 2013, quelques réalisations significatives ont été effectuées à savoir : Transformation du centre de Formation et de Promotion Sociale des Enfants en Situation d'Handicap, anciennes écoles des enfants sourds et aveugles transformée en Centre de Formation et de Promotion Sociale des Enfants en Situation d'Handicap ;

Dans le domaine de la promotion féminine et de l'enfance

Promotion féminine et équité du genre

La mise en œuvre de la politique nationale en matière de d'enfance, de promotion féminine et de genre s'articulera autour de plusieurs programmes qui contribuent à la lutte contre la pauvreté, à l'amélioration des conditions de vie de population, au développement humain et à l'ancrage de l'Etat de droit.

Pour ce qui est de la promotion féminine et du genre

Plusieurs efforts consentis ont abouti à une avancée vers la participation politique de la femme, leur nombre au Gouvernement et leur autonomisation économique. Cependant, plusieurs défis restent à relever dont la compétitivité des femmes et leur mérite pour mettre à profit la discrimination positive dont elles jouissent au sein de l'état.

En ce qui concerne la protection de l'enfance

Les efforts des pouvoirs publics dans le domaine des droits des enfants ont évolué de façon positive depuis leur accès à l'éducation, à la santé et l'institutionnalisation de leurs droits à la protection, réinsertion sociale. Cependant plusieurs contraintes persistent dont la déperdition scolaire, les enfants de la rue, les mendiants et les violences.

Dans le domaine de l'emploi

Les politiques initiées actuellement au niveau de l'emploi, n'ont pas donné les résultats prévus pour venir à bout du chômage malgré les efforts déjà entrepris par les pouvoirs publics depuis l'adoption de la stratégie nationale de promotion de l'emploi, en particulier celui des jeunes, et son plan opérationnel de mise en œuvre, la finalisation du projet de convention fixant un cadre de partenariat entre le Ministère en charge de l'emploi et le patronat et la création d'un réseau national de points focaux de l'emploi au niveau des Ministères et des wilayas.

Dans le domaine de la culture, de la jeunesse et du sport

La promotion et le développement des activités jeunesse et de Sport : En matière de promotion et de développement, les actions viseront la promotion des activités de jeunesse et de loisirs, la vulgarisation du sport de masse et le développement du sport de haute compétition. Il s'agit de sensibiliser notre jeunesse sur l'intérêt de participer au développement du pays, les populations sur les bienfaits de la pratique des activités

sportives sur tous les plans physiques, sanitaire, psychologique, etc. A ce titre, un vaste programme de communication a été mis en œuvre à travers notamment la création d'événements nationaux et la participation aux manifestations internationales.

Politique de promotion de la culture

La promotion du patrimoine national à travers l'organisation annuelle d'édition du festival de villes anciennes, l'appui aux initiatives et festivals pour plus de 30 Associations Culturelles (El medeh, les dates, le folklore, la musique, l'artisanat,...) et participation aux compétitions internationales sur la poésie arabe où la Mauritanie a eu de grands succès dans ce domaine.

Axe 4

L'amélioration des conditions de travail des autorités administratives n'a pas encore entraîné des améliorations en ce qui concerne la gouvernance territoriale. L'actualisation/élaboration des PRLP réalisée pour la quasi-totalité des wilayas peut être considérée comme un exercice de routine dans la mesure où les PLRP n'ont jamais guidé la réalisation des plans d'action ni au niveau national ni au niveau régional. Les PDC sont souvent un outil élaboré pour être abandonné car ils ne servent pas à orienter le maire dans son action ni à orienter celle des partenaires et encore moins celle de l'Etat.

Dans le cadre de la participation de la société civile, des efforts de formation, de mise à niveau des OSC et d'octroi de financement pour leur permettre de formuler et de mettre en œuvre des projets de développement. Mais les efforts les plus importants sont ceux fournis par l'UE à travers les appels à proposition qui ont permis à plusieurs ONG nationales de bénéficier de financements importants sur plusieurs années. Cela a permis de mettre en œuvre des projets de développement de grande dimension et d'appuyer les collectivités territoriales.

Axe 5

La question des capacités d'évaluation des politiques et programmes publics résulte d'un ensemble de facteurs convergents dont : (i) l'évolution en profondeur des cadres de développement (OMD, CSLP/DSRP, NEPAD, etc.) et des modalités de l'APD (Déclaration de Paris, Initiative pour l'Afrique) qui placent les démarches d'évaluation au cœur des politiques publiques et de leur pilotage stratégique ; (ii) une demande croissante d'évaluation émanant des Etats, des partenaires au développement et des professionnels de l'évaluation ; (iii) la revendication croissante par la société civile d'une information sur les résultats et les impacts des politiques publiques, etc....

5.2 L'analyse des ressources financière allouées

Les besoins de financement du premier plan d'action pour la période 2001-2004 étaient estimés à 475 millions de dollars, dont 121 millions pour l'appui à la balance des paiements et 354 millions (92 milliards UM) pour le Programme d'Investissement Public (PIP). Les besoins de financement exclusivement liés aux investissements prioritaires – ceux qui devaient avoir un impact direct sur la réalisation des objectifs –, étaient estimés à 73 milliards UM. Il était prévu que ces besoins soient couverts à hauteur de 28 milliards UM par les ressources PPTE et de 14 milliards UM par l'épargne budgétaire sur la période. Ce qui conduisait à un besoin net de financement des actions prioritaires de 31 milliards UM (121 millions de dollars). L'enveloppe du PIP qui a accompagné la mise en œuvre de la première phase du CSLP 2001-2004 s'est finalement établie à près de 170,2 milliards UM (hors SNIM). Sur ce montant, près de 155,7 milliards ont été effectivement décaissés, soit un taux de 91,5% environ. La part du financement sur ressources intérieures s'est établie à 43,6% sur la période – augmentant progressivement de 37,6% en 2001 à 48,7% en 2004 –, alors que les dons représentaient 13,7% et les prêts 42,7%. La faiblesse de l'épargne intérieure face aux immenses besoins d'investissements socio-économiques et d'équipements en infrastructures a prouvé l'impossibilité d'atteindre les objectifs fixés en l'absence d'une implication forte des partenaires au développement :

La mise en oeuvre du deuxième plan d'action du CSLP s'est traduite par le faible degré de mise en oeuvre et l'inefficacité des politiques publiques de développement à cause notamment d'un environnement démocratique peu favorable qui a empêché le soutien réel des Partenaires. C'est pour cela que sa mise en oeuvre a été occultée par les plans d'urgence, montrant ainsi les limites de l'administration dans sa capacité de se projeter dans le futur. Il n'a pas été suffisamment utilisé comme instrument de pilotage pour la programmation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Son articulation avec les allocations budgétaires notamment les investissements publics dans le cadre de la préparation de la LFI n'a pas été optimale. Pourtant cette deuxième phase s'annonçait sous de bons auspices avec les perspectives de l'avènement de l'ère pétrolière qui ont été, certes, surestimées, mais devait permettre de dégager des ressources internes additionnelles. En outre, il y a lieu de souligner l'existence d'un certain nombre de chocs majeurs comme la crise alimentaire et énergétique de 2007-2008 et la crise financière et mondiale qui ont ralenti le rythme de mobilisation de financement de l'APD qui a représenté en 2007 environ 12 % du PIB.

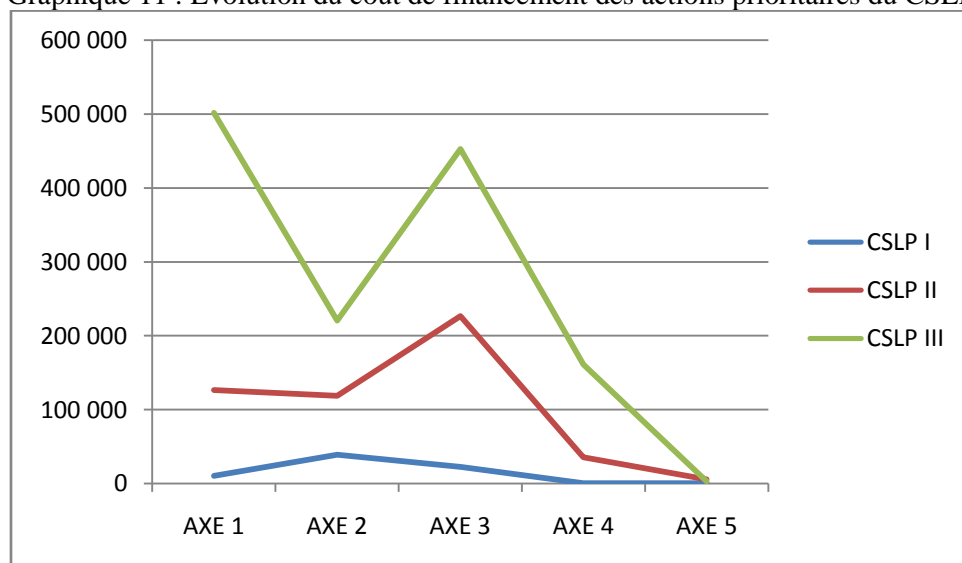
C'est, en réalité, à partir du CSLP III que les Partenaires ont décidé d'accorder leurs violons. La coordination entre les différents partenaires au développement pour l'atteinte des objectifs inscrits dans le CSLP III est, sans conteste, un des acquis de ce processus. Cela s'est traduit par un niveau de contribution plus conséquente et une décision majeure concernant la substitution de l'aide budgétaire à l'aide projet pour une 'amélioration de la coordination rationnelle des activités de tous les intervenants. Le coût de l'ensemble (financement) du plan d'action est estimé à 1337,881 milliards Ouguiyas (Hors SNIM). Sur ce montant, près de 631,07 milliards étaient déjà acquis, soit un taux de 47%.

Tableau 31: Evolution du coût de financement des actions prioritaires du CSLP

	CSLP I	CSLP II	CSLP III	Total en millions UM
AXE 1	10 455	126 338	501 306	638 099
AXE 2	39 088	118 826	220 390	378 304
AXE 3	22 535	226 290	452 524	701 349
AXE 4	580	35 696	160 749	197 025
AXE 5	750	5 836	2 910	9 496
Total	73 408	512 986	1 337 879	1 924 273

Source : rapports des plans d'actions du CSLPI, II et III

Graphique 11 : Evolution du coût de financement des actions prioritaires du CSLP



L'analyse des ressources financière allouées à l'Axe 1

Au plan de la pertinence

Les Principaux bailleurs de fonds de la Mauritanie pour l'atteinte des équilibres macroéconomiques et la mise en œuvre des stratégies de réduction de pauvreté sont le FMI et la Banque Mondiale.

Le FMI à travers la facilité élargie de crédit (FEC) qui a remplacé la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) comme principal outil dont dispose le FMI pour apporter un soutien financier à moyen terme aux pays à faible revenu, caractérisée par des plafonds d'accès plus élevés, des conditions de financement plus concessionnelles, une plus grande souplesse dans la conception des programmes qu'elle appuie, et une conditionnalité à la fois plus simple et mieux ciblée.

La Banque pilote le dialogue sur les réformes structurelles sectorielles, y compris le secteur financier, les privatisations et le suivi et l'évaluation de la pauvreté.

Au plan de l'effectivité

Les domaines de collaboration étroite entre les partenaires au développement sont notamment le CSLP, la gestion des dépenses publiques, l'industrie pétrolière, le secteur financier, la viabilité de la dette extérieure, l'analyse d'impact sur la pauvreté et la situation sociale, la réforme de la fiscalité et le développement du secteur privé.

Au plan de l'efficacité

La mise en œuvre des différents programmes entre la Mauritanie et les partenaires permet à la Mauritanie de bénéficier immédiatement de décaissement, si les objectifs visés sont atteints.

Au plan de l'efficience

L'accord équivaut à la quote-part de la Mauritanie au FMI pour appuyer le programme économique du pays. Le taux d'intérêt des financements accordés au titre de la FEC est de 0 %, avec un différé d'amortissement de cinq ans et demi et une échéance maximale de dix ans. Le FMI revoit tous les deux ans les taux d'intérêt de toutes les facilités concessionnelles.

Au plan de l'impact

La Mauritanie a été durement éprouvée par les différentes crises pétrolière, alimentaire et financière. Les conséquences de ces chocs externes ont été exacerbées par une crise politique interne qui a entraîné une diminution des flux d'aide. L'appui des partenaires (FMI et Banque Mondiale) a permis d'amortir les déséquilibres macroéconomiques.

Tableau 32 : Evolution du coût de financement des actions prioritaires du CSLP
(Montants en milliards d'Ouguiyas)

	Total	Acquis (financement Etat)		A rechercher (bailleurs)	
		Montant	%	Montant	%
CSLP I	73	42	57,5	31	42,5
CSLP II	1261	1167	92,5	94	7,5
CSLP III	1862	859	46	1003	54
	3196	2068	64,7	1128	35,3

Source : rapports des plans d'actions du CSLPI, II et III

Le coût de réalisation des actions prioritaires pour la période 2001-2004 avait été estimé à 73 milliards UM. Cet effort financier devait être pris en charge, à hauteur de 28 milliards UM par les ressources PPTE et de 14 milliards UM par l'épargne budgétaire. Les besoins complémentaires de financement des investissements prioritaires se chiffraient à 31 milliards UM.

La préparation de la seconde phase du CSLP s'est accompagnée de l'élaboration d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) pour la période 2006-2010. Celui-ci a fixé le coût global du second plan d'actions à 1.261 milliards UM. Sur ce montant global, 1.167 milliards UM seront financés sur ressources propres – soit près de 92% – et 94 milliards UM devaient être recherchés auprès des partenaires financiers.

Enfin, le coût de financement des actions prioritaires retenus au titre du troisième plan du CSLP, s'est établi à 1862 milliards d'UM dont 859 devaient être pris en charge par le budget de l'Etat et 1003 étaient à rechercher.

Par ailleurs, lorsqu'on s'intéresse au seul secteur de développement industriel, on observe qu'en juin 2012, 12 projets étaient en cours d'exécution pour un montant global de 46,90 milliards d'Ouguiyas. Cette enveloppe représentait environ 2,5% du montant global de l'ensemble des financements de projets prévus dans le cadre du CSLP III.

Deux constats s'imposent à la lecture de tableau précédent :

- ❖ L'écart entre les coûts de financements des divers plans d'actions : le premier plan d'actions semble avoir été élaboré dans l'urgence, pour satisfaire aux conditions des bailleurs. Il n'a pas nécessairement pris en compte la totalité des besoins en financements, se contentant de la programmation des seules actions retenues pour les domaines prioritaires du CSLP I. Le coût de financement des activités du troisième plan d'actions est supérieur de près de 50% à celui du second plan d'actions et traduit, si besoin est, le niveau encore très élevé de la demande dans divers domaines
- ❖ L'appui financier des partenaires-bailleurs, qui devait se réduire avec le temps, pour se concentrer sur un appui technique, s'est accentué en passant de 7,5% des montants à 54 % pour la période 2011-2015.

Ces deux remarques dénotent d'une faible maîtrise du processus d'élaboration, particulièrement dans la définition des axes d'interventions et le ciblage des activités à conduire.

L'analyse des ressources financière allouées à l'axe 2

Tableau 33: Ressources allouées à l'Axe 2 dans les différents plans d'actions du CSLP (en milliards UM) :

	Total CSLP	Axe 2	
		Montant	%
CSLP I	73	32,5	44,52%
CSLP II	1261	567,6	45,01%
CSLP III	1862	252,9	13,58%
Total	3196	853	26,69%

Sources : Rapports CSLPI, II, et III

A la lecture de ce tableau, on s'aperçoit que la proportion des ressources allouées à l'axe 2 a connu une forte baisse dans le CSLP III : de plus de 45% dans le CSLP II, la part des ressources affectées à l'ancrage de la croissance dans la sphère économiques des pauvres s'est réduite à moins de 14% dans le CSLP III. Cela est d'autant remarquable que cette période a été marquée par une augmentation significative des ressources du CSLP. Bien qu'ayant progressée dans la troisième phase, la mobilisation des ressources n'a pas été aussi forte que ce qu'elle a été au cours de la seconde phase. A l'arrivée, sur l'ensemble des trois plans d'actions, moins de un tiers des ressources a été consacré à l'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres, pourtant raison d'être du processus.

Développement rural :

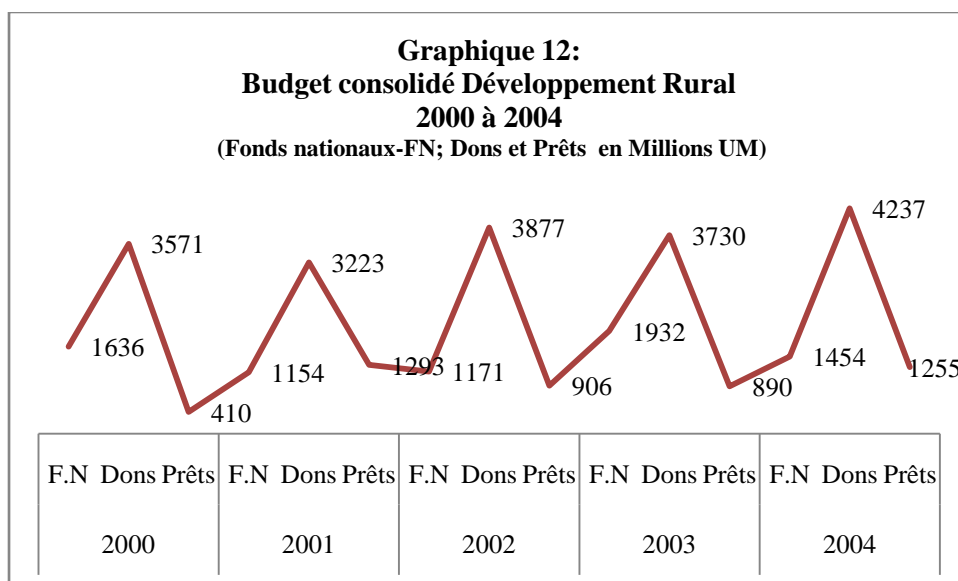
CSLP I :

Entre l'année 2000 et 2004 le budget consolidé d'investissement du secteur du développement rural a connu une augmentation de 1329 Millions passant de 5617 Millions d'UM à 6946 Millions d'UM.

Tableau 34 : Evolution de la programmation du budget consolidé d'investissement secteur développement rural (en millions d'UM) ;

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	Total 2000 à 2004	2005	2006
Développement Rural	5617	5670	5954	6552	6946	30739	9363	7423

Source : Annuaire Statistique 1995 -2005 ONS Décembre 2006 RI M



Le CSLP 2001- 2004 a aussi mis en place un programme d'actions prioritaires et Coûts Additionnels (en millions d'UM) pour le secteur du Développement Rural. Le tableau ci-dessous nous renseigne sur les Coûts additionnels par action prioritaire et par sous-secteur pour les années 2002-2003-2004.

Tableau 35 : Coûts additionnels par action prioritaire et par sous-secteur pour les années 2002-2003-2004.

Domaine	Actions prioritaires	2001	2002	2003	2004
Elevage	Mise en application du Code Pastoral	PM	PM	PM	PM
	Développement de la production Laitière		80	100	180
	Amélioration de l'élevage à l'exportation			100	100
	Augmentation des parcs de vaccination et des postes vétérinaires		50	100	100
	Extension du nombre de puits Pastoraux		120	150	150
	Sélection de races adaptées et Vulgarisation		100	200	200

Agriculture	Aménagements hydro-agricoles dans la Vallée du fleuve			74	717
	Diversification de la production Agricole	PM	PM	PM	PM
	Consolidation et extension du programme de réforme foncière		100	100	100
	Programme de recherche et de diffusion des semences améliorées		100	150	200
Formation, recherche, vulgarisation	Mise en œuvre du Plan national de recherche agronomique				
Infrastructures Rurales	Mise en œuvre du programme d'infrastructures rurales (construction de pistes et d'ouvrages de désenclavement dans les zones arides)		1200	1700	1800

En matière d'allocation des ressources financières, le secteur rural a absorbé environ 14% en moyenne par an du BCI exécuté sur la période 2003-2006. Cet investissement est, cependant, inégalement réparti. L'analyse des données montre que les sous-secteurs de l'agriculture et de l'aménagement rural ont bénéficié de 2 à 3 fois plus d'investissements que l'élevage. De même, la composante Recherche-formation-vulgarisation reste sous-financée, alors qu'elle constitue un élément important pour le développement du secteur. L'examen des dépenses publiques selon la classification économique fait ressortir que le ratio fonctionnement/investissement demeure en deçà des normes souhaitées, conduisant ainsi à l'inefficacité des investissements réalisés dans le secteur.

La ventilation des dépenses du secteur Développement rural résumé dans le tableau ci-dessous montre qu'entre 2000 et 2004 la dépense a augmenté de 1483 Millions d'UM passant ainsi de 4553 à 6036 Millions UM.

Tableau 36 : Evolution de l'exécution du budget consolidé d'investissement du secteur du développement rural (en millions d'UM)

SECTEUR	2000	2001	2002	2003	2004	Total 2000 à 2004	2005
Développement Rural	4553	5232	6148	5836	6036	27805	6850
Agriculture	2637	4224	3615	2678	2311	15465	2892
Génie Rural	679	192	253	841	1659	3624	750
Hydraulique Villageoise Pastorale	295	295	902	1329	1002	3823	2141
Elevage	214	93	152	329	450	1238	613
Environnement	477	323	1179	519	565	3063	162
Recherche ; formation ; Vulgarisation	251	105	47	140	49	592	292

Source : Annuaire Statistique 1995 -2005 ONS Décembre 2006 RI M

Les mesures telles que l'élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme ; la mise en place de budgets-programmes pour le secteur prioritaire du développement rural, l'évaluation de l'impact (coût/efficacité) de la dépense publique dans le secteur, et l'évaluation d'ensemble de l'impact des ressources PPTE et du CSLP sur la réduction de la pauvreté ont facilité le suivi de l'impact des dépenses publiques.

L'analyse des besoins Additionnels d'investissement pour le secteur prioritaire du Développement Rural (en Millions UM) estimés dans le tableau ci-dessous montre une progression significative de 2002 à 2004

Tableau 37 : Besoins Additionnels d'investissement pour le secteur prioritaire du Développement Rural (en Millions UM)

SECTEURS	2001	2002	2003	2004	TOTAL
Développement Rural	-	3671	5174	6197	15042

L'efficacité et l'efficience du système d'allocation des ressources budgétaires aux différents programmes est paralysée par la rigidité et la lourdeur des procédures budgétaires, par les difficultés liées aux levées de fonds (intérieurs et extérieurs) et par la faible capacité d'absorption des financements obtenus. Les insuffisances en matière d'absorption des financements obtenus portent préjudice à l'optimisation de l'aide publique en direction du secteur rural et annihilent les efforts entrepris dans le cadre du respect de la planification et la mise en œuvre des projets et programmes.

CSLP II :

Tableau 38 : Evolution de l'exécution du BCI -secteur du développement rural (en millions d'UM) - 2008-2010

		Total 2008- 2010			
Développement Rural	2007		2008	2009	2010
Investissement BE	2421	7 876	2 339	2 586	2 950
Investissement FE	7100	28 945	11 790	10 533	6 622
Salaires	877,8	2 635	861	878	896
Fonctionnement et transferts	2 221,66	7 014	2 242	2 337	2 435
Total	12 620,46	46 470	17 232	16 334	12 904
Dépenses MAE en % du PIB (hors pétrole)			2,4	2,1	1,6
Dépenses MAE en % des dépenses totales			7,4	7,0	5,4

Tableau 39 : Répartition des dépenses d'investissement du Développement Rural (en MUM) 2008-2010

Secteur	2008	2009	2010	TOTAL
Développement Rural	15 220,64	14 013,87	9 774,10	39 008,61
Total général	15220.64	14013.87	9774.10	39008.61

Hydraulique & assainissement:

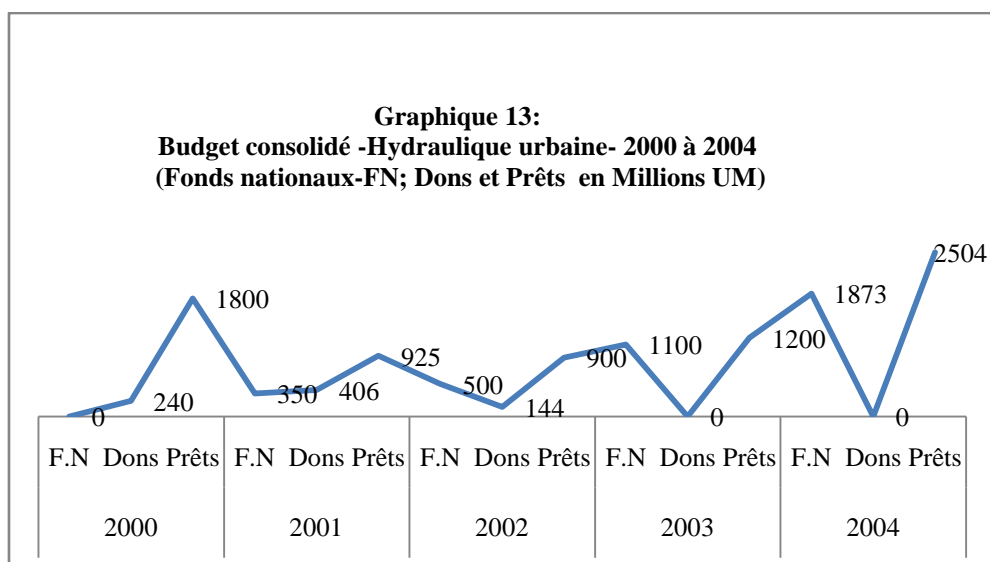
CSLP I :

Entre 2000 et 2004 le budget consolidé de l'hydraulique urbaine a doublé passant ainsi de 2040 à 4377 Millions d'UM

Tableau 40 : Evolution de la programmation du BCI secteur hydraulique urbaine (en millions d'UM)

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	Total 2000 à 2004	2005	2006
Hydraulique urbaine	2040	1681	1544	2300	4377	11942	4692	13122

Source : Annuaire Statistique 1995 -2005 ONS Décembre 2006 RI M



Les dépenses du secteur de l'hydraulique ont triplé entre 2000 et 2001 en passant de 1175 Millions d'UM à de 3512 Millions d'UM

Tableau 41 : Evolution de l'exécution du BCI secteur hydraulique urbaine (en millions d'UM)

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	Total 2000 à 2004	2005
Hydraulique urbaine	1175	3512	2649	1047	1177	9560	1238

Source : Annuaire Statistique 1995 -2005 ONS Décembre 2006 RI M

Le CSLP 2001- 2004 a mis en place un programme d'actions prioritaires et Coûts Additionnels (en millions d'UM) pour le secteur de l'hydraulique et de l'assainissement. Le tableau ci-dessous nous renseigne sur les coûts additionnels par action prioritaire et par sous-secteur pour les années 2002-2003-2004. Les coûts des actions prioritaires ont subi une croissance modérée de 2002 à 2004.

Tableau 42 : Programme d'Actions Prioritaires et Coûts Additionnels Secteur Hydraulique et Assainissement

Domaine	Actions prioritaires	2001	2002	2003	2004
Eau potable Et Assainissement	50 forages et 10 mini-réseaux par an		802	923	1610
	Réseaux urbains, bornes fontaines		550	1050	1179
	Etude sur l'amélioration de la gestion des ressources en eau		PM	PM	PM
	Etude sur les ressources en eau		130	152	150

Tableau 43 : Besoins Additionnels d'investissement du secteur prioritaire Eau potable et Assainissement (en Millions UM)

Secteur	2001	2002	2003	2004	TOTAL
Eau potable et Assainissement		1482	2125	2939	6546

L'analyse du Tableau montre que ces besoins ont doublé de 2002 à 2004.

CSLP II :

Tableau 44 : Evolution des dotations budgétaires du secteur de l'eau et de l'assainissement en Millions U M

Secteur	2006	2007	2008	2009	2010
MHA programmé	2349	3179	6995	6825	3634
MHA Exécution	2898	3813	6449	4936	3884

Tableau 45 : Répartition des dépenses d'investissement du secteur hydraulique et Assainissement (en MUM)

Secteur	2008	2009	2010	TOTAL
Hydraulique	51 290,19	52 436,28	31 472,28	135 198,75
Assainissement	0	700	700	1 400,00
TOTAL GENERAL	51290 .19	53136.28	32172.28	136598.75

Sécurité alimentaire :

CSLP I :

Tableau 46 : Evolution de la programmation du BCI secteur Sécurité alimentaire (en millions d'UM)

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	Total 2000 à 2004	2005	2006
Sécurité Alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Annuaire Statistique 1995 -2005 ONS Décembre 2006 RI M

Tableau 47 : Evolution de l'exécution du BCI secteur Sécurité Alimentaire (en millions d'UM)

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	Total 2000 à 2004	2005	2006
Sécurité Alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Annuaire Statistique 1995 -2005 ONS Décembre 2006 RI M

CSLP II :

Tableau 48 : Répartition des dépenses d'investissement du secteur Sécurité Alimentaire (en MUM)

Secteur	2008	2009	2010	TOTAL
Sécurité alimentaire	90	200	200	490
Total général	90	200	200	490

Environnement

CSLP I :

Le budget consolidé du secteur Environnement a connu une décroissance au cours de la période du CSLP I avec néanmoins un pic de 1038 Millions d'UM en année 2002 durant laquelle il a été constaté un dépassement en terme de dépenses de 141 Millions UM (cf. les 2 tableaux qui suivent.)

Tableau 49 : Evolution de la programmation du BCI secteur environnement (en millions d'UM)

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	Total 2000 à 2004	2005	2006
Environnement	795	703	1038	644	646	3826	1320	1166

Source : Annuaire Statistique 1995 -2005 ONS Décembre 2006 RIM

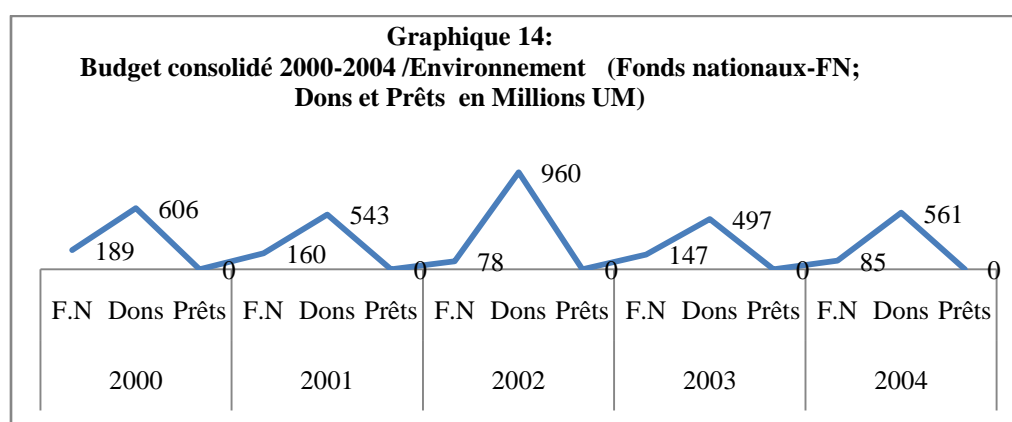


Tableau 50 : Evolution de l'exécution du BCI secteur Environnement (en millions d'UM)

SECTEUR	2000	2001	2002	2003	2004	Total 2000 à 2004	2005	2006
Environnement	477	323	1179	519	565	3063	162	nd

Source : Annuaire Statistique 1995 -2005 ONS Décembre 2006 RIM

Au cours de la phase I du CSLP la mise en œuvre de la stratégie environnementale relative à des actions prioritaires a engendré des coûts additifs tels que mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 51 : Programme d'Actions Prioritaires et Coûts Additionnels Secteur Environnement en Millions UM

Domaine	Actions prioritaires	2001	2002	2003	2004
Environnement	Mise en œuvre d'un programme de butane en zone rurale		300	450	450
	Mise en œuvre des programmes sylvicoles		77	250	270
	Consolidation des actions de développement des oasis		150	250	250

CSLP II :

Tableau 52 : Répartition des dépenses du secteur de l'environnement, (en MUM)

Secteur/Environnement	2007	Total 2008-2010	2008	2009	2010
Investissement Budget Etat (BE)	70	685	183	252	250
Investissement Financement Extérieur (FE)	290	1 663	519	789	355
Salaires	261	765	250	255	260
Fonctionnement et transferts	986,88	3 004	959	1 001	1 045
Total	1 607,88	6 117	1 911	2 296	1 910
Dépenses MDPMCE en % du PIB (hors pétrole)			0,3	0,3	0,2
Dépenses MDPMCE en % des dépenses totales			0,8	1,0	0,8

L'analyse des ressources financière allouées à l'axe 3

Le financement global de l'axe 3 du CSLP a connu une augmentation 10 fois plus importante entre le CSLP I et CSLP II (cf. tableau 31). Cette augmentation a continué à progresser du double pour le CSLP III par rapport au CSLP I et ce compte tenu de l'intérêt pour concourir à l'atteinte des OMD.

A titre d'illustration, l'analyse de la contribution du SNU pendant les 3 dernières années de mise en œuvre du CSLP III dans le domaine de la Santé et de l'éducation selon les rapports RMP-UNDAF 2014 fait ressortir que :

- Dans le domaine de la santé, la contribution des agences du SNU au financement du sous-axe santé de l'axe 2 de l'UNDAF durant la période 2012-2014 s'élève à 40 097 914 USD sur une prévision de 72 947 500 USD pour tout le cycle, soit une mobilisation de 55 % en 2 ans et demi, ce qui représente un taux convenable.

La dépense effective des agences du SNU pour le financement des activités de santé, durant la première période du cycle de l'UNDAF, s'élève à 35 267 089 USD sur un montant mobilisé de 40 097 914 USD, soit un taux d'exécution de 87,95%. Ce taux est dû en grande partie au niveau de mobilisation de ressources additionnelles importantes.

Pour le secteur de l'éducation, l'examen du tableau ci-dessous fait constater qu'à partir d'une planification annuelle à peu près uniforme, nous assistons à une évolution en dents de scie pour ce qui est de la mobilisation et de l'utilisation des fonds.

Tableau 53 : Evolution des ressources budgétisées, mobilisées et dépensées en 2012-2014

Ressources	2012	2013	2014
Budgétisées	360 000	337 600	250 000
mobilisées	173 237	94 516,97	296 465
dépensées	173 237	94 516,97	99 548
T mobilisation	48,1%	27,99%	18,5%
T exécution	100%	100%	33,57%

Le taux de mobilisation de 48,1% est le plus important durant la première année 2012 où les efforts ont été concentrés pour la mise en place d'un système d'information national et d'outils de pilotage pour permettre à la direction de la petite enfance de publier des statistiques sur le préscolaire .L'année 2014 a connu une régression des ressources financières couplée à un taux faible de mobilisation par rapport aux années précédentes où l'investissement a pris le dessus sur les autres volets . Le taux d'exécution était toujours à 100% pour les deux premières années contre seulement 33,57% au cours des 9 premiers mois de l'année 2014.

L'analyse des ressources financière allouées à l'axe 4

✓ Tableau 54: Financement Axe 4 du CSLP 2001-2004 (en Millions d'UM)

	2001	2002	2003	2004	Total
Gouvernance	-	140	220	220	580

✓ Tableau 55 : Financement Axe 4 du CSLP 2006-2010 (en Millions d'UM)

	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Amélioration de la gouvernance et renforcement des capacités	6288	5628	5118	5210	6062	28305

✓ Tableau 56 : Financement Axe 4 du CSLP 2011-2015 (en Millions d'UM)

	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Amélioration de la gouvernance et renforcement des capacités	44.547,36	27.937,95	27.645,32	25.248,06	8742,00	134.120,69

Le financement de l'axe 4 a été multipliée par 62 entre les deux premiers cycles du CSLP, montrant ainsi, si besoin en était, l'importance de la gouvernance pour l'atteinte des objectifs.

Un certain nombre d'actions dans le cadre Gestion des ressources publiques ont été réalisées dans l'objectif d'assurer une gestion plus efficiente des ressources publiques. Il s'agit notamment (i) de la conduite des études techniques d'informatisation de la solde, des pensions, des dépenses de biens et services, (ii) de la production du compte de gestion et l'adoption de la loi d'apurement en 2001 et de la loi de règlement définitif du budget 2001, (iii) de la conduite de multiples réformes fiscales et de programmes de renforcement institutionnel des administrations concernées, et (iv) de la mise en place de plusieurs systèmes pour améliorer l'efficacité de la dépense publique notamment le SYPSIM (Système de Programmation et de Suivi de l'Investissement en Mauritanie) et de l'élaboration d'un CDMT global, et de certains CDMT sectoriels, dont la mise en œuvre est restée très limitée.

Pour autant, la gestion des ressources publiques connaît encore de nombreux problèmes :

Au niveau de la programmation : (i) l'absence d'une vision prospective à long terme, (ii) l'absence d'une gestion intégrée de la dette extérieure, (iii) l'appropriation et la mise en œuvre insuffisantes du CDMT global et des CDMT sectoriels, et (iv) la centralisation de la programmation budgétaire,

Au niveau de la mobilisation des ressources : (i) le faible rendement des administrations fiscales, (ii) l'existence de secteurs non fiscalisés, et (iii) les dysfonctionnements de la coordination avec les départements en charge de la mobilisation des recettes non fiscales (redevances minières, droits d'accès à la ressource halieutique, dividendes, etc.),

Au niveau de l'exécution des dépenses : (i) l'exécution d'importantes dépenses extrabudgétaires dans l'opacité totale, (ii) la lourdeur des procédures et la longueur des délais, (iii) la multiplicité des procédures d'exécution différenciées selon le mode de financement, (iv) l'absence d'un système de gestion de la trésorerie et de régulation budgétaire, et (v) l'absence d'informations fiables sur les recettes et les dépenses,

Au niveau du contrôle des dépenses et de l'évaluation : (i) l'inefficacité du contrôle des comptables et des contrôles hiérarchiques, (ii) la faible valeur ajoutée des conseils d'administration et de surveillance, (iii) la faible fonctionnalité de la Cour des comptes et son manque d'indépendance, et (iv) l'inexistence d'enquêtes systématiques de « traçabilité » de la dépense publique

L'analyse des ressources financière allouées à l'axe 5

Les ressources allouées à l'axe 5 sont passées de 250 000 \$ en 2001 à 1 million de \$ en 2015 ; ce qui, bien entendu, ne permet pas de répondre aux besoins de production et d'analyse, à intervalles réguliers, d'indicateurs pertinents pour le suivi-évaluation du CSLP et des OMD, d'autant plus que la production des données avaient été identifiées comme principales contraintes caractérisant les processus de mise en œuvre et de suivi-évaluation des CSLP.

L'analyse des différentes ressources allouées au CSLP montre que le financement moyen a été multiplié par 4 pour chaque cycle de CSLP. En moyenne annuelle les évolutions sont les suivantes : 49,8% pour l'axe 1, 34,2% pour l'axe 2, 24,7% pour l'axe 3, 27,5% pour l'axe 4 et 12,2% pour l'axe 5.

5.3 L'analyse des résultats et impacts

5.3.1 L'analyse des résultats et impacts de l'axe 1

Au plan de l'efficacité : Les ressources financière allouées au CSLP par les partenaires restent insuffisantes. Le Gouvernement a, d'ailleurs, reconnu que les recettes minières utilisées pour financer les dépenses d'urgence récurrentes sont volatiles et limitées dans le temps.

Concernant la politique budgétaire, le Gouvernement a adopté un important train de mesures pour élargir l'assiette fiscale, améliorer le recouvrement de l'impôt et réformer en profondeur l'administration fiscale. D'importantes mesures ont également été prises pour optimiser les recettes minières, y compris la taxation du transfert d'actifs miniers, ce qui a contribué à un niveau globalement élevé de recettes budgétaires.

Concernant la politique monétaire, le système financier a récemment connu une accumulation de liquidités et le crédit au secteur privé s'est également accru, alimenté par la vigueur de la croissance économique. Quant au secteur financier, malgré l'amélioration de la rentabilité du système bancaire, les récents audits internationaux ont mis en évidence des niveaux élevés de créances improductives (39 %) dans les banques commerciales, de même que des provisionnements insuffisants.

Au plan de la pérennité : Une des faiblesses du CSLP, reste l'appropriation de l'Administration centrale ; ainsi, malgré une analyse sans concession des faiblesses des deux premiers, le CSLP III n'est pas parvenu à s'imposer comme référence et instrument central du développement. Il est resté sans influence sensible sur les allocations budgétaires notamment les investissements publics. Alors que les données sur les inégalités

spatiales et socio-économiques, et sur la situation très préoccupante du monde rural étaient largement diffusées, les CSLP n'ont pas permis d'affronter ces situations : le secteur rural a continué de se dégrader, et les créations d'emplois ont été sans commune mesure avec les besoins, conduisant à la poursuite de l'expansion d'un secteur informel. Une réorientation des stratégies, nourries par les enseignements des enquêtes sur les ménages, est donc nécessaire et devra être complétée par un renforcement du statut du CSLP et de sa mise en œuvre.

Au plan de l'impact : L'action du Gouvernement face aux défis que posait la consolidation de la croissance et de la stabilité macroéconomique dans un contexte de sécheresse aigue, de forte augmentation des prix des produits alimentaires et énergétiques, et de volatilité des prix, de situation politique incertaine, de 'printemps arabe' n'a pas été facile durant ces différents cycles de CSLP. L'économie mauritanienne a été confrontée à des taux très élevés de chômage et de pauvreté mais la mise en œuvre de politiques économiques a permis de renforcer la résilience macroéconomique et de maintenir la stabilité des prix pour améliorer soutenir les conditions précaires des populations. Les épisodes de flambée des prix et de tension sociales les dénonçant ont été périodiques, émergeant dans une pluralité de situations politiques, économiques et sociales. Les boutiques témoins n'ont pas eu d'effets réels sur les comportements de marge moyens des commerçants dans la mesure où la formation des prix au détail pratiqués dans les boutiques régulières est la résultante de facteurs qui ne sont que peu touchés par l'action étatique : prix pratiqués par les importateurs et politique fiscale, certes, mais aussi spéculations des importateurs et comportements des vendeurs. Rien ne permet de penser que les dispositifs temporaires des boutiques témoins aient un impact sur cette chaîne de formation des profits. L'appui des partenaires a permis de promouvoir la croissance tirée par le secteur privé et à accroître l'attrait de la Mauritanie pour les investisseurs étrangers, de réaliser une croissance équilibrée, de développer, dans certains cas de figure, les ressources humaines de l'éducation (PNDSE) et de la santé qui a permis d'abaisser les taux de mortalité (infantile et maternelle) et enfin de renforcer les institutions et la gouvernance, à travers la décentralisation, la modernisation de l'administration publique et le renforcement des capacités de la société civile.

5.1.2 L'analyse des résultats et impacts de l'axe 2

Elle est difficile à entreprendre compte tenu de la faiblesse des dispositifs de suivi des impacts du CSLP. Cela a constitué du reste, une préoccupation constatée au regard notamment de l'ajustement des axes du CSLP pour prendre en compte les exigences de suivi. En second lieu, la configuration des données disponibles ne permet pas souvent de procéder à une évaluation partielle des performances suivant un programme ou un projet spécifique. Cependant, en observant de façon globale les retombées des actions programmées dans le cadre du CSLP entre 2001 et 2015, on aboutit incontestablement à des progrès dans plusieurs domaines. Les plus significatifs sont ceux des infrastructures (routes, énergie et NTIC) qui ont des impacts directs sur la vie des populations et agissent comme leviers importants pour d'autres secteurs tels que l'accès à l'eau potable, l'accès à l'électricité ou encore, l'accès à un système d'assainissement amélioré. On aurait pu s'attendre à ce que les bonnes performances macroéconomiques enregistrées par le pays, au cours de la période, se traduisent par une amélioration généralisée des niveaux de vie. Beaucoup de personnes ont bénéficié de l'augmentation de la production de richesses mais nombreux sont également ceux dont les conditions de vie sont restées identiques au cours de ces quinze années. Elles se sont même parfois dégradées, par endroits, du fait de l'accélération de la dégradation des conditions environnementales, longtemps ignorées par les plans d'actions du CSLP.

Les progrès dans les secteurs productifs (pêches, mines et industries) qui soutiennent l'économie nationale ne sont jamais parvenus à se concrétiser sur le plan social par une création massive d'emplois et un partage équitable des fruits d'une embellie économique. Au contraire, la dualité de l'économie s'est renforcée ; d'abord entre milieu urbain et rural et ensuite, au sein des villes entre un secteur moderne et un secteur non structuré, pourvoyeur de la plupart des emplois en ville. Le monde rural a continué à s'appauvrir, malgré l'intensité des investissements qui y sont consacrés. Les espoirs placés un moment dans le secteur du tourisme ne se sont pas confirmés du fait d'une part d'une instabilité sécuritaire dans toute la région mais aussi par le manque d'innovations et d'agressivité des promoteurs dans le domaine.

Tableau 57 : Analyse critériologique du DR et de l'HA selon les phases I, II et III du CSLP

Secteurs	Phase I CSLP	Phase II CSLP	Phase III CSLP
Développement Rural	<p>Les données corrigées des phases de l'EPCV menées en 2000 et en 2004 montrent que l'incidence de la pauvreté en milieu rural est passée de 66,2% en 2000 à 59% en 2004, soit une diminution de près de 1,8 points de pourcentage par an</p> <p>l'élevage représente à lui seul près de 80% de la production agricole et a contribué pour 15% au PIB sur la période 1990-2004</p> <p>le Gouvernement a mis l'accent sur la sécurisation sanitaire et la structuration de l'Elevage</p> <p>Dans le cadre du secteur agricole, la constitution de filières efficaces de cultures irriguées est en faveur du développement économique du pays</p> <p>La culture oasienne, malgré son faible poids dans l'économie nationale, a contribué à la fixation des populations dans leur terroir, à la régénération du milieu et à la sécurité alimentaire du pays.</p> <p>Le secteur rural a maintenu ses performances pendant la phase 2001- 2004 et demeure le pivot de la croissance ancrée dans la sphère économique des pauvres</p> <p>Le CSLP 2001- 2004 en plus de la recherche systématique et une</p>	<p>Elaboration de deux textes d'application du code de l'élevage et Un du code pastoral</p> <p>Agriculture : Désenclavement des zones agricoles</p> <p>l'aménagement et la réhabilitation de 6 300 ha de terres en irrigué; au cours de la période du CSLP II;</p> <p>la production céréalière moyenne a été de 151 000 Tonnes par an; couvrant environ 30% des besoins du pays en céréales;</p> <p>l'amélioration de l'approvisionnement et de la commercialisation; par le désenclavement des zones de production</p> <p>le désendettement des paysans opérant dans ce secteur à travers la prise en charge par l'Etat de plus 7 milliards de dette en vue d'améliorer la situation économiques des producteurs;</p> <p>la création d'une Société publique de travaux agricoles;</p> <p>la réalisation d'un programme de protection des cultures contre la divagation des animaux par l'installation de grillages</p> <p>le désenclavement de certaines zones de production par la réalisation de pistes rurales en zone oasienne et d'ouvrages de franchissement hydrauliques dans la vallée ;</p>	<p>Les données corrigées des phases de l'EPCV menées en 2014 montrent que l'incidence de la pauvreté en milieu rural est passée à 22. 3% et celui de l'extrême pauvreté a été réduit jusqu'à 16.6% en 2014</p> <p>le Gouvernement a accordé une importance particulière au dispositif de suivi-évaluation du secteur du Développement rural</p> <p>Le CSLP III a développé une efficacité de l'action des points focaux sectoriels au niveau de la collecte d'informations du secteur du DR permettant de bien respecter les délais impartis pour la réalisation des RMO</p> <p>Le CSLP 2011-2015 a privilégié la logique d'appropriation des programmes du secteur du Développement Rural par les différents acteurs</p> <p>le secteur agricole a connu une augmentation de sa production par rapport à l'année 2013 (+ 0,9%) ;</p>

	<p>approche intégrée a développé une stratégie qui repose sur la mise en œuvre coordonnée et décentralisée (dans le cadre de programmes régionaux de lutte contre la pauvreté)</p> <p>La phase du CSLP I a fait des réalisations importantes pendant la période 2001-2004 (Exemple : Pour l'agriculture irriguée, il y a eu la réhabilitation de 1000 ha et la mise en exploitation de 300 ha de diversification.....)</p> <p>L'analyse des données montre que les sous-secteurs de l'agriculture et de l'aménagement rural ont bénéficié de 2 à 3 fois plus d'investissements que l'élevage.</p> <p>L'examen des dépenses publiques selon la classification économique fait ressortir que le ratio fonctionnement/ investissement demeure en deçà des normes souhaitées,</p>	<p>la mise en œuvre de programmes annuels de lutte contre les ennemis des cultures (criquets; sautereaux; sésamie; etc.).</p> <p>La réalisation des ouvrages agricoles de maîtrise d'eau ;</p> <p>faible organisation des producteurs et insuffisance de leur responsabilisation;</p> <p>Elevage :</p> <p>la réalisation d'infrastructures vétérinaires (111 parcs de vaccination; 28 pharmacies vétérinaires; 107 puits pastoraux; 40 réserves pastorales);</p> <p>la mise en œuvre de programmes de développement de cultures fourragères (production fourragère sur 180 ha);</p> <p>la mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique (1 528 vaches et 3 200 poulets) ;</p> <p>l'organisation des campagnes annuelles de prophylaxie du cheptel avec un taux de couverture vaccinale contre les grandes maladies passant de 52% en 2005; 57% en 2006; 77% en 2007; 82% en 2008 et 94% en 2009.</p> <p>Amélioration de la valeur ajoutée tirée du secteur (marché à bétail central à Nouakchott; abattoir moderne à Néma; usine de lait à Néma etc...) ;</p>	<p>La production rizicole a eu une très bonne tenue au cours de l'année 2014 ce qui a largement compensé la baisse de près de 20% qu'aurait accusé la production de céréales traditionnelles (mil/sorgho, maïs/blé/orge).</p> <p>Pour augmenter la production et de la productivité les plans du CSLP III ont mis l'accent au niveau de la riziculture; des cultures pluviales; et des cultures de diversification agricole.</p> <p>Amélioration de la maîtrise de l'eau pour l'irrigation des périmètres agricoles</p> <p>Les investissements du CSLP III dans le domaine de la riziculture ont donné</p>
--	---	--	--

		<p>les résultats suivants :(i) l'emblavure de 40 901 ha dont 24 807 ha en hivernage et 16 094 ha en Contre Saison Chaude (CSC), le meilleur résultat obtenu depuis le début de la culture du riz en Mauritanie ;(ii) la production en paddy est estimée à 202 547 tonnes dont 120 292 tonnes en hivernage et à 82 255 tonnes en CSC. La production totale en riz blanc est estimée à environ 107 105 tonnes ; cette production a permis d'assurer un taux de couverture des besoins de 69% de cette denrée ;</p> <p>Pour ce qui est des cultures de diversification agricole, les efforts positifs ont porté sur : (i) la promotion de la culture du blé ; et (ii) la promotion des cultures maraîchères</p> <p>Dans le cadre du partenariat public-privé, les actions innovatrices ont été réalisées en 2014: la poursuite des activités de mise en place du complexe agro-industriel de production de sucre ; l'aménagement de 600 ha est en cours pour la poursuite de la multiplication des boutures semences</p> <p>le sous-secteur de l'élevage, malgré la bonne situation pastorale enregistrée en 2013 ; a vu sa croissance baissée de 3,1% en termes réels en 2014</p> <p>En 2014 un impact significatif a été observé dans le domaine de la couverture sanitaire ; la construction des parcs de vaccination ; la création d'un centre pour dromadaires ; la vulgarisation des techniques d'insémination artificielle.....</p>
--	--	---

<p>Hydraulique/Assainissement</p>	<p>Le CLSP 2001 – 2004 dans sa mise en œuvre a suscité un certain nombre de réformes dans le secteur de Hydraulique : l'ANEPA et l'APAUS et aussi l'Adoption de la Stratégie Nationale Energie et Réduction de la Pauvreté ; l'adoption d'un nouveau Code de l'eau en 2005, et la restructuration du ministère en charge du secteur,</p> <p>Le CSLP n'a pas pu mettre de l'ordre dans le partenariat entre le public et le privé qui a engendré une certaine anarchie dans le secteur.</p> <p>L'utilisation du robinet intérieur est passée de 15% en 2000 à 18,5% en 2004</p> <p>Le taux de desserte en eau, exprimé en branchements particuliers pour 1.000 habitant est passé de 34,6% en 2001 à 36,1% en 2003</p> <p>L'accroissement des capacités de production et le développement des réseaux de distribution d'eau ont évolué positivement</p> <p>Les programmes, initiés par le CDHLCPI pendant la période 2001- 2004 ont réalisé d'importantes infrastructures Hydrauliques (Exemple : construction ou réhabilitation d'une vingtaine de puits ; réalisation ou extension d'une quarantaine de réseaux d'AEP et réalisation de 6 forages et d'une centaine de sondage de reconnaissance.....)</p>	<p>Adoption de décrets d'application du code de l'eau.</p> <p>Création d'un EPIC en charge des aspects opérationnels de l'assainissement</p> <p>58,3% des ménages ont eu accès à l'eau potable en 2008 contre 52% en 2004.</p> <p>En milieu urbain, 35% des ménages sont raccordés au réseau public d'eau potable</p> <p>46 l/j/personne pour les ménages disposant de branchement privé et 18 l/j/personne pour les clients des charretiers et autres revendeurs.</p> <p>Le mode d'accès à la ressource en eau est dominé par les puits sans pompes pour les ménages ruraux (49,2%) alors que le recours aux services des revendeurs reste la source d'approvisionnement la plus répandue en milieu urbain (62%)</p> <p>Le secteur a connu tout au long de la phase du CSLP II la réalisation de projets et programmes dont notamment : (i) le projet points d'eau au sahel ; (ii) les projets lutte contre le Ver de Guinée ; (iii) la composante eau potable du projet Lehdada; (iv) la poursuite de la réalisation des travaux du projet Aftout Sahli ; (iv) la réalisation et l'équipement de 350 points d'eau ; (v) l'achèvement du</p>	<p>Le CSLP 2011-2015 a privilégié la logique d'appropriation des programmes du secteur de l'Hydraulique et de l'Assainissement par les différents acteurs</p> <p>Le CSLP III a développé une efficacité de l'action des points focaux sectoriels au niveau de la collecte d'informations du secteur de l'Hydraulique et l'assainissement permettant de bien respecter les délais impartis pour la réalisation des RMO</p> <p>le Gouvernement a accordé une importance particulière au dispositif de suivi-évaluation du secteur hydraulique et assainissement</p> <p>Grace a la mise en œuvre des différents plans du CLSP l'hygiène publique a été amélioré ;</p> <p>Stabilisation et réduction des dépenses en eau pour les ménages ;</p> <p>La répartition spatiale rationnelle des points d'eau a aidé de plus en plus a mieux protéger et gérer durablement les ressources naturelles restantes</p> <p>Les réalisations Hydrauliques ont facilité aussi les conditions de renforcement du développement productif</p> <p>Le CSLP III a réalisé en matière d'accès à <i>l'eau potable un certain nombre d'actions a portée efficace</i> : (i) la nappe du Dhar de Néma, les études relatives aux AEP concernées ont été achevées, les DAO lancés, les entreprises sélectionnées et les travaux sont à un état avancé d'exécution; (ii) le</p>
--	---	---	---

		<p>projet de renforcement des champs captant d'Aioun, Timbedra ; (vi) d'alimentation en eau de la ville de Nouadhibou, ainsi que le renforcement de la production et de la distribution dans les villes de Bababé, Djiguenni, Kobenni, Bassikounou, Maghama et Kankossa ; (vii) la poursuite de l'exécution du Projet AEP du Fleuve (21 stations) Et (viii) la mise en œuvre de programmes d'urgence et prioritaires en 2007-2008.</p> <p>Le CSPL II a entrepris plusieurs actions d'assainissement pour améliorer la qualité de vie des populations</p>	<p>projet d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement dans la Zone Sud, 42 forages ont été réalisées, tandis que les 54 réseaux d'AEP sont largement engagés; (iii) le Projet Aftout Charghi, subdivisé en 5 lots distincts, est à un stade d'exécution avancé ;(iv) l'Agence Nationale TADAMOUN a réalisé : l'équipement de 7 forages, un programme de 34 forages, la réalisation de 6 Adduction d'Eau</p> <p>Le démarrage d'importants projets d'électrification par kits solaires et d'énergie renouvelable ont permis d'améliorer sensiblement l'accès aux services de base notamment le secteur par la réduction des frais de fonctionnement.</p>
--	--	--	--

➤ Analyse des résultats et impacts du secteur Environnement

L'état des lieux du secteur a révélé que depuis une vingtaine d'années, la Mauritanie a pris les dispositions pour la gestion durable de ses ressources naturelles. L'élaboration du Code de l'Environnement et la ratification des diverses Conventions internationales sur les changements climatiques, la diversité biologique et la lutte contre la désertification ont été des initiatives visant à rationaliser la gestion du potentiel et à garantir la durabilité des écosystèmes.

Une gamme élargie d'instruments de planification et de gestion dont le PLCD, le PMLCD, le PAN-LCD, la Stratégie Nationale pour le Développement durable (SNDD), le Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE 1 et 2) avec divers programmes et projets d'appui à la préservation et au développement des ressources naturelles.

L'encadré qui suit et qui est extrait des RMO 2012 ; 2013 et 2014 synthétise la capitalisation des actions du CSLP III pour le secteur environnement :

« Dans le domaine de **l'environnement** les actions suivantes ont été réalisées: (i) l'élaboration, la validation et la diffusion du rapport du CTS de l'environnement et du développement durable contribuant au rapport de mise en œuvre du CSLP III au titre de l'année 2012; (ii) la mise en ligne des données thématiques cartographiques des études de lignes de bases de l'information environnementale; (iii) la finalisation et la validation de l'étude sur les besoins en équipements et en ressources humaines pour la mise en place du laboratoire de suivi de la qualité de l'environnement en Mauritanie; (iv) la soumission de la requête de financement pour la mise en place du laboratoire de suivi de la qualité de l'environnement; (v) l'adoption de la Loi relative aux déchets en Mauritanie; (vi) la validation et la diffusion du rapport de l'étude environnementale et sanitaire dans le cadre du Projet "SAICM"; (vii) la préparation et la signature de l'acte pour la mise en place de la plateforme nationale de la réduction des risques des catastrophes; (viii) la validation du schéma d'organisation de la plateforme de concertation pour l'organisation de la filière de collecte des Batteries usagées; (ix) la finalisation et l'adoption du document de la stratégie nationale sur les aires marines protégées et côtières; (x) la finalisation et l'adoption du document de la stratégie nationale sur

les aires protégées; et (xi) l'élaboration du rapport de la mise en cohérence la Stratégie Nationales sur les AMP avec les autres stratégies nationales existantes.

Ces réalisations se sont consolidées par: (i) l'appui à la mise en œuvre des éléments prioritaires de la stratégie de communication du MDEDD; (ii) l'élaboration d'un plan d'action national sur l'Indice de Performance Environnementale (EPI); (iii) l'appui à la coordination du GEF à travers le renforcement des capacités du Comité National pour le GEF; (iv) l'appui à l'opérationnalisation du Comité Technique Environnement et Développement Durable (CTEDD) comme instance intersectorielle réglementaire du suivi du PANE 2; (v) la régionalisation du PANE II et l'alignement avec les agendas 21 locaux produits en Mauritanie; (vi) l'élaboration et l'édition d'un bulletin trimestriel d'information du MDEDD; (vii) la mise en œuvre de la stratégie d'énergie domestique par la promotion des kits solaires en milieu rural; (viii) l'élaboration d'une base de données permanente des requêtes de financements dans les domaines thématiques de l'intervention du MDEDD; (ix) l'élaboration d'une base de données permanente des projets; (x) la vulgarisation des concepts de la production et de la consommation durable (SCP); et (xi) le lancement et la mise en œuvre de la composante mauritanienne du programme REPSAHEL avec l'OSS (atelier de lancement et conduite des études de lignes de bases de l'information environnementale).

En outre, l'action au cours de 2013 a permis: (i) la finalisation des réfections et les aménagements du bâtiment du MDEDD; (ii) l'équipement de 12 délégations régionales de l'EDD par des moyens de transport; (iii) l'élaboration et la mise en œuvre du programme national de conservation des pâturages contre les feux de brousse ; (iv) la réalisation des actions de reboisement; (v) l'élaboration du rapport national sur la mise en œuvre de la CNULCD; (vi) la finalisation et l'adoption du décret d'application de la loi portant Statut spécial du personnel des Eaux, Forêts et Chasse; (vii) l'élimination du Prosopis dans trois sites d'intérêt naturel assainis; (viii) le suivi et l'évaluation de l'exploitation des ressources naturelles dans la cadre de l'approche GDRN au niveau de 5 wilayas; (ix) la restauration de 50000 hectares des terres dégradées par ensemencement aérien; (x) l'élaboration, l'adoption et la diffusion des textes d'application du Code de la chasse; (xi) la réhabilitation des centres semenciers de Mederdra et Boutilimit; (xii) la redynamisation du fonctionnement de la Brigade mobile de la DPN; (xiii) l'inventaire des ressources fauniques au niveau de 3 Wilaya pilotes; (xiv) l'élaboration du rapport annuel sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur le commerce des espèces menacées d'extinction (CITES); (xv) la ratification du protocole de Nagoya de la CDB ; (xvi) la réactualisation de la stratégie nationale de biodiversité et l'élaboration du 5ème rapport national sur la Convention sur la diversité biologique (CDB); (xvii) la conception d'une stratégie de gestion et de suivi de la faune; (xviii) la restauration et la réhabilitation des terres en engageant des travaux CES/DRS au niveau de 3 Wilayas pilotes (Guidimagha, Assaba et Gorgol); (xix) la mise en place de l'Observatoire sur la désertification; (xx) l'intégration de la gestion durable des terres dans les stratégies sectorielles; et (xxi) la formulation, en cours, d'un projet FEM sous le STAR (FEM 5); (xxii) le renforcement et la facilitation de l'intégration de 20 organisations d'exploitants dans les structures de GDRN; (xxiii) la promotion de la production et de la commercialisation des produits forestiers non ligneux; et (xxiv) l'élaboration des textes pour réglementer la commercialisation du bois, énergie au niveau des capitales régionales.

Le renforcement de la **gouvernance environnementale en 2013** a été centré sur les activités suivantes : (i) l'élaboration et la mise en application des dispositions d'un Décret portant interdiction des emballages plastiques souples; (ii) le lancement du processus du programme sectoriel environnement et développement durable du PANA ; (iii) l'élaboration du rapport national sur le développement durable ; (iv) la préparation d'un projet de loi sur les aires protégées ; (v) la signature de l'Accord de siège et transfert à Nouakchott de l'Agence panafricaine de la grande muraille verte; (vi) l'élaboration d'un guide et des directives de l'intégration de l'environnement dans les politiques publiques, (vii) l'élaboration du profil chimique national ; (viii) la proposition d'un système de taxes et redevances environnementales et mesures d'incitation potentielles, aux échelles locale et nationale; et (ix) la formulation du 2ème rapport annuel sur l'état de l'environnement en Mauritanie. En outre, **des initiatives diverses ont été entreprises en 2013** pour renforcer le cadre juridique et organisationnel du secteur de l'environnement. Il s'agit de : (i) l'adoption de la Loi relative aux déchets en Mauritanie la validation et la diffusion du rapport de l'étude environnementale et sanitaire; (ii) la validation du rapport de l'étude relative à l'analyse du cadre juridique relatif à la gestion des produits chimiques industriels en Mauritanie (iii) l'adoption du projet de décret interdisant le déversement des eaux et huiles usagées en milieu urbain (iv) l'élaboration, la signature et la diffusion d'un projet de texte relatif aux normes environnementales nationales; (v) l'adoption et l'amendement du Protocole de Montréal; (vi) la finalisation, l'adoption et la validation du projet de Loi sur les aires protégées ; (vii) l'adoption du

projet de décret interdisant le déversement des eaux et huiles usagées en milieu urbain; (viii) l'élaboration, la validation et la signature d'un projet de décret fixant la procédure d'inspection environnementale; (ix) l'élaboration, la signature et la diffusion d'un projet de texte relatif aux normes environnementales nationales; (xi) l'adoption et l'amendement du Protocole de Montréal; et (xii) la prise en charge du risque climatique par les pouvoirs publics et l'élaboration avancée de la troisième communication nationale sur le changement climatique en sa qualité d'outil diagnostique habilitant.

La gouvernance environnementale en 2014 s'est améliorée grâce, entre autres, à : (i) la mise en application des dispositions du décret portant interdiction des emballages plastiques souples ; (ii) le lancement du processus du programme sectoriel environnement et développement durable du PANA ; (iii) la conception d'un modèle informatisé (logiciel) du système de S&E sectoriel pour le suivi de la mise en œuvre du PANE 2 ; (iv) l'élaboration d'un guide et des directives de l'intégration de l'environnement dans les politiques publiques; (v) l'élaboration du profil chimique national ; et (vi) la proposition d'un système de taxes et de redevances environnementales et des mesures d'incitation potentielles, aux échelles locale et nationale, pour une meilleure intégration de l'environnement dans les politiques de développement. »

➤ **Analyse des résultats et impacts du secteur Sécurité Alimentaire**

La mise en œuvre du CSLP I 2001-2005 en termes de sécurité a été très timide tout en donnant la priorité à la distribution gratuite et la vente subventionnée des produits de première nécessité dans le cadre du plan d'urgence 2002-2003 et des réflexions sur une meilleure prise en charge des crises alimentaires chroniques qui continuent à secouer le pays.

En matière de sécurité alimentaire , **le plan d'actions du CSLP II** pour la période 2006-2010 s'articulait autour de quatre axes complémentaires : (i) la promotion de solutions durables à l'insécurité alimentaire ; (ii) le renforcement du système d'alerte précoce ; (iii) l'amélioration des capacités d'intervention ; et (iv) l'amélioration de la coordination et le renforcement des capacités des intervenants en tenant compte des recommandations de la politique nationale de développement de la nutrition.

En l'absence d'une stratégie de sécurité alimentaire dont une première ébauche avait été élaborée en 2004, **les principales actions entreprises** au cours de la période 2006-2010 ont concerné :

- ❖ La création de plus de 3 500 stocks villageois de sécurité assurant la disponibilité et la proximité des produits alimentaires en milieu rural ;
- ❖ Le renouvellement du stock national de sécurité alimentaire ;
- ❖ La mise en œuvre d'un programme de projets de promotion du développement local (réalisation de 256 microprojets de sécurité alimentaire)
- ❖ La distribution de vivres aux plus nécessiteux (32 000 tonnes) ;
- ❖ L'exécution des programmes de filets de sécurité au profit des populations vulnérables (478 AGR)
- ❖ La vente subventionnée des produits de première nécessité dans le cadre du PSI (44 000 tonnes) ;
- ❖ La mise en œuvre d'un programme de nutrition (465 Centres d'Alimentation Communautaire, 1 460 CRENAM et 10 cantines scolaires) ;
- ❖ La réhabilitation des infrastructures de stockage (20 magasins de 1000 tonnes et 15 de 200 tonnes).

Au cours du CSLP III dans le sous domaine de la prévention et de la gestion des crises et afin de consolider les capacités de prévention des crises et de conception de programmes de sécurité alimentaire, **l'année 2011** a connu les principales réalisations suivantes: (i) la conduite d'une enquête sur la vulnérabilité structurelle au niveau communal; (ii) la réalisation d'une enquête d'identification des familles vulnérables à Nouakchott, contribuant à une amélioration notable du ciblage des bénéficiaires de l'assistance alimentaire; et (iii) la réalisation de deux enquêtes d'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages.

Pour renforcer les capacités opérationnelles et de mise en œuvre des programmes du CSA, les actions suivantes ont été menées: (i) la réhabilitation d'aires de stockage d'une capacité de 12.600 tonnes; et (ii) le renforcement du stock national de sécurité.

Pour ce qui est du sous domaine des secours d'urgence et dans l'objectif d'assister les populations vulnérables et de mettre en œuvre des programmes de lutte contre la malnutrition, les principales réalisations, au cours de l'année 2011, ont porté sur: (i) l'ouverture de 688 centres d'alimentation nutritionnelle; (ii) l'exécution du

programme d'intervention prolongée de secours au niveau des zones d'insécurité ;(iii) la conduite d'interventions d'urgence en milieu urbain à Nouakchott en faveur des indigents dans trois Moughataas de Nouakchott (Riad, El Mina et Arafat) et à Kaédi ; (iv) la mise en place d'un programme spécial de solidarité pour endiguer les effets de la flambée des prix; et (v) la conduite de plusieurs interventions d'urgence en faveur des sinistrés victimes d'inondations au niveau de plusieurs localités du pays.

Quant au sous domaine des « microprojets de développement » et afin d'atteindre l'objectif de réduire la vulnérabilité des populations aux chocs exogènes, les réalisations suivantes ont été engagées: (i) la mise en œuvre d'un programme de microprojets « Vivres Contre Travail; (ii) le réapprovisionnement des stocks alimentaires villageois de sécurité (SAVS); et (iii) la mise en œuvre d'un vaste programme de clôture de zones de cultures pluviales.

En terme de résultats pour **l'année 2012** la mise en œuvre du programme EMEL conçu sous forme de programme d'urgence destiné à minimiser les effets néfastes de la sécheresse sur le vécu quotidien du citoyen a absorbé une très grande attention des structures en charge de l'exécution et des bénéficiaires.

Au cours de l'année 2013, la sécurité alimentaire s'est donc poursuivie à travers: (i) la conduite d'actions d'urgence visant l'atténuation des effets des crises alimentaires ; (ii) la réalisation du programme de microréalisations de sécurité alimentaire (VCT, CCT, Cash, MMF24); (iii) la poursuite d'exécution du Programme de Nutrition communautaire (CRENAM) ; (iv) l'amélioration des stocks alimentaires villageois de sécurité (SAVS); et (v) le suivi des populations vulnérables. Au cours de l'année 2013, des activités importantes ont été conduites dans divers domaines : (i) l'ouverture de 232 CRENAM au profit de 11.600 enfants malnutris dans les wilaya de l'Assaba et du Hodh Echargui (ii) la distribution gratuite de vivres au profit de 41929 familles dans les wilaya du Nord, de l'Aftout et à Nouakchott (iii) la distribution de 2650 Kits de secours (tantes, couvertures, nattes...) aux sinistrés de l'intérieur du pays et 300 familles à Nouakchott en plus de 5.900 bons alimentaires à Nouakchott ; (iv) l'ouverture de 900 boutiques EMEL au niveau rural comme réponse d'urgence et mesures de soutien aux populations affectées par la crise alimentaire ; (v) la réalisation d'une enquête ESAM de suivi de la situation alimentaire des ménages; (vi) la conduite d'une opération de cash transfert au profit de 16 500 familles dont 3000 à Nouakchott pour une durée de 5 mois; (vii) l'acquisition de 10.000 tonnes de blé et le réapprovisionnement de près de 1084 SAVS avec plus de 7318 tonnes de céréales dans 5 wilayas : 2 Hodhs, Brakna, Traza et Tagant; (viii) la réalisation de 129 projets (barrage, clôture zones agricoles, AEP ...) ; (ix) la réalisation de 77 microprojets vivres contre travail (VCT); et (x) la réalisation de 80 microprojets dans les wilayas de l'Assaba, du Tagant et du Hodh Chargui.

Au cours de 2014 les actions suivantes ont été mises en œuvre: (i) la poursuite du fonctionnement de 1.124 boutiques EMEL à l'intérieur du pays avec la vente de plus de 134000 tonnes à prix subventionné; (ii) l'exécution, d'une opération de secours au profit des sinistrés de l'incendie wharf et des rapatriés de Centrafrique par la distribution de 157 kits de secours (tentes, nattes, matelas, rations alimentaires) aux victimes de l'incendie; (iii) l'exécution, d'une opération d'accueil des rapatriés de Centrafrique à travers l'accueil, l'hébergement et la restauration de 239 personnes rapatriées du Centre Afrique; (iv) l'appui alimentaire, aux familles indigentes de Nouakchott par la distribution de 36 tonnes de vivres au cours du 1er trimestre; (v) l'ouverture de 50 CAC dans les wilayas du Hodh Chargui, de l'Assaba et du Tagant en partenariat avec la coopération italienne; (vi) la réalisation d'une mission conjointe de suivi de la situation agropastorale pour identifier les zones déficitaires; (vii) le démarrage des travaux d'exécution du programme PLIACEM avec la Coopération italienne 3ème et dernière phase à travers la réalisation de 80 microprojets dans les trois wilayas de l'Assaba, du Tagant et du Hodh Echargui. En outre, l'action du CSA a porté sur: (i) la vente de 31000 tonnes d'aliment de bétail au profit des éleveurs pendant la période de soudure ; (ii) la poursuite de la deuxième opération de vente d'aliment de bétail au profit des éleveurs suite au déficit pluviométrique pour une quantité programmée de 30000 tonnes de Rakel et 15000 tonnes de blé ; (iii) la distribution de 13000 tonnes de vivres au profit de 800000 personnes ; (iv) la finalisation de l'opération IftarSaaim avec la distribution de 66 tonnes de dattes et de lait pour 18000 familles dans les capitales régionales ; (v) l'apport d'une réponse favorable aux sinistres tels que : l'incendie du Warf, inondations de M'Bout, de Sélibabi et autres pour plus de 1580 familles sinistrées, avec une quantité de 121 tonnes de vivres et un lot important de matériel de secours (505 tentes, 944 nattes, 834 couvertures, 140 bâches, 400

moustiquaires et 591 matelas) ; (vi) la poursuite de la réalisation de microprojet de développement communautaire (petit barrage, digues, PM, clôtures zones agricoles, Adduction d'eau potable, AGR...) ; et (vii) la réalisation de plus de 180 microprojets (petit barrage, digues, PM, clôtures zones agricoles, adduction d'eau potable, AGR...).

5.1.3 L'analyse des résultats et impacts de l'axe 3

Dans le domaine de l'éducation

Les résultats assortis de l'analyse des progrès dans le domaine de l'éducation conduisent aux constats suivants :

- ❖ Deux résultats ont dépassé en 2013, la cible prévue en 2016, il s'agit du TBS préscolaire, et du taux de réussite en 1^{er} AS, d'où la nécessité de réviser ces deux indicateurs.
- ❖ Les deux autres résultats s'inscrivent dans une tendance à la baisse (TAF et TR/BEPC) rendant l'atteinte de la cible peu probable.
- ❖ Les indicateurs de réalisations des produits ne sont pas tous quantitatifs. Certains d'entre eux concernant des processus, et plus spécifiquement l'élaboration et la mise en place de stratégies. Il s'agit plus spécifiquement d'élaborer et mettre en place : (i) des stratégies d'éducation parentale ; (ii) des outils de cadrage du secteur ; (iii) un cadre réglementant les passerelles ; (iv) un dispositif relatif aux situations d'urgence ; (v) la stratégie d'habilitation des ENSD ; (vi) celle de la mobilisation pour stimuler la demande ; (vii) la stratégie d'éradication de l'analphabétisme et la fonctionnalité de instances en charge de ce domaine.

Dans le domaine de la santé :

Dans le cadre la santé mère et enfant, les indicateurs relatifs à la mortalité maternelle ont progressé légèrement malgré de gros efforts consentis par le Gouvernement et ses partenaires

La mortalité maternelle est de 582 pour 100 000 NV selon RGHP 2013 contre 232 pour 100 000 NV fixé pour 2015, tandis que la mortalité infantile est de 115‰ contre 45 ‰ fixé en 2015 dans le cadre des OMD.,

Dans le cadre de la lutte contre la maladie,

La prévalence du VIH/SIDA est stabilisée à moins de 1% conforme aux prévisions de l'objectif 2015. Les progrès enregistrés par le PEV ont permis de réduire la morbidité et la mortalité de certaines maladies cibles dont la rougeole où seulement des cas sporadiques annuels sont enregistrés à côté de pré certification de l'éradication de la poliomyélite dont le dernier cas remonte à 2010.

Dans le domaine de la protection sociale

En matière *d'action humanitaire*, il sera procédé au renforcement des capacités des acteurs sociaux à faire face aux problèmes humanitaires ; la promotion des mesures spéciales pour la protection des personnes vulnérables particulièrement les femmes et les enfants et les personnes vivant avec un handicap ; le renforcement des capacités nationales et régionales de réponse aux préoccupations d'ordre humanitaire et l'utilisation des médias et de la communication afin de mettre en évidence les questions humanitaires.

Dans le domaine de la promotion féminine et de l'enfance

Enfance; Pour ce qui est de la protection des enfants, les droits de l'enfant sont de plus en plus perçus par les différentes parties prenantes par la consolidation et le renforcement du mouvement national de promotion des droits de l'enfant à travers : (i) la mise en place de Tables Régionales de Protection (TRP) et de Systèmes de protection communaux. (ii) la formation continue de 360 monitrices sur le nouveau guide de monitrice et les outils pédagogiques ; et (iii) la formation initiale de 78 monitrices de jardins d'enfants au Centre de Formation pour la Petite Enfance; (iv) réhabilitation des anciennes écoles des enfants sourds et aveugles, qui ont été érigées en EPA : enseignement spécialisé de 370 élèves au Centre de formation et de promotion sociale des Enfants en situation d'handicapés.

Dans le domaine de l'emploi

La subvention aux associations intervenant dans le domaine du handicap : activités d'éducation, cash transfert au profit des enfants polyhandicapés, assistance sociale directe au profit des personnes handicapées

et 17 AGR ; distribution des aides techniques (fauteuils roulants, béquilles) pour l'autonomie fonctionnelle des personnes handicapées ; (xi) célébration des journées nationale (29 juin) et internationale (3 décembre) et l'organisation d'un atelier de réflexion sur la situation des enfants handicapés.

Par ailleurs, l'année 2014 a connu la préparation et la mise en place du programme national des transferts monétaires de l'Agence Nationale TADAMOUN qui opérationnalisera la stratégie nationale de protection sociale. La réinsertion sociale des jeunes chômeurs à travers les micro-finance et Micro-entreprises, il est prévu un programme de stages de longue durée (2 ans) ciblant 10.000 demandeurs d'emploi avec un mécanisme d'incitation pour les entreprises.

Les institutions de Micro finance affichent un encours de crédit net de 1,4 milliards d'ouguiyas, soit une baisse de 90,6% au cours de l'année 2014 par rapport au 31/12/2013. Cette remarquable diminution est due essentiellement au rattachement de l'UNCACEM à la CDD. Les CAPEC en détiennent 43,5 % tandis que la part des autres institutions représente 56,5%. Les dépôts ont enregistré une baisse annuelle de 7,8%, pour s'établir à 5,8 milliards d'ouguiyas à fin décembre 2014. Il y a lieu de préciser que les caisses d'épargne et de crédit détiennent plus de 91% de ces dépôts, alors que les autres institutions ont 8,9%.

Dans le domaine de la culture, de la jeunesse et du sport :

En ce qui concerne la jeunesse et le sport, les principaux résultats obtenus sont de plusieurs ordres dont :

- ❖ Le renforcement des capacités des ressources humaines à travers la formation des cadres de la jeunesse ;
- ❖ Le renforcement des capacités institutionnelles et juridiques ;
- ❖ Aménagement et réhabilitation des infrastructures de base.
- ❖ promotion et vulgarisation de la pratique du sport scolaire, universitaire et de masse et Développement du sport de haute compétition

Dans le domaine de l'éducation :

L'équité est traitée ici principalement sous l'angle de l'éducation et sur la base de la parité entre garçons et filles selon les Wilaya.

Sur ce plan, des progrès ont été réalisés en matière de scolarisation des filles, mais des efforts restent encore à faire pour atteindre la parité filles/garçons dans tous les degrés d'enseignement. L'indice de parité (IP) est variable selon les cycles, les indicateurs et les wilayas :

Au niveau de l'accès à l'enseignement primaire les taux bruts de scolarisation sont en faveur des filles (102.1% pour les filles contre 95.4% pour les garçons en 2012-2013), ces taux retombent à 28.9% et 30% respectivement pour les filles et les garçons pour la même année pour le 1^{er} cycle du secondaire. Quant au taux de transition (passage du cycle primaire en 1^{ère} année secondaire), il est de 46.9% pour les filles contre 52.7% pour les garçons en 2013.

Activités transversales relatives aux approches liées au Genre et aux droits humains :

L'analyse de la prise en compte du genre et des approches basées sur les droits humains dans les politiques initiées par le Gouvernement et ses partenaires à travers la planification et la mise en œuvre des actions ciblées a montré que l'intégration des besoins des groupes défavorisés et la réduction des inégalités entre ces groupes et les groupes les plus aisés a été effective, à travers le ciblage des populations les plus vulnérables situées en zone rurale et périurbaines (femmes et enfants) et l'utilisation d'approche d'animation communautaire basée sur des techniques participatives faciles et accessibles en vue de susciter des changements dans les comportements.

Dans le domaine de la santé : Fondamentalement, la santé prend en compte la dimension genre dans tous ses programmes, en particulier, la santé de la mère et de l'enfant. Le forfait obstétrical constitue, ainsi, un moyen efficace pour réduire les obstacles financiers aux soins obstétricaux, et représente un outil pertinent de lutte contre la mortalité et la morbidité maternelle, en améliorant la demande et la qualité des services.

Dans le domaine de la protection sociale : En termes d'équité, les difficultés que les paiements posent aux populations les plus démunies demeurent toujours, dans la mesure où les mécanismes d'exemptions prévus par le décret 006/2003 du 4 février 2003 et l'arrêté n° 00733/2003 du 16 avril 2003, ne sont pas totalement mis en œuvre. Jusqu'à présent, la vaccination contre les maladies ciblées du PEV, les examens biologiques nécessaires à la sécurité du sang dans le cadre de la transfusion sanguine, le traitement de la tuberculose,

les médicaments antipaludéens, les produits contraceptifs et les médicaments du VIH/SIDA, la prise en charge des dialysés indigents sont pris en compte, et délivrés gratuitement.

Dans les domaines liés au Genre et aux droits humains, les principales contraintes résidaient dans l'insuffisance de la prise en compte de l'approche Genre dans l'élaboration des stratégies nationales et de la faiblesse de l'expertise nationale. La sécurité alimentaires des groupes vulnérables requièrent une attention particulière des pouvoirs publics, elle suscite l'étude et l'enquête sur la vulnérabilité structurelle (réalisation d'une enquête monographique) ; la conception et la mise en place des outils de suivi de la vulnérabilité urbaine ; le suivi des flux transfrontaliers de produits alimentaires ; et la conception et mise en place des outils méthodologiques de suivi de l'impact des interventions de sécurité alimentaire. Un réseau de micro finances en milieu oasien avec 30 IMF couvre une grande partie du territoire national (l'Adrar, le Tagant, l'Assaba et les deux Hodh) et opère particulièrement dans les zones rurales ce qui permettra aux populations rurales l'accès aux services financiers. Le recrutement d'un nombre important de jeunes femmes diplômées à l'école nationale d'administration et de journalisme pour servir dans l'administration territoriale.

L'analyse des résultats et impacts de l'axe 4

Au niveau régional, l'approche ART GOLD est implémentée dans 04 régions du pays (l'Assaba, le Brakna, le Gorgol et le Guidimakha) au moment où les GTR ont été mis en place et leurs capacités renforcées dans le domaine de planification et du suivi des politiques au niveau avec l'élaboration des lignes directrices et des PRLP des régions. Mais la redevabilité de l'administration publique vis-à-vis du citoyen accuse du retard en dépit de l'adoption en avril 2014 d'un cadre stratégique de modernisation de la fonction publique.

Dans le domaine de l'ancrage de la culture démocratique et du contrôle citoyen, les OSC jouent faiblement leurs rôles. L'existence d'observatoires indépendants (notamment pour l'observation des élections et la lutte contre la corruption) constitue en soi une évolution positive dans tout processus démocratique mais elle ne suffit pas. On assiste au contraire à la résurgence des particularismes basés sur les considérations identitaires (tribales, ethniques, corporatistes...) et qui constitue un recul par rapport aux idéaux de consolidation de l'Etat de droit.

L'institution judiciaire a beaucoup de progrès à faire, comme le montrent les résultats de l'enquête sur la perception de la justice³⁴ lesquels révèlent des un faible niveau satisfaction et de confiance vis-à-vis des institutions judiciaires (les proportions de satisfaits se situent entre 30 et 40% en ce qui concerne la prévisibilité, l'indépendance et la transparence de la justice, l'égalité devant la justice et l'application des lois). La majorité des justiciables (plus de 82%) préfère recourir à un accord entre parties au lieu de recourir aux tribunaux pour conclure un litige avec un tiers.

Au cours de la période récente, les capacités du système statistique national ont été renforcées. Plusieurs PTF (notamment le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF) ont contribué au renforcement des capacités de l'ONS en matière de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données statistiques désagrégées. Avec ces appuis, l'ONS a réalisé, en mars-avril 2013, le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH4) dont les résultats viennent d'être rendus publics. Ceux de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages (EPCV 2014) ont aussi été publiés et l'enquête MICS 2015 vient de démarrer. En outre, les annuaires statistiques ont été régulièrement produits et diffusés par l'ONS.

Sur le plan de la **démocratie et de la gouvernance politique** l'analyse fait ressortir des points forts et des points de la mise en œuvre du CSLP de 2001 à 2015 :

✓ Prévention et réduction des conflits

Points Forts en matière de gouvernance des conflits

³⁴ Financée par l'UE et exécutée par DevStat, 2011

La législation mauritanienne garantit aux non-ressortissants la sécurité de leur personne et de leurs biens ainsi que la pleine jouissance de leurs droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques. Tout acte de discrimination, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée envers des non-ressortissants est prohibé et les non-musulmans pratiquent leur culte en toute liberté

Points faibles en matière de gouvernance des conflits :

Il semble que la Mauritanie ne possède pas de mécanisme de prévention, de réduction et de gestion des conflits, que ce soit au niveau national ou international. En effet, malgré certaines mesures normatives, politiques et économiques en faveur de la réduction des sources et des risques potentiels de conflits, aucun système d'alerte précoce n'existe en Mauritanie, ni au niveau officiel ni sur le plan communautaire.

✓ Démocratie constitutionnelle

Points Forts en matière de démocratie constitutionnelle :

La Mauritanie a ratifié plusieurs instruments internationaux et sous-régionaux et le législateur mauritanien a mis en place un système juridique globalement performant au niveau théorique. La Constitution établit, dans son préambule et dans l'article 10, un régime de droits et de libertés individuels et collectifs satisfaisant et elle confie la protection de ceux-ci au Conseil constitutionnel et au pouvoir judiciaire.

Sur le plan du Droit Politique la Mauritanie n'enregistre aucun détenu politique ni aucune dissolution de partis politiques. La liberté des citoyens d'adhérer à la formation politique de leur choix est un acquis de l'ouverture démocratique suite au principe de multipartisme, qui est l'un des piliers de l'ordre constitutionnel mauritanien, mis en œuvre par l'ordonnance 91-023 relative aux partis politiques. L'introduction par le législateur en 2003 de la dose de proportionnalité, a permis quantitativement un élargissement considérable de la représentativité des élus. Plusieurs rapports d'observation des dernières élections (Exemple : 2006, 2007 et 2009) ont signalé la bonne performance du cadre électoral et la capacité de l'administration à organiser des élections libres et transparentes (Référence des rapports d'observation des élections en Mauritanie de la mission européenne (2006-2009) ; ceux de la délégation américaine (2009), et de l'Union africaine (2009) relatifs à l'élection présidentielle de 2009).

Il faut de façon remarquable souligner que le Conseil constitutionnel a joué pleinement son rôle dans la protection des droits et libertés.

Points faibles en matière de démocratie constitutionnelle :

La faiblesse en matière de démocratie constitutionnelle se situe au niveau de la mise en pratique des actes et mesures prises ce qui handicape l'atteinte des objectifs escomptés.

Il faut noter aussi que qualitativement, la représentativité des élus à plusieurs niveaux pose de sérieux problèmes dus essentiellement au faible niveau intellectuel de certains et au faible respect des promesses tenues lors des campagnes électorales.

Malgré l'acquisition du principe de la libre administration des collectivités locales la plupart d'entre elles vivent exclusivement des subventions de l'État et souffre d'un manque de personnel qualifié malgré les efforts de renforcement des capacités entrepris par certains programmes spéciaux. La plupart des communes ne peuvent assurer qu'un petit nombre de services publics municipaux et le taux de satisfaction des populations concernées est très bas. D'autre part l'injonction fréquente du pouvoir administratif sur les communes empêche souvent ces dernières d'avoir une politique ou une stratégie innovatrice qui leur soit propre et l'empreinte du pouvoir central continue à se faire sentir suite aux influences sur les dirigeants municipaux.

Aussi il faut noter qu'en termes de gouvernance au niveau des communes la corruption devient un phénomène courant mais la faiblesse de l'enjeu politique et financier des marchés communaux banalise la question.

Ainsi, il ressort de l'analyse des faiblesses que la démocratie constitutionnelle ne peut être porteuse d'impacts significatifs que lorsque les rapports entre les détenteurs d'enjeux auront été clairement précisés et remodelés à la fois et ceci selon les normes de la démocratie moderne tout en exigeant de chacun le respect du cahier des charges qui lui est attribué.

✓ **Promotion et protection des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques**

Points Forts en matière de promotion et protection des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques :

La Mauritanie en terme de droit al'**Education** a obtenu des résultats remarquables pour l'enseignement primaire et secondaire ; des résultats mitigés pour le supérieur. Les campagnes d'Alphabétisation ont donné des résultats positifs (voir plus de détails dans l'axe 3 secteur Education).

Depuis quelques années, avec l'appui des partenaires au développement, le Gouvernement a accordé la priorité **au secteur de la santé**.

Sur le plan de la culture la Constitution reconnaît les droits des minorités culturelles et réserve des dispositions particulières aux langues nationales tels que le Maure ; le Halpoular , le Soninké et le Wolof. Cependant, le caractère unitaire de la République ne permet pas de faire de distinction ethnique au sein de la population.

Sur le plan des Droits sociaux : Le Code du travail mauritanien contient les principales clauses consacrées par les traités et conventions internationaux. Le droit au travail avec une rémunération convenable, les conditions de sécurité et d'hygiène, la détermination de la durée du travail et les droits garantis de la promotion et du repos sont prévus et respectés par la législation nationale et les conventions collectives. Le droit à la sécurité sociale et, particulièrement, à la protection et à l'assistance du travailleur, de sa famille et de ses enfants est assuré par le Code de travail, loi n° 2000-45.

Pour aider aux Droits à une vie digne à l'abri de la faim (Lutte contre la pauvreté) la Mauritanie s'est dotée de trois Programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP) afin d'améliorer la situation économique de la population.

Points Faibles en matière de promotion et protection des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques :

Les informations disponibles montrent, cependant, une sous-utilisation du **système de santé** - de manière inégale entre les niveaux du système - en particulier, par les groupes les plus pauvres. En tête des causes de non-utilisation des services de santé figure en général le coût élevé des prestations et des médicaments.

Sur le plan culturel il faut signaler que le problème de l'arabisation de l'administration pose un problème social pour ceux qui ont un cursus en français.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté la concentration sur les problèmes de chômage, d'indigénat, de l'extrême pauvreté et de la création des sources de revenus permanentes et fiables a été très faible.

✓ **Séparation des pouvoirs**

Points Forts en matière de séparation des pouvoirs :

Au niveau normatif, les textes organisant les pouvoirs constitutionnels en Mauritanie sont, dans l'ensemble, parmi les meilleurs en Afrique et que le régime politique est plus ou moins juridiquement équilibré.

Du point de vue financier et juridique, le Parlement Mauritanien dispose des moyens de son indépendance vis-à-vis des autres pouvoirs constitutionnels.

Points Faibles en matière de séparation des pouvoirs

Selon le rapport du bâtonnier de l'Ordre national des avocats de Mauritanie du mois de mars 2010, « la justice recule à des proportions inquiétantes, le procès pénal est géré par le parquet général qui représente le pouvoir exécutif, ce qui rend évidente la conclusion à l'instrumentalisation de la justice et l'absence de véritable séparation des pouvoirs ».

Il faut noter que les mécanismes constitutionnels ne réservent pas exclusivement le pouvoir législatif au Parlement ; au contraire, la procédure législative est largement maîtrisée par le Gouvernement (les lois d'origine gouvernementale représentent 99 % des textes examinés par les députés).

La séparation des pouvoirs en Mauritanie souffre de deux problèmes : l'influence visible du Président de la République comme dans la majorité des cas en Afrique ; et la faiblesse du pouvoir judiciaire qui est due essentiellement à sa subordination juridique à l'Exécutif par le biais du Conseil supérieur de la magistrature.

Quant au pouvoir judiciaire, il ne possède pas suffisamment les ressources humaines et matérielles pour assurer son indépendance vis-à-vis du Gouvernement.

✓ *La corruption dans la sphère politique :*

Points Forts en matière de corruption dans la sphère politique :

Lors de l'élection présidentielle de 2009, Mohamed Ould Abdel Aziz s'est engagé envers ses électeurs à combattre la gabegie et la corruption. Plusieurs mesures dissuasives ont été prises, notamment l'obligation pour tous les hauts fonctionnaires de déclarer l'état de leur patrimoine lors de leur entrée en fonctions et lors de leur sortie de charge. Cette mesure, issue de loi 2007-54, n'est pas nouvelle mais elle connaît un début d'opérationnalité par la mise en place de la Commission nationale en charge et ce qui témoigne d'une volonté politique claire de rompre avec les anciennes pratiques.

Points Faibles en matière de corruption dans la sphère politique :

Comme dans les pays environnants la corruption est un phénomène qui existe en Mauritanie et c'est ainsi qu'en 2011, le pays a été classé 143e sur 182 pays par l'organisation Transparency International.

L'absence d'un cadre juridique clair de lutte contre la corruption, d'une manière générale, et la corruption politique, en particulier, constitue un handicap majeur dans le combat contre ce phénomène. Des formes de corruption politique telles que l'achat des voix par tous les moyens n'est pas réprimé d'une manière satisfaisante par les mécanismes juridiques et institutionnels en place.

✓ *Droits des femmes :*

Points Forts en matière de droits des femmes :

Plusieurs initiatives et mesures pour accroître la participation des femmes ont été prises et ont connu une amorce d'exécution dans les deux derniers CSLP: Il s'agit notamment de :

- L'accroissement de la quote part du budget de l'Etat pour les projets à vocation genre ;
- L'exigence de l'augmentation du quota des femmes dans les listes électorales qui a permis une large représentativité des femmes (Exemple : En 2005 il y eu 20% de quota pour les femmes ce qui a boosté sa représentativité à 33% aux conseils municipaux et 18% au Parlement) ;
- La politique incitative dans le cadre du Programme national de lutte contre la pauvreté où plusieurs volets sont consacrés aux questions d'équité genre et de projets exclusivement en direction des femmes.

Points Faibles en matière de droits des femmes :

Dans le domaine de l'emploi, la proportion des femmes est dérisoire et surtout l'accès des femmes aux hautes fonctions administratives est minime. Il nous semble que tant que l'État n'aura pas adopté une politique de discrimination positive en faveur des femmes - essentiellement au niveau de l'accès aux postes de décision, les acquis et les réalisations en matière des droits des femmes resteront faibles avec un impact timide.

✓ *Droits des enfants et des jeunes :*

Points Forts en matière de droits des enfants et des jeunes :

Depuis quelques années, l'Etat a poursuivi une politique nationale de développement et de sécurisation de la **petite enfance**. Dans ce cadre, il a créé des structures de garde des jeunes enfants, des centres de récupération des enfants mal nourris et des institutions chargées des enfants en conflit avec la loi.

Outre la ratification des traités et conventions relatifs aux droits de l'enfant, la Mauritanie a adopté plusieurs textes tels que l'ordonnance 2005-015 relative à la protection pénale des enfants ; l'arrêté 701 MEN/PR qui interdit la contrainte physique des élèves ; le Code du travail qui prohibe le travail forcé des enfants et expose ses auteurs aux sanctions prévues par la loi.

Dans le cadre des **droits spécifiques des jeunes** ; la formation, l'emploi et les activités sportives et culturelles ont connu un essor remarquable. L'État a multiplié les mesures spécifiques destinées à promouvoir ces droits, notamment le Programme national pour les jeunes ; le Programme de formation et de l'emploi dans les petits métiers (bâtiment, agriculture et élevage) ; et les programmes de l'Agence nationale de la promotion et de l'emploi des jeunes (ANPEJ).

Points Faibles en matière de droits des enfants et des jeunes :

Certes, il n'y a pas en Mauritanie des zones de tension ou de guerre pouvant perturber la quiétude des enfants, mais l'exploitation par le travail en âge précoce constitue des facteurs de risque pour le bien-être et la protection des enfants.

On note aussi que pendant la vie des trois CSLP les droits des enfants et des jeunes a manqué d'ancrage consistant dans les stratégies nationales. On peut dire que la dimension jeunesse, en tant que priorité, est peu présente dans les programmes et plans nationaux, alors que la population mauritanienne est relativement jeune (Exemple : les jeunes de moins de 30 ans constituent près de 60% de la population mauritanienne).

✓ *Promotion et protection des droits des groupes vulnérables :*

Les rapatriés, les personnes sous conditions serviles et les handicapés constituent l'essentiel des groupes vulnérables en Mauritanie. Les CSLP ont initié des programmes destinés à la promotion et au respect des droits des groupes vulnérables. L'analyse qui suit met en exergue les points forts et les points faibles en matière de promotion et de protection des droits de cette frange fragile de la population.

Points Forts en matière de promotion et protection des droits des groupes vulnérables :

L'état a créé et tente de faire respecter les droits des groupes vulnérables notamment :

- **les droits des personnes rapatriées**

Le pays compte des personnes rapatriées venant des camps de réfugiés au Sénégal et au Mali. Le droit de retour et de réinsertion est reconnu par les conclusions de la Commission de réconciliation nationale et les Accords tripartites entre la Mauritanie, le Sénégal et le HCR. À cette fin, l'État a créé une Commission nationale d'identification pour le rapatriement, alors que les opérations d'accueil et de réinsertion ont été confiées à l'Agence nationale d'accueil et d'insertion des réfugiés (ANAIIR).

- **Les droits des personnes sous conditions serviles**

IL y a une unanimité sur l'existence des séquelles du phénomène de l'esclavage qui ont laissé plusieurs dizaines de milliers de personnes dans un état de dépendance économique. L'État reconnaît officiellement la vulnérabilité de cette catégorie de personnes ; leurs droits sont prévus par des lois,

des règlements et des plans et programmes spécifiques, particulièrement dans le cadre du Plan national de lutte contre la pauvreté (PNLP). L'Agence Tadamoune a été créée pour aider la frange de la population victimes des séquelles de l'esclavage à recouvrer ses droits élémentaires.

- **Les droits des personnes handicapées**

Pour la première fois en 2006, l'État mauritanien a reconnu explicitement les droits des personnes handicapées. Le législateur a ainsi adopté l'ordonnance 2006 portant promotion et protection des personnes handicapées. Celles-ci représenteraient 5 % de la population, selon les statistiques du Commissariat aux droits de l'homme et à l'action humanitaire.

Points Faibles en matière de promotion et protection des droits des groupes vulnérables :

Cette faiblesse se situe tout d'abord au niveau de la définition des groupes vulnérables qui demeure assez floue dans la terminologie officielle. Le terme est utilisé pour désigner la souche sociale composée des anciens esclaves ; parfois, elle sous-entend les personnes nécessitant une attention particulière telles que les handicapés. Ceci provoque une confusion dans la mise en œuvre de certaines mesures étatiques ayant des incidences financières en faveur de tels ou tels groupes vulnérables. Cette situation rend difficile le choix des bénéficiaires prioritaires des appuis programmés.

L'analyse des résultats et impacts de l'axe 5

Les insuffisances constatées en matière de suivi-évaluation lors de l'évaluation des deux premiers plans d'actions du CSLP (2001-2004) ont conduit les pouvoirs publics à introduire un nouvel axe relatif au renforcement du pilotage, de la coordination et du suivi-évaluation.

La réussite d'un système de suivi et évaluation reposait avant tout sur une parfaite appropriation par l'ensemble des parties prenantes (administration centrale, Parlement, administration territoriale, société civile, PTF, secteur public,...) à la fois du CSLP et de son plan d'actions prioritaires pour s'assurer que le CSLP constitue la référence en matière de politique de développementsur lequel les stratégies sectorielles et les politiques nationales doivent être nécessairement alignées . Cependant, bien que des indicateurs de performances aient été identifiés, force est de reconnaître que ce dispositif a été limité à des exercices ponctuels à l'occasion de l'élaboration des documents de révision et de suivi de la mise en œuvre du CSLP.

Après avoir mis en œuvre trois générations du CSLP, la Mauritanie prépare son agenda post 2015 qui devrait mieux refléter la réalité des préoccupations de ses citoyens. Si on compare ce processus avec un pays comme le Burkina Faso qui avait été choisi comme « pays-pilote », on remarque quelques similitudes dans l'approximation.En effet, le premier CSLP du Burkina est mis en œuvre de 2000 à 2003, mais il fut surtout un exercice technocratique réalisé en chambre par quelques cadres du ministère de l'Economie et des Finances. Ce premier CSLP est une séquence mal ficelée d'axes, d'indicateurs statistiques et d'actions génériques sans lien très évident avec la réalité de l'action du gouvernement, et produit pour répondre à la demande des bailleurs internationaux.

Mais comme le CSLP burkinabè n'est pas opératoire pour piloter l'action du gouvernement, un premier grand revirement a lieu en 2003. Sous l'impulsion de bailleurs, le dispositif se renforce ; le Gouvernement définit de volumineuses matrices de « mesures prioritaires », regroupées au sein d'un « programme d'actions prioritaires » (le PAP/CSLP). Mais les résultats restent mitigés pour la période 2004-2006. Finalement, après neuf ans de travail, le CSLP burkinabè ne parvenait toujours pas à devenir une « stratégie opérationnelle », au point de considérer que le travail du gouvernement burkinabè a perdu tout lien avec la réalité. L'année 2008 se terminant sans que les acteurs ne sachent réellement où en est la réforme du CSLP, qui pourtant gouverne le flux d'aide vers le pays. Finalement, nombreux sont les bailleurs qui considèrent que le CSLP n'est pas réel et que, depuis ses débuts, il n'a été qu'une conditionnalité pour le Burkina. Il faudra finalement deux ans pour que le Burkina, abandonnant les habits de la lutte contre la pauvreté après 10 ans, remplace le CSLP en 2009 par une « stratégie de croissance accélérée », appelant cette fois à entrer dans l'ère de l'« émergence économique ».

VI. Conclusions et recommandations

6.1 Les principales conclusions

En matière d'amélioration du cadre macroéconomique, le gouvernement a adopté, au cours de la période récente, un important train de mesures pour élargir l'assiette fiscale, améliorer le recouvrement de l'impôt et réformer en profondeur l'administration fiscale. D'importantes mesures ont également été prises pour optimiser les recettes minières, y compris la taxation du transfert d'actifs miniers, ce qui a contribué à un niveau globalement élevé de recettes budgétaires.

Concernant la politique monétaire, le système financier a récemment connu une accumulation de liquidités et le crédit au secteur privé s'est également accru, alimenté par la vigueur de la croissance économique. Quant au secteur financier, malgré l'amélioration de la rentabilité du système bancaire, les récents audits internationaux ont mis en évidence des niveaux élevés de créances improductives (39 %) dans les banques commerciales, de même que des provisionnements insuffisants.

Enfin, concernant les réformes structurelles, dans le cadre du programme appuyé par la FEC, la Mauritanie a accompli d'importants progrès en ce qui a trait à la réforme des subventions aux carburants (voir encadré) et à l'alignement des prix intérieurs sur les cours internationaux. Le Gouvernement veut mettre en application le mécanisme de tarification prévu par la nouvelle formule mise en place au début de 2012, mais a convenu avec les services du FMI de plafonner à 3 % l'ajustement des prix intérieurs des carburants. Cela aidera à atténuer l'impact éventuel d'une augmentation brutale des cours internationaux sur les prix intérieurs des carburants et sur l'inflation de manière plus générale, d'autant que les dispositifs de protection sociale contre la volatilité des prix énergétiques et alimentaires, ciblés en faveur des pauvres, ne sont pas encore entièrement opérationnels.

En ce qui concerne les entreprises publiques, des progrès ont été enregistrés dans la restructuration de la SOMELEC pour veiller à sa viabilité et réduire les engagements conditionnels pour le budget de l'État. Cependant, bien que la société ait été recapitalisée et que ses coûts d'emprunt aient été réduits, l'augmentation des tarifs pour les gros consommateurs n'a pas été effective.

Quinze ans après le début de mise en œuvre des CSLP, la fragile transition en cours vers la bonne gouvernance et la transparence, ainsi que la vulnérabilité du pays aux aléas climatiques et aux chocs sur les prix des produits de base, rendent toujours nécessaire l'appui de la communauté internationale.

Les priorités absolues restent de réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs et de faire en sorte que la croissance soit mieux partagée, ce qui nécessitera une stratégie globale de réformes structurelles. En outre, la Mauritanie doit remédier aux obstacles qui empêchent depuis de longue date, que la croissance soit mieux partagée : (i) le degré élevé de dépendance de la croissance économique au secteur minier à moyen terme ; (ii) le climat peu favorable aux affaires et (iii) les taux élevés de pauvreté et de chômage.

La question des prix à la consommation restera toujours la préoccupation majeure des gouvernants. Après avoir été ignorée durant les années 2001-2005, elle a resurgi au cours de l'année 2007 pour rapidement créer des polémiques sur les modes d'intervention de l'État. Depuis 2008, la thématique est à son tour le symbole des hauts et des bas des rapports entre l'État et les citoyens et des modes d'exercice du pouvoir.

De grands efforts ont été engagés pour améliorer l'état des infrastructures, notamment des routes et la construction de bâtiments mais leur rentabilité et leurs effets sont difficiles à évaluer.

Nonobstant toutes ces difficultés, des progrès importants et réels ont été enregistrés dans plusieurs domaines. L'amélioration de la capacité de production et de mise à disposition d'énergie est de nature à favoriser le développement et l'extension d'unités industrielles. De la même façon, l'aménagement de nouvelles routes

bitumées et l'entretien continu des anciennes permettent une meilleure intégration des territoires et une diffusion des possibilités de changement.

La difficulté cependant réside dans la pérennisation des résultats des actions menées dans la durée. Leur suivi et leur encadrement de proximité constitue la seule garantie de durabilité dont la responsabilité pourrait incomber aux services municipaux avec l'appui des services déconcentrés de l'Etat.

D'autres efforts tendant vers la refondation de l'Etat à travers les initiatives en matière de restauration des institutions républicaines, de modernisation de l'administration publique et de renforcement du pluralisme et de la liberté d'expression ont été entrepris, notamment au cours de la période récente.

L'évaluation des différents aspects de la gouvernance a montré que des progrès ont été enregistrés dans l'adoption de textes juridiques essentiels. C'est le cas notamment des lois organiques de 2012 relatives aux élections municipales (L.O 2012.032), aux élections législatives (L.O n° 2012.029), aux élections sénatoriales (L.O n° 2012.030), aux élections présidentielles (L.O n° 2012.028), ainsi que le vote des mauritaniens établis à l'étranger (L. 02012.033).

Au terme de la mise en œuvre du CSLP, force est de constater que dans l'optique d'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres, les réalisations et les retombées sont restées modestes. Les impacts directs imputables aux activités du CSLP sont difficilement mesurables, en l'absence d'outils spécifiques de suivi et d'évaluation. Les nombreuses activités prévues et programmées n'ont pas toujours été réalisées alors que dans le même temps, d'importantes activités ont été conduites alors même qu'elles n'étaient pas programmées. Cela témoigne d'une faible appropriation du processus de mise en œuvre des différents plans d'actions du CSLP par les différentes parties prenantes mais également sur l'efficacité du processus de pilotage et des outils de reporting des diverses activités menées.

L'écart entre la programmation et les réalisations d'activités dénote d'une faiblesse de maîtrise du CSLP comme outil principal de programmation et de mise en œuvre des politiques publiques.

Cependant, le faible niveau de réalisation des activités programmées ne renseigne ni sur l'efficacité de leur mise en œuvre et encore moins sur la pérennité des actions engagées, même si les actions retenues s'avèrent pour la plupart pertinentes.

Le faible impact des secteurs productifs (particulièrement ceux des mines et des industries), sur l'emploi ont limité les résultats de la lutte contre la pauvreté et maintenu l'économie fortement dépendante de l'extérieur.

Des progrès tangibles ont cependant été enregistrés dans les domaines l'accès à l'eau potable, de l'accès à l'énergie et de la construction d'infrastructures routières.

En matière d'accès à l'eau potable, l'accélération de la construction d'infrastructures permet désormais à 58% de la population un accès à une source d'eau potable améliorée. Cela correspond à une nette amélioration, aussi bien sur le plan de la disponibilité de la ressource que de celle de la qualité d'eau.

Même si ce taux paraît acceptable, on reste encore en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui s'établissait à 63% en 2011. Ce niveau d'accès des populations à l'eau potable cache cependant de fortes disparités. Le Sénégal a connu une faible amélioration de sa situation, avec une proportion estimée à 60 % en 1990 contre 73 % en 2011. Au Mali, 65 % de la population n'ont eu accès à l'eau potable en 2011, contre 28 % en 1990. Au Soudan en revanche, la part de la population ayant accès à l'eau potable a reculé entre 1990 et 2011 : elle est passée de 67% à 55% du fait notamment de l'instabilité politique et des situations chroniques de guerre³⁵.

Le secteur des infrastructures routières a aussi enregistré des progrès incontestables. La construction de nouvelles routes et la réhabilitation de celles qui existaient ont permis de désenclaver de nombreuses zones et de relier les secteurs géographiques concernés au réseau national. Entre 2001 et 2014, le taux de progression

³⁵ : OMS, 2011

des routes bitumées atteint presque 200%, ce qui démontre la volonté de rattraper le retard enregistré et d'intégrer les différentes régions du pays au réseau national.

L'accès à l'électricité a également été amélioré grâce aux efforts d'investissements consentis et réalisés par la SOMELEC. La capacité de production a été notablement améliorée et l'extension de plusieurs réseaux de distribution des principales villes a permis à de nombreux ménages de se raccorder directement, y compris des ménages pauvres, par le biais des branchements sociaux. A l'heure actuelle, 58% des ménages urbains ont accès à une source d'électricité, ce qui est bien au-dessus de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne où seuls environ 20% des ménages urbains ont accès à l'électricité³⁶. Parallèlement, le coût de production du KWh qui avait plus que doublé entre 2001 et 2010, est resté stable entre 2010 et 2014.

Malgré les importants financements dont il a bénéficié depuis l'an 2000, le secteur du développement urbain n'a pas permis de réduire la pauvreté urbaine, particulièrement celle qui se concentre dans les quartiers périphériques des principales villes. Pire, les résultats de l'EPCV 2014 font ressortir que la situation s'est dégradée entre 2008 et 2014 puisque la proportion de ménages habitant un logement précaire est passée de 32,5% à 35,9%. Les opérations de réhabilitation et de restructuration des quartiers précaires, conduites depuis 2003, ont attisé le désir de nombreux ménages à devenir propriétaires et donc à venir s'installer dans les quartiers pauvres des grandes villes. Il faut dire que ces opérations sont menées sans qu'aucune mesure de surveillance, d'interdiction et/ou de répression ne soit arrêtée pour prévenir la formation de nouveaux quartiers précaires.

En outre, au cours des quinze années écoulées, aucun effort concret n'a été fourni en vue de doter le pays d'un véritable Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT). Le déséquilibre qui caractérise les différents territoires du pays se sont parfois même accentués du fait de l'inégalité des traitements et en l'absence de l'identification et de la définition de la vocation de chacun d'entre eux.

L'analyse de la pauvreté en Mauritanie a montré qu'il existait une grande disparité entre milieu rural et milieu urbain, et que parmi les groupes socioéconomiques, les exploitants agricoles et les éleveurs étaient les plus touchés par la pauvreté. Compte tenu du caractère rural de cette pauvreté, des potentialités du secteur rural et de son importance dans la vie des populations, il est prévisible que la croissance économique encouragée par le CSLP dans ce secteur puisse entraîner et contribuer à une baisse non négligeable des indicateurs de la pauvreté. Une croissance économique importante en milieu rural pourrait même avoir un impact non négligeable sur la réduction de la pauvreté en milieu urbain et semi-urbain.

Au moment où l'Etat mauritanien réfléchit à de nouveaux mécanismes de production et d'alerte pour pallier les lourdes pertes de production suite au péril acridien et au déficit pluviométrique, où les prix des denrées alimentaires sont en hausse, sur tous les marchés du pays, et où les groupes socio-économiques, déjà en difficulté, deviennent de plus en plus vulnérables, il est important d'examiner en profondeur les atouts et les contraintes du secteur rural afin d'identifier de nouvelles pistes de redynamisation de ce secteur. Une attention particulière sur la protection de l'environnement serait un atout sécurisant le développement rural de façon durable. La modernisation des secteurs agricoles et vétérinaires serait un salut pour la croissance dans le milieu rural avec l'apport d'une valeur ajoutée sûre.

En conclusion, les actions réalisées dans le cadre du CSLP *pour le secteur Hydraulique et Assainissement* sont pertinentes et adaptées aux besoins du pays. La planification a ciblé des thématiques prioritaires pour le Gouvernement et les populations bénéficiaires. La mise en œuvre des plans s'est déroulée sans contraintes majeures et ceci à cause du caractère prioritaire des besoins en eau des populations. La multiplicité des agences partenaires a joué en défaveur de la qualité de la coordination des actions programmées.

La réalisation du plan des différents CLSP relatifs au secteur de la *sécurité alimentaire* a répondu à résoudre le déficit alimentaire pendant les années de sécheresse et a servi de garantir l'approvisionnement des zones pauvres en denrées de première nécessité. Il a en outre contribué de façon significative au développement des mécanismes de préventions des risques et ceci malgré la faiblesse dans la mobilisation des ressources financières programmées.

³⁶ : AFD, Accès à l'électricité en Afrique Subsaharienne ; document de travail, avril 2012

La majorité des actions entreprises par l'Etat et les partenaires dans le cadre du secteur environnement sont adaptés aux besoins du pays. La stratégie du CSLP a visé des thématiques pertinentes et prioritaires pour le Gouvernement et les populations bénéficiaires. Cependant la mise en œuvre autonome des actions reste cependant peu cohérente avec une approche programme, renforcée par la multiplicité des agences partenaires sans véritable coordination conjointe dans la mise en œuvre et le suivi.

6.2 Les principales contraintes de la mise en œuvre du CSLP 2001-2015 :

La Mauritanie a fait face à plusieurs contraintes, pour la plupart structurelles, qui ont constitué autant d'obstacles à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des OMD. Pourtant, grâce à la relative abondance des ressources naturelles et à leur récente valorisation ainsi qu'à l'appui de la communauté internationale, le résultat final en matière de lutte contre la pauvreté, a été au-delà de toute espérance selon les données de l'EPCV 2014 (on est à trois points de l'OMD1).

- a) D'abord, le faible degré de mise en œuvre et l'inefficacité des politiques publiques de développement affichées. Le CSLP est marqué par un faible niveau d'appropriation de la part des acteurs concernés. Le CSLP n'a pas réellement été utilisé comme cadre de référence pour la programmation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Les dépenses publiques ne reflètent pas les orientations des CSLP qui entendent lutter contre la pauvreté. Le CSLP n'a pas permis d'inverser la tendance à l'aggravation de la pauvreté en milieu rural et n'est pas parvenu à toucher les populations les plus démunies malgré les ciblés visés par les Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP).
- b) La croissance de l'économie mauritanienne n'est pas suffisamment inclusive, car la partie formelle est dominée par des groupes oligopolistiques, et dont la base productive est peu diversifiée et faiblement intégrée. Ce qui limite les effets d'entraînement et donc l'impact de la croissance, tant en termes de création d'emplois que de génération de revenus.
- c) Enfin, la forte dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en matière d'aide publique au développement (APD) et de commerce extérieur. Les exportations reposent sur les produits de base (fer et autres métaux, produits de la pêche, pétrole) dont la fluctuation des cours a des incidences sur les finances publiques et la balance des paiements. Les facteurs de croissance endogènes sont faibles et peu dynamiques. La dépendance alimentaire s'accroît.
- d) La quasi-totalité des secteurs et même de sous-secteurs se sont dotés de stratégies généralement en cohérence et en articulation avec les axes du CSLP mais la plupart de ces stratégies n'ont pas connu de mise en œuvre complète à cause des difficultés de tous ordres : insuffisances de ressources humaines et financières, de suivi et de volonté politique continue.
- e) L'ensemble du dispositif institutionnel au niveau national et régional a été formellement mis en place. Il est en général pertinent mais il n'a que faiblement fonctionné en termes de coordination, de consolidation du consensus autour du CSLP et d'espace de communication et de dialogue autour des politiques publiques sectorielles et intersectorielles comme en ont attesté les discussions avec les OSC à Nouakchott et à l'intérieur du pays.
- f) L'appropriation et la participation effective des administrations et des autres acteurs non étatiques sont mitigées. Si la plupart des responsables de l'administration ont connaissance des mécanismes participatifs et font l'effort de s'approprier les procédures de mise en œuvre, il n'en est pas de même pour ceux des OSC dont les contraintes de ressources et de professionnalisation entravent toute volonté d'appropriation ou de participation. La mise en œuvre des activités du CSLP a en effet souffert du défaut d'appropriation de l'outil par les autorités locales et les populations. Celles-ci, bien qu'informées du déroulement de l'ensemble du processus et invitées à participer aux différentes étapes, ont le sentiment de servir de caution à une programmation qui n'est pas la leur. Les responsables communaux se sont sentis exclus des cercles de décisions et

s'interrogent sur l'articulation de leur PDC au CSLP. Il en va de même pour les autorités administratives locales qui s'interrogent sur les liens avec le PRLP. Pour garantir le succès des interventions similaires dans le futur, il est important de mettre l'accent sur : (i) la préparation rigoureuse, seule à même de garantir une cohérence et une consistance des projets à retenir ; (ii) l'exigence d'inclusive du processus, de sorte que chaque acteur se sente pleinement responsable des succès comme des échecs des actions à mettre en œuvre ; (iii) la mesure et la comptabilité des effets des activités conduites, de façon à avoir une meilleure idée des besoins et programmer en conséquence l'allocation des ressources ; (iv) la programmation des projets structurants dont les effets agissent durablement sur la pauvreté, plutôt que sur des projets d'urgence dont les retombées sont limitées dans le temps.

- g) L'approche de mise en œuvre du CSLP a beaucoup souffert des contraintes liées aux insuffisances en matière de planification (les écarts entre les prévisions et les réalisations sont souvent élevés, y compris dans le cadre des lois des finances initiales et rectificatives), de ciblage et des modes opératoires. Ceux-ci ont fait les frais d'une décentralisation très théorique, des dysfonctionnements administratifs et la duplication des missions.
- h) L'élaboration du CSLP a été plutôt 'technocratique' en ce sens que l'approche participative n'a été adoptée que pour 'faire valider' les options et choix par les autres acteurs, notamment la société civile mais il est vrai, que de par sa fragilité, il aurait été difficile qu'elle puisse jouer un rôle de premier plan. Il en a découlé une absence dans la mise en œuvre, le suivi et de l'évaluation des programmes et projets.
- i) Le système de pilotage, de suivi et évaluation du CSLP a le mérite d'exister dans les deux derniers plans d'action (CSLP II et III) mais sa capacité à produire l'information stratégique pour répondre aux besoins réels et donc à être efficace est limitée à cause notamment des faibles capacités des administrations et leur inexpérience en matière de pilotage, de suivi stratégique et d'orientation de la prise de décision. Celle-ci a été souvent déconnectée de ce processus. Les insuffisances de la documentation, de la production et l'analyse des données et l'archivage constituent les principales contraintes. Les chiffres existent pour l'essentiel mais ils sont souvent peu désagrégés suivant des critères opérationnels, c'est à dire répondant aux besoins du pilotage, du suivi et de l'évaluation. Certains manquent même de crédibilité tant ils remettent en cause les séries disponibles et varient d'une source à une autre (laquelle dit vrai ?). Le besoin d'autorité, d'harmonisation et de consensus méthodologique est donc évident.
- j) Par contre les données disponibles et les entretiens ont montré de faibles capacités d'absorption, notamment au niveau de la réalisation des infrastructures dont plusieurs projets ont accusé des retards considérables (routes, barrages, aéroport).
- k) On a noté et dans plusieurs cas, des incohérences entre ce qui est écrit dans les différents outils de programmation (PIP, LF, BCI, CDMT global) et les objectifs du CSLP. La chaîne allant de « la stratégie, programmation CDMT, budgétisation, exécution, jusqu'à la loi de règlement » s'est formellement améliorée mais les procédures individuelles des bailleurs de fonds rendent plus complexes la mise en œuvre de certaines activités programmées. Toutefois, force est de reconnaître que la centralisation excessive des décisions en matière d'engagement et de règlement des dépenses publiques constitue un sérieux handicap pour l'adéquation entre le cadrage global (PIP, CDMT, LF) et les réalisations des activités (lenteurs, suppression de crédits). En outre, les ressources sont allouées à des départements ministériels ou des institutions publiques et non à des régions, des terroirs du milieu rural, à des femmes chefs de ménage sans ressources, à des villages enclavés.... C'est au niveau des choix et des arbitrages que certains bénéficiaires (communes ou villages) sont privilégiés par rapport à d'autres au risque de faire des doubles emplois et un gaspillage de ressources. Les départements ne sont pas tenus de décliner dans aucun document l'approche territoriale de leurs stratégies sectorielles ni la répartition de leurs ressources humaines et financières.

- l) Les programmes d'appui ou de soutien aux populations les plus vulnérables présentent des insuffisances en matière de ciblage à telle enseigne qu'au mieux, ils ont bénéficié autant aux pauvres et aux moins pauvres (EMEL). Ce constat concerne également la plupart des transferts et subventions de produits de consommation courante. Pourtant, toutes les données disponibles concluent sur une superposition entre la carte de la vulnérabilité (marginalisation) et celle de certains groupes sociaux (descendants d'esclaves).
- m) Les opinions de la mission d'évaluation sur les principaux critères de l'évaluation du CSLP 2001-2015 sont résumées par axe dans le tableau ci-dessous.

Axes	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
Pertinence	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne	Bonne
Efficacité	Faible	Faible	Moyenne	Faible	Faible
Durabilité	Faible	Faible	Assez bonne	Faible	Faible
Cohérence	Bonne	Bonne	Assez bonne	Bonne	Bonne
Impact	Moyen	Faible	Moyen	Faible	Très faible
Appropriation	Moyenne	Très faible	Moyenne	Insuffisante	Très faible

- n) Le renforcement de la résilience des populations face aux crises récurrentes a été une préoccupation pour le gouvernement et les PTF. Et on peut noter que globalement, il n'y a pas eu de famine mais la malnutrition chronique demeure une réalité structurelle au niveau des franges les plus vulnérables de la société (femmes enceintes et enfants) comme en témoignent les résultats des différentes enquêtes Smart. L'insécurité alimentaire s'atténue mais, au gré des saisons, entre 200 et 300 000 personnes vivent dans une insécurité alimentaire sévère (PAM, FSMS).

6.3 Les principales recommandations

Quinze ans après le début de mise en œuvre des CSLP, la fragile transition en cours vers la bonne gouvernance et la transparence, ainsi que la vulnérabilité du pays aux aléas climatiques et aux chocs sur les prix des produits de base, rendent toujours nécessaire l'appui de la communauté internationale.

Les priorités absolues restent la réduction de la vulnérabilité de l'économie par rapport aux chocs extérieurs et de faire en sorte que la croissance soit mieux partagée. Ce qui nécessitera une stratégie globale de réformes structurelles. En outre, la Mauritanie doit remédier aux obstacles qui empêchent depuis de longue date, que la croissance soit mieux partagée, à savoir le degré de dépendance élevé de la croissance économique par rapport aux aléas du secteur minier.

Les perspectives à moyen et long terme restent prometteuses : l'abondance des ressources naturelles du pays offre des possibilités de développement considérables. Il est essentiel d'opérer des réformes structurelles pour accélérer la croissance et créer davantage d'emplois ainsi que pour s'attaquer aux défis liés à la diversification de l'économie, aux inégalités et au chômage des jeunes.

Pour l'avenir et compte tenu de l'expérience du CSLP 2001-2015 et dans le but de consolider les acquis et de réaliser des progrès plus rapides en matière de développement, les objectifs prioritaires pour le prochain cycle de programmation peuvent être orientés vers : (i) l'instauration d'un climat de confiance entre les

acteurs politiques et économiques ; (ii) la recherche d'un consensus basé sur des analyses, elles mêmes fondées sur des données fiables et des décisions réalistes, équitables et correctement mises en œuvre ; (iii) des choix orientés vers les populations les plus vulnérables, correctement ciblées, établis en fonction des ressources disponibles ou mobilisables pour un résultat optimal .

Pour cela, il est nécessaire de mieux gérer les ressources humaines, renforcer la transparence et l'efficacité des systèmes de contrôles à tous les niveaux ainsi que ceux des systèmes de suivi des projets/programmes. Ceux-ci doivent être systématiquement soumis à des évaluations indépendantes et à des audits techniques et financiers. En outre, les budgets des départements ministériels doivent être déclinés dans le cadre d'une approche territoriale des stratégies sectorielles.

Les propositions ci-dessous découlent des constats faits plus haut. Elles constituent des réponses cohérentes aux défis constatés à travers les obstacles et contraintes rencontrés au cours de la mise en œuvre du CSLP 2001-2015. Ces réponses devront toutefois tenir compte, au cours des prochaines années, de la lutte contre le terrorisme transfrontalier et l'impérieuse nécessité d'assurer un climat de sécurité intérieure, y compris la résilience à l'insécurité alimentaire et aux changements climatiques en rapport avec la stratégie de réduction de la pauvreté.

Au plan multisectoriel, il est recommandé:

- 1) **Réformer l'appareil administratif** : l'une des clefs de réussite de la bonne gouvernance que s'est fixé l'Etat mauritanien passe par une réforme de l'appareil administratif, qui doit à l'avenir être orienté sur plus d'efficacité et de transparence, plus de souplesse et de d'offre de meilleurs services aux usagers, tenant compte des transformations du rôle de l'Etat
- 2) **Consolider l'Etat de droit à travers des institutions fortes** dirigées par des hommes et des femmes de haute moralité et une application rigoureuse des lois et règlements ; des élections libres, transparentes et tenues à des dates connues d'avance en application de la loi fondamentale et des autres textes législatifs et réglementaires. C'est dans ce cadre qu'il faut promouvoir une culture démocratique à travers l'émergence de contre-pouvoirs indépendants, expression de l'existence d'une société civile consciente des intérêts majeurs du pays et vigilante vis-à-vis des dérives possibles en matière du fonctionnement de l'Etat de droit, en particulier du respect des droits humains et des engagements pris par le pays en la matière devant la communauté internationale à travers la mise en œuvre des recommandations de examen périodique universel (EPU).
- 3) **Améliorer les capacités des ressources humaines** disponibles à travers l'éducation, la formation professionnelle continue et l'allocation optimale (utilisation rationnelle des ressources humaines à travers un système transparent de gestion des carrières suivant les principes universels de l'évaluation des compétences et des performances) sans oublier l'instauration d'un système de rémunération transparent et équitable (en référence à ce qui se fait de mieux ailleurs) tout en réhabilitant le mérite et la sanction sur des bases objectives. Une récente étude sur la valorisation des ressources humaines dans l'administration mauritanienne³⁷ comporte l'essentiel des mesures pratiques allant dans ce sens. L'école devra retrouver son rôle de ciment de l'unité nationale, de la citoyenneté, 'd'ascenseur social' et de facteur de développement économique.
- 4) **Réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté en milieu rural** et périurbain et la prise en charge des groupes les plus vulnérables à travers la mise en œuvre de la stratégie de protection sociale. La pauvreté demeure en effet préoccupante dans ses différentes dimensions : inégalité, distribution géographique, contribution des groupes socioéconomiques à la pauvreté, déterminants de la pauvreté. En plus du défi de la pauvreté générale, la lutte contre la vulnérabilité et l'exclusion des

³⁷ CMAP, juin 2014

groupes sociaux défavorisés est une préoccupation largement partagée par les mauritaniens. Ces groupes sont en particulier les femmes sans éducation, les populations pauvres en milieu rural et périurbain, les enfants et orphelins vulnérables, les handicapés, les chômeurs et les personnes de troisième âge. En effet, toutes les données disponibles ont montré que l'extrême pauvreté mauritanienne est essentiellement un phénomène rural avec des inégalités statutaires qui ont leur reflet au niveau de l'accès aux ressources productives (femmes et groupes socio-ethniques traditionnellement dominés dont en particulier les esclaves et descendants d'esclaves). Ce qui entretient et aggrave la pauvreté qui a tendance à être « héréditaire » tout en interagissant sur les autres dimensions comme l'analphabétisme et l'accès aux services sociaux de base dans le contexte d'une faible protection sociale. Dans ce cadre, les ménages vivant en milieu rural, quel que soit par ailleurs leur statut social ou ethnique, subissent des iniquités liées notamment à des faiblesses infrastructurelles et de revenu évidentes et qui sont entretenues et renforcées du côté de l'offre par le mode et les choix en matière de gestion des ressources publiques³⁸. Ainsi il est recommandé de créer une dynamique intégrative et participative profitable à la paysannerie locale. Il faut toutefois reconnaître que, sur ce plan, des efforts ont été consentis au cours de la période récente mais il faudra en assurer le suivi et la durabilité à travers l'appropriation (notamment dans le cadre des projets réalisés par l'agence TADAMOUNE).

- 5) **Trouver une solution aux problèmes fonciers** dans le double objectif de poursuivre les efforts entamés en matière de réduction de la dépendance alimentaire³⁹ et atténuer les tensions sociales. Il est en effet apparu que la difficulté d'accès au foncier est un facteur limitant qui maintient de nombreuses populations dans la pauvreté. La garantie de l'occupation d'une parcelle ou de l'exploitation d'une terre permettrait de rassurer et de profiter pleinement d'un statut qui conduit à une amélioration certaine des conditions d'existence. Des efforts récents sont entrepris pour développer le potentiel agro-pastoral et ont déjà donné des résultats positifs. Il reste à s'assurer de leur durabilité.
- 6) **Améliorer la compétitivité de l'économie** : l'économie doit être réformée pour être plus inclusive, orientée vers le développement et contributive à la réduction de la pauvreté. Le défi est d'évoluer d'une économie de rente vers une économie compétitive, diversifiée et durable qui profite à tous les mauritaniens par la création d'emploi, le développement d'opportunités économiques et l'insertion des groupes vulnérables dans les circuits économiques. La faible diversification de la structure des exportations rend la Mauritanie vulnérable aux chocs extérieurs. Les fluctuations des prix des matières premières et les conditions climatiques difficiles continuent d'influencer trop fortement l'économie nationale. Celle-ci continue à être caractérisée par une base productive peu diversifiée et peu compétitive, des infrastructures insuffisantes, un système éducatif et de formation professionnelle inadaptés, un accès limité au financement bancaire, des problèmes de gouvernance et des capacités institutionnelles réduites.
- 7) **Adopter une politique d'innovation** et mettre en œuvre une stratégie pour l'innovation dont les grandes lignes ont été esquissées au niveau de la cellule qui a été créée à cet effet (MAED)⁴⁰. C'est ici le lieu de noter quelques initiatives en matière de réadaptation du système éducatif au marché de l'emploi (création de nouveaux établissements et instituts professionnels) mais de grands efforts doivent être entrepris pour améliorer la qualité à travers la formation des formateurs, le pilotage du

³⁸Unicef, Analyse de la situation des enfants et des femmes, 2010.

⁴⁰ Voir aussi, le rapport sur la mise en place d'un système d'innovation en Mauritanie, CMAP, 2014

système, la réhabilitation de l'enseignement public (création d'internats) et la dépolitisation de l'encadrement du Savoir.

- 8) **Améliorer le climat des affaires**, notamment dans les aspects où le pays connaît des retards : l'égalité des chances à travers la concurrence saine et loyale ; la corruption et les performances du système judiciaire et de l'administration publique, financière en particulier (accès et traitement équitable aux services financiers, Douanes, Impôts, Domaines, Trésor public, justice...) ainsi que l'assainissement du système monétaire (changes, transfert de dividendes, banques et assurances). C'est ici le lieu de rappeler la nécessité de clarifier le rôle dévolu au secteur privé et l'assainissement des relations avec ses acteurs.
- 9) **Rendre les dépenses publiques efficaces, efficientes et équitables**, notamment celles qui concernent les secteurs de l'Education, de la Santé et de la Protection sociale avec pour objectif majeur : le respect des droits des femmes, des enfants et des personnes vulnérables. A cet effet, la cohérence des lois des finances (Budget de l'Etat) avec le CDMT avec les objectifs du CSLP (ou son remplaçant) doit être de rigueur (y compris à travers des outils juridiques contraignants). L'équilibre entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement doit être étudié et appliqué pour ne pas compromettre la durabilité des réalisations, particulièrement celles qui impliquent des charges récurrentes (routes, bâtiments, équipements techniques). La délégation des pouvoirs de gestion devra être la règle pour le fonctionnement des services sociaux de base, y compris pour l'échelon le plus bas de la hiérarchie.
- 10) **Réorganiser et consolider les systèmes de contrôles à priori et à posteriori** des finances publiques. S'ils ont effectivement connu un regain d'intérêt au cours des dernières années, l'expérience montre qu'il est nécessaire de choisir l'encadrement avec rigueur et recruter leur personnel sur des bases transparentes où la compétence (expérience) et la moralité sont essentielles tout comme la suite qui est réservée aux conclusions des contrôles. Il y va de la crédibilité des institutions et de la confiance des citoyens. L'expérience a aussi montré que de nombreux dysfonctionnements sont liés avant tout à l'incompétence et à l'inexpérience des responsables mais aussi au défaut de procédures, du non-respect de celles qui existent et l'absence de l'obligation de la redevabilité (Accountability).
- 11) **Lutter contre le chômage des jeunes** : les données statistiques ont montré que le niveau de chômage est très élevé chez les jeunes. C'est un phénomène préoccupant et qui nécessite des solutions urgentes et pérennes. Il se pose en termes de qualification et de formation, de régulation du marché de l'emploi, de valorisation du potentiel des grands secteurs générateurs d'emploi et d'appui à l'auto emploi. C'est dans ce cadre qu'il faut poursuivre la diversification de la base productive de l'économie nationale, de façon à multiplier les opportunités de création d'emplois et réduire ainsi drastiquement le chômage.
- 12) **Renforcer la décentralisation, la déconcentration et l'aménagement du territoire, notamment à travers une régionalisation effective des ressources et des pouvoirs** : les politiques mises en œuvre jusqu'ici ont conduit à des déséquilibres territoriaux qu'il est nécessaire de corriger par l'identification des potentiels et des opportunités qui s'attachent à chaque territoire et identifier les actions prioritaires à même d'impulser un développement endogène. Les villes doivent être considérées comme des moteurs à part entière du développement économique et social. A ce titre, elles doivent renforcer leurs capacités d'accueil et offrir aux populations de meilleures conditions de vie. Une proposition consisterait à exiger des départements ministériels de décliner une approche territoriale de

leurs stratégies et de leurs budgets annuels. Conformément aux textes régissant la décentralisation, la responsabilisation effective des collectivités locales et la clarification de leurs rôles en matière de gestion des infrastructures s'imposent pour amorcer une dynamique réelle de développement à la base.

13) Introduire et renforcer le positionnement des dimensions transversales du genre, de l'approche droits et de l'environnement dans toutes les politiques et stratégies sectorielles ainsi que dans chaque programme de développement ou projet public. Il faudra prendre en compte que la plupart des inéquités proviennent des facteurs ci-après : (i) le niveau de pauvreté lu à travers les quantiles de dépense (EPCV) ; (ii) le genre ; (iii) le niveau d'éducation ; (iii) le milieu de résidence ; (iv) le groupe socio-ethnique ; (v) le type de ménage et (vi) la zone géographique. Ces six variables ont une influence déterminante sur le respect des Droits humains en Mauritanie. Plus on cumule de facteurs négatifs et moins on a de chances de recouvrer ses droits. Par exemple, la pire des situations serait d'être une femme, chef de ménage, vivant en milieu rural dans une des régions les plus pauvres, appartenant à un groupe social traditionnellement dominé, sans éducation et faire partie du premier quintile de pauvreté (ce qui est en général une déduction logique des autres facteurs). Un accent particulier doit être accordé à une gestion concertée et rigoureuse des ressources naturelles, aux mesures d'atténuation des effets des changements climatiques et à la promotion de l'économie verte.

14) Développer l'appareil statistique, condition sine qua none de l'efficacité du **suivi-évaluation**. Les systèmes d'informations et les structures chargées du suivi-évaluation des activités et indicateurs de développement doivent être renforcés à tous les niveaux. A commencer par la réhabilitation du Système Statistique National (SSN) et l'actualisation de ses textes de base. Pour la crédibilité de l'organe central du SSN, il est nécessaire qu'il soit indépendant, doté de ressources suffisantes et ses dirigeants choisis suivant des procédures transparentes à partir de critères bien définis et pour un mandat précis avec un cahier des charges. L'organe délibérant devra également être constitué sur les mêmes bases et dans le même état d'esprit. Il y va du sérieux et de la crédibilité de ses publications.

Au plan sectoriel, il est recommandé :

Le Développement rural :

L'Elevage:

- ❖ Promouvoir le secteur de l'Elevage qui impacte directement le quotidien des populations
- ❖ La mise en place d'un système de financement adéquat pour l'élevage
- ❖ La confection de cartes de vaccination et de santé animale ;
- ❖ La conduite d'un recensement de l'élevage pour améliorer la qualité de l'information disponible en vue d'une meilleure programmation et de suivi/évaluation, l'application effective des textes juridiques régissant le secteur en particulier le code pastoral ;
- ❖ Développer les moyens de contrôle sur l'abattage des animaux (risques sanitaires) et développer de filières viandes rouges, peaux et cuirs etc. ;
- ❖ Continuer les efforts d'insémination artificielle pour améliorer la productivité du cheptel dans les Wilayas à grand potentiel d'Elevage ;
- ❖ Mise en exploitation de l'usine de lait de la région de NEMA avec 30000 litres de capacité et promouvoir l'installation d'une usine d'aliments de bétail dans une des Wilayas du grand pastoralisme ;
- ❖ Trouver un équilibre entre agriculture et élevage (aménagement de couloirs de passage) ;
- ❖ Créer des bassins de rétention et faire profiter la région de sa bonne pluviométrie ;
- ❖ Développer des mécanismes de synergie entre le secteur de l'agriculture et celui de l'élevage ;

- ❖ Amélioration des moyens logistiques des services d'Elevage et renforcement de leurs capacités ;
- ❖ Mise en œuvre d'instruments de suivi sous forme de la mise en place et de la tenue d'une banque de Données au niveau régional et National de l'Elevage ;
- ❖ Encourager les auto-évaluations dans le secteur d'Elevage et proposer des réajustements si nécessaire ;
- ❖ Une concentration sur le développement « pastoral » plutôt que sur celui de « l'Elevage » suppose un engagement stratégique en faveur d'objectifs sociaux plus larges ; déterminés grâce à une consultation plus approfondie des communautés pastorales sur leurs priorités dans le domaine de la santé et de l'éducation ; du crédit ; de l'accès aux céréales et de la reconnaissance des droits d'exploitation des ressources en eau et des pâturages tout en cherchant à augmenter la productivité du bétail qui en fait assure leur survie. Pour y parvenir et être convaincus l'Etat à travers ses services techniques compétents et les PTF devraient mener conjointement de tels exercices de diagnostic des problèmes et recherche de solutions avec les communautés rurales bénéficiaires.

L'agriculture :

- ❖ La mondialisation économique menace les moyens d'existence et érode les avoirs des couches rurales pauvres ; hommes et femmes ; en Mauritanie ; tout en augmentant leur vulnérabilité aux chocs ce qui mène à une plus grande pauvreté. Les grandes entreprises commerciales et quelques commerçants puissants bénéficient le plus des avantages des marchés et des opportunités d'investissement ce qui a conduit à une concentration du pouvoir sur le marché. Le secteur rural est fortement touché par cette situation et **pour cette raison il serait judicieux d'envisager des stratégies afin que les petits producteurs et commerçants** (i) sécurisent ou étendent leurs bases d'avoir dont dépend la productivité économique (ii) obtiennent un accès plus direct aux marchés grâce à une amélioration de l'information ; à la création des réseaux ; aux opportunités locales et régionales pour la transformation et les débouchés commerciaux (iii) créent des réseaux et alliances afin de s'engager pour des politiques nationales ; régionales et internationales plus en faveur des pauvres du secteur rural. Cette stratégie mènera à des résultats plus équitables en ce qui concerne les moyens d'existence du développement rural et contribuera à la réduction du fossé grandissant entre les riches et les pauvres ;
- ❖ La mise en place de mesures plus efficaces pour lutter contre les ennemis de la culture surtout la sésamie ;
- ❖ La promotion de l'agriculture et notamment l'agriculture pluviale, principale garantie de la sécurité alimentaire de la population ;
- ❖ La promotion de la diversification des productions, la modernisation des techniques culturales ; la mécanisation des outils de production et la réhabilitation des anciens périmètres agricoles ;
- ❖ L'élaboration d'une stratégie cohérente en matière de commercialisation des produits et de crédit agricole ;
- ❖ La réhabilitation de l'Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole (ENFVA) ;
- ❖ Renforcer la compétitivité de la production locale en limitant l'importation des dattes et des légumes pendant les périodes de grandes productions ;
- ❖ Création d'un centre local d'entreposage et de traitement des dattes et des légumes (Stockage, conservation, emballage, professionnalisation du métier d'agriculteur ...) ;
- ❖ Améliorer la disponibilité de l'eau pour développer l'agriculture dans les Wilayas ;
- ❖ L'insuffisance des infrastructures hydriques est un frein pour le développement de l'agriculture dans les Wilayas (rareté de l'eau, tarification chère,...) ;
- ❖ L'utilisation de l'énergie solaire devrait être encouragée, ainsi que les forages et les motopompes ;
- ❖ Développer la formation sur le traitement et les moyens de conservations des produits agricoles (dattes et légumes) ;
- ❖ Assurer la disponibilité des intrants agricoles (semences, grillages) accompagnée par une sensibilisation pour améliorer le rendement de l'agriculture ;
- ❖ Encourager la création d'un centre industriel de traitement des dattes (Stockage, conservation, emballage et exportation) ;
- ❖ La création d'un fonds spécial de financement de l'agriculture à Nouadhibou et de la sauvegarde de la culture des dattiers dans l'Adrar et d'autres régions potentielles ;

- ❖ Nécessité d'entreprendre des aménagements pour ralentir le ruissellement et/ou réaliser des barrages pour maîtriser les eaux de surface ;
- ❖ Développement d'une filière Maraichage, arboricultures dans toutes les régions potentiellement favorables;
- ❖ Introduction de la culture du blé dans certaines zones a vocation agricole ;
- ❖ Mise en œuvre d'instruments de suivi sous forme de la tenue et la mise à jour d'une Base de Données au niveau régional ;
- ❖ Amélioration des moyens logistiques des délégations régionales et renforcement de leurs capacités ;
- ❖ Encourager les Auto –Evaluations du secteur agricoles et proposer des réajustements si nécessaire.

L'hydraulique et l'assainissement :

- ❖ Le renforcement de l'accès à l'eau potable et inclure un volet assainissement dans chaque programme et projet ;
- ❖ Encourager l'utilisation de l'énergie solaire pour le pompage et le maraichage en vue d'un développement durable ;
- ❖ Prendre des mesures idoines pour valoriser les mares et les zones humides ;
- ❖ Rendre opérationnel et assurer la durabilité fonctionnelle des nombreux réseaux d'AEP qui ont été réalisés ;
- ❖ Faire un mapping de réalisation des points d'eau qui tient compte des petits villages délaissés et des zones pastorales arides à cause de la grille préétabli du Ministère concerné ;
- ❖ Si l'on considère que l'approche programme est un élément central dans la mise en œuvre du secteur Hydraulique et Assainissement du CSLP, *il faut alors revoir les processus de mise en œuvre du programme et en particulier les modes d'interaction entre les agences partenaires*, afin qu'une approche commune dans la mise en œuvre des actions de chaque agence apporte une réelle plus-value par rapport à une mise en œuvre des activités réalisée de manière autonome. Dans ce cas, l'amélioration de cette coordination devrait être une priorité.

La Sécurité alimentaire :

- ❖ Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des ressources humaines ;
- ❖ Promotion et Valorisation des mécanismes adaptés de participation des populations ;
- ❖ Adoption d'un réalisme pragmatique et plus de fluidité dans la programmation ;
- ❖ Opérationnalisation des cadres de concertation relatifs a la Sécurité Alimentaire (comités nationaux et régionaux de suivi du CSLP,...) élargis aux partenaires techniques et financiers au niveau central et régional ;
- ❖ Capitalisation des résultats des projets de Sécurité Alimentaire et actions réussies.

Le secteur de l'environnement :

- ❖ L'évaluation recommande l'adoption d'une approche holistique visant à répondre de manière intégrée aux préoccupations environnementales des bénéficiaires ce qui faciliterait l'amélioration de l'efficacité et efficience de la mise en œuvre des plans du CSLP ;
- ❖ Le Secteur Environnement doit créer des points focaux régionaux regroupant un représentant des agences partenaires et chaque contrepartie nationale. Ces points focaux liés ou non à la cellule économique de la wilaya, doivent améliorer l'ancrage de la stratégie environnementale nationale dans chaque wilaya et même au-delà ;
- ❖ Le pays doit mettre en place une cartographie globale actualisée des activités du secteur environnement pilotées par les services spécialisés de l'Etat et les Agences et acteurs du développement durable ;
- ❖ Engager des initiatives en matière de mobilisation des ressources pour le secteur environnement avec le secteur privé pour assurer la pérennité des actions porteuse et primordiale pour le développement durable ;
- ❖ Développer une approche participative et non directive pour l'ensemble du secteur environnement ;

- ❖ Pour les questions de mise en œuvre des plans environnementaux il est recommandé de dissocier les aspects du contrôle et de l'exécution ;
- ❖ Institutionnaliser un mécanisme de capitalisation des données et de circulation de l'information plus efficace pour le secteur environnemental ; Promouvoir et développer une politique stratégique d'exploitation des énergies renouvelables notamment le solaire et l'éolien et ceci afin de réduire les effets négatifs de l'action humaine sur l'environnement et la biodiversité.
- ❖ L'amélioration de la coordination de la gestion environnementale ;
- ❖ Le renforcement des capacités techniques et financières des ressources humaines en charge de la gestion de l'environnement (MEDD, autres ministères, secteur privé et société civile) au niveau central et régional ;
- ❖ La responsabilisation des communes dans la gestion et la protection de l'environnement et la gestion des risques et aléas environnementaux ;
- ❖ L'intensification des efforts d'information et de sensibilisation sur les changements climatiques ;
- ❖ La valorisation des capacités intrinsèques des populations dans la gestion des risques et des catastrophes ainsi que pour la réduction de la pauvreté ;
- ❖ Le renforcement des capacités des OSC intervenant dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

Le secteur de la Santé :

Dans l'ensemble, on peut conclure que des progrès significatifs ont été réalisés en matière de santé infantile dans le domaine de la vaccination et la nutrition, en matière de santé de la reproduction, d'hygiène et d'assainissement et de la communication..

Certaines faiblesses ont cependant été notées dans l'atteinte de certains résultats, en particulier, le renforcement du système de santé de district et les difficultés liées à l'évaluation des interventions pour la lutte contre la tuberculose, le paludisme et le VIH/Sida. Par ailleurs, les niveaux de coordination et de collaboration inter-agences, et entre les agences et les services nationaux, semblent défaillants, d'autant plus que la faible qualité du cadre de suivi-évaluation de la mise en œuvre des programmes a connu certaines difficultés d'appréciations, fautes d'informations et de données fiables.

Un recentrage de certaines interventions et leur alignement à la réponse et aux efforts du Ministère de la santé devrait être opéré avec l'appui de ses partenaires dans le domaine de l'hygiène et l'assainissement au sein des communautés, et l'hygiène hospitalière, pour faire face à l'épidémie de la maladie d'Ebola.

Le secteur de l'éducation :

La politique éducative à l'horizon 2020 s'articule autour des trois principales priorités suivantes :

- ❖ la maîtrise du fonctionnement du système éducatif sur les plans quantitatif et qualitatif ;
- ❖ la réduction progressive des disparités dans les parcours scolaires individuels, liées aux facteurs géographiques, économiques et de genre ;
- ❖ la mise en place des normes, des outils techniques et des mécanismes institutionnels pour améliorer la gestion du système et suivre la transformation des moyens alloués au secteur en apprentissages chez les élèves.

Des efforts ont été déployés par le gouvernement avec le soutien des agences du SNU, dans le cadre du PNDSE, et avec l'appui d'autres PTF pour rattraper progressivement les retards cumulés dans le domaine de l'éducation et de la formation. Des politiques et des stratégies de développement de la petite enfance, des secteurs de l'éducation et de la formation, de promotion de la jeunesse, s'inscrivant dans une démarche fédératrice du CSLP, ont été développées et mises en œuvre.

Des produits sont en cours de réalisation, mais certains d'entre eux accusent du retard dans le processus de leur mise en œuvre. Ils concernent notamment le développement et la mise en place de stratégies (éducation parentale, éradication de l'analphabétisme...), de mécanismes et dispositifs (passerelles, situation d'urgence,

système d'information, de planification). L'implication des partenaires nationaux à tous les niveaux hiérarchiques et leur appropriation des processus et techniques de réalisation des produits et des effets en vue de leur réplique et généralisation restent insuffisantes.

Le degré de mobilisation des ressources financières planifiées, au cours des différentes étapes CSLP, surtout dans la mise en œuvre de la composante Education est relativement insuffisant, ne dépassant pas, pour la majorité des produits, un taux de 50%. La capacité d'utilisation des fonds mobilisés est également faible, témoignant ainsi des difficultés de mise en œuvre de certaines activités et des produits qui en découlent.

ANNEXES

A - Eléments de bibliographie

1. CMAP, analyse des politiques publiques dans le secteur des pêches, octobre 2010 ;
2. CMAP Analyse des politiques publiques dans le domaine de l'Elevage, Novembre 2010
3. CMAP Analyse des Potentialités de Croissance du Secteur rural en Mauritanie, Juillet 2004
4. CDMT Energie, septembre 2003, page 15 ;
5. Christian Boniface : Opérationnalisation d'un niveau dispositif pour le suivi de la mise en œuvre du CLSP 2 (2006-2010) ; Rapport d'Etape ; Janvier 2007
6. MAED, Orientations stratégiques en matière de développement économique et social, Mai 2010 ;
7. MAED, Cadre des Dépenses à Moyen Terme du secteur de l'énergie (CDMT), septembre 2003 ;
8. MAED : Appui à l'élaboration des indicateurs de suivi du CSLP, des OMDs et du DHD, Octobre 2009 ;
9. MAED : Rapport sur les progrès 2010 vers l'atteinte des OMDs en Mauritanie, Avril 2010
10. MAED, PNUD, UNCDF : Actualisation de la Stratégie Nationale de la Microfinance en Mauritanie, Septembre 2011 ;
11. MAED-PNUD : Analyse des interventions du PNUD en appui à une croissance favorable aux pauvres en Mauritanie, juin 2012 ;
12. Boris SAMUEL, La production macroéconomique du réel, décembre 2013 ;
13. FMI, Rapport des services du FMI, a titre de l'article IV, 2006, 2009, 2010, 2012, 2013, 2014
14. MAT, Stratégie nationale de développement touristique, novembre 2007;
15. MHA, Stratégie nationale d'assainissement liquide, Août 2011 ;
16. MDEDD : PANE 2 -2012-2016), 2012
17. MDEDD : Troisième Communication National sur le Changement Climatique, 2012
18. MEDD : Rapport national sur le Développement Durable 2012
19. MEFP, Stratégie nationale de modernisation de l'administration et des TICs 2011-2016, juin 2011;
20. MET, Stratégie nationale des Transports 2011-2025, décembre 2010 ;
21. MDR. Stratégie de développement du secteur rural. Horizon 2015. Décembre 2001.
22. MDR. Stratégie de développement du secteur rural. Rapport de synthèse -Atelier de concertation nationale des 8 et 9 février 2007. Février 2007.
23. MDR- Rapport Etat des lieux et perspectives du secteur agricole et rural, Avril 2007
24. MPEM, Cadre de gestion des secteurs de la pêche et de l'aquaculture 2008-2012, Mars 2008 ;
25. Plans d'actions des CSLP I, II et III ;
26. PNUD, évaluation des politiques publiques en termes « d'ancrage de la croissance dans la sphère économiques es pauvres » ; Emergence Consulting, juin 2010 ;
27. La Coopération entre la FAO et la Mauritanie Principales Réalisations ; juillet 2011
28. Lettre de politique de Développement de l'Agriculture irriguée Horizon 2010 ; Décembre 2001)
29. Ministère de l'Agriculture : Stratégie Sectorielle 2015- 2017 ; Septembre 2014
30. Ministère de l'Economie et des Finances, CMDT 2008- 2010 : Cadre Budgétaire à Moyen Terme ; Octobre 2007
31. Rapports de CTS et de GTT pour les révisions des plans d'actions du CSLPI, II et III ;
32. Rapports annuels de Mise en Œuvre du CSLP (RMO) ;
33. Rapports EPCV 2000, 2004, 2008 et 2014
34. Rapports annuels de la BCM, 2005 à 2013
35. Secrétariat d'Etat à l'Environnement, PANE 1 (2007-2011), 2006
36. Secrétariat d'Etat à l'Environnement Stratégie nationale de développement durable ; 2006
37. Stratégie Agroalimentaire de la RIM 4ème groupe Consultatif pour la Mauritanie - Paris Décembre 2001)
38. Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire pour la Mauritanie - horizons 2015 et vision 2030

B- Compte-rendu des missions et focus groupes (document séparé)

C- Fiches d'évaluation (document séparé)

D- Termes de référence de l'évaluation (document séparé)